

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Conseil National Economique

Ses Origines, son Institution et son Organisation

Son Œuvre, son Avenir

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 13 heures 30

PAR

Georges DUBOST

JURY { *Président* : M. W. OUALID, *professeur.*
Suffragants { MM. PERREAU } *professeurs.*
NOGARO }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Ses Origines, son Institution et son Organisation
Son Œuvre, son Avenir

Présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 13 heures 30

Georges DUBOST

JURY { *Président* : M. W. OUALID, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. PERREAU } *professeurs*.
 { NOGARO }

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

160, Rue Saint-Jacques, 160

1936

A MES PARENTS

A MA FEMME

Témoignage de reconnaissance
et d'affection.



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	5
---------------------	---

INTRODUCTION

Position de la question.....	7
Intérêt du sujet.....	8

AVANT-PROPOS

<i>La place des Groupements Professionnels en France.....</i>	11
CHAPITRE I. — <i>Les Syndicats et les Associations Professionnelles..</i>	13
<i>Section I. — Les Syndicats ouvriers.....</i>	15
A. <i>La Confédération Générale du Travail.....</i>	16
B. <i>Les autres Confédérations.....</i>	17
<i>Section II. — Les Syndicats Patronaux.....</i>	18
<i>Section III. — Les Syndicats Agricoles. Groupements divers</i>	20
CHAPITRE II. — <i>Les Chambres Professionnelles.....</i>	23
<i>Section I. — Les Chambres de Commerce.....</i>	23
<i>Section II. — Les Chambres d'Agriculture.....</i>	25
<i>Section III. — Les Chambres de Métiers.....</i>	26

PREMIÈRE PARTIE

<i>HISTORIQUE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE</i>	29
--	----

CHAPITRE I. — <i>Les origines lointaines du Conseil National Econo- mique</i>	31
<i>Section I. — Les origines doctrinales</i>	31
I. <i>Les idées du Comte de Saint-Simon.....</i>	31
II. <i>Les idées de Proudhon.....</i>	34
<i>Section II. — Les origines de fait.....</i>	35
I. <i>Les Conseils Royaux.....</i>	35
II. <i>La Commission du Luxembourg.....</i>	37
CHAPITRE II. — <i>Les origines plus récentes du Conseil National Eco- nomique.....</i>	39
<i>Section I. — Le Mouvement d'idées en faveur de la repré- sentation professionnelle, de la fin du xix^e siècle, à la guerre de 1914.....</i>	39

I. Les idées de M. le Comte de la Tour du Pin et de ses disciples.....	40
II. Les idées de M. Charles Benoît.....	41
III. Les idées de M. Paul Boncour.....	43
IV. Les idées de M. Durkheim.....	45
<i>Section II. — Les Conseils Consultatifs en France, avant l'institution du Conseil National Economique.....</i>	
I. Le Conseil Supérieur du Travail.....	47
II. Le Conseil Supérieur des Colonies.....	48
III. Le Conseil Supérieur de l'Agriculture.....	50
IV. Le Comité consultatif supérieur du Commerce et de l'Industrie	50
CHAPITRE III. — <i>Les précédents directs du Conseil National Economique</i>	53
<i>Section I. — Vœux exprimés par quelques juristes et quelques hommes politiques à la fin de la Guerre.....</i>	
I. Les idées de M. Léon Duguit.....	53
II. Les idées de M. Marc Sangnier.....	55
III. Les idées de M. Joseph Caillaux.....	56
IV. La proposition de loi de M. le Général Messimy, quelques autres partisans de la Représentation professionnelle	57
<i>Section II. — Les conceptions de la Confédération Générale du Travail et de quelques autres Groupements à la fin de la Guerre de 1914.....</i>	
§ 1. — Les conceptions de la C. G. T.....	59
I. Les origines du Conseil Economique du Travail.	60
II. Le Conseil Economique du Travail 1920.....	61
Composition et Organisation.....	61
Fonctionnement et Œuvre.....	62
Appréciation	63
III. Les nouveaux Projets du Conseil Economique du Travail 1924	64
§ 2. — Les Conceptions d'autres Groupements.....	65
I. Le plan des Etats Généraux.....	65
II. Vœux émis par d'autres Groupements.....	67
<i>Section III. — Les Conseils Economiques institués à l'Etranger, à la fin de la Guerre de 1914.....</i>	
§ 1. — Les Conseils Economiques institués antérieurement au Conseil Français.....	69

A. Le Conseil Economique Allemand.....	70
1° Composition du Conseil	70
2° Fonctionnement du Conseil	72
3° Attributions du Conseil.....	72
4° Œuvre du Conseil. Evolution de l'Institution	73
B. Les autres Conseils	74
1° Le Conseil Supérieur de l'Economie de l'U. R. S. S.	75
2° La Commission consultative de Tchécoslovaquie	76
3° Le Conseil National des Corporations en Italie	76
4° Le Conseil d'Economie Nationale en Espagne	78
5° Le Conseil Economique Japonais.....	78
6° Le Conseil National Economique et l'Organisation Internationale du Travail.....	79
§ 2. — Les Conseils Economiques Etrangers créés postérieurement au Conseil Français.....	80

DEUXIÈME PARTIE

LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

CRÉÉ PAR LE DÉCRET DU 16 JANVIER 1925	83
---	----

CHAPITRE I. — <i>L'institution en France du Conseil National Economique</i>	85
Section I. — La Commission Préparatoire.....	85
Section II. — L'Avant-Projet élaboré.....	87
I. Composition du Conseil	87
II. Caractère et Fonctionnement du Conseil.....	90
III. Attributions du Conseil	90
Section III. — Le Décret instituant un Conseil en France et les Textes qui l'ont complété.....	92
Section IV. — L'accueil fait à la création du Conseil.....	95
I. Critiques sur la raison d'être du C. N. E.....	95
II. Critiques sur les origines et la Commission Préparatoire du C. N. E.....	97
III. Critiques sur la création par décret.....	100
IV. Les défenseurs du C. N. E.....	101
CHAPITRE II. — <i>L'organisation du Conseil National Economique. Exposé théorique et pratique. Critiques et appréciations....</i>	103
Section I. — Composition du Conseil National Economique	103
§ 1. — Directives et proportions servant de base pour la composition du C. N. E.....	103
A. Exposé du décret du 16 janvier 1935.....	104

B. Critiques sur le décret du 16 janvier 1935. Appré-	
ciation	107
1° Nombre de membres.....	107
2° Division adoptée par le décret.....	108
3° Répartition des sièges par profession.....	109
4° Représentation des classes sociales au C. N. E.	110
5° Conclusion	111
§ 2. — Composition du Conseil National Economique en	
fait	111
A. Les Organisations Membres du C. N. R.....	112
1° Règles relatives de la désignation des Groupe-	
ments	112
2° Liste des Groupements qui composent actuel-	
lement le Conseil Economique.....	114
3° Modifications qui se produites dans la Repré-	
sentation au Conseil Economique depuis la créa-	
tion	117
B. Les Personnalités Membres du C. N. E.....	119
1° La désignation des délégués.....	120
2° Qualités et conditions des délégués au C.N.E.	120
3° Quelques noms de personnalités actuellement	
Membres du C. N. E.....	121
C. Autres personnes ayant place au C. N. E. à côté	
des délégués proprement dit.....	122
1° Personnalités diverses	122
2° Experts	123
3° Rapporteurs et Secrétaires.....	124
D. Critiques faites à cette composition.....	125
Section II. — Attributions et Fonctionnement du Conseil	
National Economique	127
§ 1. Attributions du Conseil National Economique.....	127
A. Exposé des Attributions	127
B. Commentaires :	
1 ^{re} Thèse : Les Pouvoirs sont trop larges.....	130
2 Thèse : Les Pouvoirs sont trop restreints.....	130
§ 2. — Le Fonctionnement du Conseil National Econo-	
mique	131
I. Généralité	131
II. La Commission Permanente (Composition, Rôle	
et Méthode de Travail).....	133
III. Les Sessions du C. N. E. (Généralités, Adoption	
et Publication des Rapports).....	135

TROISIÈME PARTIE

L'ŒUVRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE	141
GÉNÉRALITÉS ET PLAN	141
TITRE I. — EXPOSÉ D'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU CONSEIL	143
CHAPITRE I. — <i>Les premiers travaux du Conseil</i>	145
<i>Section I.</i> — La séance inaugurale.....	145
<i>Section II.</i> — Elaboration du règlement intérieur.	
Examen des Premières protestations.....	147
<i>Section III.</i> — Le Problème du Logement.....	148
CHAPITRE II. — <i>Les grandes enquêtes du Conseil Economique</i>	153
<i>Section I.</i> — Enquête sur l'Outillage National.....	153
§ 1. — Considérations générales.....	153
§ 2. — Divers rapports adoptés dans les différentes ses-	
sions	156
<i>Section II.</i> — Enquête sur la situation des principales bran-	
ches de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Economie	
Nationale	160
§ 1. Les rapports analytiques sur les différentes branches	
de la production	161
A. Considérations Générales	161
B. Liste des Rapports analytiques.....	163
§ 2. Liste des rapports synthétiques.....	167
A. Liste des Rapports Synthétiques.....	167
B. Intérêt particulier de ces rapports.....	169
CHAPITRE III. — <i>Réponses à des demandes d'avis du Gouvernement</i>	173
<i>Section I.</i> — Réponses à des demandes d'avis relatives à	
l'Outillage National	174
I. Rapports de l'enquête établie pour répondre à des	
demandes d'avis de divers Ministres.....	174
II. Réponse à la demande d'avis de M. Tardieu.....	175
<i>Section II.</i> — Réponses à des demandes d'avis sur des ques-	
tions d'ordre National	177
I. Le problème du Chômage.....	177
II. Les constructions de lignes de chemins de fer	
et les constructions navales.....	179
III. Autres demandes d'avis	180
<i>Section III.</i> — Réponses à des questions d'ordre international	181
APPENDICE. — <i>Les réunions internationales des Conseils Economi-</i>	
<i>ques à Genève</i>	183

TITRE II. — ANALYSES DES RAPPORTS DU CONSEIL SUR LES	
TRANSPORTS. INTÉRÊT DE CETTE ETUDE.....	187
<i>Sous-Titre I. — Le rapport sur les Automobiles et les Che-</i>	
<i>mins de Fer</i>	188
Généralités	188
CHAPITRE I. — <i>Le rapport préliminaire de M. Josse.....</i>	191
<i>Section I. — Introduction. Caractéristique de chaque mode</i>	
<i>de Transport; la Répartition du Trafic.....</i>	191
<i>Section II. — Première partie du Rapport: La situation</i>	
<i>actuelle des Transports en France.....</i>	192
<i>Section III. — Deuxième partie du Rapport: La réglementation</i>	
<i>des Transports à l'Etranger.....</i>	194
<i>Belgique</i>	194
<i>Allemagne</i>	194
<i>Italie</i>	194
<i>Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie</i>	195
<i>Grande Bretagne</i>	195
<i>Maroc et Tunisie....</i>	195
<i>Etats-Unis</i>	196
<i>Canada et Espagne.....</i>	196
<i>Suisse</i>	196
<i>Conclusion</i>	196
<i>Section IV. — Troisième partie du rapport: Les Solutions</i>	
<i>envisagées</i>	197
<i>I. Exposé du point de vue en présence (Usagers.</i>	
<i>Personnel, Exploitants, Contribuables).....</i>	197
<i>II. Aspect juridique du problème.....</i>	198
<i>III. Base de la Réforme.....</i>	198
<i>IV. Conclusions</i>	199
CHAPITRE II. — <i>Observations reçues par la Commission Permanente</i>	
<i>sur le Rapport de M. Josse et sur le Problème des Transports</i>	
<i>en général</i>	201
<i>Section I. — Observations des Groupements représentant</i>	
<i>l'Automobile</i>	201
<i>Section II. — Observations des Groupements représentant les</i>	
<i>Chemins de fer</i>	202
<i>Section III. — Observations des Groupements d'Usagers....</i>	205
<i>Section IV. — Observations des Services Publics.....</i>	207

CHAPITRE III. — <i>Les conclusions du C. N. E.</i>	209
Première Partie: Les Principes dégagés de l'Enquête.....	209
Deuxième Partie: Réglementation envisagée. Les améliorations proposées	210
A. Pour l'Automobile	210
Police routière plus stricte.....	210
Soumission à l'Autorisation.....	210
a) Caractère. b) Condition et Procédure de l'autorisation. c) Réalisation de la Réforme. d) Période transitoire	210, 211 212
B. Pour les Chemins de fer.....	212
I. Amélioration au point de vue Commercial....	213
II. Amélioration au point de vue Technique.....	213
Conclusions	213
CHAPITRE IV. — <i>L'influence des travaux du Conseil National Economique</i>	215
Section I. — L'accueil fait aux conclusions du Conseil Economique	215
Section II. — La Législation récente sur les transports par fer et par route; en quoi elle consacre les suggestions du Conseil Economique	217
Sous-Titre II. — Rapport sur la Navigation Intérieure, le Cabotage et l'Aviation	224
I. Les Auditions de la Commission Permanente...	224
II. Les Conclusions du Conseil.....	225
III. La législation récente sur la navigation.....	226
TITRE III. — BILAN DE L'ŒUVRE DU CONSEIL	227
CHAPITRE I. — <i>Actif du Conseil</i>	229
Section I. — Esprit régnant au Conseil. Méthode de Travail	229
Section II. — Importance et influence des Rapports du Conseil	231
Section III. — Principes d'organisation économique qui se dégagent des travaux du C. N. E.....	233
CHAPITRE II. — <i>Passif de l'Institution</i>	235
Section I. — Le C. N. E. manque d'action sur les Pouvoirs Publics	235
A. Le C. N. E. et le Parlement.....	236
B. Le C. N. E. et le Gouvernement.....	236
Section II. — Le C. N. E. n'est pas assez connu.....	238
Section III. — Le C. N. E. manque de crédit dans les milieux économiques	238

QUATRIÈME PARTIE

L'AVENIR DU CONSEIL 241TITRE I. — PROJET ET PROPOSITIONS DE LOIS
SUR LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE 243*Plan*

CHAPITRE I. — <i>Les Projets de M. Poincaré 1927-1928</i>	245
<i>Section I.</i> — Composition du Conseil.....	246
<i>Section II.</i> — Attributions du Conseil.....	250
<i>Section III.</i> — Fonctionnement du Conseil.....	251
<i>Section IV.</i> — Appréciation sur le Projet Poincaré. Composition, Attributions, Fonctionnement, Influence.....	252
CHAPITRE II. — <i>Les Projets et Propositions en 1933</i>	255
<i>Section I.</i> — Le Projet Paul Boncour.....	255
§ 1. — Composition du Conseil.....	256
A. Le Comité Général.....	256
B. Les Groupements Professionnels.....	257
§ 2 et 3. — Attributions du Conseil, son Fonctionnement; les différents organes, leur rôle.....	262
A. Pouvoirs Généraux du C. N. E.....	262
B. Divers organes (Groupements professionnels, Sections, Commission permanente, Secrétariat, Assemblée plénière). Leur rôle.....	262
§ 4. — Appréciations sur le projet Paul Boncour. Intégration du Syndicalisme dans l'Etat. Composition. Attributions. Fonctionnement	264
<i>Section II.</i> — La proposition de loi Paul Gruet.....	266
§ 1. — Les Conseils Economiques départementaux.....	267
I. Composition	267
II. Fonctionnement et Attributions.....	268
§ 2. — Le Conseil National Economique.....	269
I. Composition	269
II. Fonctionnement et Attributions.....	270
§ 3. — Appréciation sur cette proposition. Composition. Fonctionnement et Attributions	270
CHAPITRE III. — <i>Les travaux parlementaires en 1934</i>	273
<i>Section I.</i> — Les Propositions de lois.....	273

<i>Section II. — Les Rapports de M. Paul Ramadier.....</i>	276
§ 1. — Composition du Conseil.....	277
A. Les Membres hors section qui composent l'Assemblée générale	277
B. Les Sections Professionnelles.....	279
§ 2. — Fonctionnement et Attributions du Conseil....	281
A. Fonctionnement du Conseil.....	281
B. Attributions du Conseil	281
1 ^o Attributions des Sections Professionnelles et de la Commission Permanente	282
2 ^o Attributions de l'ensemble du Conseil Economique	282
a) Attributions spéciales du premier rapport....	282
b) Attributions générales du Conseil.....	284
§ 3. — Appréciations sur les rapports de M. Ramadier. Composition. Fonctionnement et Attributions.....	285
CHAPITRE IV. — <i>Les propositions récentes.....</i>	287
<i>Section I. — La Proposition de loi Dommenge.....</i>	287
§ 1. — Composition du Conseil.....	287
§ 2. — Fonctionnement du Conseil.....	289
§ 3. — Attributions du Conseil.....	289
a) Attributions temporaires. b) Attributions permanentes	289
§ 4. — Appréciations sur cette proposition. Composition. Fonctionnement et Attributions	291
<i>Appendice; La Proposition de Résolution Duval.....</i>	292
<i>Section II. — La Proposition de loi des Syndicats Chrétiens</i>	292
§ 1. — Le Conseil National Economique.....	293
I. Composition	293
II. Fonctionnement et Attributions	295
§ 2. — Les Conseils Economiques Régionaux.....	296
§ 3. — Appréciations	297
TITRE II. — LA PLACE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE DANS LES DIVERSES CONCEPTIONS SUR LA REFORME DE L'ETAT	299
CHAPITRE I. — <i>Les vues des grandes Associations ouvrières.....</i>	301
<i>Section I. — Les vues de la Confédération Générale du Travail (C. G. T.). Son Plan de Rénovation Economique</i>	301

<i>Section II. — Les vues de quelques autres grandes Associations</i>	307
<i>a) Vues de la Confédération Générale du Travail Unitaire (C. G. T. U.). Son Plan de Salut Economique</i>	307
<i>b) Vues de la Confédération des Travailleurs Intellectuels (C. T. I.). Son Projet sur le C.N.E.....</i>	309
<i>c) Vues de la Confédération Générale des Travailleurs Chrétiens (C.G.T.C.). Sa proposition de loi (renvoi)</i>	311
 <i>CHAPITRE II. — Les vues des Groupements industriels, commerciaux, agricoles</i>	315
<i>Section I. — Vues des Groupements Industriels sur le C.N.E.</i>	315
A. La tendance libérale.....	315
B. La tendance corporative.....	318
<i>Section II. — Vues des Groupements Commerciaux et Agricoles</i>	319
A. Les Groupements Commerciaux	319
B. Les Groupements Agricoles.....	320
<i>Section III. — Vues de quelques Groupements mixtes.....</i>	323
I. Vues de l'Union des Intérêts Economiques (U.I.E.)	323
II. Vues du Comité Républicain, du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture (C.R.C.I.A.).....	325
III. Vues de la Confédération des Groupements Commerciaux et Industriels (C.G.C.I.).....	326
IV. Vues du Comité de Salut Economique (C.S.E.)..	328
 <i>CHAPITRE III. — Les vues des Anciens Combattants.....</i>	333
<i>Section I. — Les vues de la Confédération Nationale des Anciens Combattants (C.N.A.C.).....</i>	333
<i>Section II. — Les vues de l'Union Nationale des Anciens Combattants (U.N.C.)</i>	335
<i>Section III. — Les vues de l'Union Fédérale des Combattants (U. F. C.)</i>	338
 <i>CHAPITRE IV. — Les vues des Partis Politiques,.....</i>	341
<i>Section I. — Le C. N. E. et les Partis modérés.....</i>	341
Vues des partis modérés.....	341
Vues du Président Doumergue.....	342
Les Lignes	343
<i>Section II. — Le C. N. E. et le Parti Radical.....</i>	344
Les diverses tendances du parti.....	344
Les vues de M. Pierre Cot.....	346

<i>Section III. — Le C. N. E. et les Partis Socialistes.....</i>	348
Vues de MM.	
1° Paul Boncour	349
2° Marcel Déat	351
3° Léon Blum	352
<i>Section IV. — Le C. N. E. et ses Plans.....</i>	353
I. Plan de M. Jean Hennessy.....	354
II. Plan du 9 juillet.....	356
III. Plan Français	357
IV. Autres Plans: Plan de Man, Plan de l'ordre nouveau, etc.	358
<i>CHAPITRE V. — Les vues des Juristes et des Economistes.....</i>	361
<i>Section I. — Les adversaires de la Représentation Professionnelle</i>	362
I. Les vues de M. le Professeur Esmein.....	362
II. — Les vues de MM. les Professeurs Haurion et Girault	363
III. Les vues de M. le Professeur Barthélémy.....	365
<i>Section II. — Les Partisans d'une Représentation Professionnelle au sein même du Parlement.....</i>	367
I. Les vues de M. le Professeur R. Alibert.....	368
II. Les vues de M. le Professeur Deslandes.....	369
III. — Les vues de MM. les Professeurs E. Duthoit et B. Lavergne	371
<i>Section III. — Les Partisans d'un Conseil National Economique</i>	373
I. Les vues de M. le Professeur Charles Rist.....	373
II. Les vues de M. le Professeur William Oualid....	374

CONCLUSION

<i>LE VOTE DU STATUT DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE</i>	377
I. — Les discussions parlementaires auxquelles donna lieu le vote du statut	378
1° La première séance de la Chambre.....	378
2° La séance du Sénat	382
3° Deuxième séance de la Chambre.....	385
II. — Le statut adopté.....	386
III. — L'accueil fait par la presse au nouveau statut.....	387
IV. — Les avantages du Conseil National Economique.....	389
ANNEXES	391
BIBLIOGRAPHIE	397

REMERCIEMENTS

Au seuil de ce livre, je remercie très sincèrement Monsieur le Professeur W. OUALID, qui a bien voulu accepter la Présidence de cette thèse et qui m'a apporté, par ses conseils, une aide précieuse.

Je prie également Monsieur PARODI, Auditeur du Conseil d'Etat, Secrétaire Général Adjoint au Conseil National Economique, de bien vouloir croire à ma gratitude, pour tous les renseignements qu'il a bien voulu me fournir avec une grande complaisance.

Je veux aussi mentionner le nom de mon ami, Monsieur LÉON NOYER, qui m'a accompagné et aidé, dans mes déplacements rendus difficiles par une paralysie des jambes. Qu'il veuille bien trouver ici, l'expression de ma reconnaissance.

Je tiens encore à assurer de mon bon souvenir, tous ceux qui m'ont apporté leur concours en m'envoyant des renseignements et des documents.

GEORGES DUBOST.

Saint-Amand, 22 Mars 1936.

INTRODUCTION

Depuis le début de ce siècle, et surtout depuis la guerre, les questions économiques et sociales ont pris une importance et une complexité grandissantes. D'une part, l'Etat a généralisé son intervention et les lois économiques sont aujourd'hui innombrables. D'autre part, les interventions des organisations professionnelles auprès des pouvoirs publics se sont multipliées. Tel est, peut-on dire, le double caractère de la vie économique d'aujourd'hui.

La loi de l'offre et de la demande, les principes libéraux ne jouent plus librement pour régler les échanges tant intérieurs qu'extérieurs. Nous n'avons pas à trancher ici la question des bienfaits réciproques de la liberté économique et de la réglementation. La liberté est-elle toujours préférable à la réglementation ? La réglementation est-elle toujours néfaste en entravant la liberté ? Nous pensons qu'il y a là une question d'opportunité, de méthode, plus qu'une question de principe. On reconnaît volontiers de nos jours la nécessité, dans bien des cas, de l'intervention de l'Etat ; mais on réclame unanimement une intervention plus éclairée, plus opportune.

On se plaint cruellement de l'incompétence du Gouvernement et du Parlement à confectionner les lois sur des questions économiques. En fait, les interventions de l'Etat, sont une question de hasard politique, elles se font selon la composition du Parlement ou du Gouvernement. De plus, ces lois sont le plus souvent, mal étudiées, surtout pour les détails d'application, par des gens incompetents, ou ayant une documentation plus livresque que pratique. Combien de lois sont réclamées en vain ? Combien de lois votées dans de simples intentions électorales sont inapplicables ou même nuisibles à toute une classe de la population ? Incompétentes et incoordonnées, telles sont le plus

souvent, on peut le dire en toute objectivité, les interventions de l'Etat dans l'Economie.

L'Etat a depuis longtemps cherché à parer à son incompetence et à coordonner son action législative. Pour le guider, il a multiplié les Conseils consultatifs et les organismes de représentation des intérêts professionnels. D'abord il reçoit les avis des intéressés et d'hommes qualifiés qu'il réunit en différents Conseils placés près des divers Ministères (Conseils supérieurs du Commerce, du Travail, de l'Agriculture, etc., etc.) Leurs travaux apportent au Gouvernement une aide efficace. Puis il multiplie les organes de représentation des professions (Chambres professionnelles, commerciales, agricoles, Syndicats et Associations) et les fait participer de plus en plus étroitement à la législation. Ces groupements rendent les plus grands services aux professionnels et à l'Economie en général. Leurs connaissances sont étendues et précieuses, leur influence très réelle, c'est pourquoi le législateur a de plus en plus tendance à les associer à son œuvre. Ainsi, rappelons que les modalités d'application des lois sur le repos hebdomadaire et sur les huit heures furent réglées par les Syndicats.

Malgré ces concours insuffisants ou trop fragmentaires l'action de l'Etat « politique » en matière économique et sociale n'est pas sans reproche.

Depuis quelques années, s'inspirant des besoins et des désirs d'une forte portion d'individus, de nombreux pays, dont la France, ont créé un organisme nouveau, qui porte le nom de Conseil National Economique, souvent appelé par abréviation C. N. E. Ce Conseil se compose des représentants des professionnels et des compétences de toutes les branches de l'activité économique nationale. Son rôle est de guider et de coordonner, conformément à l'intérêt général, l'action législative et réglementaire de l'Etat, au point de vue économique et social.

Du reste, la composition et le rôle du Conseil National Economique, varient selon les pays, d'après la Constitution et les organes administratifs politiques et économiques de ce pays. Et même, dans chaque pays, la conception se

modifie selon les besoins et les idées du moment. Cependant, dans la multiplicité des Conseils Economiques, qui ont été créés ou modifiés depuis plus de quinze ans, on peut remarquer une inspiration commune. D'abord ces Conseils sont un essai récent, plus ou moins profond, de représentations des professionnels et non des hommes politiques. Certes, ils ne réalisent pas la représentation des intérêts au sein même du Parlement. Mais, mis à côté des Chambres et collaborant avec elles, ils suppléent à leur incompetence, et à la fausse représentation professionnelle qu'elles donnent le plus souvent. De plus, la création des C. N. E. résulte de la croyance aujourd'hui générale à la nécessité de la collaboration des classes sans lutte entre elles. On comprend, à l'heure actuelle, que toutes les branches de l'activité, toutes les classes sociales, sont plus ou moins solidaires et que l'intérêt bien compris de chacun est dans la bonne marche des affaires de tous. Enfin, la nouvelle institution marque un grand progrès. Grâce au Conseil Economique, le Gouvernement et le Parlement ont près d'eux des représentants professionnels — et non pas seulement des experts — leur donnant sur toute question l'avis, non pas de telle ou telle branche de l'activité, mais l'opinion de la « nation économique » entière, compensation faite des intérêts divergents.

Ainsi, nous pensons avoir fait entrevoir tout l'intérêt des Conseils Nationaux Economiques. Est-ce à dire qu'ils donnent satisfaction quant à la représentation des intérêts économiques et quant au rôle qu'ils jouent. Il n'en est malheureusement pas ainsi. Ces organismes sont trop nouveaux pour être définitifs, ils évoluent rapidement, mais leur développement, leur évolution sont eux-mêmes un signe de leur utilité, de leur importance.

Nous n'étudierons pas ici les Conseils Nationaux Economiques étrangers. Sur ces organismes la documentation est difficile, disparate, contradictoire. Il est possible de donner leur organisation théorique, mais il n'est guère commode de faire connaître leur fonctionnement et leurs résultats pratiques. Nous ne parlerons donc des organismes

étrangers que dans la mesure où ils ont influencé le législateur et l'opinion française.

Ce livre sera consacré à l'étude du Conseil National Economique français. Au moment où nous subissons une crise économique sévère et longue, où de ce fait, dans tous les milieux, on s'occupe passionnément de questions économiques et sociales, au moment enfin où l'on ébauche tant de plans de réforme de l'Etat, ce sujet nous a paru particulièrement intéressant et instructif. Cette étude n'est pas sans relation avec les questions de la représentation professionnelle, de l'organisation de la profession et du corporatisme. Nous n'étudierons ces problèmes que dans la mesure où leur connexité avec la composition et les attributions du Conseil National Economique le rendra indispensable.

Les origines de notre Conseil National Economique sont profondes, les motifs de sa création, son utilité, furent discutés. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît le bon fonctionnement de l'institution et l'importance de son œuvre. Néanmoins, pour perfectionner le Conseil à tous points de vue, nombreux sont les plans et les projets. Le Parlement vient justement de voter un projet qui donne un nouveau statut au C. N. E. Celui-ci va donc entrer dans une seconde phase de son existence. Sa transformation est-elle heureuse ? Les résultats en seront-ils favorables ? Il est trop tôt pour le dire. Nous allons voir :

AVANT-PROPOS : *La place des groupements professionnels en France.*

PREMIÈRE PARTIE : *Les Origines du Conseil National Economique.*

DEUXIÈME PARTIE : *Le Conseil National Economique créé par le Décret du 16 janvier 1925.*

TROISIÈME PARTIE : *L'œuvre du Conseil National Economique.*

QUATRIÈME PARTIE : *L'Avenir du Conseil National Economique.*

AVANT-PROPOS

La place des groupements professionnels en France

Les groupements et les organismes professionnels sont d'origine très ancienne, la Révolution a fait fausse route avec la loi *le Chapelier*, qui non seulement supprima les corporations (mars 1791), mais enleva aussi les droits collectifs, dont le droit d'association (17 juin 1791). Il était nécessaire d'abolir les corporations tendant au monopole, gênant l'industrie et devenues abusives. Mais c'est aller contre la nécessité que d'interdire de se grouper pour la défense d'intérêts professionnels collectifs, distincts des intérêts particuliers. Quoi qu'en pensaient *A. Smith* ou *J. J. Rousseau*, ces intérêts collectifs professionnels existent et bien que différents, ils ne sont pas forcément contraires à l'intérêt général.

Depuis un demi-siècle, les organisations et les groupements professionnels ont pris une considérable importance en fait et en droit. Les syndicats et les associations se sont multipliés et amplifiés, leur capacité, leur rôle ont été étendus. D'autre part, les Chambres professionnelles ont été multipliées et perfectionnées, les forces représentées par cet ensemble sont de nos jours telles que leur collaboration avec les pouvoirs publics est devenue utile et efficace : les associations sont fréquemment consultées, leurs représentants ont une place dans la plupart des multiples Conseils consultatifs qui gravitent autour de nos ministères.

L'ampleur du mouvement associationniste a contribué au développement des idées en faveur de la représentation professionnelle : Certes, sans tenir compte des groupe-

ments, certains auteurs réclament bien une élection et une composition du parlement sur le plan professionnel, mais la majorité des réformateurs veut autre chose : les uns veulent une place au Parlement pour les délégués des grands groupements économiques, les autres veulent seulement une collaboration continue des représentants des grandes associations et des Chambres. Le Conseil National Economique étant précisément l'instrument de réalisation — plus ou moins complète — de cette dernière solution, et se composant des délégués des grandes Associations professionnelles, nous avons cru bon, avant d'aborder notre sujet, de donner quelques indications sur les Associations, les Syndicats et les Chambres professionnelles en France. Nous verrons :

CHAPITRE I. — *Les Syndicats et les Associations Professionnelles.*

CHAPITRE II. — *Les Chambres Professionnelles.*

CHAPITRE I

Les Syndicats et les Associations professionnelles

Un syndicat est une association de patrons, d'ouvriers, ou une association mixte, formée pour la défense de leurs intérêts professionnels. La constitution d'un syndicat est soumise à des conditions spéciales : ceux qui ne peuvent y satisfaire peuvent cependant s'associer, pour la défense de leurs intérêts ; toutefois les pouvoirs et la capacité juridique d'une association sont moindres que ceux d'un syndicat. Les Associations professionnelles et les Syndicats sont respectivement régis par le livre III du Code du Travail (loi du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920) et par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sous l'une ou l'autre de ces formes, les groupements professionnels sont aujourd'hui fort nombreux et ont des effectifs importants : on a des Syndicats et des Associations de patrons, d'ouvriers, de groupements mixtes dans les différentes branches productives : Industrie, Commerce, Agriculture. Ces Syndicats et ces Associations se groupent eux-mêmes sur le plan local et professionnel et sur le plan social. Ces groupements disposent alors d'un nombre respectable d'adhérents, de fortes ressources et d'une influence certaine. De plus, la loi du 12 mars 1920 a fait des Syndicats les représentants de la profession ; elle leur a donné fonction consultative, et les Unions ont acquis la personnalité morale.

Voici quelle est l'importance du mouvement syndical au moment de l'institution du Conseil National Economique. Les chiffres sont au 1^{er} janvier 1926 : 24.749 Syndicats professionnels groupant 3.315.823 adhérents. Les Syndicats ont

formé entre eux des Bourses de Travail, groupement interprofessionnel local ou régional. On a 147 Bourses de Travail groupant 2.374 Syndicats avec 553.421 membres. On compte d'autre part 963 Unions — groupement professionnel national de Syndicats — réunissant 16.583 Syndicats et 2.154.294 adhérents (1). Bourses de Travail, Unions de Syndicats, Syndicats indépendants sont pour la plupart rattachés à de puissantes Confédérations ou Associations. Depuis dix ans, le mouvement syndical a fait de nouveaux progrès, les statistiques récentes nous manquent, nous espérons que les quelques chiffres donnés fixeront néanmoins un peu les idées. Malgré ces effectifs importants, les Syndicats sont encore loin de grouper la majorité des intéressés. La proportion de syndiqués assez souvent infime, ne dépasse guère la moitié, dans les meilleures conditions ; en tout cas, elle est très variable suivant les catégories professionnelles ou sociales. Toutefois, les masses syndicales sont le plus souvent soutenues par la grande majorité des intéressés qui, pour des raisons diverses, n'adhèrent pas aux Syndicats, mais sont sympathisants. Les forces syndicales ne doivent donc pas être sous-estimées.

Ceci nous amène à examiner la critique faite aux Syndicats et aux Associations professionnelles d'être mêlés aux questions politiques, alors qu'elles devraient rester uniquement sur le plan professionnel et économique. Sans compter qu'il est bien difficile, à notre sens, de séparer complètement les questions économiques et les questions politiques, il faut reconnaître que pour faire aboutir leurs revendications, les groupements professionnels doivent nécessairement se faire appuyer par des Parlementaires. Chaque groupement s'appuie naturellement sur le parti politique soutenant les idées les plus conformes à ses intérêts. Il n'est rien là qui doive nous surprendre ou qui puisse être modifié, du reste, il n'y a pas à s'en alarmer.

Après ces généralités, nous avons à donner quelques indications complémentaires concernant les Syndicats ou-

(1) Ces chiffres sont extraits du cours d'Economie Politique de M. C. Perreau, t. II, 4^e édit. 1930.

vriers, les Syndicats patronaux et les Syndicats agricoles qui sont généralement des Syndicats mixtes (1). Nous terminerons en mentionnant quelques groupements particuliers.

SECTION I. — LES SYNDICATS OUVRIERS

Avant 1884, un certain nombre de Syndicats autorisés ou non, existaient déjà. La loi de 1884 est venue apporter un statut. Voici les progrès des Syndicats ouvriers depuis cette date :

<i>Année</i>	<i>Syndicats</i>	<i>Adhérents</i>
1885	211	
1900	2.685	491.647
1910	5.260	977.350
1914	4.846	1.026.302
1920	5.283	1.580.967
1925	7.076	1.846.047

Les ouvriers et employés sont d'abord groupés en Syndicats, puis en groupements locaux et en groupements de profession. Enfin, ces groupements se rassemblent eux-mêmes, dans le cadre national. A l'heure actuelle, les syndiqués se répartissent en trois grandes tendances qui correspondent aux trois grandes fédérations de Syndicats : *Confédération Générale du Travail*, *Confédération Générale du Travail Unitaire*, *Confédération des Travailleurs Chrétiens*. Bien que groupant des professions de natures diverses (ingénieurs, professeurs, écrivains, artistes) nous pensons pouvoir ajouter ici la *Confédération des Travailleurs Intellectuels*. Tous ces Groupements ont leur place au Conseil National Economique. Nous allons donner brièvement quelques indications sur chacun d'eux.

(1) Dans les autres branches, les syndicats mixtes n'ont obtenu qu'un médiocre succès : on en trouve environ 156 applications avec 28.000 adhérents.

A. La Confédération Générale du Travail. (C. G. T.)

La Confédération Générale du Travail (C. G. T.), fut fondée en 1895. Elle est constituée : a) par des Fédérations d'industries et de métiers, groupant les travailleurs de même profession ; b) par des Unions groupant les Syndicats de professions diverses, mais de même département. La C.G.T. groupait 300.000 adhérents en 1908, après en avoir rassemblé pendant la guerre 1.350.000, elle subit une scission en 1920 (1) et compte aujourd'hui 35 Fédérations Nationales, 94 Unions de Syndicats, soit 6.400 Syndicats et 900.000 salariés (2).

La C. G. T. est administrée par un Conseil Confédéral National où chaque organisation est représentée et qui se réunit au moins deux fois par an. Ce Conseil élit une Commission Administrative et un Bureau qui assure la gestion de la C. G. T. Tous les deux ans, se réunit un Congrès National où tous les Syndicats sont représentés avec un nombre de voix proportionnel à leur effectif. Les Fédérations, Unions, Syndicats paient des cotisations à la C. G. T., mais jouissent d'une grande autonomie. Hors la France, la C. G. T. est affiliée à la Fédération Syndicale internationale (F. S. I.) vaste groupement de Syndicats réformistes, longtemps connu sous le nom de Fédération d'Amsterdam, lieu de son premier siège.

Les directives dont la C. G. T. s'est inspirée, ont varié dans le temps. A son origine et jusqu'en 1914 elle était révolutionnaire ; en 1914, elle participa à l'« Union sacrée » et collabora avec les Pouvoirs Publics à la défense nationale. A la fin de la guerre, l'agitation reprit. La C.G.T. ayant participé à la grève manquée de 1920 perdit son prestige, les éléments extrémistes se détachèrent d'elle. Depuis lors, la C. G. T. est devenue réformiste, elle a gagné des adhérents, chez les fonctionnaires, dans les professions

(1) Voir page 17.

(2) Ces chiffres nous ont été communiqués par la C. G. T. elle-même, ils sont sans doute un peu au-dessus de la vérité.

libérales, compensant ses pertes ouvrières. Son programme consiste essentiellement dans la reconstitution économique de la Société, par l'intégration du syndicalisme dans l'Etat, par la nationalisation des principaux organismes de production et la représentation des intérêts dans l'organisation des services publics.

B. *Les autres Confédérations*

En 1921, les éléments extrémistes qui, trouvant la C. G. T. trop timide, se sont détachés d'elle, ont formé une *Confédération Générale du Travail Unitaire* (C. G. T. U.). Cette Confédération groupe aujourd'hui approximativement 2.250 Syndicats et 550.000 membres. Son organisation est copiée sur celle de la C. G. T. Elle adhère à la Fédération Syndicale Rouge (I. S. R.) ou Profintern, résidant à Moscou. Ses tendances nettement révolutionnaires sont celles du Parti Communiste avec lequel elle est en relation. Mais, en ce moment même, à la suite du Congrès de la C. G. T. et de la C. G. T. U., la restauration de l'Unité entre ces deux Confédérations fut décidée. Actuellement, la réalisation se poursuit, mais il est encore trop tôt pour en dire les conséquences et les résultats. Il n'est toutefois pas douteux que l'ancienne C. G. T. reconstituée jouira d'une force représentative plus complète.

A côté de la C. G. T. et de la C. G. T. U. il existe une *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens* (C. F. T. C.) créée en 1919. Elle groupe aujourd'hui plus de 850 Syndicats avec 150.000 adhérents (1). Son organisation est similaire de celle des précédentes Confédérations. Son programme réclame la transformation de l'organisation actuelle de la production ; elle préconise l'institution de commissions mixtes qui serviraient d'organe de liaison entre les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers.

En outre, depuis 1920, on a une *Confédération des Travailleurs Intellectuels* qui groupe tous ceux dont la

(1) Voir le plan de la C. F. T. C.

profession exige un effort plus cérébral que physique. Signalons enfin, parmi les grands Groupements : *L'Union Confédérale des Syndicats Autonomes*.

SECTION II. — LES SYNDICATS ET LES ASSOCIATIONS PATRONALES

La statistique suivante donne une idée du développement des Syndicats patronaux. Certains datent du II^e Empire, mais ce n'est que depuis 1884 et surtout depuis 1901, que le mouvement grandit.

<i>Années</i>	<i>Syndicats</i>	<i>Nombre de Membres</i>
1885	285	
1900	2.157	158.360
1910	4.450	368.547
1914	4.961	403.143
1920	5.078	379.855
1925	6.596	496.350

Comme les Syndicats ouvriers, les Syndicats patronaux ne sont pas restés isolés, ils s'intègrent le plus souvent, dans de puissants groupements. Nous devons cependant noter que plus fréquemment que les Syndicats ouvriers, ils ont dû adopter la forme de la loi de 1901, le petit nombre empêchant de se grouper en se pliant aux conditions de la loi de 1884.

A titre d'exemples, voici quelques noms de grands groupements patronaux dans les diverses branches de la production. Dans les Mines et la Métallurgie, on trouve le *Comité des Forges*, le *Comité Central des Houillères de France*, l'*Union des Industries Minières ou Métallurgiques*. Dans d'autres branches, on a l'*Union des Industries Chimiques de France*, l'*Union des Syndicats de l'Electricité*, la *Fédération des matériaux de construction*, la *Fédération Nationale du Bâtiment*. On trouve encore de puissantes organisations syndicales dans l'Ameublement, l'Automobile,

la Bijouterie, la Coutellerie, les Cuirs et Peaux, la Chaussure; la Librairie, l'Imprimerie, les Textiles, les Transports, etc., etc. Le Commerce, en général est défendu par plusieurs Groupements dont la *Confédération des Groupements Commerciaux et Industriels* et la *Fédération des Commerçants détaillants de France*. Les Banques, les Assurances ont également leurs Associations. Citons enfin, pour terminer cette incomplète énumération : le *Comité Républicain de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie*, l'*Union des Intérêts Economiques* et le *Comité de Salut Economique*.

Au sommet de l'organisation professionnelle patronale on trouve une *Confédération Générale de la production Française* (C. G. P. F.) fondée en 1919, à l'appel du Gouvernement. Divisée d'abord en 21 groupements avec 1.500 Syndicats, elle en comprend aujourd'hui 28 et compte plus de 2.500 Syndicats. Quelques groupements importants restent bien en dehors de la Confédération, mais leur nombre diminue sans cesse. Les groupements conservent une large autonomie avec une assemblée générale annuelle, un comité de direction des groupements élu d'après les règles fixées par le groupement lui-même. La Confédération est dirigée par un comité central comprenant tous les présidents des Comités de Direction des groupements. Une Assemblée générale de la C. G. P. F. formée des représentants des groupements se réunit une fois l'an pour voter le budget, approuver les comptes et examiner les résolutions que leur soumet le Conseil Central. Le rôle de la Confédération, défini par ses statuts, est « d'étudier et « de défendre les intérêts du travail national, de contribuer « au développement de la puissance de production de l'ex-
« portation de la France, de coordonner les efforts des Syn-
« dicats et Associations professionnelles ». A côté des organismes administratifs existent un certain nombre de Comités : Le Comité Central Interprofessionnel de l'Apprentissage, la Commission Générale d'organisation scientifique du Travail, l'Association d'Hygiène Industrielle et de prévention contre les inconvénients des entreprises. .

Ainsi, la puissance des groupements patronaux est très réelle, elle contrebalance efficacement l'influence des Syndicats ouvriers.

SECTION III. — *LES SYNDICATS*
ET ASSOCIATIONS AGRICOLES
GROUPEMENTS DIVERS

Les Agriculteurs ont utilisé la loi de 1884 et celle de 1901, pour unir leurs aspirations et défendre leurs intérêts; la fortune des Syndicats est allée croissant.

<i>Années</i>	<i>Syndicats</i>	<i>Adhérents</i>
1885	39	
1900	2.069	512.794
1910	4.948	813.000
1914	6.668	1.029.727
1920	6.519	1.083.957
1925	9.041	1.223.534

Leur tâche est lourde et complexe ; en dehors de la défense de leurs intérêts proprement dits, ils créent des coopératives d'achat et de vente et sont d'utiles auxiliaires au développement des caisses de crédit agricole.

Syndicats et Associations se sont groupés en d'importantes Fédérations. En dehors de la *Fédération des Travailleurs Agricoles* affiliée à la C. G. T., on trouve plusieurs groupements importants : La *Société des Agriculteurs de France*, d'origine très ancienne, grandit et devint l'*Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France*, qui compte plus de 8.500 Syndicats et plus d'un million de Membres. Citons aussi la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture*, comprenant peu de Syndicats, mais beaucoup de Mutuelles et de Coopératives. Vers 1918 s'ins-titua la *Confédération Nationale des Associations Agricoles* (C. N. A. A.) qui devait grouper toutes les Associations. Malheureusement bien des Syndicats restent encore en

dehors de la Confédération qui n'en demeure pas moins le groupement principal.

Pour préciser l'ampleur du mouvement associationniste on ne peut passer sous silence la masse formidable des Sociétés Mutualistes, qui comptent plus de 5 Millions d'adhérents : le groupement principal est la *Fédération Nationale de la Mutualité*. On ne peut négliger non plus les Coopératives — plus de 4.500 avec environ plus de 2.500.000 Membres — adhérant en partie à la *Fédération Nationale des Coopératives de Consommation*. Il faut encore citer des groupements comme la *Confédération Générale de l'Artisanat Français*, la *Fédération des Familles nombreuses*, etc. Nous ne pouvons citer ici tous les groupements importants.

Tant et si bien que l'on peut dire qu'il n'est plus de Français qui ne fasse partie d'un ou de plusieurs groupements. (Nous négligeons volontairement ici, les groupements et ligues politiques). Ainsi, par la force même des choses, l'associationnisme conduit à la représentation des intérêts, soit que les associations elles-mêmes la réclament, soit que le gouvernement semble intégrer dans l'action publique une force qui, si elle n'est pas canalisée par lui, risquera de briser l'unité de l'Etat.

CHAPITRE II

Les Chambres professionnelles

Nous voulons parler ici, des Chambres de Commerce, d'Agriculture et de Métiers. Ces organismes ne se constituent pas librement, ils sont créés par décrets, après diverses consultations, mais leurs membres sont élus par les intéressés. A vrai dire, ces différentes Chambres sont issues de collèges électoraux, socialement très différents, cependant, elles assurent toutes, auprès des pouvoirs publics la représentation de leur profession respective. Ces Chambres professionnelles sont, avec les Associations et les Syndicats, les éléments de fait, de la représentation des intérêts en France c'est pourquoi le rappel de certaines généralités nous a paru utile.

SECTION I. — CHAMBRES DE COMMERCE

D'origine très ancienne, les Chambres de Commerce furent supprimées en 1791, leur rétablissement fut autorisé dès le 3 Nivose an XI. Leur organisation actuelle est établie par la loi du 9 avril 1898, modifiée par une loi du 19 février 1908 et par plusieurs autres textes.

Etablissements publics créés par décret, ces Chambres sont en principe départementales, mais chaque centre commercial important peut en posséder une. Le nombre de leurs membres, fixé par le décret, peut varier entre douze et vingt quatre, il est exceptionnellement fixé à quarante pour la Chambre de Commerce de Paris. Depuis la loi du 19 février 1908, les membres sont élus par le suffrage universel des commerçants, domiciliés et patentés depuis cinq ans dans la circonscription ; la durée du mandat est de 6 ans, renouvelable par 1/3 tous les deux ans. Les commerçants témoi-

gnent pour les élections d'une grande indifférence et le nombre des votants est presque toujours minime. Faut-il conclure que les négociants se désintéressent de leur Chambre ? Nous ne le pensons pas. Lors du renouvellement partiel, les candidats sont choisis par l'assemblée consulaire. Ces choix inspirés uniquement de mobiles économiques sont généralement judicieux et l'abstention des électeurs est un consentement tacite, un témoignage d'absolue confiance accordé à leurs pairs.

Chaque Chambre de Commerce élit un Président, un ou deux Vice-Présidents, un Trésorier et un Secrétaire. Elle tire sa principale ressource d'un impôt propre : le droit des Chambres de Commerce, taxe additionnelle à la patente, qui procure en général d'importants revenus. En outre, pour leur gestion, les Chambres peuvent être autorisées à émettre des emprunts.

Intermédiaires entre les milieux commerciaux et les pouvoirs publics, les Chambres de Commerce donnent au Gouvernement les renseignements qui leur sont demandés. Puis, fréquemment, elles donnent des avis — qui sont dans certains cas obligatoires — sur divers problèmes tendant à l'accroissement de la prospérité dans la circonscription (1). En outre, la gestion de différents services commerciaux d'intérêt général, qui sont de véritables services publics, est confiée aux Chambres de Commerce : (construction et administration de Ports, d'Entrepôts, de Bourses, de Magasins de Sauvetage, création de cours professionnels, etc., etc.) sous la surveillance des Pouvoirs Publics. Elles éditent enfin des publications très utiles.

Depuis 1919 les Chambres de Commerce peuvent se grouper par région, pour faire valoir leurs revendications communes. De plus, périodiquement, les Présidents de toutes les Chambres se réunissent en une Assemblée Générale, dont les vues font autorité.

(1) En pendant aux Chambres de Commerce, on trouve dans les endroits très industriels, des Chambres Consultatives des Arts et Manufactures. Là où ces dernières n'existent pas, ce sont les Chambres de Commerce qui en remplissent les attributions.

En résumé, les Chambres de Commerce, sont des organismes qui rendent les plus grands services aux intéressés et aux Pouvoirs Publics ; aussi, trouve-t-on des Chambres comparables dans d'autres branches de la production.

SECTION II. — LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Les Chambres d'Agriculture sont d'origine assez récente, leur institution fut décidée par une loi du 25 octobre 1919, loi inapplicable, qui, après une longue série d'ajournements, fut remplacée par une loi nouvelle du 3 janvier 1924. Le décret portant règlement d'Administration publique qui devait intervenir dans les trois mois, ne parut au *Journal Officiel* que le 26 mars 1925. Ce texte fut lui-même modifié par de nombreuses lois et décrets postérieurs.

Les Chambres d'Agriculture sont des établissements publics créés par décret dans chaque département. Elles se composent :

1° de membres élus au scrutin de liste par un corps électoral extrêmement étendu, défini par la loi (propriétaires, et usufruitiers, fermiers, métayers, colons partiaires, chefs de culture, régisseurs, ouvriers à la journée ou à gages, anciens agriculteurs, femmes, chefs d'exploitation, etc.) à raison de quatre par arrondissement ou circonscription électorale, au total 1.536 Membres.

2° de membres élus au scrutin de liste à raison d'un par arrondissement ou circonscription électorale, par les Associations et Syndicats agricoles (Caisses de Crédit, Mutuelles diverses, Coopératives) du département, au total 384 Membres.

Ces Chambres représentent donc bien l'universalité des agriculteurs et des groupements professionnels agricoles. Les premières élections eurent lieu en février 1927, la durée du mandat est de 6 ans, renouvelable par moitié tous les trois ans. Le nombre de votants, par rapport au nombre d'inscrits est toujours relativement faible, cependant, les agriculteurs portent un grand intérêt à leurs Chambres.

Les Chambres d'Agriculture tiennent deux sessions ordinaires par an, et si besoin est, des sessions extraordinaires.

Leurs ressources principales sont constituées par des centimes additionnels — maximum 10 — qu'elles peuvent percevoir sur le principal de la contribution foncière des propriétés non bâties (loi du 27 décembre 1927).

Représentantes légales et officielles des intérêts agricoles, les Chambres départementales d'Agriculture, sont les organes consultatifs de la profession. Elles donnent aux Préfets et au Gouvernement tous les renseignements et avis qui leur sont demandés, et ont le droit de transmettre des vœux. En outre, elles peuvent, dans leur circonscription, créer, ou subventionner tous établissements, institutions ou services d'utilité agricoles et toutes entreprises collectives de même nature.

Les Chambres d'Agriculture peuvent se grouper et se constituer en Unions sous le nom de Chambres Régionales pour l'examen de leurs intérêts communs, de même elles peuvent se consulter avec les Chambres de Commerce. Une Assemblée des Présidents, réunie périodiquement, coordonne les travaux des Chambres et porte devant les pouvoirs Publics l'ensemble des vœux de l'Agriculture. Un décret du 30 octobre 1935 est venu transformer cette Assemblée et rendre sa collaboration plus facile et plus efficace. Diverses publications renseignent sur les travaux des différents organismes.

Comme leurs aînées, les Chambres de Commerce, les Chambres d'Agriculture, répondent à un besoin ; leur rôle près des pouvoirs publics n'est pas négligeable et semble appelé à devenir encore plus important.

SECTION III. — LES CHAMBRES DE MÉTIERS

Les Chambres de Métiers ont des antécédents très anciens. Leur organisation nouvelle fut l'œuvre de la loi du 26 juillet 1925. Le décret fixant les détails d'application de cette loi ne parut que le 17 avril 1928; depuis, certains points de détail ont subi des modifications assez nombreuses.

Les Chambres de Métiers peuvent être régionales, inter-départementales ou départementales. Le nombre de leurs

membres varie entre 18 et 36, sauf à Paris où il est de 72. Etablissements publics, ces Chambres sont instituées par décrets : ce dernier fixe la circonscription territoriale de la Chambre, son nombre de membres et leur répartition en catégories. Les membres sont élus par les artisans : deux tiers par les Maîtres, un tiers par les Compagnons, suivant les définitions et conditions d'électorat et d'éligibilité prévues par la loi. La durée du mandat est de six ans. L'inspecteur de l'enseignement technique, l'inspecteur du travail, et diverses autres personnes peuvent prendre part aux travaux avec voix consultatives.

Les Chambres de Métiers ont pour mission d'être, auprès des Pouvoirs Publics, les représentants des intérêts professionnels et économiques des artisans-maîtres et compagnons de la circonscription; elles doivent sauvegarder les intérêts économiques des métiers et aussi participer à l'organisation de l'apprentissage. Des centimes additionnels au principal de la patente des artisans-maîtres, assurent les ressources nécessaires. Enfin, les présidents des Chambres de Métiers tiennent une assemblée périodique, ayant à Paris, un Bureau permanent, centre de contact avec les Pouvoirs Publics et centre de documentation.

Bien que les Chambres de Métiers ne soient pas encore organisées partout, il semble que les résultats obtenus soient très intéressants : les artisans ont ainsi, comme les commerçants et les agriculteurs, un organisme apte à les aider et à soutenir leurs intérêts.

Les Chambres professionnelles n'ont pas encore l'importance des groupements, mais leur place doit grandir peu à peu. Dans le Conseil National Economique institué le 16 janvier 1925, les Chambres professionnelles ne sont pas représentées, toutefois dans les projets et spécialement dans le texte que vient de voter le Parlement, elles occupent une place non négligeable. Bien plus, dans certains « plans » les Chambres sont appelées soit à composer des Conseils Economiques Régionaux, ou à disparaître devant ceux-ci. C'est pourquoi nous devons dire ici, quelques mots de ces organismes.

PREMIERE PARTIE

Historique du Conseil National Economique

Il est assez difficile de dire quelles sont les origines précises du Conseil National Economique. A s'en tenir aux précédents récents, on trouve tout le mouvement d'idées en faveur de la représentation professionnelle qui se développa depuis le début du siècle, puis la multiplication des Conseils consultatifs et surtout un organisme privé créé par la C.G.T. : le Conseil Economique du Travail. Il faut aussi tenir compte de l'influence étrangère, du désir d'imiter les pays — Allemagne, Italie, etc. — qui avaient créé des Conseils Nationaux Economiques. Mais nous croyons encore utile de remonter plus haut et de chercher les précédents plus anciens de cette institution. Certes, elle diffère plus ou moins profondément des conceptions et des réalisations antérieures ; toutefois, les projets de réforme s'en inspirent souvent, c'est pourquoi elles présentent encore de l'intérêt.

Nous allons voir :

CHAPITRE I. — *Les origines lointaines du Conseil.*

CHAPITRE II. — *Ses origines plus récentes.*

CHAPITRE III. — *Ses précédents directs.*

CHAPITRE I

Les origines lointaines du Conseil National Economique

Nous verrons :

Section I. — Les Origines doctrinales.

Section II. — Les Origines de fait.

SECTION I. — LES ORIGINES DOCTRINALES

Ces origines doctrinales, ce sont les conceptions de quelques auteurs anciens, qui avaient compris la nécessité de faire participer, plus ou moins étroitement, à la gestion de l'Etat, les représentants des intérêts professionnels. Nous rappellerons seulement ici, les idées si caractéristiques du Comte de *Saint-Simon* et de *Proudhon*.

1. — *Les idées du comte de Saint-Simon 1760-1825*

La vie du Comte *Henri de Saint-Simon* fut des plus agitées, et ses idées furent un mélange de baroque et de génie.

Pour *Michelet*, *Saint-Simon* n'est-il pas le plus hardi penseur du XIX^e siècle ? En tout cas, il a esquissé une doctrine industrialiste fort remarquable, qui est très connue et qui ne fut pas sans influence, croyons-nous, sur les conceptions qui se firent jour, sur la nécessité de donner aux intéressés eux-mêmes la direction des affaires.

Quelques citations extraites de la Parabole de *Saint-Simon* suffiront à rappeler cette doctrine.

« Supposons », dit Saint-Simon, « que la France perde
« subitement ses 50 premiers physiciens, ses 50 premiers
« chimistes, ses 50 premiers physiologistes, ses 200 premiers
« négociants, ses 600 premiers agriculteurs » (suit une longue énumération). « Comme ces hommes sont les Français
« les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent
« les produits les plus importants... ; la nation deviendra
« un corps sans âme, à l'instant où elle les perdra ».

« Passons à une autre supposition : admettons que la
« France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède-
« de dans les Sciences, dans les Beaux-Arts, dans les Arts
« et Métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre le même
« jour M. le frère du Roi, M. le Duc d'Angoulême » (ici énumération de tous les Membres de la famille royale) « et
« qu'elle perde en même temps tous les officiers de la couronne, tous les Ministres d'État, tous les Maréchaux, tous
« les Cardinaux, tous les Préfets, tous les Employés dans les
« Ministères, tous les Juges, et en sus de cela, les 10.000
« Propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement ; cet accident affligerait certainement les français,
« parce qu'ils sont bons ; mais cette perte des 30.000 individus réputés les plus importants de l'État, ne causerait
« de chagrin que sous le rapport sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État ».

« D'abord, pour la raison qu'il serait très facile de
« remplir les places devenues vacantes, il existe un grand
« nombre de Français en état d'exercer les fonctions de
« frère du roi, aussi bien que Monsieur » etc. Et voici son argument principal : « la prospérité de la France ne peut
« avoir lieu que par l'effet et en résultat des progrès des
« Sciences, des Beaux-Arts, des Arts et Métiers ; or, les Princes, les Grands Officiers de la Couronne, les Evêques, les
« Maréchaux de France, les Préfets et les Propriétaires oisifs, ne travaillent point directement au progrès des
« Sciences, des Beaux-Arts et des Arts et Métiers. Loin d'y
« contribuer, ils ne peuvent qu'y nuire » assure Saint-Simon, et il conclut : « Ces suppositions prouvent clairement, quoi-
« que d'une manière indirecte, que l'organisation sociale

« est peu perfectionnée, que les hommes se laissent encore
 « gouverner par la violence et par la ruse et que l'espèce
 « humaine (politiquement parlant) est encore plongée dans
 « l'immoralité ».

« La France », dira-t-il dans un autre passage de son
 œuvre, citée par M. Leroy (*la vie du Comte de Saint-Simon*, p. 310) « est devenue une grande manufacture, et
 « la nation française un grand atelier. Cette manufacture
 « doit être dirigée de la même manière que les fabriques
 « particulières ».

Dans la deuxième lettre à ses compatriotes, *Saint-Simon*
 disait encore : « La grande vérité politique, la seule sur
 « laquelle il soit important de fixer l'attention dans les cir-
 « constances actuelles, est que ce sont ceux qui cultivent,
 « avec plus ou moins de succès, les sciences conjecturales,
 « qui se trouvent chargés de diriger ceux qui sont adonnés
 « à des occupations positives, que ce sont les premiers qui
 « sont chargés de guider les seconds, dans la route qu'ils ne
 « suivent point, qu'ils ne connaissent point ».

Dans sa troisième lettre, il déclare enfin : « Prenez la
 « peine de considérer ce qui s'est passé depuis 1789. Vous
 « reconnaîtrez que, si dès le commencement de la crise, la
 « nation avait admis comme principe général qu'elle devait
 « adopter l'organisation la plus favorable au progrès de ses
 « connaissances positives, *Robespierre* n'aurait jamais pu
 « gouverner la France avec les sans-culottes, puisque le sim-
 « ple bon sens aurait prouvé à la nature que la classe la
 « plus ignorante n'était pas capable de diriger les travaux
 « des savants, des artistes et des artisans ; pour la même
 « raison, *Bonaparte* n'aurait pu établir un Gouvernement
 « militaire, parce qu'il aurait été évident que les militaires
 « qui sont des consommateurs, ne sont nullement propres
 « à diriger les travaux de l'industrie ; et aujourd'hui enfin,
 « on ne remettrait pas en question, lesquels des proprié-
 « taires oisifs ou des chefs de l'industrie, doivent exercer le
 « plus d'influence sur les élections et la composition du
 « Ministère ne serait pas regardée comme une chose impor-
 « tante ».

Saint-Simon avait alors élaboré un projet comprenant l'organisation de trois Chambres : une Chambre d'inventions, comprenant trois cents ingénieurs, littérateurs ou artistes, qui s'occuperait des Travaux Publics et des fêtes ; une chambre d'examen comprenant deux cents physiciens et cent mathématiciens, statuant sur les projets de la précédente ; enfin une Chambre des communes, composée de délégués des industriels et des cultivateurs, en proportion de l'importance de chaque catégorie professionnelle. Les Communes avaient à diriger l'exécution de tous les projets arrêtés. En dehors de cela les industriels étaient chargés de la préparation du budget, de l'apprentissage des employés d'administration publique.

Saint-Simon souhaitait particulièrement la création d'un Conseil Suprême des Industriels, véritable maître du pays. Dans le post-scriptum d'une première adresse au roi Louis XVIII, on pouvait lire : « Je conseille à Votre Majesté
« de prendre les mesures suivantes : 1° de prendre les ordonnances dont je vais lui exposer les principales dispositions » 3° ordonnance : « considérant que les principaux chefs des travaux industriels, sont de tous les citoyens les plus intéressés au maintien de la paix et à la conservation de la tranquillité intérieure, nous avons ordonné ce qui suit : Art. 1. Il sera formé un Conseil d'Industriels qui sera chargé de préparer un projet de budget pour 1922. Ce Conseil sera composé : 1° de la Chambre de Commerce ; 2° du Conseil Général des Manufactures ; 3° du Conseil des Régents de la Banque ; 4° des 12 cultivateurs les plus importants parmi ceux qui sont attachés au Conseil d'Agriculture ».

Si l'auteur du « Nouveau Christianisme » ne mérite pas le titre de fondateur de religion, il peut porter sans nul doute celui de père de la représentation professionnelle.

II. — Les idées de P. J. Proudhon 1809-1865

Proudhon n'a jamais, à proprement parler, préconisé la représentation professionnelle ; mais son système fédéra-

tif est à la fois l'inspirateur de M. *Paul Boncour* et le fondement du programme de la C. G. T., donc, d'une partie importante du syndicalisme moderne. C'est à ce titre que nous le citons ; après *Saint-Simon*, comme un des penseurs ayant vu l'utilité de donner une place aux intérêts économiques dans la direction de la chose publique.

Proudhon voulait une décentralisation politique et économique suivie d'une fédération industrielle et agricole progressive. La fédération politique, pensait-il, doit être basée sur la fédération économique ; le problème primordial est donc un problème économique. Pour défendre les divers intérêts économiques en dehors de l'Etat et organiser les services Publics, *Proudhon* souhaitait la formation de Fédérations. « Ce que nous mettons à la place des pouvoirs politiques, ce sont des forces économiques ». Voici une vieille formule qui est encore bien actuelle et montre bien le génie précurseur du célèbre publiciste.

SECTION II. — ORIGINES DE FAIT

Si les origines doctrinales du Conseil National Economique peuvent être recherchées assez loin, il en est de même de ses origines de fait.

Sans remonter plus haut, on peut dire que depuis le Moyen-Age, la France a toujours utilisé la collaboration des Producteurs et des Commerçants avec l'Etat pour l'étude des lois économiques. Les Conseils Supérieurs du Commerce dans l'ancienne France, et la Commission du Luxembourg dans la période révolutionnaire en sont des exemples probants. Nous allons donner quelques indications sur ces anciens organismes.

1. — Les Conseils Royaux

Un premier Conseil Supérieur du Commerce fut créé en 1601, par Henry IV, véritable Commission d'enquête, chargée d'examiner les projets de *Laffemas*, destinés à restaurer le Commerce et l'Industrie.

En 1602, un nouveau Conseil fut institué. Il comprenait 12 fonctionnaires, le prévôt des marchands de Paris, deux échevins, deux marchands de Paris, élus par la Communauté des marchands, assistaient aux délibérations. Ce Conseil qui devait refondre complètement le régime industriel et commercial de la France, se borna à des enquêtes sur plusieurs branches de l'industrie. Pour certaines d'entre elles, la soie, par exemple, le Conseil édicta toute une réglementation et d'une façon générale, ses services furent appréciés.

Une Chambre de Commerce fut créée en 1616 et réorganisée en 1629, elle se composait de Conseillers d'Etat.

En 1664, un nouveau Conseil fut institué, il comprenait, des fonctionnaires et des marchands élus par leurs pairs. Les 18 plus grands centres commerciaux de France avaient chacun deux élus. Trois de ceux-ci, restaient près du roi, les autres se réunissaient une fois l'an pour examiner l'état du commerce et des manufactures. Un procès-verbal était envoyé à *Colbert*. Le Conseil joua un grand rôle dans la préparation des règlements 1666 et 1667 ; puis quelques années après, une fois de plus, le Conseil disparut.

Un nouvel organe fut créé un peu plus tard, Louis XIV cherchant l'appui d'un Conseil représentatif dont la majorité fut élue par les milieux commerciaux. Le Conseil fut plusieurs fois modifié, mais sauf quelques courtes interruptions subsista jusqu'à la fin de la monarchie.

Institué le 29 juin 1700, le Conseil Général du Commerce comprenait 6 hauts fonctionnaires et 12 des principaux marchands du royaume. Il devait discuter et examiner les propositions et mémoires qui lui étaient soumis « pour « sur le rapport qui sera fait à sa Majesté, des délibérations « qui auront été prises dans le dit Conseil du Commerce, « y être par elle, pourvu ainsi qu'il appartiendra ».

Après une courte disparition, le Conseil réapparut en 1715, il devint le 7^e conseil du système de la polysidonie. Lors de la réorganisation de 1716, il ne comprit plus que des fonctionnaires et des députés du Commerce maritime. Devenu en 1722, le Bureau du Commerce, il se composa de

8 hauts fonctionnaires, des délégués des principales villes du Commerce et de 3 fermiers généraux. Ce Bureau fonctionna jusqu'en 1787.

De par leur composition, de par leur fonctionnement et leur rôle, les Conseils Royaux du Commerce peuvent être considérés comme les lointains ancêtres de notre Conseil National Economique. Cela nous est à la fois un titre de gloire et une leçon de modestie.

II. — *La Commission du Luxembourg*

Après bien des divergences de vue, le gouvernement provisoire du 24 février 1848, créa le 28 du même mois, une Commission Consultative du Travail, dite Commission du Luxembourg, son lieu de réunion. La durée de la commission fut brève — moins de 3 mois — elle fut cependant en continuelles transformations. Toutefois, si elle n'élabora pas une vaste réforme sociale, cette Commission joua un rôle utile sur des points particuliers et en matière d'arbitrage.

La commission était présidée par *Louis Blanc*, l'un des vice-présidents était l'ouvrier *Albert*. Elle devait comprendre les délégués de chaque corps de métiers — moitié patrons moitié ouvriers — ; onze intellectuels, dont *Considérant*, *Vidal*, *Pecqueur*, y furent adjoints, l'ensemble donnait près de 500 personnes, mais une Commission Permanente de 31 Membres (10 ouvriers, 10 patrons, 11 économistes) préparaient le travail. La Commission se borna à porter remède aux maux urgents en transmettant des propositions au Gouvernement provisoire. Les discours prononcés à l'assemblée étaient reproduits au « Moniteur » qui publia également un exposé général des idées de la Commission (Œuvre de *Vidal et Pecqueur*).

A la première réunion — du premier mars — composée d'environ deux cents ouvriers venus sans élection régulière, on réclama l'abolition du marchandage et la diminution des heures de travail. Ce fut l'œuvre des décrets du 2 mars et 4 avril.

Dès les séances suivantes, la Commission se compléta et s'organisa, elle entreprit divers travaux dans lesquels *L. Blanc* joua un grand rôle. Les décrets des 8 et 28 mars sur le placement des ouvriers et sur le travail dans les prisons, casernes, etc., furent pris à la demande de la Commission. Enfin, son rôle de médiation aboutit aux conclusions de conventions entre patrons et ouvriers (chez les plombiers par exemple) et fut très apprécié.

D'autre part, la Commission étudia les moyens de remédier à la crise du logement qui sévissait à Paris à cette époque. On entendit sur la question plusieurs suggestions intéressantes, sur les constructions, les loyers et le financement du système. Ces suggestions n'ont pas vieilli, mais la discussion resta platonique et ne comporta pas de suite. On ne sera pas sans remarquer la similitude de ces travaux avec la première enquête de notre Conseil National Economique.

Malgré une œuvre intéressante, la Commission du Luxembourg ne tint pas ce qu'elle avait promis, elle n'élabora pas un projet de réforme d'ensemble. Elle sombra bientôt dans la mêlée politique dans laquelle elle s'était jetée inconsidérément.

Néanmoins, son intérêt dans notre étude n'est pas négligeable. De par sa composition, rendue difficile par l'absence de représentation professionnelle, elle est l'application, sur une large base de la représentation des intérêts et des compétences. De par son rôle, elle est l'exemple des résultats limités, mais efficaces, que l'on peut obtenir d'un tel organe consultatif. De par sa fin, elle montre pourquoi les préoccupations d'une assemblée économique doivent rester exclusivement de cette nature. Mais la Commission du Luxembourg n'en discrédita pas moins, à son époque, les idées socialistes et son exemple est encore cité par les adversaires de la représentation des intérêts.

CHAPITRE II

Les origines plus récentes du Conseil National Economique

Nous allons voir en deux sections :

1° Le mouvement d'idée en faveur de la représentation professionnelle de la fin du xix^e siècle à la Guerre de 1914.

2° Les Conseils Supérieurs Consultatifs en France, avant l'institution du Conseil National Economique.

SECTION I. — LE MOUVEMENT D'IDÉE EN FAVEUR DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE DE LA FIN DU XIX^e SIÈCLE A LA GUERRE DE 1914

Nous rappellerons dans cette section, les idées de quelques personnalités, ayant eu une influence sur la création de notre Conseil National Economique. Nous verrons :

I. — Les Idées de M. le Comte de la Tour du Pin et de ses disciples.

II. — Les Idées de M. Charles Benoist.

III. — Les Idées de M. Paul Boncour.

IV. — Les Idées de M. Durkheim.

La plupart de ces auteurs réclament une transformation du Parlement sur une base professionnelle. Certains entrevoient la possibilité d'utiliser la compétence des syndicats et de créer un Conseil Consultatif. L'influence de ces Idées fut réelle. Ce sont les germes qui devaient, à la fin de la guerre amener un mouvement d'opinion, certes non unanime, mais dont l'ampleur devait aboutir à la création du Conseil National Economique.

I. — *Les Idées du Comte de la Tour du Pin (1834-1924)*
et de ses disciples

Le Comte de la Tour du Pin, officier de métier, créa en décembre 1871, l'œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers, puis, en 1885, l'Union Internationale des catholiques sociaux.

Dans des articles plus tard réunis en deux ouvrages : « *Vers l'ordre Social Chrétien : jalonnons la route* » et « *Aphorisme de Politique Sociale* », le comte de la Tour du Pin réclame le retour à la corporation et ses idées exercent une certaine influence, semble-t-il, sur l'Encyclique *Rerum Novarum* (1891). Son système prévoit des Chambres professionnelles multiples, un Parlement et une Chambre haute.

Dans chaque province, on aura une Chambre des professions libérales, une Chambre des professions industrielles, une Chambre des professions agricoles. A ces Chambres s'ajoute celle des corps constitués (Eglise, Université, Corps juridique). L'ensemble forme les Etats Provinciaux qui décident en matière économique.

Le Parlement comprendra : 1° des contribuables ; 2° des représentants des corps constitués ; 3° des représentants des intérêts professionnels. Il aura pour seule mission de voter le budget et de contrôler l'emploi des deniers. Les lois d'intérêt général dont le roi aura seul l'initiative, seront votées par une Chambre haute.

En relations, d'une part, avec le comte de Chambord et plus tard avec « l'Action Française », d'autre part, avec Albert de Mun et les Catholiques sociaux, le Comte de la Tour du Pin devait voir ses disciples se réclamer de lui dans ces deux mouvements sur tant d'autres points opposés.

En tout cas, le comte de la Tour du Pin est considéré comme l'inspirateur du mouvement corporatiste. Dans la mesure où le Conseil National Economique est lié à ce mouvement, le Comte de la Tour du Pin est un précurseur de cet organisme.

II. — *Les Idées de M. Charles Benoist*

Né en 1861, M. *Charles Benoist*, homme politique et écrivain de grand talent, publia en 1897, un ouvrage intitulé : « *La Crise de l'Etat Moderne : De l'organisation du Suffrage Universel* ». C'était la question de la représentation professionnelle qui était envisagée et préconisée par ce livre.

M. *Ch. Benoist*, après avoir constaté la faillite du Parlementarisme, faisait du suffrage universel « inorganique » une vigoureuse critique. Il se risquait ensuite à esquisser une théorie de la vie nationale et du suffrage universel organisé.

Pour lui, jusqu'à l'heure présente — ce qu'il constatait en 1897 demeure encore exact — le régime représentatif a passé par deux phases distinctes : dans la première, « le groupe était seul représenté ; c'est le Moyen-Age et « la monarchie absolue où le groupe, c'est-à-dire les corporations de métiers, les villes et les ordres étaient tout ; « dans la seconde, qui est la nôtre, l'individu seul apparaît, « l'individu hors du groupe, hors du métier, à peine rat-taché au sol ». P. 180.

Or, M. *Ch. Benoist* conteste justement que l'individu soit ainsi seul à vivre dans la nation ; il a certes sa place dans l'Etat, mais le suffrage universel l'a abstrait des réalités où il vit. L'individu ne doit pas en être isolé, il doit vivre les vies collectives auxquelles la science est tous les jours mêlée. On ne peut d'ailleurs l'en isoler sans violer les lois mêmes de la vie. Le problème de l'organisation du suffrage universel consiste à refaire, à restaurer les vies collectives de l'individu et à rétablir les cadres brisés, il faut leur emprunter les éléments d'une organisation. A la notion abstraite de souveraineté, il convient d'opposer la notion de vie ; il faut remplacer le suffrage universel inorganique par le suffrage universel organisé et *Ch. Benoist* de conclure : « Nous n'avons que ce choix : organiser le « suffrage universel selon la vie et sur la vie pour vivre, « ou mourir du suffrage universel inorganique. Il est juste « de réserver aux vies collectives en dehors desquelles il

« n'y a pas de vies nationales complètes, leur place à côté
« des vies individuelles dans la représentation nationale,
« cela permettrait de briser la tyrannie du nombre, de li-
« bérer l'élite, et de lui rendre sa bienfaisante initiative ».

Le suffrage organisé de M. *Ch. Benoist* est un suffrage véritablement universel, mais basé sur la représentation proportionnelle et sur la représentation professionnelle. « Quel empêchement », écrivait-il dans un rapport à la Chambre des Députés en 1905, « fait obstacle à ce que la « représentation proportionnelle puisse se combiner un jour « lointain assurément, mais qui doit venir, à une repré- « sentation plus organique qui, proportionnellement, non « seulement aux opinions politiques, mais à tout ce qui est « en nous : humanité, vie et force sociale, réalisera leur « union et, autant qu'il peut être réalisé, le type idéal de « l'organisation du suffrage universel ».

Ce suffrage universel égalitaire et organisé, donnera selon M. *Ch. Benoist*, la meilleure représentation et la meilleure législation ; il donnera aussi à l'Etat le fondement le plus solide.

Voici le système préconisé par M. *Ch. Benoist*. On aura :

1° Une Chambre des Députés élue au suffrage universel direct par tous les citoyens égaux, mais répartis selon leur profession, en un petit nombre de catégories très ouvertes, en 3 ou 4 groupes très larges, embrassant tout le monde, ne laissant personne dehors, ne souffrant ni exclusion, ni privilège ; chacun de ces groupes devant tirer de lui-même son représentant avec une double circonscription : la circonscription territoriale déterminée par un département et la circonscription sociale déterminée par la profession.

2° Un Sénat dont les membres seront nommés dans chaque département, pour un tiers, par et parmi les conseils municipaux, un deuxième tiers, par et parmi les conseils généraux, pour un dernier tiers, par et parmi ce qu'il est de droit et de coutume d'appeler les corps constitués.

L'individu sera donc représenté à la Chambre, mais dans le groupe professionnel, et les unions, unions locales,

administratives, civiles et autres, seront représentées au Sénat. Ainsi, dit *M. Benoist*, doit être constitué l'Etat Moderne, et il ajoute : « Loin de nous la vanité de croire que
 « nous ayons trouvé le spécifique, le baume de Fier à bras
 « qui, en une heure, guérira les sociétés malades ; mais ce
 « système représentatif sera, à notre système parlementaire
 « actuel, ce qu'une démarche ferme et calme est aux sautilllements de l'ataxie et aux contorsions de l'épilepsie.
 « Notre Etat affolé par ces cent ans de vagabondage, ne
 « se rassiera, ne se fixera que dans la représentation réelle
 « du pays par le suffrage universel organisé. Il s'agit de
 « discipliner cette force motrice qu'est le suffrage ; la besogne à faire » ajoute-t-il éloquemment, « est une besogne d'action, non point de réaction. Hier est mort, et
 « aujourd'hui meurt, et si la politique est une science et
 « un art de vie, la politique de demain est la seule qui vaille le qu'on s'en occupe » (1).

On peut croire que le C. N. E. au moins dans son avenir sera en mesure de donner satisfaction au désir de *M. Ch. Benoist* dans son fond, si ce n'est dans sa forme.

III. — *Les Idées de M. Paul Boncour*

Peu de temps après la publication du livre de *M. Charles Benoist*, *M. Paul Boncour* présentait sa thèse de doctorat. Cette thèse eut un grand succès et fut publiée l'année suivante sous le titre *Le Fédéralisme Economique* (1901). Si *M. Charles Benoist* eut le mérite de reposer la question de la représentation des intérêts économiques au Parlement, *M. Paul Boncour* fut un des premiers à comprendre le rôle futur que devaient jouer les Syndicats, par leur collaboration avec l'Etat, insuffisamment compétent, pour l'élaboration et l'exécution des lois économiques et sociales. Ainsi, *M. Paul Boncour* peut être considéré comme

(1) *M. Charles Benoist* a publié sur le même sujet en 1926, une série d'articles dans *l'Echo de Paris*. *M. Ch. Benoist* est maintenant passé dans les rangs royalistes ; mais son système n'a rien de contraire aux principes républicains.

le véritable pionnier de l'idée du C. N. E., tel qu'il fonctionne en France actuellement.

Pour M. *Paul Boncour* « la compétence de l'Etat n'est
« plus suffisante ; elle est dangereuse. Il y a danger que la
« possibilité, pour chaque groupe, pour chaque classe de
« la Société, d'exploiter à son profit, au détriment des au-
« tres, les pouvoirs publics, n'amène une situation sem-
« blable à celle des Sociétés anciennes » (*le Fédéralisme économique*, page 382).

Afin de remédier à cette insuffisance, M. *Paul Boncour* réclame une décentralisation, non seulement administrative, mais économique, suivie d'un regroupement. Les instruments de cette réforme seront les Syndicats réorganisés et jouissant des pouvoirs nécessaires pour aider l'Etat. Citons un autre passage du livre de M. *Boncour* :

« Il devra donc se créer pour une même profession, une
« souveraineté limitée aux points d'intérêts communs et à
« laquelle se soumettront les groupements représentant les
« spécialités de cette profession. Cette souveraineté se cons-
« tituera peu à peu par l'agrégation successive des souverai-
« netés restreintes, agrégation qui s'opérera d'abord dans la
« région, puis sur tout le territoire de la Nation, aboutissant
« au groupement professionnel qui exercera sur tous les
« autres groupements de la profession et quant au point
« convenu, la souveraineté nécessaire ».

Il nous faut bien préciser que les pouvoirs que M. *Paul Boncour* voulait donner aux Syndicats n'étaient pas dans son esprit dangereux, ni pour la souveraineté, ni pour l'unité Nationale.

Néanmoins, la conception exprimée dans le Fédéralisme économique, fut et reste discutée, nous verrons plus tard que M. *Paul Boncour* a repris les mêmes idées dans un discours, en 1933, à Saint-Agnan, et est l'auteur d'un projet de réforme sur le C. N. E., projet qui est la base de la réorganisation récente votée par le Parlement (1).

(1) Voir plus loin le projet de M. *Paul Boncour* sur le C. N. E., ses vues actuelles et le statut voté par le Parlement.

Mais nous pouvons noter dès maintenant que les idées développées en 1900, qui paraissaient très hardies, sont devenues aujourd'hui fort courantes dans tous les milieux où l'on s'intéresse à l'amélioration de l'économie du pays.

IV. — *Les Idées de M. Durkheim 1858-1917*

Le grand sociologue *Durkheim* a soutenu les mêmes idées que MM. *Charles Benoist* et *Paul Boncour*. Il est partisan de la représentation professionnelle, du développement et de la collaboration des Syndicats dans la législation. Voici comment on peut résumer les idées exprimées dans la préface de son livre *La division du Travail Social* (Edition de 1902).

La Société de demain sera un vaste système de corporations nationales, qui deviendront la base de notre organisation politique.

Dans chaque catégorie économique d'un même pays, une seule corporation englobera tous les producteurs. La corporation se préoccupera de diversifier selon les différentes sortes d'industries, les principes généraux de la législation industrielle qu'établissent les assemblées gouvernementales.

Rattachées à la corporation centrale, il y aura aussi des corporations locales ou régionales ; elles auront pour tâche de spécialiser encore davantage la réglementation professionnelle, selon les nécessités locales ou régionales. En dehors de cela, les corporations auront d'autres attributions. Autour de leurs fonctions proprement professionnelles viendront s'en grouper d'autres qui reviennent actuellement aux communes ou à des Sociétés privées (fonction d'assistance, d'éducation, de développement de l'Art).

La réglementation corporative sera juste, ou tout au moins permettra de réaliser la justice et les réformes sociales, souhaitées par *Durkheim* (dont la suppression de l'héritage). La corporation comblera une grave lacune dont souffre la Société ; pour que vive une nation, il importe qu'entre l'Etat et les particuliers, s'intercale toute une série de

groupes secondaires qui soient assez proches des individus pour les attirer dans leur sphère d'action ; l'Etat ne peut suffire à exprimer seul l'activité collective des Nations.

Pour mieux faire comprendre l'importance et l'intérêt de la transformation voulue par M. *Durkheim*, reproduisons un passage de son ouvrage d'ailleurs souvent cité :

« La Société moderne est composée d'une poussière
« infinie d'individus inorganisés qu'un Etat hypertrophié
« s'efforce d'intégrer et de retenir. On demande de divers
« côtés que les systèmes électoraux soient formés par pro-
« fessions et non par circonscriptions territoriales et il est
« certain que de cette façon, les assemblées politiques ex-
« primeraient plus exactement la diversité des intérêts so-
« ciaux et leurs rapports, elles seraient un résumé plus
« fidèle de la vie sociale dans son ensemble. Mais, dire que
« le pays, pour prendre conscience de lui-même doit se
« grouper par profession, n'est-ce pas reconnaître que la
« profession organisée ou la corporation devrait être l'or-
« gane essentiel de la vie publique ».

« Ainsi serait comblée une grave lacune ».

« L'organisation corporative est un remède contre le
« malaise actuel (1902) et si le problème de la corporation
« n'est pas le seul qui s'impose à l'attention publique, il
« n'en est certainement pas qui soit plus urgent, car les
« autres ne pourront être abordés que lorsqu'il sera réso-
« lu ».

Ces idées n'ont pas vieilli, nous en retrouverons bien souvent l'expression dans la suite. Le Conseil National Economique leur donne ou plutôt doit leur donner satisfaction; c'est pourquoi il nous fallait citer ici, le nom de *Durkheim*.

SECTION II. — LES CONSEILS CONSULTATIFS EN FRANCE AVANT

L'INSTITUTION DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

Auprès de nos Ministères, Travail, Agriculture, Commerce, Colonies, P. T. T., Travaux Publics, Instruction Publique, etc., siègent un grand nombre de Conseils Supé-

rieurs Consultatifs (1). Beaucoup d'entre eux sont d'une création antérieure au C. N. E. et comprennent des représentants des intérêts professionnels ; ils peuvent ainsi être considérés comme les antécédents du Conseil Economique dont ils ont directement facilité la création.

Depuis leur naissance, parfois assez reculée, ces Conseils ont subi des modifications nombreuses. Certains mènent une vie languissante, alors que d'autres font preuve d'une belle activité. Nous parlerons seulement ici du Conseil Supérieur du Travail, du Conseil Supérieur des Colonies, du Conseil Supérieur de l'Agriculture, enfin du Comité Consultatif Supérieur du Commerce et de l'Industrie (2). Dans ces organismes, plus particulièrement, siègent un certain nombre de membres, en vertu du seul principe de la représentation professionnelle, dont le Conseil National Economique n'est qu'une application plus complète et plus féconde.

I. — *Le Conseil Supérieur du Travail*

Le Conseil Supérieur du Travail fut créé en 1891, il fut remanié en 1919 et 1921 (décret du 31 janvier modifié lui-même par des textes postérieurs dans le détail) en 1924, 1927, etc...

Le Conseil est présidé par le Ministre du Travail. Il comprend 78 Membres. L'élément le plus nombreux consiste en 32 représentants patronaux, 2 sont désignés par le Conseil Supérieur de l'Agriculture, 8 par le Conseil des Prud'hommes et les 22 restant par les membres des Chambres de Commerce et des Chambres consultatives des Arts et Manufactures. Les représentants ouvriers sont ainsi désignés : 8 sont délégués par les Conseils de Prud'hommes et

(1) Voir Jean Cahen Salvador : *La Représentation des Intérêts en France et les Services Publics* 1935.

(2) Nous ne parlerons pas ici des nombreux conseils consultatifs institués pendant la guerre et qui ont disparu, il n'est cependant pas douteux que les services rendus par ces organismes aient incité le Gouvernement à créer un C. N. E.

24 sont élus par les Syndicats ouvriers, selon un mode d'élection assez complexe. Le Conseil se complète de représentants des intérêts généraux : 5 députés, 3 sénateurs, 1 membre de la Chambre de Commerce de Paris, 2 membres désignés par les élus du Conseil Supérieur de la Coopération, enfin 3 personnalités choisies par le Ministre, parmi les membres de l'Institut et les Professeurs de la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Le Conseil Supérieur du Travail a une Commission permanente de 19 délégués. Il se réunit en session ordinaire une fois l'an, le deuxième lundi de novembre pour une durée de 15 jours. S'il y a nécessité, le Conseil peut tenir une session extraordinaire.

Le Conseil Supérieur du Travail étudie les projets relatifs à l'organisation du Travail dans l'Industrie et dans le Commerce. Ses travaux sont le plus souvent remarquables.

Sans exagération, on peut dire que le Conseil Supérieur du Travail est une véritable assemblée professionnelle, jouant un rôle fort utile.

M. Charles Benoist, au sujet de la création future du C. N. E., a alors écrit assez injustement à notre sens :

« Il ne faudrait pas que ce fut un Conseil comme nous
« en avons déjà tant d'autres. Comme il y en a au moins
« un auprès de tous, ou presque tous nos ministères : une
« assemblée au petit pied qui se réunit quinze jours par an,
« qui discute, qui délibère, qui émet des vœux et donne des
« avis, dont elle est à l'avance résignée à ne voir tenir prati-
« quement aucun compte. Il ne faudrait pas qu'il fut le type
« de notre Conseil Supérieur de l'Agriculture ou de notre
« Conseil Supérieur du Travail par exemple ».

Nous ne pouvons souscrire à ce jugement, car les travaux du Conseil Supérieur du Travail sont très approfondis et passent fréquemment dans des textes de loi.

II. — *Le Conseil Supérieur des Colonies*

Le Conseil Supérieur des Colonies avait été créé le 19 octobre 1883. Le Gouvernement voulait ainsi s'assurer : « la

« collaboration et les avis des personnalités élues ou choisies pour leur expérience des problèmes intéressant nos possessions lointaines ».

L'activité de cet organisme ne fut jamais très grande. En 1920, M. A. Sarraut, alors ministre des Colonies, eut à cœur de le réorganiser.

Le Journal Officiel du 30 septembre 1920 publiait un décret « portant organisation du Conseil Supérieur des Colonies ». Un rapport de M. Albert Sarraut le commentait.

Désormais, le Conseil Supérieur des Colonies se subdivisait en trois corps consultatifs distincts : le haut Conseil National, le Conseil Economique des Colonies, le Conseil de législation coloniale, les membres du Conseil de Législation Coloniale, étaient tous désignés par le Ministre, ainsi que ceux du haut Conseil Colonial.

Le Conseil Economique, pour sa part, donnait des avis « sur les questions et les projets intéressant la mise en valeur des colonies et des pays de protectorat, ainsi que l'expansion commerciale, agricole, industrielle de la France dans ses possessions ». Il comprenait dans son sein, les Parlementaires des colonies, des techniciens, économistes, financiers, industriels, commerçants, armateurs, agriculteurs, désignés par arrêté ministériel, plusieurs fonctionnaires, enfin quatorze délégués élus au Conseil Supérieur par diverses colonies qu'énumère le décret. Ces délégués étaient élus pour quatre ans et pouvaient recevoir des indemnités. Le décret donnait une réglementation très minutieuse de la manière dont il était procédé à ces élections.

Ici, encore, jouait partiellement le principe de la représentation professionnelle. Au cours de ces dernières années, de 1926 à nos jours, le Conseil des Colonies subit de successives modifications. Il fut tout récemment réorganisé par le décret du 26 décembre 1935 et prit le nom de Conseil Supérieur de la France d'outre mer. Il n'est pas douteux que sous cette nouvelle forme élargie, le Conseil qui a déjà rendu d'importants services ne prenne une place plus considérable encore.

III. — *Le Conseil Supérieur de l'Agriculture*

Etablie à la fin du XIX^e siècle, cette assemblée consultative réformée par les décrets du 15 juillet et du 28 octobre 1913, ne comprenait que des membres désignés par arrêté ministériel. Or, la loi du 23 octobre 1919, qui a créé les Chambres d'Agriculture, stipule que les avis de ces Chambres devront être examinés par le Conseil Supérieur de l'Agriculture. Cette disposition législative obligea *M. Chéron* à remanier la composition du Conseil.

Le 11 mars 1922, le Président de la République sur le rapport de *M. Henri Chéron*, Ministre de l'Agriculture, promulgua un décret qui réorganisait le Conseil Supérieur de l'Agriculture. Il diminua le nombre des membres désignés par le Ministre et accorda aux Chambres d'Agriculture une large place au Conseil.

Celui-ci comprenait désormais quatre vingts membres; quarante étaient nommés par décret, quarante élus par les Chambres d'Agriculture. La durée du mandat de ces derniers était de trois ans. En outre, la section permanente du Conseil comptait vingt membres : dix pris parmi les élus des Chambres d'Agriculture, dix choisis parmi les membres nommés par arrêté ministériel.

Le Conseil supérieur de l'Agriculture subit en 1928 — décret du 10 mai — et 1933 — décret du 16 avril — des aménagements et modifications importantes, qui améliorèrent sa composition et son fonctionnement. Aussi, ses services sont-ils aujourd'hui très précieux pour l'Agriculture.

IV. — *Le Comité Consultatif Supérieur du Commerce et de l'Industrie*

Avec ce Comité, nous allons voir un organisme dont l'influence fut certaine sur la création du Conseil National Economique.

Le 22 mai 1924, un décret de *M. Loucheur*, alors Ministre du Commerce reprenant la tradition oubliée créait un Comité Consultatif supérieur du Commerce et de l'Indus-

trie. La conception était étroite, seuls les industriels y avaient place, ni les ouvriers, ni les agriculteurs n'en faisaient partie.

M. Raynaldy, successeur de *M. Loucheur*, prenait le 4 juillet 1924, un décret élargissant et organisant définitivement l'institution. Le Comité comprit des Parlementaires, des Présidents de Chambres de Commerce, des Représentants de divers groupements économiques. Cette composition ne donna pas satisfaction aux milieux agricoles et ouvriers ; un nouvel élargissement ne fut guère mieux accueilli. Ses attributions étaient larges « il étudierait l'organisation à donner au pays ».

C'est pourquoi les syndicalistes et toute une partie de l'opinion qui réclamaient l'institution du véritable C. N. E. critiquèrent âprement la création de *M. Raynaldy*, qui, pouvait-on croire, devait en tenir lieu et sabotait complètement l'organisme envisagé. L'institution d'une Commission préparatoire « en vue d'élaborer un projet de Conseil National Economique » peut être considérée comme le moyen adopté par le Gouvernement pour calmer les craintes et donner satisfaction à une partie de l'opinion. La composition de la Commission préparatoire, fut en quelque sorte le contre-pied de la composition du Comité. Cette réaction, naturellement trop violente, fut le plus souvent commentée défavorablement ; elle contribua à jeter la méfiance sur les travaux de la Commission et sur le Conseil National Economique.

Quant au Comité lui-même, intéressant pour nous surtout, par l'influence de sa création, il ne se réunit plus. En effet, malgré le décret d'aménagement du 25 janvier 1925, il perdit, à la création du Conseil National Economique, sa raison d'être. Tel fut le sort malheureux du Comité, qui fut peut-on dire, le véritable ancêtre du C. N. E.

CHAPITRE III

Les précédents directs du Conseil National Economique

Nous allons voir successivement :

Section I. — Les vœux exprimés par quelques Juristes et quelques hommes politiques à la fin de la Guerre.

Section II. — Les conceptions de la C. G. T. L'institution d'un Conseil Economique du Travail et les vœux de quelques autres groupements.

Section III. — Les Conseils Economiques Etrangers, institués à la fin de la Guerre 1914.

SECTION I. — LES VOEUX EXPRIMÉS PAR QUELQUES JURISTES ET QUELQUES HOMMES POLITIQUES A LA FIN DE LA GUERRE

Nous citerons ici les idées de MM. *Léon Duguit*, *Marc Sangnier*, *Joseph Caillaux*, du *Général Messimy* et de quelques autres personnalités.

I. — Les Idées de M. *Léon Duguit*

M. *Duguit*, le regretté doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux, était aussi un partisan de la représentation professionnelle. Plus précisément, il souhaitait l'organisation à côté du Parlement politique, d'un Parlement professionnel composé des délégués des syndicats, M. *Léon Duguit* a présenté ses idées dans la *Revue Politique et Parlementaire*

(1911, L. LXIX, Page 44) et dans son *Traité de Droit Constitutionnel* (T. I 1921, T. II 1923).

« Deux forces gouvernantes », dit M. Duguit, « apparaissent actuellement en France : la majorité numérique des individus et les syndicats professionnels ; j'estime qu'on est tout à fait en dehors de la vérité sociale, quand on parle de la souveraineté nationale à la manière traditionnelle conçue comme la souveraineté numérique des individus. A côté de la puissance du nombre, se dresse une autre puissance sociale : celle des groupements syndicaux. Il faut donc organiser cette représentation professionnelle que les syndicats pourront exiger par la force. C'est une erreur sociologique incontestable que de dire que le mouvement socialiste est exclusivement un mouvement anti-étatiste et anti-parlementaire, qu'il est d'ordre économique et qu'il ne peut point aboutir à une représentation professionnelle ».

« Pour Monsieur Léon Duguit la représentation professionnelle est nécessaire, la puissance du mouvement syndicaliste est la raison pour laquelle il faut organiser, non plus la représentation des partis, mais la représentation des professions, plus exactement, des syndicats. Un Parlement ne sera représentatif du pays, qu'à la condition de comprendre les deux éléments qui le constituent : l'élément individuel et l'élément collectif ». M. Duguit est partisan de deux Chambres, une Chambre élue au suffrage universel avec représentation proportionnelle et un Sénat élu par les syndicats et les Chambres professionnelles (Commerce, Agriculture).

Selon le regretté professeur, ce système présente un avantage certain pour assurer la liberté des citoyens : « l'individu en profitera, car entre le pouvoir central et sa faible personnalité, un corps intermédiaire s'interposera qui le protégera. Une Chambre élue par les groupes syndicaux peut seule constituer un contre-poids à une Chambre élue au suffrage universel des individus. Ce sera une garantie contre l'omnipotence des Gouvernements. Enfin, la représentation des intérêts à côté de la représentation pro-

« portionnelle des partis, donnera une structure définie aux
« classes sociales, aboutira à une transformation profonde
« de notre organisation politique. Elle conduira au fédéra-
« lisme professionnel, qu'a prédit *M. Paul Boncour* ».

Il n'est pas douteux que ces idées jointes aux précédentes n'ont pas été sans influence dans la création d'un Conseil Economique. Celui-ci est du reste une réalisation d'une nature différente, mais d'une même inspiration.

II. — *Les Idées de M. Marc Sangnier*

M. Marc Sangnier, chef du parti socialiste chrétien en France, partage les idées de *M. Léon Duguit*, mais le Parlement professionnel qu'il souhaite ne se rattache pas à un plan d'ensemble comme dans le système de *M. Duguit*. Il réclame simplement la suppression du Sénat tel qu'il fonctionne présentement, pour le remplacer, par une assemblée uniquement composée des représentants des producteurs. Par la plume et par la parole, l'ancien chef du *Sillon* a souvent défendu ces vues.

En 1913, *Marc Sangnier* écrivait dans son livre *La Jeune République*, T. I : « Lorsque nous demandons la
« création d'un sénat professionnel, nous demandons du
« même coup, que ce Sénat ne soit en aucune façon cons-
« truit à l'imitation du Sénat actuel ».

Sur la composition et l'organisation de cette assemblée nouvelle, *M. M. Sangnier* ajoutait : « Puisqu'il représente
« des intérêts particuliers de groupes spéciaux, il faut que
« ce Sénat soit lui-même organisé d'une façon multiple et
« variée. L'Unité Nationale », déclarait-il, « doit être sauve-
« gardée par la volonté convergente des citoyens, tandis que
« la variété, la multiplicité, la richesse des énergies natio-
« nales doivent être représentées dans l'Etat nouveau que
« la démocratie exige ».

Une expression plus récente de la pensée de *M. Marc Sangnier* nous est fournie par une de ses déclarations à la Chambre en 1920. « Ce que réclame le prolétariat c'est que
« la profession organisée, aussi bien les professions ma-

« nuelles que les professions intellectuelles, aussi bien
 « les travailleurs de la main que ceux du cerveau, c'est que
 « toutes les forces soient considérées, non comme des forces
 « que l'on consulte seulement de temps en temps et dont
 « on peut négliger les avis ; mais comme des forces faisant
 « intégralement partie de la puissance nationale. Si bien
 « qu'à côté de la représentation politique, que nous sommes
 « ici, il y ait une représentation, celle des intérêts écono-
 « miques ».

« La dualité des assemblées existe déjà. A la place de
 « notre Sénat politique, je réclame, je demande un Sénat
 « professionnel, je demande qu'on s'oriente dans ce sens,
 « je demande qu'il y ait une double représentation : repré-
 « sentation politique, représentation des intérêts économi-
 « ques, de tous les intérêts, aussi bien de ceux des patrons
 « que de ceux des ouvriers ».

Cette transformation du Sénat est d'une réalisation peu facile et l'on comprend pourquoi la représentation professionnelle ne soit encore réalisée en France, qu'au sein des Conseils consultatifs et spécialement du Conseil National Economique. Du reste, cela est conforme aux vues de M. Caillaux dont nous devons parler maintenant.

III. — *Les Idées de M. Joseph Caillaux*

Fortement nourri des doctrines syndicalistes, M. Joseph Caillaux a également préconisé la représentation des intérêts économiques de l'Etat, dans son livre *Où va la France, où va l'Europe* (1921).

« Maintenir les Assemblées Parlementaires », écrivait-il,
 « mais en ne leur laissant que des droits politiques, rien
 « qu'une mission de contrôle supérieur. Confier à de nou-
 « veaux organismes la direction complète de l'Etat écono-
 « mique, tel est le but à atteindre... n'est-ce pas vers un
 « grand Conseil d'Etat Economique, comprenant une ma-
 « jorité de représentants des travailleurs intellectuels et
 « manuels, élus par les Syndicats ou par d'autres groupe-
 « ments, que la France s'efforçant de rattacher son passé

« au présent, s'orientera. L'Assemblée en question qui se
 « superposerait à une série de Conseils Techniques, aurait
 « seule qualité pour examiner et proposer aux Chambres
 « qu'elle côtoierait, les lois d'intérêts économiques que les
 « représentants de la nation, admettraient, repousseraient,
 « renverraient pour une nouvelle étude, sans les modifier.
 « Elle serait également investie du pouvoir réglementaire
 « dévolu aujourd'hui à des Bureaux incompétents ».

Un peu plus tard, précisant sa pensée, *M. Caillaux* disait : « Vous êtes également dans le vrai, lorsque vous vous
 « élevez contre l'institution projetée d'un Parlement Pro-
 « fessionnel. Vous apercevez que la Chambre composée de
 « représentants de métiers deviendrait la « foire d'emploi-
 « gne », mais ne vous contentez-vous pas, à peu de frais,
 « quand vous vous bornez à souhaiter le développement
 « d'organes consultatifs dans le genre de notre Conseil
 « Supérieur du Travail, de nos Chambres de Commerce, de
 « nos Chambres d'Agriculture. Entre une Assemblée pro-
 « fessionnelle, abusivement pourvue de tous les attributs de
 « la souveraineté et de pâles organes consultatifs, que nos
 « organisations se feraient un jeu de reléguer dans les sous-
 « sols bureaucratiques, n'y a-t-il pas toute une gamme de
 « solutions intermédiaires ? »

Il est bien certain que le Conseil National Economique actuel réalise parfaitement cette solution intermédiaire que souhaite *M. Caillaux*.

IV. — *La proposition de loi de M. le Général Messimy* *Quelques autres partisans* *de la représentation professionnelle*

Le 18 novembre 1924, *M. le Général Messimy* déposait sur le bureau du Sénat une proposition de loi (1), contre-signée par quelques-uns de ses collègues (dont *M. de Jouvenel*) visant à la création d'un Conseil Supérieur de Défense Economique.

(1) Doc. Parl. Sénat 1924, N° 612.

M. le Général Messimy, qui fut le réorganisateur du Conseil Supérieur de la Défense Nationale, écrivait : « L'idée nouvelle que nous vous demandons de ratifier, consiste essentiellement dans la constitution symétrique à celle d'organes similaires qui préparent la Défense Nationale ; d'une Commission d'études et d'un secrétariat économique permanent, chargé de la défense économique ; c'est surtout et au premier chef de rattacher les deux organismes jumelés, non pas aux Finances, au Commerce ou à l'Agriculture, mais à la Présidence du Conseil. Pour mener au lendemain de la bataille des armées, la bataille de l'intérêt général, contre les intérêts particuliers. Le chef du Gouvernement doit avoir le moyen de travail nécessaire ». La proposition de loi établissait une liaison étroite entre le Conseil de la Défense économique et celui de la Défense Nationale ; certains personnages tels que les Secrétaires Généraux avaient le droit de siéger dans les deux organismes.

L'institution du Conseil National Economique donna satisfaction à de multiples points de vue au Général Messimy, qui prit part, du reste à ses travaux (1).

Parmi les nombreux partisans d'une représentation des professionnels près des pouvoirs publics, il faut citer encore, sans que cette énumération n'ait en rien la prétention d'être complète :

M. Henri de Jouvenel qui a toujours souhaité une assemblée législative recrutée sur la base professionnelle (2).

M. Jean Hennessy dont la longue campagne en faveur du régionalisme et d'une représentation professionnelle ne fut pas sans influence (3).

(1) Commission permanente 17 mars 1926. *Etude sur l'outillage Colonial*.

(2) Voir discours et écrits de M. de Jouvenel et la Revue « l'Etat Moderne ».

(3) Voir proposition de loi Doc. Parl. Chambre 1916, n° 1855. Voir « l'Etat Moderne », voir aussi plus loin,

MM. Deschanel, l'abbé Lemire, Clémenceau, Millebrand, Poincaré, qui réclamèrent la représentation des intérêts, sous une forme ou sous une autre.

Si l'on ajoute qu'à ce mouvement d'idées de personnalités individuelles, se joignit l'opinion de bien des groupements (syndicats, cercle d'étude, etc.) on n'est pas sans comprendre que la force de ces conceptions ait été un puissant facteur pour la création d'un organe de la nature du Conseil National Economique.

SECTION II. — LES CONCEPTIONS

DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

ET DE QUELQUES AUTRES GROUPEMENTS

A LA FIN DE LA GUERRE DE 1914

Nous consacrerons un paragraphe aux conceptions de la C. G. T. — au Conseil Economique du Travail — et un second paragraphe sera réservé aux vues d'autres groupements.

§ I. — Les conceptions de la C. G. T.

A la cessation des hostilités, par suite de l'extension qu'elle avait prise pendant la guerre, par suite des services rendus, la *Confédération Générale du Travail* devait occuper une place de premier rang dans l'économie nationale.

Il faut lui rendre cette justice d'avoir compris l'importance des problèmes de réorganisation d'après-guerre, d'avoir étudié et d'avoir voulu y prendre part. Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur la légitimité de cette participation et sur le programme proposé, on doit reconnaître la valeur des efforts tentés à la fin de la guerre par la *Confédération Générale du Travail*. Ces efforts furent en partie vains, puisque l'organisme créé par la C. G. T., le Conseil Economique du Travail (C. E. T.) n'eut qu'une courte durée et peu d'action ; mais d'autre part, cette création fut un succès, puisque de l'aveu même des Pouvoirs Publics, le Conseil Economique actuel est le descendant direct du

Conseil Economique du Travail. Examinons les origines, la composition, le rôle de ce Conseil, nous verrons ainsi en quoi il nous intéresse par rapport au C. N. E. actuel.

I. — *Les origines du Conseil Economique du Travail*

A la fin de la Guerre, la *Confédération Générale du Travail* réclama, tant pour la démobilisation que pour le réajustement rapide des productions de guerre aux productions de paix, l'institution d'un Conseil Economique National, aidé de Conseils Economiques régionaux dans lesquels les organisations syndicales auront leurs représentants directs mandatés par elles et qui, en accord avec la classe ouvrière, détermineront les règles générales de la démobilisation et les conditions de la reprise économique. Ce programme fut approuvé au meeting du Cirque d'Hiver, le dimanche 24 novembre 1918.

Au début de janvier 1919, un manifeste était publié dans la presse, sous la signature de *M. Jouhaux*. Il proposait de constituer un C. N. E., comprenant 5 éléments de 10 Membres.

1° Des Chefs d'entreprises, représentants d'organisations patronales.

2° Des Travailleurs, représentants des organisations ouvrières.

3° Des Conseillers Techniques (Ingénieurs).

4° Des Membres du Gouvernement.

5° Des Personnalités compétentes représentant l'opinion publique.

Le 12 janvier 1919, une délégation fut reçue par *M. Clémenceau*, président du Conseil, qui promit d'étudier favorablement la question. Six mois plus tard, le 16 juillet 1919, parut en conséquence, un décret instituant un Conseil Economique. C'était une simple Commission interministérielle à laquelle on adjoignait 3 représentants des organisations ouvrières. Immédiatement les organisations ouvrières protestèrent. « L'heure est trop grave, écrivait alors

« *M. Jouhaux*, pour que nous nous prêtions à ces plaisantes. Il ne peut s'agir pour nous, d'avoir une représentation dans un Conseil honorifique, mais d'accomplir une besogne profitable à tous ».

Les dirigeants de la C. G. T. songèrent alors à organiser le Conseil Economique, en se passant du Gouvernement. Au Congrès de Lyon du 20 septembre 1919, on approuvait la thèse de *M. Jouhaux* modifiant la conception primitive du Conseil Economique du Travail. Le C. E. T. devenait un instrument révolutionnaire, « chargé de préparer les cadres où s'installera la Révolution généralisée ». C'est dans cet esprit que fut réalisée l'organisation du C.E.T. L'organisme fut prêt à fonctionner en novembre 1919. La C. G. T. annonça cette création dans un nouveau manifeste. Après avoir rappelé les efforts passés et la carence du Gouvernement, ce document indiquait la composition et le fonctionnement du Conseil Economique du Travail. Son but était ainsi défini :

« Le but poursuivi par le C. E. T. en permettant la collaboration de tous les éléments techniques salariés qui le constituent, est de contribuer au relèvement économique que par des formules de réalisation uniquement soucieuses de l'intérêt général et susceptibles de donner au travail la part de gestion et de contrôle qui lui revient dans la production et la répartition des richesses ».

II. — *Le Conseil Economique du Travail (1920)*

Composition et Organisation : Le Conseil comprenait des délégués de 5 groupements : Confédération Générale du Travail, Fédération Nationale des Coopératives, Fédération Nationale des Fonctionnaires, Union syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (U.S. T.I.C.A.) et Syndicats des Ingénieurs des Mines. Le Conseil était divisé en 9 Sections : 1. Outillage National. 2. Organisation Economique. Gestion et contrôle. 3. Production Industrielle et Matières premières. 4. Production Agricole et Organisation agraire. 5. Finances et Crédit. 6. Cadres de la

vie sociale (hygiène, loisirs, assurances sociales, urbanisme). 7. Enseignement général et technique. 8. Commerce et Répartition des richesses. 9. Régions dévastées. Chaque Section se composait, en principe, de 3 délégués de chacun des groupements que nous avons cités et de 2 secrétaires. Ceux-ci formaient un Comité de répartition du Travail. A la tête du Conseil se trouvait un Comité de Direction composé de 13 membres, dont le secrétaire général de la C.G.T., les 12 autres sièges étant également répartis entre la Confédération Générale du Travail, les Fédérations des Coopératives, des Fonctionnaires et l'U. S. T. I. C. A. On y trouvait des personnalités comme MM. *L. Jouhaux*, *Ch. Gide*, *E. Poisson*, *Ch. Laurent*, *R. Francq*.

Fonctionnement et œuvre : Le C. E. T. tint sa séance inaugurale le jeudi 8 janvier 1920, dans la salle des Coopératives du Boulevard du Temple. Cette séance était exceptionnelle, elle affirmait seulement la réalisation du Conseil. On y entendit 4 orateurs parlant au nom des 4 principaux groupements du C. E. T. *M. Jouhaux* indiqua l'origine, le but, le programme et les moyens d'action du Conseil (1).

Dans l'esprit de ses fondateurs, les séances plénières devaient être rares, le travail se faisait dans les Sections alimentées par le Comité de répartition, selon le plan du Comité Directeur. Celui-ci établit aussitôt un plan général de travail, qu'il communiqua aux sections d'études sous la forme d'un tableau où chacun des problèmes fondamentaux était marqué dans la première colonne et où on faisait la division du travail dans les diverses sections (2).

(1) « Oui, l'atelier fera disparaître le gouvernement, à la condition « essentielle que l'atelier devienne non seulement l'atelier corporatif, « mais l'atelier social, à la condition qu'il ait en lui tous les éléments « de direction indispensables à la conduite des affaires et des hommes ».

(2) Voilà, par exemple, comment fut prévu par section, l'étude de la nationalisation des Chemins de fer d'intérêt général et local.

Section I. — (Outillage National). Projet général.

Section II. — (Organisation Économique). Liaison entre l'Etat et l'organisme nouveau exploitant les chemins de fer.

Section III. — (Production industrielle) Examen du Projet général et avis sur ses répercussions sur la production industrielle.

Des Sections sont sortis un ensemble de projets approuvés par le Comité Directeur et présentés en juin 1920 à la séance plénière du Conseil, projets tendant à la nationalisation des Mines, des Chemins de fer, de la Houille blanche, des Manufactures de l'Etat, de la Marine Marchande, de l'Outillage des ports ; projet prévoyant la création d'une direction générale de l'Economie Nationale, comprenant spécialement des services de documentation économique et statistique française et étrangère. Malheureusement, le Conseil fut affecté par la crise du syndicalisme de 1920 ; il tomba en désuétude et eut peu le temps de travailler.

Appréciation : Que penser du Conseil Economique du Travail ? Les attributions du C. E. T. étaient vastes : organe d'étude, et instrument de transformation sociale par la nationalisation et la suppression du salariat, il engendra bien des craintes. L'absence de représentants du Capital et de l'Agriculture au Conseil, n'étaient pas pour les amoindrir. En droit, ces alarmes étaient injustifiées, puisque le C. E. T. était un organisme privé ; en fait, elles furent vite calmées puisque l'organisme dura moins d'un an. Ce qui nuisit beaucoup à l'institution en dehors de son caractère privé, fut sa composition incomplète et l'ampleur d'un programme au moins prématuré. Il n'en faut pas moins souligner l'excellence de la méthode de travail adoptée, et la démonstration ainsi faite de ce que peut donner un organe

Section IV. — (Production Agricole). Examen du Projet Général et avis sur ses répercussions sur la production agricole.

Section V. — (Finances et crédit). Organisation Financière de l'organisme exploitant les chemins de fer.

Section VI. — (Cadre de la vie sociale). Etudes des mesures d'exploitation propres à développer le tourisme, lavabos, douches, réfectoires, dortoirs, etc...

Section VII. — (Enseignement général et technique). Etude de l'enseignement technique supérieur et de l'apprentissage du personnel des Chemins de fer.

Section VIII. — (Répartition des richesses). Etude du Projet Général et avis sur ses répercussions sur le Commerce et la Consommation.

Section IX. — (Régions dévastées). Correspondance par auto-camion.

de ce genre. Du reste, après la disparition du premier Conseil, la C. G. T. élaborait un nouveau projet plus réduit (1).

III. — *Le nouveau projet de Conseil Economique du Travail (1924)*

En février 1923, M. Bartuel faisait adopter au Congrès de la C. G. T., une résolution (*l'Information sociale* du 22 février 1925) demandant à la Confédération de remettre en mouvement les Sections du C. E. T., de réaliser la nationalisation des industries et des services publics.

Le Comité Confédéral national des 21 et 22 mars 1924, développa le nouveau programme de la Confédération. En dehors de l'institution de Conseils Régionaux, la C. G. T. prépara un nouveau projet de Conseil Economique du Travail.

En dehors des représentants de l'Etat que désignera le Gouvernement, les délégués au Conseil (Producteurs, Consommateurs, Techniciens) seront choisis par leurs propres organisations corporatives. Le C. E. T. jouira ainsi d'une grande autorité. Ce Conseil ne sera ni un Parlement Economique, ni un Sénat professionnel, ni un système analogue à celui des Etats Généraux. La C. G. T. réclamait un organe d'étude et de préparation, réunissant dans son sein, producteurs, consommateurs et techniciens, capables de résoudre les grands problèmes de l'heure.

Le C. E. T. ne devra pas être doté du pouvoir législatif, il aura cependant des attributions plus larges que les Conseils consultatifs de divers Ministères. Il jouira d'une grande autonomie et disposera de moyens propres de documentation et d'investigation, il procédera à des enquêtes, s'adjoindra des techniciens. En dehors des questions dont les pouvoirs publics lui soumettront l'étude, il pourra évoquer des problèmes dont la solution est urgente. Sur toutes les

(1) Sur le C. E. T., voir articles de MM. Antonelli (questions pratiques 1922, t. I), Darquet (le Producteur Juillet 1920), Gide (Revue d'Economie Politique 1928, t. 42), Oualid (L'Europe nouvelle, 17 janvier 1920), Picard (Revue Internationale du Travail, juin 1925), Informations Sociales, 14 juin 1924.

toutes les mesures d'ordre économique, il sera obligatoirement consulté. Ses avis seront consignés dans des rapports qui ne lieront pas le Gouvernement, les rapports et les propositions de loi lui seront transmis et son opinion sera communiquée aux Chambres. Les études du C. E. T. seront obligatoirement publiées.

L'organe que quelques mois plus tard un décret devait instituer, est basé sur les mêmes principes. Entre le C.E.T. et le C. N. E. la relation est certaine, mais en créant le Conseil National Economique, on comblait aussi les désirs d'autres groupements.

§ 2. — Les conceptions d'autres Groupements

D'autres groupements que la C. G. T. souhaitaient dans l'après-guerre, la constitution d'un conseil consultatif et déjà aussi l'idée d'une restauration des corporations était envisagée favorablement dans certains milieux. Nous allons parler :

I. du Plan des Etats Généraux.

II. des vœux émis par quelques autres Groupements.

I. — *Le Plan des Etats Généraux*

En 1923, un groupe de producteurs, d'économistes et de journalistes forma un Comité dit Comité des Etats Généraux. Ce Comité devait élaborer un nouveau système d'organisation économique en France. A la vérité, le plan des Etats Généraux n'avait rien de très neuf. Il était inspiré des idées de *la Tour du Pin*, d'*Albert de Mun* et de l'Ecole catholique sociale en général (1). Le nom donné à ce comité était d'ailleurs fort impropre, il n'y avait rien de commun entre la représentation des anciens Etats généraux et la nou-

(1) Voir plus haut.

velle institution. On peut penser du reste que ce titre ne fut retenu que pour faire remarquer la création du Comité par l'opinion.

Ce Comité convoqua, le 18 octobre 1923, une Assemblée de notables à la salle des Agriculteurs de France. La réunion groupait environ 800 auditeurs et fut d'un haut intérêt. C'est dans une atmosphère de curiosité sympathique que furent écoutés les exposés de MM. *Eugène Mathon*, *Jacques Arthuy*, *Georges Valois*.

Le rapport le plus remarquable fut sans doute celui de M. *Eugène Mathon* : ce fut un exposé complet et saisissant d'un système économique et social nouveau. M. *E. Mathon* considérait la corporation comme la pierre angulaire de la représentation professionnelle. Celle-ci sera donc subordonnée à la création préalable des corporations, qui ont leur germe dans les Associations professionnelles actuelles développées et réformées.

Que sera la corporation, d'après cet orateur ? Ce ne sera pas l'organisation horizontale « des groupements qui réunissent tous les syndicats d'une même profession, ce sera « l'organisation verticale réunissant, au contraire, tous les « groupements qui transforment successivement, une même matière première. Puisque tous ceux qui vivent « d'une même industrie », déclarait M. Mathon, « du patron jusqu'à l'ouvrier, en passant par le technicien ont les « mêmes intérêts professionnels, et constituent une unité « non pas sociale, mais économique, nous croyons que tous « doivent faire partie de la même corporation ». Ayant critiqué *Karl Marx* et le syndicalisme révolutionnaire, il voyait dans le corporatisme le moyen de passer de l'hostilité et de la lutte des classes à la collaboration, car entre les organisations patronales et ouvrières, il y aura un lien moral, ce sera la prospérité même de la corporation. Celle-ci poursuivra alors deux buts :

Un but économique et un but social.

Quel sera le rôle de l'Etat vis-à-vis des corporations ? Guide des intérêts généraux, il se bornera à encourager

l'initiative privée, il sera le tuteur naturel, le conseil, l'arbitre des Corporations. Après de lui, et grâce à la corporation, la représentation professionnelle s'organisera. Il y aura des Etats Généraux et des Etats Provinciaux, des corporations générales et régionales. Les corporations défendront leurs intérêts, elles discuteront les projets à soumettre à l'homologation des pouvoirs publics enfin — et ceci est remarquable — elles se prononceront sur les modalités de perception de l'impôt. L'Etat organisera un Ministère de l'Economie Nationale, conçu sur le plan des corporations. Il équilibrera l'ensemble des intérêts économiques et pour dégager l'intérêt général, arbitrera les conflits particuliers.

Le chef de ce Ministère sera fonctionnaire ; les fluctuations politiques ne l'atteindront pas, il pourra donner à la production une impulsion efficace.

Telle était la solution envisagée par *M. Eugène Mathon* et par le « Plan des Etats Généraux ». Le Comité continua quelque temps ses travaux, puis, pour diverses raisons fut dissout et la revue « *Les Cahiers des Etats Généraux* » cessa de paraître.

L'institution du Conseil National Economique n'est en rien la réalisation du programme des Etats Généraux. Cependant, beaucoup de penseurs envisagent de nos jours le retour au régime corporatif et font du C. N. E. un Conseil National des Corporations. Nous avons cru bon de signaler qu'avant même l'institution du Conseil en France, les idées corporatives tenaient leur place.

II. — Vœux émis par d'autres Groupements

Au cours des années 1923-1924 différentes associations é mirent des vœux en vue de la création d'un Conseil National Economique.

M. Guiselin de la *Confédération des Travailleurs Intellectuels* déclarait en 1923 : « Permettez-moi de vous poser une charade, dont le premier et le second vous sont connus, mais dont le tout (le Conseil d'Etat Economique) est peut-

être une nouveauté ; le double mot Conseil d'Etat a pour but évidemment de donner du caractère à l'organisme dénommé, dont les décisions auraient la valeur morale et pratique de celles du puissant et respecté Conseil d'Etat. Le troisième mot « Economique » précisant ses décisions s'appliquerait à des problèmes d'un caractère différent de celui que traite habituellement lentement, mais honorablement, le Conseil d'Etat.

En juillet 1924, la *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*, demandait non pas un Sénat professionnel dans lequel classes et professions confondues discuteraient et décideraient dans un beau désordre ; mais une sorte de Conseil d'Etat Economique à Chambres professionnelles mixtes, pourvues de conseillers juridiques, ayant en matière de législation économique et sociale, le droit d'avis... et d'interprétation des lois, et même le droit d'initiative.

M. Roger Francq de l'U. S. T. I. C. A. exprimait des désirs identiques.

Enfin, la *Chambre de Commerce de Paris* préconisait à la même époque la constitution d'un Conseil Consultatif qui, élu, par les syndicats et les autres Groupements préparerait et rédigerait les lois et décrets économiques.

Le 6 mai 1924, lors d'un banquet offert par la Chambre de Commerce de Paris à M. Poincaré, M. Kempf critiqua dans son discours, la procédure en honneur dans nos Assemblées parlementaires pour étudier et voter les lois économiques dont, disait-il, « à l'heure actuelle, le salut du pays dépend ». Il invita le Président du Conseil à suivre l'exemple de certains pays étrangers. « Un grand Conseil « constitué en dehors du Parlement, composé d'hommes « indépendants, placés au-dessus des partis, et en mesure « de mettre complètement leur temps et leur expérience au « service du bien public, serait appelé dans l'ordre des idées « économiques... à rendre d'éminents services et à nous « préserver par ses sages avis, d'expériences qui, dans « l'état des Echanges risquent de nous être fatales ». Dans

sa réponse, le Président du Conseil releva la suggestion de *M. Paul Kempf* ; mais il est difficile de dire si dans son esprit, il s'agissait de réorganiser seulement le Conseil Supérieur du Commerce ou de créer un véritable Conseil National Economique. Malgré les apparences, il semble bien que ce soit plutôt la seconde solution qui était envisagée. Toutefois, il ne s'agissait sûrement pas de créer une Chambre professionnelle.

D'un mouvement d'opinion puissant, où se rencontraient tant d'hommes et tant de groupements, d'avis par ailleurs divergents, devait naître notre Conseil National Economique. Déjà plusieurs pays étrangers nous avaient précédé dans cette voie.

SECTION III. — LES CONSEILS ECONOMIQUES

INSTITUÉS A LA FIN DE LA GUERRE DE 1914

Nous allons voir : § 1. les Conseils Economiques institués avant notre Conseil et dont l'organisation a pu ainsi influencer sur la création française. Dans un second paragraphe, nous dresserons une liste des Conseils Economiques créés depuis 1925, marquant alors le développement international de ce genre d'organisme.

§ I. — Les Conseils Economiques

institués antérieurement au Conseil Français

Avant l'institution du Conseil Economique en France, plusieurs pays avaient déjà créé des organismes comparables. L'U. R. S. S., la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon, nous avaient précédé dans cette voie. La plupart de ces Conseils ont subi, depuis leur création, des modifications plus ou moins profondes ; nous les examinerons sous leur forme primitive et nous insisterons surtout sur le Conseil Economique Allemand, dont l'influence fut particulière.

A. Le Conseil Economique Allemand (Reichswirtschaftsrat)

En Allemagne comme en France, beaucoup de bons esprits souhaitaient une représentation professionnelle à côté du Parlement. Déjà, en 1880, sous l'impulsion de *Bismarck*, un Conseil Economique prussien fut constitué ; l'opposition parlementaire empêcha son fonctionnement. *Bismarck* et ses disciples, continuèrent cependant de prêcher « l'union des abeilles productrices, contre les frelons politiques ». En 1909, la Réforme de la seconde Chambre du Royaume de Saxe se fit partiellement sur la base des professions. Après guerre, les revendications syndicales se firent pressantes au moment de la Révolution du 9 novembre 1918, l'idée d'un Conseil Economique réapparut.

Dans les premiers mois de 1919, on décida la création en Allemagne de Conseils d'Entreprises, de Conseils Régionaux et d'un Conseil National Economique. La constitution de Weimar du 11 août 1919, déclara en conséquence, dans son art. 165 « les ouvriers et employés sont appelés à collaborer en pleine égalité et solidarité avec les employeurs, « à la fixation des conditions de salaires et de travail, ainsi « qu'au développement économique des forces productives « en général ».

Les Conseils d'Entreprises, les Conseils Régionaux surtout, furent longs à s'organiser. Sans plus attendre une ordonnance créa un Conseil Economique provisoire, le 4 mai 1920.

1° Composition du Conseil.

D'après l'ordonnance du 4 mai 1920, le Conseil Economique provisoire du Reich devait comprendre 326 Membres. Ceux-ci étaient classés en 10 catégories, d'après leur profession. On avait cherché à représenter au Conseil, tous les intérêts professionnels ; la place accordée à chacune des catégories était en principe proportionnelle à l'importance

numérique et économique de la profession envisagée (1). Dans les catégories professionnelles qui comprenaient des employeurs et des employés, le principe paritaire accordant le même nombre de représentants aux employeurs qu'aux employés était appliqué. On avait choisi les représentants des intéressés, parmi les personnalités élues par de nombreux groupements. Ces groupements étaient des plus variés et des plus disparates. Il y avait des représentants des Commissions mixtes, des syndicats, des coopératives de crédit et de consommation, des Associations de Patrons et de Fonctionnaires, des Chambres de Commerce et de Métiers, des personnages influents, des hommes d'affaires, des théoriciens, des professeurs faisaient aussi partie du C.N.E.

On a pu dire que le C. N. E. Allemand comprenait « l'Elite Economique et Sociale de l'Allemagne ». De grands Industriels, *Stinnes, Von Siemens, Rathenau* ; de grands Banquiers, *Mendelsohn* ; de grands-chefs Agrariens, des Armateurs, des dirigeants de Syndicats, d'anciens Ministres, des chefs du parti socialiste, y avaient leur place.

Les membres du C. N. E. étaient les représentants économiques de la Nation. En principe, ils ne dépendaient que de leur conscience, mais ils pouvaient être révoqués par leur association, sur l'avis conforme du Gouvernement. Voilà qui n'était sans doute pas fait pour rendre leur conscience indépendante. Les Membres du C. N. E. jouissaient de privilèges comparables, à ceux de vrais parlementaires, ce qui, du reste, n'enchantait guère le Reichtag.

(1) Voilà quelle était la répartition des sièges en 10 catégories et le pourcentage de membres donnés à chaque profession :

1 Agriculture et Sylviculture.....	68 sièges	20,86 %
2 Jardin et Pêcheurie	6 »	1,40 %
3 Industrie	68 »	20,86 %
4 Commerce, Banques, Assurances	44 »	13,49 %
5 Transports et Entreprises publiques	34 »	10,43 %
6 Métiers	36 »	11,04 %
7 Consommateurs	30 »	9,20 %
8 Fonctionnaires profession libérale.....	16 »	4,90 %
9 Personnalités désignées par le Reichrat.....	12 »	6,69 %
10 Personnalités désignées par le Gouvernement...	12 »	6,69 %

2° *Fonctionnement du Conseil.*

Le Conseil du Reich se divisait en Commissions (1) et en sous-commissions nombreuses (plus de 20). Celles-ci étaient spécialisées et le nombre de leurs membres dépendait de leur importance. Ces Commissions avaient une compétence particulière, mais faisaient sans doute un peu double emploi avec les Commissions parlementaires. Lorsque les travaux étaient au point, ils étaient portés devant l'assemblée plénière du Conseil, qui était présidée par un de ses Membres élu à cet effet.

Les séances plénières étaient le plus souvent publiques « elles ressemblaient à s'y méprendre à des séances parlementaires, quant au bruit qui y régnait et aux discours qu'on y entendait — le plus souvent dans l'indifférence, — les personnages marquant étant seuls écoutés ».

Dans une assemblée aussi nombreuse, tout examen sérieux était impossible. A partir de 1923, les séances plénières s'espacèrent de plus en plus ; elles ne furent plus publiques, la publicité des travaux fut plus réduite. Les Commissions continuèrent de se réunir et de travailler, mais l'opinion s'en désintéressa.

3° *Les attributions du Conseil.*

Jusqu'à un certain point, on peut dire que le Conseil Economique Allemand était un Parlement économique. D'une part, en effet, le C. N. E. se rapprochait bien d'un Parlement, par le nombre de ses Membres, par les immunités accordées à ceux-ci et par ses méthodes de travail ; mais d'autre part, le C. N. E. provisoire n'était pas un Parlement, puisqu'il n'avait pas de pouvoir propre de décision,

(1) Les deux commissions principales étaient la Commission de politique économique et la commission de politique sociale. En 1926, on institua à côté du Conseil un Comité d'enquête qui procéda à une étude n'entrant pas dans les attributions du Conseil Economique provisoire du Reich, sur la situation de l'Economie Nationale.

mais, seulement un rôle consultatif, et des moyens d'action vis-à-vis du Parlement et du Gouvernement (1).

Précisons un peu le rôle du C. N. E. provisoire.

a) Le C. N. E. devait connaître les projets de loi sur toutes questions économiques et sociales et donner son avis. Toutefois, il ne pouvait pas interpellier, il ne pouvait que poser des questions sous certaines conditions.

b) Le C. N. E. pouvait lui-même prendre l'initiative d'une proposition de loi ; cette proposition de loi devait être discutée comme une proposition du Gouvernement. Celui-ci, même s'il ne donnait pas son assentiment devait transmettre les propositions au Reichstag, en y joignant l'exposé de son propre point de vue. Notons que le C. N. E. provisoire du Reich pouvait faire soutenir sa proposition au Reichstag par un de ses membres.

Remarque : Le Conseil était lui-même chargé d'élaborer le projet définitif du C. N. E. que le Parlement devait voter.

4° *OEuvre du Conseil. Evolution de l'institution.*

L'œuvre du C. N. E. du Reich fut assez considérable et très scientifique. Le Conseil embrassa bien des questions : impôts, logements, transports, accord de Spa, conférence de Gênes, enquête sur la situation de l'économie du Reich(2).

Il est assez difficile de savoir l'influence exacte qu'a eu cette activité sur la législation. Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point. Nous croyons pouvoir dire que le rôle du Conseil provisoire ne fut pas négligeable. Certes à cause d'une certaine méfiance et de la complexité de son organisation, l'influence du C. N. E. ne fut pas très pro-

(1) Il ne faut pas prendre au pied de la lettre l'exclamation du Président à la séance inaugurale du C. N. E. du Reich. « Voici le premier Parlement Economique du Monde ».

(2) Cette enquête fut faite par un Comité d'enquête adjoint au Conseil. Nous verrons plus tard que le C. N. E. Français poursuivit durant des années une enquête similaire. Malgré son ampleur, celle-ci s'oppose par sa brièveté au volumineux travail du C. N. E. du Reich,

fonde, mais dans beaucoup de lois ou de projets on tint compte implicitement ou explicitement de ces indications.

Il y a là, une remarque qui pourrait s'appliquer à la majorité des Conseils Nationaux Economiques et spécialement au Conseil Français, et ceci est sans doute un enseignement sur ce que l'on peut attendre de tels organismes.

Plusieurs projets furent élaborés pour l'institution du Conseil définitif. En 1926, un premier projet réduisant le nombre des membres du Conseil et limitant ses attributions n'aboutit pas. Un second projet déposé en 1928, par le Ministre de l'Economie Nationale du Reich n'eut pas plus de chance. Ce projet renonçait à instituer les Conseils locaux et régionaux prévus par la constitution ; en juillet 1930, il ne put en troisième lecture, obtenir au Reichstag la majorité nécessaire, et le Conseil provisoire fut maintenu.

En octobre 1931, le Gouvernement du Reich créa pour quelque temps, un « Conseil Economique adjoint », qui relégua complètement au second plan le Conseil Economique provisoire du Reich. Celui-ci n'en continua pas moins ses travaux jusqu'en 1933, époque à laquelle il fut réorganisé par le chancelier Hitler, qui, en mars 1934, le supprima purement et simplement. Toutefois, le 27 novembre, un Conseil consultatif était placé près du Docteur Schaft pour lui donner des avis en matière économique. Il semble bien que dans le régime hitlérien, où fonctionne depuis janvier 1934, la Charte du Travail, le rôle d'un Conseil de cette nature doit être très réduit.

Bien qu'ayant eu une origine et une organisation plus modeste, le Conseil Economique Français eut une existence moins troublée et une influence plus considérable. On trouve ici, une nouvelle preuve qu'une bonne loi ne peut suffire à la bonne marche d'une institution. Celle-ci dépend en effet, pour une large part, de l'esprit qui anime ses membres.

B. — *Les autres Conseils*

En dehors de l'Allemagne, bien d'autres pays avaient avant la France, institué des Conseils Nationaux Economi-

ques. Nous allons dire quelques mots des organismes créés en U. R. S. S., en Tchécoslovaquie, en Italie, en Espagne et au Japon.

1° Le Conseil Supérieur de l'Economie de l'U.R.S.S.

Il fut institué dès le lendemain de la Révolution russe (Chapitre 8, article 43g de la constitution du 10 juillet 1918) mais il fut réorganisé à plusieurs reprises.

Pour comprendre ce qu'est le Conseil Supérieur de l'Economie, il est nécessaire de donner quelques indications sur l'organisation économique soviétique.

Dans chaque usine, dans chaque atelier, on trouve un Comité d'usine élu par le Personnel.

Dans chaque ville, ou village, la section économique du Soviet (1) local, contrôle la bonne marche du travail, fixe les besoins de la population et dirige en conséquence la production et le ravitaillement.

Les sections économiques locales se réunissent en des congrès régionaux où sont étudiés tous les besoins économiques de la région. Au-dessus d'eux se trouve le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, placé lui-même sous le contrôle des Commissaires du Peuple.

L'Industrie soviétique est organisée sous la forme de « trusts » peu nombreux, mais qui englobent la plus grande partie de l'activité du pays.

Le Conseil Supérieur de l'Economie contrôle les Conseils inférieurs ; il étudie les questions de politique industrielle et établit le programme des travaux. De plus, il dirige et contrôle les « trusts » ; enfin, le Conseil a aussi à s'occuper de technique scientifique.

A côté du « Conseil Supérieur de l'Economie » on trouve une Commission de l'Economie dirigée de l'Etat qui élabore les plans économiques annuels, établit les chiffres de contrôle, donne les directives pour la production et prépare les plans à longue échéance, dits « plans quinquennaux ».

(1) Soviet est un mot russe qui signifie Conseil.

Toute cette organisation n'a pas eu d'influence naturellement sur la création et l'institution du Conseil Français. Elle se rapproche par contre, du système italien.

2° La Commission consultative de Tchécoslovaquie.

Cette Commission fut instituée par une loi du 5 novembre 1919, modifiée par un décret du 29 décembre 1921 qui subit lui-même de multiples modifications.

La Commission comprend 150 Membres : 30 Economistes, choisis par le Gouvernement, et 120 Producteurs (60 Patrons et 60 Ouvriers), désignés par les organisations syndicales choisies par le Gouvernement. Un Comité de Direction et plusieurs sous-comités sont les différents organes de l'institution.

Cet organisme a pour but d'apporter au Gouvernement la collaboration du monde des producteurs à l'étude des questions économiques ; sa compétence est très générale ; sauf en cas d'urgence, les projets de lois et de décrets lui sont soumis, ils participent ainsi à l'élaboration législative. De plus, des relations sont prévues entre la Commission et les pouvoirs législatifs et exécutifs.

La Commission tint sa première session, le 16 novembre 1922, son rôle resta toujours restreint ; comme précédent du C. N. E. français, cette institution est néanmoins très intéressante (1).

3° Le Conseil National des Corporations en Italie.

Pour comprendre ce qu'est en Italie, le Conseil National des Corporations, il faut connaître le système corporatif de l'état fasciste, car le Conseil National est la coupole de cet édifice professionnel dont chaque étage s'appuie sur celui qui le précède. C'est la pointe qui termine la pyramide de la coordination économique. Le Conseil Italien des corporations est le seul organisme économique d'Europe et

(1) En mai 1931, fut créé un Institut Economique Régional pour la Slovaquie.

même du monde, qui soit issu de la vie économique de la Nation.

Les Syndicats italiens, patronaux et ouvriers, sont groupés en corporations, qui ont pour mission de veiller aux intérêts professionnels et de régler leur activité dans le sens de l'intérêt général. Vingt-deux corporations ont été créées sur cette base en 1934 ; elles comprennent trois groupes : 1. Agriculture (8 corporations). 2. Industrie (8 corporations). 3. Services divers (6 corporations).

La corporation est dirigée par un Conseil composé en nombre égal de patrons et de subordonnés, auxquels sont adjoints des experts et des représentants de l'Etat chargés de trancher les conflits.

Les corporations ont pour mission de régler les rapports économiques et les questions du travail et de régler tout ce qui concerne la production (quantité, qualité, prix, conditions de production).

Au sommet de cette organisation, se place le Conseil National des Corporations institué en 1926, ce Conseil fut réorganisé en 1930. Il se compose de 150 Membres (25 représentants du parti fasciste, 115 représentants des Syndicats et quelques autres personnalités). Le Conseil comprend : 1° des sections et des sous-sections ; 2° des commissions permanentes spéciales ; 3° un comité corporatif central ; 4° une assemblée générale. Ses fonctions sont consultatives et réglementaires ; le Conseil a, en outre, certains pouvoirs d'autorisation, en matière de tarifs.

Le régime italien a sans doute une certaine influence sur le développement des idées corporatives en France ; il est toutefois bien certain que le Conseil National des Corporations est d'une nature très différente de notre Conseil National Economique. Cependant, nous devons signaler les premiers textes italiens antérieurs à la création du C. N. E. en France, qui organisèrent un Conseil Supérieur de l'Economie.

Ce Conseil fut institué par un décret du 6 septembre 1923, il fut plusieurs fois modifié et réorganisé. Il se composait d'un petit nombre de Membres, d'abord nommés par

le Gouvernement, puis désignés (à partir du 10 septembre 1926) par les Syndicats. Le Conseil comprenait des Sections et des Commissions qui préparaient le travail des Assemblées plénières. Ses attributions étaient essentiellement consultatives, avec cependant quelques pouvoirs de décision limités. Le Conseil se préoccupa de nombreuses questions : sylviculture, installation hydro-électrique, production de la fonte, organisation commerciale, organisation scientifique du travail, horticulture, outillage économique et concentration de la production, etc.

Cet organisme a ainsi fait preuve d'une grande vitalité et d'une grande utilité ; nous avons vu les multiples modifications qu'il avait subies et qui l'ont transformé. Sous sa première forme, le Conseil supérieur de l'Economie en Italie, se rapprochait du C. N. E. qu'allait créer le Gouvernement Français.

4° Le Conseil d'Economie Nationale en Espagne.

Ce Conseil fut institué par le décret du 11 mars 1924, il se composait des représentants des groupements économiques et des services publics. Outre l'Assemblée générale, le Conseil comprenait des Sections, une Commission permanente et un Secrétariat. Il avait pour mission d'élaborer les tarifs douaniers, de défendre la production nationale et de préparer les négociations de conventions commerciales ; en outre, le Conseil devait être un centre de documentation. Dès sa création, cet organisme déploya une activité considérable, toutefois, presque chaque année, il eut à subir des réorganisations importantes.

Sans s'exagérer l'influence du premier Conseil espagnol, on peut remarquer la similitude de son organisation avec celle instituée par le décret français, créant notre Conseil Economique.

5° Le Conseil Economique Japonais.

C'est en Asie, que nous trouvons un autre exemple d'institution d'un Conseil Economique. En effet, un décret

du 1^{er} avril 1924, constitue au Japon un organisme de cette nature.

Le Conseil Economique Japonais se compose de trois Membres désignés par le Gouvernement, sur la proposition du Conseil des Ministres et choisis parmi les personnalités du monde des Sciences et des Affaires ; le Président du Conseil des Ministres, assure la présidence. Le Conseil comprend des Comités spécialisés et des Sections particulières, pour l'étude des diverses questions. Il est appelé à donner son avis sur les problèmes intéressant le développement de l'Economie Nationale, il lui est même permis de présenter de sa propre initiative des propositions. Négligé par instants, le Conseil a fait cependant preuve d'une activité féconde, il a étudié entre autre, la réglementation des débouchés, les mesures propres à encourager les travaux publics, la politique sociale, la législation industrielle, le problème du logement, etc.

Il faut mentionner en outre, l'institution au Japon, de Comités d'enquête sur la culture du riz et sur l'Industrie et le Commerce.

L'utilité d'organismes consultatifs à notre époque, se fait donc sentir en tous lieux et chez des peuples de civilisation différente.

6° *Le Conseil National Economique et l'Organisation Internationale du Travail.*

En dehors des Conseils étrangers qui ont influencé la création française, il est aussi possible de voir dans l'Organisation Internationale du Travail, une réalisation parente du Conseil National Economique. Ou est-ce en effet, que la Conférence Internationale du Travail ? A l'échelle internationale, par sa composition et sa structure, c'est exactement ce que sera dans le cadre National, le Conseil Economique (1).

Au Conseil National Economique, comme au B. I. T. les délégués des ouvriers se trouvent en rapport avec les

(1) Voir plus loin, la composition du C. N. E.

délégués des patrons, pour discuter des problèmes généraux de l'Economie, et défendre leurs intérêts particuliers.

Dans les deux cas, on est en présence d'organismes destinés à favoriser la collaboration des classes, à éviter l'écrasement de l'une d'elles, et à assurer la paix économique et sociale.

Il nous reste à indiquer les multiples Conseils étrangers institués dans les principaux pays, postérieurement à la création du Conseil français.

§ 2. — Les Conseils Economiques Etrangers créés postérieurement au Conseil Français

Voici la liste des Conseils Nationaux Economiques institués après l'organisation du Conseil français, on pourra ainsi se rendre compte du développement international de ces nouveaux organismes :

<i>Pays</i>	<i>Désignation</i>	<i>Dates</i>
Finlande	Conseil National Economique	30 novembre 1928
Grande-Bretagne	Conseil Economique Consultatif	22 janvier 1930
Belgique	Conseil National Economique	3 septembre 1930
Bolivie	Conseil Suprême de l'Economie Nationale de Bolivie	décembre 1930
Chili	Conseil Economique National	30 mai 1931
Chine	Conseil National Economique	30 mai 1931
Portugal	Conseil Supérieur de l'Economie Nationale	24 septembre 1931
Guatémala	Conseil Economique National	octobre 1931
Danemarck	Conseil National Economique	10 décembre 1931
Luxembourg	Conseil Economique	3 décembre 1931
Yougoslavie	Conseil Economique	4 février 1932
Grèce	Conseil Supérieur Economique	2 avril 1932
Espagne	Conseil de la République Espagnole	23 avril 1932
Argentine	Conseil National Economique	octobre 1932
Siam	Conseil Economique	août 1933
Suède	Conseil Economique	décembre 1933
Autriche	Conseil Economique de l'Etat	1 ^{er} mai 1934
Estonie	Conseil Economique	février 1935

Des Conseils Nationaux Economiques sont en voie de formation dans les pays suivants :

<i>Pays</i>	<i>Date de la décision</i>
Norvège	28-29 janvier 1925
Pologne	avril 1927
Canada	mai 1931
Indes	juin 1931
Etats-Unis	22 décembre 1931
Hollande	23 février 1932
Roumanie	30 mars 1932
Etat libre d'Irlande	mai 1932
Uruguay	novembre 1932
Maroc	1934
Bulgarie	1935

Ainsi, l'ampleur du mouvement en faveur des Conseils Economiques est considérable ; les créations de chaque pays, servant d'exemple et de modèle pour les autres.

Le Conseil National Economique Français a contribué plus particulièrement à la création des Conseils Economiques de la Grèce et de l'Argentine, ces deux pays ont en effet mandé *M. Cahen Salvador*, Secrétaire Général du C. N. E., pour leur faire connaître le résultat d'expérience française et les seconder dans la réalisation d'institutions similaires.

DEUXIÈME PARTIE

Le Conseil National Economique créé par le décret du 16 janvier 1925

Cette partie sera divisée en deux chapitres :

CHAPITRE I. — *Institution du Conseil National Economique en France.*

CHAPITRE II. — *Organisation du Conseil National Economique.*

CHAPITRE I

L'institution en France du Conseil National Economique

Dans ce chapitre, nous parlerons :

Section I, de la Commission préparatoire du C. N. E.

Section II, de l'Avant-Projet élaboré par cette Commission.

Section III, du Décret constitutif et des différents textes sur le C. N. E.

Section IV, de l'Accueil fait à l'institution.

SECTION I. -- LA COMMISSION PRÉPARATOIRE

En 1924, M. E. Herriot fut alors soucieux de donner satisfaction à une partie de l'opinion publique et aux revendications syndicales. Avant de s'embarquer pour les Chéquers, où il devait conférer avec M. Ramsay Mac Donald, M. Herriot pria son Ministre du Travail, M. Justin Godard, de préparer au plus tôt un projet pour l'institution d'un Conseil National Economique.

Le 19 juillet 1924, un arrêté de M. J. Godard nommait une commission chargée d'étudier la question et de préparer le projet (1).

Cette commission groupait un total de 27 membres : elle était présidée par le Ministre du Travail lui-même. MM. Serre, Sénateur, et Durafour, Député, en assuraient la vice-présidence. Sa composition était la suivante : Les intérêts agricoles, industriels et les entreprises pratiquant la participation aux bénéfices et à la gestion, avaient ensemble

(1) *Journal Officiel* du 20 juillet 1924, page 6527.

quatre représentants. MM. *J. Gauthier*, Président de la Confédération des Associations Agricoles, *Lainé*, Administrateur de la Fabrique des Tapis de Beauvais, *Marc Larchevêque*, Porcelainier à Vierzou et *Laurent*, Co-gérant de la maison Leclair. A ces personnalités s'ajoutaient 3 membres de la C. G. T. MM. *Jouhaux*, *Lenoir* et *Million*, 1 représentant des associations ouvrières de production, *M. Briat* ; 2 représentants des travailleurs intellectuels, MM. *Frantz Jourdain* et *Glav* ; 1 représentant des artisans, *M. Ley* ; 1 représentant du B. I. T., *M. Mario Roques* ; 2 représentants des Coopératives de Consommation, MM. *Poisson* et *Gaston Lévy* ; 2 Hygiénistes, Docteurs *Regnault* et *Bruardel* ; 5 Juristes, MM. les Professeurs *Antonelli*, *Ch. Gide* et *G. Scelle* ; MM. *Picquenard* et *Hudelo*, enfin *M. Hubert*, Directeur de la statistique générale de la France au Ministère du Travail. La Commission se complétait d'un Secrétaire général et deux adjoints.

La Commission ainsi constituée commença à siéger le 29 juillet 1924 au Ministère du Travail : elle tint ensuite diverses séances en août et en septembre. On entendit de nombreux rapports, parmi les plus remarqués, il faut mentionner ceux de MM. *Roques* et *Jouhaux*. *M. Roques* fit l'étude des Conseils Economiques étrangers, en fait, le seul Conseil important de l'époque, était le Conseil du Reich dont nous avons parlé, *M. Jouhaux* exposa les vues de la C. G. T. ; étant donné le rôle de *M. Jouhaux* au C. Economique du Travail, ses suggestions n'étaient pas sans intérêt et la Commission s'en inspira. Il nous faut noter ici, le rôle très important qu'a joué à la commission *M. le Professeur Scelle*, ce n'est pas sans quelque raison que *M. G. Scelle* fut appelé « le père du Conseil National Economique ».

Après discussion, l'accord se fit, on décida de créer un Conseil Economique. Ce conseil serait composé des représentants des divers intérêts économiques. Il serait chargé d'étudier, en collaboration avec les divers départements ministériels, les questions économiques et de proposer les solutions ; il jouirait de certains droits d'initiative vis-à-vis des pouvoirs publics. Basée sur ces principes, la Commis-

sion établit plusieurs avant-projets ; le texte définitif concernant la composition, le fonctionnement et les attributions du futur Conseil fut présenté en octobre 1924 au Conseil des Ministres. Ce projet devait être consacré 3 mois plus tard par un décret, non sans avoir subi quelques modifications.

SECTION II. — L'AVANT-PROJET

I. — *Composition du Conseil*

D'après le projet de la Commission préparatoire, le C. N. E. doit se composer des représentants des organisations les plus représentatives des diverses branches de l'activité économique.

Selon un premier avant-projet, (1) le Conseil devrait comprendre 80 membres, répartis en 10 catégories, élus pour 3 ans.

1^{re} Catégorie : La Production avec 27 Représentants.

14 pour l'Industrie, 13 pour l'Agriculture.

2^e Catégorie : Les Echanges, Commerce et Banque avec 9 Représentants.

3^e Catégorie : Les Transports avec 10 Représentants.

4^e Catégorie : Les Professions libérales artistiques avec 3 Représentants.

5^e Catégorie : Les Fonctionnaires avec un Représentant.

6^e Catégorie : L'Enseignement Primaire, Secondaire, Supérieur et Technique avec 4 Représentants.

7^e Catégorie : Les Services Publics et les Ports avec 5 Représentants.

8^e Catégorie : Les Consommateurs avec 16 Représentants.

9^e Catégorie : Les Colonies avec 2 Représentants.

10^e Catégorie : Les Représentants français au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

Dans la représentation de la Production, des Echanges, des Transports et des Services Publics, on trouve des délégués des employeurs, des délégués des salariés et des délé-

(1) Voir Tedeschi, Thèse Paris 1927.

gués des techniciens. De plus, une place importante est faite aux coopératives (1).

(1) Il n'est pas sans intérêt de donner le détail de la composition, qui prévoit, en outre, des délégués occasionnels, si cela s'avère utile.

I. — PRODUCTION

A. Industrie.

a) Industrie de transformation	{	Employeurs.....	5
et Industries extractives		Salariés.....	5
		Techniciens.....	3
b) Coopératives de Production			1

B. Agriculture.

a) Agriculture, forêts, pêche fluviale.			
Propriétaires, fermiers, métayers			9
Ouvriers agricoles			3
b) Coopératives agricoles			1

II. — ECHANGES

A. Commerce	{	gros	{	employeurs	3
		détail			
		extérieurs		employés	3

B. Banque, Finance et Assurances.

Banque de France	1
Syndicats de Banque.....	1
Employés de Banque et d'Assurances.....	1

III. — TRANSPORTS

Transports terrestres, Voies ferrées, Routes, Eaux.

Employeurs	2
Employés ou ouvriers	2
Techniciens	1

Transports maritimes, pêches, dockers, construction.

Employeurs	2
Employés ou ouvriers	2
Techniciens	1

IV. — PROFESSIONS LIBERALES ET ARTISTIQUES

V. — FONCTIONNAIRES: POUR LEUR INTERET CORPORATIF

VI. — ENSEIGNEMENT

Primaire	1
Secondaire	1
Supérieur	1
Technique	1

Le Projet définitif (1) prévoit un plus grand nombre de membres divisés en 3 Groupes : I. La Population et la Consommation. II. Le Travail sous ses divers aspects. III. Le Capital (2).

.....

VII. — SERVICES PUBLICS ET PORTS

a) Services publics (Etat, Département, Communes).	
Ouvriers ou employés	2
Techniciens	1
b) Les Grands Ports	2

VIII. — CONSOMMATION

a) Coopérative de consommation	7
b) Associations des Maires	1
c) Unions des villes	1
d) Départements	1
e) Usagers (Tourisme)	1
f) Population et Natalité	
Mère de famille	1
Représentant de l'Hygiène et de la Natalité	2
g) Mutualistes	2

IX. — COLONIES

X. — REPRESENTANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU B.I.T.

Si cette composition n'était pas parfaite, elle n'était pas sans valeur et l'on peut regretter que le projet définitif de la Commission Justin Godard ne l'ait pas consacré, en l'améliorant dans le détail.

(1) Information Sociale B. I. T. novembre 1924.

(2) Voici le sommaire complet de la composition alors prévue :

I. — POPULATION ET CONSOMMATION

a) Coopératives de consommation et Ligue d'acheteurs.....	6
b) Associations des Maires et Unions des Villes.....	4
c) Usagers des Services Publics.....	2
d) Père et Mère de famille et Mutualité.....	3

II. — TRAVAIL

a) Travail intellectuel et Enseignement.....	6
Industrie	5
Agriculture	6
b) Travail de Direction	
et Techniciens	
Commerce	3
Transports	3
Coopération	4
Services Publics	2

.....

Cette classification, bien différente de la précédente, se rapprochait, sauf pour les proportions de celle que devait adopter le décret constitutif.

II. — *Caractères et fonctionnement du Conseil*

Le Conseil prévu est un établissement public jouissant de l'autonomie financière. Il est dirigé par un Conseil d'Administration, désigné par le C.N.E. lui-même. Les crédits nécessaires à ses dépenses sont inscrits au budget de la présidence du Conseil.

Il y avait là des dispositions heureuses et l'on peut regretter que le décret constitutif ne les ait pas consacrées sans modification.

Le C. N. E. ne doit pas être une assemblée permanente, il doit se réunir en sessions — on en prévoyait 3 — Toutefois, la continuité des travaux était assurée grâce à une Commission permanente de 15 membres.

En fait, on institua sur ces principes une organisation légèrement différente.

III. — *Attributions données au Conseil*

Afin d'assurer une certaine influence aux travaux du Conseil, et de sauvegarder l'indépendance du Parlement, on avait imaginé un système inspiré sans nul doute de la procédure suivie à Genève par la Conférence Internationale

.....

c) Travail salarié	{	I. Fonctionnaires	4
		II. Main d'œuvre	Industrie..... 9
			Commerce..... 4
			Agriculture..... 2
d) Métiers, Artisans			2
			Transports..... 2

III. — CAPITAL

a) Capital Industriel et Commercial.....	6
b) Capital Immobilier	4
c) Banque, Bourse, Assurances, Caisse d'Epargne.....	3

du Travail. Il y avait là une innovation heureuse et qui atteignait bien son but.

Ainsi, le C. N. E. avait une triple mission :

a) Il devait faire *des rapports*, études techniques sur des questions économiques. Ces rapports présentent un intérêt en eux-mêmes, ils constituent le travail courant du Conseil.

b) Le C. N. E. devait donner *des avis* : Ce sont des rapports spéciaux auxquels le gouvernement doit indiquer la suite donnée dans le délai d'un mois.

c) A la majorité des 2/3 le Conseil pouvait faire au Gouvernement *une recommandation*. Si le Président du Conseil approuvait la recommandation, il devait prendre les mesures administratives adéquates ou déposer un projet de loi. Si le Président du Conseil n'approuvait pas la recommandation, il pouvait demander au C. N. E. une deuxième délibération. Si la recommandation était maintenue, le Gouvernement devait solliciter un vote des Chambres. Toutefois, si l'on néglige l'influence morale, les Chambres étaient entièrement libres de leur décision. Il y a une analogie avec les Conventions internationales de Genève, qui ne forcent en rien les Parlements nationaux à la ratification.

Quoi qu'il en soit, ces pouvoirs ont paru trop larges, on n'a pas voulu que le C. N. E. put exercer une pression quelconque sur le Parlement, et dans le décret institutif les moyens d'action sont bien plus réduits.

Dans son ensemble, ce projet n'était pas sans mérite, c'est sur ses bases que fut créé le Conseil, et si l'on s'en est écarté un peu plus sur quelques points, ce n'est pas toujours heureusement. C'est le plus bel hommage à rendre au Projet *Justin Godard*.

SECTION III. — LE DÉCRET CONSTITUTIF ET LES TEXTES QUI L'ONT COMPLÉTÉ

C'est un décret (1) du 16 janvier 1925 — J. O. du 17 janvier — pris par *M. E. Herriot*, alors Président du Conseil, qui institua en France, un Conseil National Economique.

Dans un rapport à M. le Président de la République précédant le décret, *M. E. Herriot* justifiait la nouvelle création, et en spécifiait la nature et les caractères ; voici quelques passages de ce rapport :

« Cette création est justifiée par la complexité de la
« vie économique et sociale, qui est telle que les différents
« départements ministériels, qui ont pour tâche de déve-
« lopper ou de contrôler l'activité économique de la nation,
« n'ont pas entre eux, un lien suffisant. D'autre part, l'im-
« portance des intérêts économiques est à ce point vitale
« que le Gouvernement et les Pouvoirs Publics doivent à
« tout moment se trouver en état d'utiliser les avis con-
« sultatifs, émanant de personnalités qui, outre leur compé-
« tence spéciale et technique, puissent être considérés
« comme représentant la pensée des grandes organisations
« professionnelles, qui les auront déléguées au Conseil.

« Ce Conseil consultatif permettra au Gouvernement
« de poursuivre une politique économique synthétique...
« d'éviter les écueils fragmentaires... les diverses forces
« économiques sont en effet, à la fois solidaires et complé-
« mentaires.

« L'organisation projetée a un caractère d'expérience.
« Elle ne sera en aucune façon un Parlement, ou même
« une Chambre professionnelle, comme cela a été tenté
« dans certains pays voisins. Elle laisse entière la souve-
« raineté du Parlement et l'autorité gouvernementale. Elle
« diffère cependant des Conseils administratifs ou intermi-

(1) Tous les textes concernant le Conseil National Economique sont publiés au J. O. (lois et décrets) sous la rubrique « Présidence du Conseil ».

« nistériels, en ce que, composée de représentants désignés
« librement par les organismes professionnels ou sociaux
« les plus représentatifs, elle cherchera des solutions gé-
« nérales. Elle constituera, pouvons-nous dire, un centre
« de raisonnement de l'opinion publique ».

Cet organisme devra constituer également un foyer de documentation économique important pour les Ministres et le Parlement.

Tels sont en effet, les principaux caractères du Conseil National Economique.

On peut s'étonner, à première vue, et on n'a pas manqué de critiquer (1) qu'un tel organe ait été institué par un décret et non par une loi. Cette particularité indique bien dans quel esprit fut créé l'institution, elle s'explique facilement et se justifie.

Dans bien des milieux, en France, on croyait nécessaire la création d'un C. N. E., composé non de simples fonctionnaires, mais des représentants des intéressés eux-mêmes. Dans certains pays étrangers, de tels Conseils avaient été déjà organisés (2).

En prenant un simple décret, et en ne demandant pas le vote d'une loi, M. Herriot poursuivait et atteignait un double but : d'abord, il créait « sans nouveaux délais » un organisme donnant satisfaction à une aspiration généralisée. Ensuite, il donnait à son œuvre, une grande souplesse, justifiée par la nouveauté de l'institution.

Dans l'esprit de ses fondateurs, le C. N. E. était un organe expérimental, peut-être provisoire, et en tout cas, appelé à subir dans la suite des changements plus ou moins profonds. En fait, le décret constitutif est toujours en vigueur, il n'a pas, jusqu'à nos jours, subi de modifications fondamentales.

La loi des finances du 29 avril 1926 légalisait, dans son article 134, le décret créant le C. N. E. ; elle prévoyait toutefois la confection et le vote d'une loi spéciale pour

(1) Voir plus loin.

(2) Voir plus haut.

l'institution. C'est au sujet du vote de l'article 134 que les parlementaires se firent l'écho d'une partie de l'opinion en critiquant l'institution du C. N. E. à de multiples points de vue (1).

Quoique de nombreuses propositions et projets aient été déposés (2), le statut du Conseil vient seulement d'être voté par le Parlement et le décret du 16 janvier 1925, dûment modifié et complété, est toujours — avec l'art. 134 du 23 avril 1926 — la base légale de l'institution.

Voici la liste des principaux textes modifiant le décret constitutif et auxquels nous devons nous reporter pour étudier l'organisation actuelle du Conseil.

Le décret du 16 janvier 1925, (*J. O. du 17*), fut modifié par des décrets du 19 juin 1925, (*J. O. du 20 juin*), du 4 février 1926, (*J. O. du 17 février*) et par un arrêté du 5 février 1926, (*J. O. du 17 février*). Le décret constitutif fut d'autre part complété par deux arrêtés du 9 avril 1925, (*J. O. du 11*). L'un relatif à l'organisation du C. N. E., l'autre nommant les Groupements membres du Conseil. Ce texte fut postérieurement modifié par des arrêtés du 24 août 1926, (*J. O. du 26 août*), du 16 décembre 1931, (*J. O. du 21 décembre*), du 21 février 1934, (*J. O. du 11 mars*) et du 26 juillet 1935, (*J. O. du 3 août*).

Un décret du 19 novembre 1926 fixa la composition du secrétariat, (*J. O. du 23 novembre*), et un décret du 18 janvier 1930, (*J. O. du 23*), fixa le statut du personnel.

D'autres textes de 1927, 1930, 1931, 1933, 1934, 1935, 1936, apportent à notre organisme de nouvelles modifications, de moindre importance, concernant la composition ou l'organisation. Nous aurons l'occasion de les signaler dans la suite.

Enfin, de multiples arrêtés, pris en considération des décrets organisateurs, font les nominations nécessaires de personnalités faisant partie du Conseil à un titre quelconque. Nous ne voulons pas signaler tous ces nombreux textes

(1) Voir plus loin.

(2) Voir plus loin.

mais nous pouvons indiquer cependant de suite qu'en dehors des arrêtés pris à la suite de vacances (démission ou décès) ou de modifications dans les organisations faisant partie du Conseil, les membres sont nommés tous les deux ans. La première nomination générale fut l'œuvre du décret du 19 juin 1925 — *J. O. du 20 juin 1925* — elle fut renouvelée en 1927, 1929, 1931, 1933 et 1935. La liste des experts du Conseil est établie chaque année et complétée suivant les textes et les vacances.

SECTION IV. — L'ACCUEIL FAIT A LA CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

L'accueil fait à la nouvelle institution fut des plus frais : son utilité, la composition de la Commission préparatoire et la création, par décret, furent l'objet d'échos défavorables dans une partie de la Presse, au Parlement et au Conseil lui-même. Ainsi, la nouvelle institution vit le jour dans une atmosphère de défiance, qui se dissipa par la suite.

I. — *Critiques sur la raison d'être du C. N. E.*

D'après une certaine opinion, il n'y a aucune raison de croire qu'un Conseil Economique puisse représenter l'intérêt général mieux qu'une assemblée purement politique. L'homme politique représente une synthèse d'intérêts, tandis que le professionnel, membre du C. N. E. ne représente que l'intérêt de sa profession qui est peut-être différent de l'intérêt général. Pour nous, nous pensons qu'il est plus facile à un organisme professionnel, constitué sans préoccupation politique, de découvrir, par la confrontation des intérêts particuliers, l'intérêt général.

Bien plus, tout organisme basé sur la représentation professionnelle, et ayant certains pouvoirs est, assure-t-on, dangereux. En effet, dit-on, les professionnels, même compétents en matière économique, ne peuvent prévoir les conséquences politiques de leurs actes. Par contre, les hommes politiques peuvent prévoir les suites économiques de

leurs décisions ; ce sont donc eux seuls qui doivent légiférer et réglementer. Avouons que ce raisonnement n'est pas du tout convainquant. Le professionnel n'est pas forcément un homme ne voyant pas l'ensemble des conséquences de ses décisions. Le Parlementaire, d'autre part, ne comprend pas toujours les répercussions économiques de sa politique. C'est pourquoi nous pensons que le C. N. E. peut rendre les plus grands services au Parlement, qu'il ne prétend pas remplacer. Et même, nous pensons que notre organisme peut être un palliatif contre la mauvaise représentation professionnelle donnée par les Chambres.

C'est un avis différent, qu'exprimaient M. le Député *Chassaing-Goyon* dans une interpellation le 8 juillet 1925 (1) et MM. les Sénateurs *Billet* et *Tissier*, lors du vote de l'art. 106 *ter* de la loi des finances de 1926 (2), lorsqu'ils prétendaient que le C. N. E. était injustifié, dangereux, inutile.

Injustifié : parce qu'il y a des Conseils Supérieurs des Ministères. Pour assurer la coordination, il suffit de créer un Comité interministériel, pas besoin de Conseil National Economique.

Dangereux : le C. N. E. constitue une menace contre la souveraineté parlementaire et l'autorité de l'Etat. Il sera sur bien des questions incompétent et gênant en empêchant la consultation des petits groupements intéressés. Comme centre de raisonnement de l'opinion publique, il sera alors comme celle-ci bien souvent dans l'erreur.

Inutile : Enfin, le C. N. E. ne pourra faire aucun travail utile, à cause de la trop courte durée de ses sessions et des divergences d'intérêt, qui se heurteront dans son sein. Nous verrons plus loin comment ces prévisions furent démenties par les faits.

D'autre part, la création du C. N. E., sous sa forme actuelle, fut critiquée par une partie de l'opinion qui ré-

(1) Débats Parl. Chambre 1925, page 3249. Voir aussi page 2103 en 1926.

(2) Débats Parl. Sénat 1926, pages 935 et 1026.

clame un régime corporatif. Ce Conseil rendra plus difficile une réforme profonde dans le sens corporatif, déplore aussi *M. Georges Valois*. Pour nous, nous pensons, comme le regretté professeur, *M. Gide*, qu'un des mérites particuliers du Conseil était de nous éviter une réforme trop grande, en améliorant cependant notre régime actuel de réglementation économique.

II. — *Critique sur les origines du C. N. E. et sa commission préparatoire*

M. Lucien Romier écrivait, dans la *Journée Industrielle* du 28 août 1924 :

« On nous annonce depuis quelque temps que des études sont poursuivies au Ministère du Travail en vue de la constitution du C. N. E., nous n'étonnerons personne et le Ministre lui-même, moins que tout autre, en constatant que ses communiqués inspirent au monde de la production, des sentiments de réserve, sinon de méfiance ».

Ensuite, *M. Romier* énumère les motifs de sa méfiance :

« Pourquoi a-t-on confié la tâche de préparer les statuts et les cadres du C. N. E. au Ministre du Travail alors que le C. N. E. doit être rattaché à la Présidence du Conseil, et s'occuper non seulement des questions du travail, mais de l'ensemble des questions intéressant la vie économique du pays ? Est-ce à cause des relations de *M. Justin Godard* et de la C. G. T. ? Et que la C. G. T. est l'inspiratrice du projet ? »

Inspiré ou proposé par la C. G. T., orienté selon les dispositions du B. I. T. de Genève, voilà qui n'est pas, selon *M. Romier*, de nature à rassurer les milieux patronaux. Mais il y a plus, poursuit-il, et *M. Romier* fait le procès du Ministre du Travail relativement à la composition de la commission préparatoire d'étude du C. N. E.

Il semble qu'à dessein, on ait voulu aggraver encore les froissements et les inquiétudes ; la Commission d'étude

ne comprend aucun représentant de droit des groupements corporatifs, on ne sollicita ni avis, ni renseignements auprès des corporations, sauf auprès des organismes adhérents à la C. G. T. Il semblera excessif qu'on veuille ignorer de parti-pris tout l'admirable mouvement d'organisation corporative qui se développa dans ces dernières années.

Un tel parti-pris étonne d'autant plus que l'on considère l'ampleur du projet à l'étude.

Le 8 juillet 1925, *M. Chassaigne-Goyon*, député de Paris, dans une interpellation au sujet de l'institution d'un Conseil National Economique (2^e séance du 8 juillet 1925 *Débats Parlement. Chambre* 10, p. 3249) se faisait l'écho des appréhensions ainsi soulevées dans l'opinion patronale par ses origines.

« Etant donné d'une part, que le C. N. E. aura les attributions les plus vastes, que son action et sa compétence s'étendront à toutes les manifestations, à tous les problèmes que peut susciter l'activité économique du pays. Etant donné, d'autre part, les relations suivies, étroites qui se sont établies dès la constitution du Cabinet *Herriot* entre le Ministère du Travail et les dirigeants de la C. G. T., auteurs eux-mêmes d'un projet sur le C.N.E., on s'est demandé, dans les milieux de la production, si ce n'est pas vers une formule inspirée de la C. G. T., non seulement suivant les tendances du C. E. T. ce qui se comprendrait, à la rigueur, mais même suivant des tendances encore plus marquées, dans le sens de la socialisation ou tout au moins de la nationalisation que *M. Justin Godard* cherchait à orienter son projet ».

Et le député de Paris citait alors deux articles de *M. Georges Scelle*, lui-même membre de la Commission d'étude préparatoire et Chef du Cabinet du Ministre du Travail, *Justin Godard*, dans lesquels l'éminent juriste marquait la filiation entre l'ancien Conseil Economique du Travail et le Conseil National Economique. (*Le Quotidien* du 22 août 1924, *la Revue Pol. et Parl.* du 10 octobre 1924).

M. Chassaigne Goyon critiquait ensuite âprement la composition de la Commission préparatoire.

Bien mieux, c'est au Conseil National Economique lui-même que des critiques furent faites sur les origines et la préparation de l'institution. A la séance inaugurale du C. N. E. le 22 juin 1925, *M. Robert Pinot* protestait contre l'ostracisme qui avait exclu les patrons de la Commission préparatoire. « Nous n'avons rien dit à ce moment, expliquait-il, mais nous avons réservé notre liberté, de façon à pouvoir apporter notre concours au perfectionnement d'une institution qui peut rendre des services au pays ».

M. R. Pinot renouvelait sa protestation à la première séance de la Commission permanente le 10 juillet 1925.

Le 23 octobre 1925, il se plaignait encore de n'avoir pas obtenu du Secrétariat général provisoire du Conseil, communication des travaux de la Commission préparatoire, où il voulait chercher les principes qui avaient guidé les membres de la Commission d'étude, dans le choix de la représentation des forces économiques au Conseil, *M. de Peyri-nhoff*, reprenait ses observations le 30 décembre 1925. *M. Etienne Fougère* se faisait l'interprète des mêmes sentiments à la séance du 8 janvier 1926. Enfin, le 19 mars 1926, le délégué de la Confédération Générale de la Production française au C. N. E., *M. de Lavergne* lut à l'assemblée annuelle de la C. P. E., un rapport contenant le passage suivant : « Bien qu'aucun de nos représentants n'ait été convié à participer aux travaux de la Commission qui a préparé le statut du C. N. E. et que la composition et les règles de fonctionnement de ce Conseil doivent motiver les plus expresses réserves, nous n'avons pas cru devoir répondre négativement à l'offre de participer à ses travaux qui nous a été adressée... Nous suivons avec soin les délibérations de cette assemblée, attendant pour nous prononcer sur l'utilité de l'expérience tentée, de voir dans quelle direction seront orientés les travaux et les résultats qui peuvent en être attendus ».

Les appréhensions causées par les origines du Conseil étaient bien exagérées. Il est injuste de reprocher au Conseil sa filiation avec une idée judicieuse de la C. G. T. On peut regretter toutefois la conception trop étroite de la com-

position de la commission préparatoire. L'absence de représentants des grands groupements économiques patronaux (1) pour la préparation du C. N. E. a naturellement provoqué une certaine défiance dans le Patronat.

Nous verrons plus loin, comment cet état d'esprit disparut et fut remplacé par un esprit d'équipe entre les divers représentants d'intérêts différents au C. N. E.

III. — *Critiques de la création par Décret*

Ces critiques furent faites surtout par des Parlementaires qui, avec juste raison, défendaient leur droit.

Dès le 3 août 1925 M. *Joseph Capus*, ancien Ministre de l'Agriculture et Président du Groupe de la Défense paysanne, adressait au Président du Conseil dans une lettre rendue publique une demande d'interpellation.

« Le C.N.E. », écrivait-il, « a été créé par décret. On conçoit qu'un organisme dont la mission serait de donner des avis à un Ministre puisse être créé par décret, mais les attributions du Conseil sont singulièrement plus étendues. C'est auprès du Parlement et non plus du Ministère qu'il est institué pour donner des avis et des directives, le Parlement aurait dû être appelé à donner son avis sur la manière dont il entend cette collaboration. A défaut de l'intervention de la loi, qui à mon sens, s'imposait pour une telle institution, comme pour le Conseil d'Etat, c'est bien le moins que les membres du Parlement puissent exposer leur avis à ce sujet, dans une interpellation ».

Dans *la France Active* d'octobre 1925 commentant la demande d'interpellation de M. *Joseph Capus*, on pouvait lire : « Il y a eu réellement abus de pouvoir en organisant le C. N. E. par décret, c'est une loi qu'il aurait fallu ».

Monsieur le Député *De Monicault*, le 25 avril 1926 exprimait la même opinion à la tribune de la Chambre, dans la suite de la discussion de la loi des Finances. Il présentait

(1) Voir en sens contraire : Ch. Dulot, *L'Information Sociale* du 24 juillet 1924.

une vigoureuse critique de la procédure de la création par décret, M. Laval, Garde des Sceaux, promit du reste, de déposer un projet de loi spéciale régularisant la création du C. N. E. Ainsi, on reconnaissait bien la nécessité d'une loi pour créer définitivement le C. N. E., mais on demandait de voter un texte permettant à l'organisme de continuer à vivre utilement.

MM. les Sénateurs *Billet* et *Tissier*, lors du vote de la loi des finances de 1926 au Sénat, légalisant la création décrétale antérieure, insistent sur l'illégalité de l'institution par décret. (*J. O. Débats Parl. Sénat*, page 935).

En fait, le C. N. E. a toujours sa base dans la loi des Finances de 1926, la loi définitive venant seulement d'être votée au Parlement. On peut donc se féliciter de la création décrétale : qui a permis au C. N. E. d'accomplir depuis 11 ans un utile travail. Nous avons du reste, déjà justifié la création du Gouvernement *Herriot* (1).

IV. Les Défenseurs du Conseil National Economique

Si le Conseil fut âprement discuté, les critiques ne furent pas unanimes. Il correspondait aux vœux d'une partie de l'opinion et trouve des défenseurs au Parlement et dans la Presse.

Au Parlement (2) ce sont les voix de MM. *Pierre Laval* et *Aristide Briand* qui s'élèvent pour défendre la nouvelle institution contre les critiques. MM. les Sénateurs *A. Mahieux*, *Messimy*, *E. Borel* (3), se montrèrent également partisans du Conseil Economique. D'autres personnalités, sans être très satisfaits de cette création, y voyaient la première réalisation d'une idée à suivre.

Enfin, au lendemain des premières réunions du C.N.E., si une partie de la presse faisait des réserves (citons le

(1) Nous verrons plus loin, en étudiant l'organisation du Conseil et son avenir, les critiques faites sur la composition et les attributions de notre organisme.

(2) Voir *J. O. Débats Parlement*, déjà cité.

(3) *L'information financière* du 30 janvier 1925.

Temps du 25 juin 1925, le *Journal des Débats* du 23 juin 1925, le *Nouvelliste de Lyon* du 29 juin 1925) le *Matin*, l'*Eclair*, le *Petit Parisien*, l'*Œuvre*, l'*Ere Nouvelle*, le *Peuple*, publiaient des commentaires favorables.

* * *

Depuis l'origine, les positions sont sensiblement les mêmes, certains considèrent le C. N. E. avec défiance ou ironie ; d'autres, — et ce sont les plus nombreux — reconnaissent la valeur de l'institution et demandent seulement des améliorations de détail, — d'autres enfin, réclament une réforme complète du Conseil et proposent de lui donner en somme toute la direction de l'Economie du Pays(1).

(1) Voir plus loin et spécialement « L'avenir du C. N. E. ».

CHAPITRE II

Organisation du Conseil National Economique

Exposé Théorique et Pratique — Critique et Appréciation

Nous verrons dans une Section I la composition du C. N. E. Dans une Section II, nous en examinerons les attributions et le fonctionnement.

SECTION I. — COMPOSITION

DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

L'exposé complet de la composition du Conseil nécessite d'assez longues explications. Sa composition fut déterminée par le décret du 16 janvier 1925, complétée par un arrêté du 9 avril 1925, depuis lors, plusieurs fois modifiée par d'autres textes.

Pour plus de clarté, nous allons diviser nos explications en 2 paragraphes.

Dans un paragraphe I, nous verrons comment on a classé et selon quelles proportions les sièges du Conseil sont répartis.

Dans un paragraphe II, nous verrons comment le C. N. E. est composé en fait et quels sont ses membres et ses auxiliaires.

§ I. — Directives et Proportions servant de base pour la composition du Conseil National Economique (1)

Nous ferons A. l'exposé du décret du 16 janvier 1925;
B. le résumé des principales critiques qu'il a soulevées.

(1) Dans ce paragraphe les nombres donnés seront ceux du nombre de titulaires prévus par le décret du 16 janvier 1925, sans tenir compte

A. Exposé du décret du 16 janvier 1925

D'après l'article 3 du décret du 16 janvier 1925, le Conseil National Economique doit se composer des Représentants des différentes forces économiques et sociales de la Nation.

Pour classer les différents intérêts à représenter au Conseil National Economique, on a choisi une division en 3 facteurs. On distingue la Population et la Consommation d'une part, le Travail sous ses divers aspects, d'autre part, et enfin, en dernier lieu, le Capital. Cette distinction est classique en Economie Politique, c'est celle qu'avait déjà adoptée la Commission de M. Justin Godard.

Voici dans quelles proportions ces 3 facteurs sont représentés au Conseil National Economique. Sur les 47 Membres prévus au Conseil, la Population en a neuf, le Travail trente et le Capital en a huit.

Pour le Travail, on a distingué 4 catégories : 1° le travail intellectuel et l'enseignement, qui ont trois représentants ; 2° le travail de direction avec 11 membres ; 3° le travail salarié ayant au Conseil 14 délégués ; enfin, 4° les artisans, dont le travail est mixte, sont représentés par 2 Membres.

Telles sont les grandes divisions. Examinons maintenant avec plus de détails, les différents éléments entrant dans chaque division et le nombre de représentants accordés à chacun d'eux.

Pour la représentation de la Population et de la Consommation, on a prévu la présence au C. N. E. de 2 délégués de l'association des Maires et Municipalités, de 2 délégués des Usagers des services publics, enfin de 2 délégués de l'Association des familles nombreuses et de la mutualité. Les coopératives de consommation et ligues d'acheteurs

des suppléants. En les multipliant par 3, on aura le nombre réel de délégués (la distinction entre titulaires et suppléants a été supprimée récemment) voir plus loin.

avec 3 délégués représentent plus spécialement la Consommation.

Ainsi que nous l'avons vu, le Travail, facteur essentiel de la production, comprend 30 représentants au C. N. E. Nous savons déjà que le Travail intellectuel et l'enseignement ont 3 membres titulaires au C. N. E. et que les artisans en ont 2. Nous allons donner des détails sur les 11 Représentants du travail de direction et les 14 autres délégués qui figurent le travail salarié.

Sur les 11 Représentants du Travail de Direction on en a 3 pour l'industrie, 3 pour l'agriculture, 2 pour le Commerce et 1 pour les Transports. Enfin, on a prévu un représentant de la coopération et un représentant des services publics.

Les représentants du Travail Salarié comprennent : 2 délégués des fonctionnaires, 2 délégués des Techniciens, et 12 délégués de la main-d'œuvre. Parmi ces derniers, 5 représentent les travailleurs de l'Industrie ; 2 les employés de Commerce ; 1 les ouvriers agricoles et 2 les salariés des transports.

Nous arrivons maintenant au dernier facteur, pris en considération dans la composition du C. N. E. : le Capital. Ses 8 Titulaires sont ainsi répartis : le Capital Industriel et Commercial a 3 Membres. Le Capital immobilier urbain et rural en a 2 et les Banques, Bourses, Assurances et Caisses d'Épargne nomment 3 délégués (1).

(1) Afin de donner une vue schématique de la composition du C. N. E., nous reproduisons ici, l'art. 3 du décret du 16 janvier. Il résume tout ce que nous avons dit à ce sujet.

Art. 3. Le Conseil National Economique est composé de 47 Membres représentant les différentes forces économiques et sociales de la nation dans les proportions ci-dessous indiquées.

I. — POPULATION ET CONSOMMATION

a) Coopératives de Consommation et Ligues d'acheteurs	3 Membres
b) Associations des Maires, Municipalités.....	2 »
c) Usagers des Services Publics	2 »
d) Père et Mère de Famille et Mutualités.....	2 »

.....

Remarque importante : L'art. 5 du décret du 16 janvier 1925 avait prévu que chaque membre titulaire aurait droit à deux membres suppléants, ainsi, les proportions restent les mêmes, mais le nombre des délégués du Conseil se trouve multiplié par trois et atteint le total de 141 membres. En pratique, il n'y a pas de distinction à faire entre les titulaires et les suppléants, le droit de vote qui les distingue en droit est en fait, sans importance. Depuis un décret du 19 janvier 1936 (J. O. du 20) la distinction entre les membres titulaires et les membres suppléants est supprimée ainsi que tout ce qui est contradictoire à cette suppression. Ainsi, se trouve légalisée une pratique appliquée depuis longtemps au C. N. E., et l'on doit dire que le Conseil comprend 141 Membres.

En dehors de ces 141 délégués on trouve au C. N. E. d'autres personnalités ; membres du Gouvernement et

.....

II. — TRAVAIL

A. Travail intellectuel et Enseignement.....	3 Membres
B. Travail de direction.	
a) Industrie	3 »
b) Agriculture	3 »
c) Commerce	2 »
d) Transport	1 »
e) Coopération	1 »
f) Services Publics	1 »
C. Travail salarié.	
a) Fonctionnaires	2 »
b) Techniciens	2 »
c) Main d'œuvre.	
1. Industrie	5 »
2. Commerce	2 »
3. Agriculture	1 »
4. Transport	2 »
D. Métiers urbains et ruraux (Artisanat).....	2 »

III. — CAPITAL

A. Capital Industriel et Commercial.....	3 »
B. Capital Immobilier (Propriété urbaine et rurale)...	2 »
C. Banques, Bourses, Assurances et Caisses d'Epargne..	3 »

d'Administrations diverses, experts, rapporteurs, secrétaires, etc. Nous verrons plus loin, leur importance et leur rôle.

Autre remarque : depuis un décret du 25 février 1936 (1), le facteur « Capital » comprend 24 membres, sans distinction entre titulaires et suppléants ; ainsi le total de la délégation de cette catégorie reste le même, toutefois la répartition est légèrement différente. On a maintenant : A) *Capital Industriel et Commercial*, 8 Membres au lieu de 9, 3 titulaires et 6 suppléants. B) *Capital Immobilier*, (Propriété rurale et urbaine) 6 Membres, soit, sauf la distinction titulaires-suppléants le même nombre de représentants. C) *Banques, Bourses, Assurances, Caisse d'Épargne*, 10 Membres au lieu de 9, 3 titulaires et 6 suppléants.

Ce décret du 25 février a été complété par deux arrêtés du même jour, qui ont apporté des modifications rendues nécessaires par le nouveau texte et que nous verrons plus loin.

B. *Critiques sur l'Art. 3 du décret du 16 janvier 1925*

Appréciations

I. *Nombre de Membres.*

Le nombre de 47 pour total des délégués au C. N. E. est critiqué, il est, dit-on, trop élevé ou trop bas (2).

Si le C. N. E. n'est qu'un comité de coordination interministérielle, c'est trop de 47 membres, dix eussent suffi, aidés par de nombreux techniciens ; mais alors, ce n'est plus un Conseil National Economique.

Si le Conseil veut représenter le pays économique, le nombre de 47 délégués est insuffisant ; trop d'intérêts sont ainsi, pas ou trop peu représentés. Il n'est pas difficile de trouver des intérêts non représentés au C. N. E. — les co-

(1) J. O. du 29 février.

(2) Voir article de Mazel. Rev. Pol. et Parl. mars 1927.

lonies — ou ayant une délégation trop peu importante, Agriculture, Commerce.

Il faut bien reconnaître que le nombre de 47 membres pour un Conseil Economique est un peu maigre, mais il faut bien comprendre aussi que l'on est devant un dilemme : ou ne représenter au Conseil, que des grandes catégories et avoir un nombre restreint de membres avec tous les avantages du petit nombre — facilité de travail etc... — ou représenter la multiplicité et la diversité des intérêts économiques et entrer dans une complication infinie, sans atteindre complètement son but. Le décret du 16 janvier a préféré la première solution, on ne peut que l'en louer

II. *Division adoptée.*

La division Population et Consommation, Travail — de direction et d'exécution — Capital ne fut pas favorablement accueillie (1).

Certains se sont demandés en quoi la Population et la Consommation représentent un intérêt économique distinct. De plus, on a mis en doute, le caractère représentatif des organismes délégués par la Consommation et la Population. Comment deux délégués de l'Association des Maires de France, 2 délégués des Pères et Mères et des Mutualistes, 2 délégués des usagers des Services Publics peuvent-ils représenter l'ensemble de la Population Française ? Comment 3 délégués des Coopératives et Ligues d'acheteurs peuvent-ils représenter l'ensemble de la Consommation ? Telles sont les questions que l'on s'est posées au lendemain du 16 janvier 1925.

La suite de la division ne fut pas jugée plus satisfaisante. D'un côté, on a reproché au décret d'opposer dans deux catégories le Travail et le Capital, d'autre part, il n'est guère possible, pense-t-on, de distinguer le travail de Direction du Capital.

A vrai dire, la division adoptée paraît bien un peu artificielle.

(1) Voir article de Gignoux, Journée Industrielle du 6 mai 1925,

L'effort fait pour représenter la Population et la Consommation nous semble très louable ; nous pensons qu'un Conseil National Economique doit comprendre des délégués des Consommateurs, car ceux-ci sont la fin de toute production, de tout échange, et ils doivent avoir un moyen de faire entendre leurs voix. Il n'en faut pas moins reconnaître les difficultés rencontrées, lorsque l'on veut représenter, en France, le Consommateur ; le caractère composite de la délégation au C. N. E. en donne une idée.

Quant à la distinction générale — Consommation, Travail, Capital — elle étonne un peu. En réalité, les subdivisions de la catégorie « travail » détruisent presque la distinction générale. L'ensemble donne quelque chose d'artificiel, qui ne cadre pas avec les faits, mais qui a une certaine allure scientifique. L'importance pratique de ces divisions, simples « cases » à classer les intérêts, n'est pas considérable. L'arrêté nommant les organisations, membres du Conseil a même appelé certains groupements à déléguer au C. N. E. à des titres différents, composant ainsi, avec les distinctions du décret. En tout cas, insister trop sur ces critiques de classification sans portée réelle, serait faire au C. N. E. un mauvais procès.

III. Répartition des sièges par profession.

Si, en étudiant le décret, on cherche quelle est la proportion de représentants accordés à chaque profession, on trouve les chiffres suivants : 8 délégués représentent l'Industrie, 4 représentent l'Agriculture, 4 représentent le Commerce et 3 sont les représentants des transports. De plus, le travail intellectuel a 3 délégués ; et les fonctionnaires déjà représentés par l'Enseignement délèguent trois représentants : un pour le travail de Direction (Services publics) et deux pour les fonctionnaires salariés proprement dits. Enfin, on a donné un siège spécial à la coopération et deux sièges aux artisans, en raison, non de la profession, mais de la nature spéciale de leur travail. Ces proportions ne donnent naturellement pas satisfaction à ceux qui sont le moins favorisés. L'Agriculture, le Commerce,

se sont souvent plaints de la trop petite place qui leur était octroyée. Par contre, la proportion accordée aux Fonctionnaires, et la représentation spéciale de la Coopération et de l'Artisanat furent critiquées à plusieurs reprises par les publicistes économistes, MM. A. de Tarde, Capus, etc.

IV. *Représentation des classes sociales au C. N. E.*

Si maintenant, nous examinons la représentation des classes sociales au Conseil National Economique, nous faisons les constatations suivantes : le Conseil n'est pas composé selon le principe de la parité entre les patrons et les employés. Il est assez difficile de dire que ce sont les uns ou les autres qui ont la majorité. En effet, selon que l'on veut faire triompher l'une ou l'autre thèse, on place d'un côté ou d'un autre, les représentants des catégories dont la nature — patronale ou ouvrière — est mal définie. Il en est ainsi, par exemple, pour le travail intellectuel et les techniciens. D'une façon générale, nous pouvons dire que les auteurs du décret du 16 janvier, sans s'en tenir à une parité absolue, ont cherché — et ont obtenu — un bon équilibre dans la représentation des classes. En ajoutant les délégués du travail de Direction à ceux du Capital, on a 19 représentants contre 14 pour les salariés. Cette infériorité n'est du reste qu'apparente, puisque parmi les 14 délégués restant, beaucoup se trouvent à être en fait les représentants des classes non possédantes. Sous réserve des observations précédentes, concernant la portée de telles comparaisons, voici le nombre de délégués — patronaux et salariés — dans diverses branches de l'activité.

Industrie :	3	délégués	patronaux,	5	délégués	ouvriers
Agriculture :	3	»	»	1	»	»
Commerce :	2	»	»	2	»	»
Transport :	1	»	»	2	»	»

Ces chiffres, semble-t-il, n'ont pas été dictés par le hasard, ils cherchent à donner une représentation conforme à la population réelle de chaque classe dans les diverses professions.

V. Conclusion.

La classification et le nombre de membres donnés aux diverses catégories ne sont pas au-dessus de tout reproche, quel que soit le point de vue auquel on se place. Le décret du 16 janvier 1925 a cherché à établir l'équilibre entre les diverses forces économiques, il a imaginé une classification originale. Est-ce à dire qu'il ait donné satisfaction ? Certes non. Les diverses professions trouvent leur représentation insuffisante. D'un autre côté, le patronat et le Capital se plaignent d'être défavorisés par rapport aux ouvriers ; ceux-ci par contre, ne manquent pas d'arguments, pour prouver que leur place au Conseil Economique est trop peu importante.

Ce sont là des constatations qui doivent nous inciter à l'indulgence pour le décret constitutif, puisqu'il est bien certain que toute autre classification soulèverait des critiques non moins véhémentes. Composer un Conseil Economique est un problème délicat. Des intérêts nombreux et très complexes sont à représenter, il est malaisé de trouver un bon critérium pour les distinguer et en déterminer l'importance vraie.

§ 2. — Composition du Conseil National Economique en fait

Le Conseil National Economique comprend des membres proprement dit qui sont désignés librement par les organisations les plus représentatives de l'activité économique du pays, suivant le choix du gouvernement. La désignation se fait ainsi en deux phases ; il y a en premier lieu, la désignation des organisations appelées à déléguer au C. N. E. ; il y a en second lieu, le choix par ces organisations des personnes qui doivent elles-mêmes composer l'assemblée.

A côté des membres, on trouve au Conseil, beaucoup d'autres personnalités qui sont ses collaborateurs permanents ou passagers et qui sont presque tous de hauts fonctionnaires.

Sur tous ces points, l'organisation du Conseil National Economique a soulevé bien des critiques.

Nous allons voir : A. Les Organisations déléguant au C. N. E. ; B. Les Personnalités membres du C. N. E. ; C. les Personnalités autres que les membres qui composent le C. N. E. ; D. les Critiques faites à cette Composition.

A. Organisations membres du C. N. E.

Voyons : 1° Les règles relatives à la désignation des groupements. 2° La liste actuelle des groupements déléguant au C. N. E. 3° Les modifications subies par l'arrêté ayant fait à l'origine les désignations nécessaires.

1° Règles relatives pour la désignation des Groupements

La désignation des groupements les plus représentatifs, appelés à déléguer au C. N. E. est, nous le savons, un acte du gouvernement.

C'est en effet, le Président du Conseil, qui fait son choix, sur la proposition du Ministre du Travail et qui décide le nombre de délégués à donner à chaque groupement.

Si la légitimité de telle ou telle désignation est contestée, c'est le C. N. E. qui est appelé à trancher le conflit. Le choix du Gouvernement varie donc suivant l'avis du C. N. E. lui-même et suivant l'évolution des organisations corporatives en France. Si, dans une branche économique faisant partie du C. N. E. une organisation a ou prend une grande importance, elle peut être appelée à déléguer des représentants. Mais comme le total des membres composant le C. N. E. ne peut excéder les nombres prévus, le gouvernement doit, soit évincer le groupement qui représentait antérieurement cette catégorie, soit seulement réduire le nombre des délégués qui lui était jusqu'alors accordé. Les sièges rendus libres sont ainsi donnés aux organisations devenues les plus représentatives d'une certaine catégorie économique, qui délèguent leurs représentants.

Il est encore à noter que deux ou plusieurs groupements peuvent être appelés à désigner en commun un ou plusieurs membres pour les représenter au C. N. E.

De plus le décret avait prévu que si le Conseil vient à étudier une question intéressant particulièrement une branche économique non ou mal représentée au C. N. E., le gouvernement pourra désigner, selon la procédure ordinaire, les groupements les plus représentatifs de la dite branche. Ces groupements nomment alors comme les autres l'ont fait, les personnalités qui vont un moment participer aux travaux du Conseil Economique. En pratique, on n'a jamais usé de cette faculté.

Enfin, dans le cas où des organisations refuseraient de faire partie du Conseil, le gouvernement a la possibilité d'appeler d'autres groupements de la même branche d'activité économique pour siéger au C. N. E. Il y a là, une garantie contre les mauvaises volontés qui n'a pas eu à s'appliquer.

Ainsi, le décret du 15 janvier 1925 contient des innovations remarquables. D'abord, pour choisir les organisations qui doivent faire partie du C. N. E. on applique la même méthode que celle prévue par la partie 13 du traité de Versailles, pour former divers rouages de l'organisation internationale du travail. Cette méthode est du reste de plus en plus employée en matière économique et sociale et se justifie, mais elle entraîne quelquefois des conflits quant au bon choix de ceux qu'il faut désigner comme étant les plus représentatifs. Ensuite, on a chargé le C. N. E. lui-même de trancher les conflits naissant au sujet de sa composition. Il y a donc, jusqu'à un certain point, recrutement par le conseil, et la cooptation est en général considérée comme un excellent système. Enfin, on a prévu des facilités pour assurer au Conseil une composition complète et compétente.

*2° Les Groupements qui composent actuellement
le Conseil Economique*

Les 141 sièges des membres du Conseil, sont répartis actuellement entre 35 groupements différents. Le nombre de groupements varie dans les diverses catégories. Pour la représentation de la Population et de la Consommation, on trouve de nos jours, 7 groupements différents. Pour le Travail on a : A) Travail intellectuel, 2 groupements. B) Travail de Direction, 13 groupements. C) Travail d'exécution, 4 groupements (le même groupement étant représenté dans différentes professions). D) Artisanat, 4 groupements différents. Enfin, le Capital est représenté par 7 groupements, dont un déjà délégué dans la catégorie : Travail de direction.

Le nombre de groupements représentant chaque catégorie n'est du reste pas naturellement, en rapport avec l'importance réelle de la catégorie. Ce qui importe, c'est le nombre de délégués, et ce nombre peut être composé par les représentants de une, deux, ou plusieurs associations. Ainsi, le nombre des délégués actuellement accordé aux différents groupements varie entre 27 et 1. Ces différences s'expliquent par les variations d'importance économique des diverses associations admises au C. N. E. En effet, le nombre de délégués de chaque groupement est proportionnel à son importance professionnelle et économique.

Voici la liste des divers groupements qui composent de nos jours, le Conseil Economique dans les différentes catégories prévues par le décret constitutif, et leur effectif respectif. Les nombres donnés ici, comprennent le total des délégués, la distinction entre titulaires et suppléants ayant été supprimée.

I. REPRÉSENTATION DE LA POPULATION ET DE LA CONSOMMATION

a). Coopératives de Consommation et Ligues d'acheteurs.

Fédération Nationale des Coopératives de Consommation	6 délégués
---	------------

Ligue Nationale des Consommateurs et des Associations de Consommateurs et Usagers des Services Publics.....	3 délégués
b) Association des Maires, Municipalités.	
Association des Maires de France.....	6 délégués
c) Usagers des Services Publics.	
Offices régionaux des transports	3 délégués
Touring Club de France.....	3 délégués
d) Pères et Mères de Famille et Mutualité.	
Fédération Nationale des familles nombreuses	3 délégués
Fédération Nationale de la Mutualité.....	3 délégués

II. REPRÉSENTATION DU TRAVAIL

A) Travail intellectuel.

Confédération du Travail Intellectuel.....	6 délégués
Syndicat National des Instituteurs et Institutrices de France	3 délégués

B) Travail de Direction.

a) Industrie.

Confédération Générale de la Production Française	9 délégués
---	------------

b) Agriculture.

Confédération Nationale des Associations agricoles	6 délégués
Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture	3 délégués

c) Commerce.

Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur	1 délégué
Association Nationale d'Expansion économique	1 délégué
Comité d'Action Economique et Douanière..	1 délégué

Fédération des Commerçants Détaillants de France	} 3 délégués
Confédération Nationale des Groupements Commerciaux et Industriels de France et des Colonies.	
Fédération Nationale des Boissons.....	
d) Transports.	
Comité de Direction des Grands Réseaux....	3 délégués
e) Coopération.	
Chambre Consultative des Associations de Production	3 délégués
f) Services Publics.	
Union des Syndicats d'Electricité.....	3 délégués
C) Travail d'Exécution.	
a) Fonctionnaires.	
Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires	6 délégués
b) Techniciens.	
Section des Techniciens du Commerce et de l'Industrie (S. T. C. I.).....	3 délégués
Fédération des Associations, Sociétés et Syndicats Français d'Ingénieurs	3 délégués
c) Main d'œuvre.	
1. Industrie.	
Confédération Générale du Travail	15 délégués
2. Commerce.	
Confédération Générale du Travail	3 délégués
Confédération Générale des Travailleurs Chrétiens	3 délégués
3. Agriculture.	
Confédération Générale du Travail.....	3 délégués
4. Transports.	
Confédération Générale du Travail.....	6 délégués

D) Métiers Urbains et Ruraux (Artisanat).

Consortium des Chambres de Métiers d'Alsace-Lorraine et de l'Union des Fédérations Artisanales-Régionales de France et des Colonies	3 délégués
Confédération Générale de l'Artisanat Français	3 délégués
Comité d'entente et d'Action Artisanale.....	2 délégués
Union des Artisans Français.....	1 délégué

III. REPRÉSENTATION DU CAPITAL

A) Capital Industriel et Commercial.

Confédération Générale de la Production Française	6 délégués
Caisse Centrale des Banques Populaires.....	2 délégués

B) Capital Immobilier. Propriétés rurales et urbaines.

Fédération de la Mutualité et du Crédit Agricole	3 délégués
Chambre des Propriétaires	3 délégués

C) Banque. Bourse. Assurances et Caisses d'Epargnes.

Banque de France	2 délégués
Union Syndicale des Banquiers de Paris et de Province	2 délégués
Conférence Générale des Caisses d'Epargnes en France	3 délégués
Union Syndicale des Compagnies d'Assurances à primes fixes de toute nature.....	3 délégués

Telles sont actuellement les groupements appelés à déléguer au Conseil National Economique et le nombre de représentants accordé à chacun.

3° Modifications qui se sont produites dans la représentation au Conseil Economique depuis sa création.

La liste des groupements appelés à envoyer leurs représentants au C. N. E. avait été fixée par l'Arrêté du 9

avril 1925. Pour tenir compte de l'évolution des Groupements, des réclamations faites au Conseil et des conclusions de celui-ci, l'arrêté initial fut modifié à plusieurs reprises par d'autres textes, qui aboutirent à la nomenclature que nous venons de voir.

Les modifications s'appliquèrent à la représentation du Travail (Travail de Direction, Travail Salarié, Artisanat) et du Capital. Pour le Travail de Direction, le changement concerne la représentation des Commerçants, et pour le travail d'exécution, la modification s'applique à la représentation des Techniciens.

Voici, dans l'ordre chronologique, les différents textes ayant modifié le choix primitif.

C'est d'abord un décret du 24 août 1926 qui remplace le délégué et les deux suppléants de la Fédération Industrielle et Commerciale Calaisienne, par un délégué et deux suppléants mandatés par quatre groupements réunis mettant ainsi en pratique certaines possibilités offertes par les textes constitutifs.

Ensuite, un décret du 16 décembre 1931 partagea entre deux groupements différents une représentation assurée jusqu'alors par la Section des Techniciens du Commerce et de l'Industrie, avec deux délégués et quatre suppléants.

En 1934, ce fut la représentation de l'Artisanat qui fut modifiée. Le Consortium des Chambres de Métiers d'Alsace Lorraine et de l'Union des Fédérations Artisanales régionales de France et des Colonies, qui ayant un délégué et deux suppléants, partageait avec la Confédération Générale de l'Artisanat Français, la représentation des Artisans au Conseil fut remplacée par le Comité d'entente et d'action artisanale.

Un décret du 26 juillet 1935 apportait de nouvelles modifications intéressantes non seulement pour elles-mêmes, mais par l'esprit qui s'en dégageait. En effet, jusqu'à cette date, chaque groupement avait deux suppléants pour un titulaire. Afin d'assurer au Conseil une place pour un plus grand nombre d'organisations sans augmenter le total de ses membres, le décret avait donné un ou deux

suppléants à certains groupements, d'autres groupements conservant seulement le ou les titulaires. Ce faisant, le décret avait sanctionné une suggestion du C. N. E. lui-même et consacré le peu de valeur de fait, de la distinction titulaire suppléant (1). Les changements apportés par le dit décret, concernent la représentation du Commerce et de l'Artisanat. Le Comité National des Conseillers du Commerce et de l'Artisanat. Le Comité National des Conseillers du Commerce extérieur qui avait jusqu'alors un délégué et deux suppléants, n'a plus de suppléants. Chacun de ces derniers est désigné par un nouveau Groupement. D'autre part, le décret du 21 février 1934 est abrogé et la représentation des artisans est assurée maintenant par 4 Groupements différents.

Enfin, un arrêté du 25 février 1936, réduisait de 3 à 2, le nombre des délégués de la Caisse Centrale des Banques Populaires. D'autre part, le même texte remplaçait les trois délégués de la Banque de France et de l'Union Syndicale des Banquiers de Paris et de Province, par 2 délégués de la Banque de France et 2 délégués de l'Union Syndicale des Banquiers de Paris et de Province.

Malgré tous ces changements, on peut dire que la physiologie générale du Conseil est restée la même, en tout cas il semble que sur les bases actuelles, l'évolution ne puisse qu'être que très lente.

B. Personnalités membres du C. N. E.

Il s'agit là, des délégués désignés par les divers groupements composant le Conseil Economique. Voyons : 1° les règles suivies pour la désignation des délégués ; 2° les conditions requises pour être nommé délégué ; 3° nous citerons quelques noms de personnalités actuellement désignées par leur groupement au C. N. E.

(1) On se rappelle qu'un décret du 19 janvier 1936 est allé plus loin, en mettant tous les délégués du C. N. E. sur le même plan.

1° *La désignation des délégués*

Les différents groupements appelés à composer le Conseil, désignent, en toute liberté, parmi les personnalités qui les composent, celles qu'ils veulent envoyer au Conseil. Les délégués choisis sont toujours des personnes en vue généralement, président, vice-président ou secrétaire du groupement déléguant. Dans ce choix, le gouvernement n'intervient pas ; il se borne à prendre l'arrêté conforme au désir exprimé. Toutefois, si des personnalités sont jugées indésirables au Conseil, le gouvernement a un droit de veto ; en pratique, il ne fut du reste jamais utile d'en user.

En raison de la liberté accordée aux groupements pour faire leur désignation, on peut reconnaître au Conseil une certaine indépendance, vis-à-vis du pouvoir ; ainsi on se plaît à répéter que le C. N. E. est un organisme autonome. Les règles prévues pour la désignation des membres constituent certainement l'une des particularités les plus intéressantes de l'institution française. Rappelons que si les membres eux-mêmes sont désignés librement par les groupements, ces derniers sont appelés au C. N. E. par décret gouvernemental — dont le bien-fondé est jugé par le Conseil lui-même. L'Autonomie du Conseil est donc réelle, mais non absolue.

2° *Conditions requises pour être désigné et situation des délégués au C. N. E.*

Les membres du C. N. E. doivent être français, âgés d'au moins 25 ans, et jouir de leurs droits civils et politiques. Les femmes sont admises sous les mêmes conditions d'âge et de nationalité. Cette particularité prouve bien que l'organisme n'est pas un Parlement Economique. En pratique, le syndicat national des instituteurs et institutrices de France fut représenté un moment par une institutrice.

La fonction n'est pas rétribuée, et les membres du C. N. E. qui ne sont pas, en France, des Parlementaires, ne

jouissent d'aucuns privilèges ou immunité. Toutefois, il est prévu des indemnités de déplacement.

La durée du mandat est de deux ans, avec réélection possible. En cas de décès ou de démission de délégué, on procède au remplacement pour le laps de temps qui reste à courir jusqu'à l'expiration générale des mandats. Les personnalités membres du Conseil ne dépendent pas, théoriquement de leur groupement, leur conscience seule doit dicter leur attitude.

3° Quelques personnalités membres du Conseil Economique actuel

Nous relevons dans l'arrêté du 30 juin 1933, modifié par une série d'arrêtés postérieurs et prorogé pour deux ans par l'arrêté du 24 décembre 1935 (J. O. du 27) les noms de diverses personnalités faisant actuellement partie du C. N. E.

Parmi les représentants de la Population et de la Consommation, on trouve les noms de MM. *Ernest Poisson*, secrétaire général de la Fédération Nationale des Coopératives de consommation, *Ramadier*, avocat à la cour, député et rapporteur à la Commission de la réforme de l'Etat pour le projet de réorganisation du C. N. E., *Roger Picard*, professeur à la Faculté de droit de Paris, et *Paul Morel*, Président de l'Association des Maires de France. On peut citer encore les noms de MM. *Georges Pernod*, Président de la Fédération Nationale des Associations de familles nombreuses, *Edmond Chaix*, Président du T. C. F. et *Petit* de la Fédération Nationale de la Mutualité française.

MM. *Emile Borel* de la Fédération des Travailleurs Intellectuels, *Etienne Fougère*, de la Fédération de la Soie, *Jules Gautier*, président de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, *Bellamy*, Président d'honneur de la Confédération Nationale des Groupements Commerciaux et Industriels de France, *Gufflet*, président de la conférence des directeurs des grands réseaux, *Briat*, secrétaire général de la Chambre consultative des Associations ouvrières de

production, et *Henry Cahen*, président de l'Union des Syndicats d'Electricité, sont les principaux représentants du Travail de Direction.

Le travail salarié a entre autres délégués, MM. *Ch. Laurent*, de la Fédération Nationale des Syndicats de fonctionnaires, *Level*, de la Fédération des associations, sociétés et syndicats français d'Ingénieurs, *Jouhaux*, *Lenoir*, *Million*, de la C. G. T., *Buisson* de la Fédération des employés et *Zirneld* de la Confédération française des travailleurs, *Jarrigion* de la Fédération des travailleurs de chemins de fer, *Chaussy*, Secrétaire régional de la Fédération de l'Agriculture.

Enfin, il faut citer les noms de MM. *de Peyrimhoff*, président du Comité des Houillères de France, *Richemond* de l'Union des Industries métallurgiques et minières, *Vimeux*, de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole, *Trustié de Varreux* de la Chambre Syndicale des Propriétés immobilières de Paris, *Lehideux*, de l'Union Syndicale des banquiers de Paris et de Province et *Hermant*, du Comité général des Assurances, entre autres représentants des diverses formes du Capital.

Nous avons mentionné les noms des personnalités les plus connues. Après avoir lu cette énumération, il nous semble que l'on peut mieux comprendre l'intérêt d'un organisme qui réunit de telles compétences autour de la même table, pour discuter des problèmes essentiels pour l'Economie du Pays.

C. Autres personnalités ayant place au C. N. E. à côté des délégués proprement dits

Nous avons dit que les membres du Conseil ne formaient pas à eux seuls, toute sa composition, d'autres personnalités participent à ses travaux.

1° Personnes diverses appelées au C. N. E.

Citons d'abord le Président du Conseil, qui est de droit président du Conseil Economique.

Le Directeur des services du secrétariat général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale, le Président de la Commission permanente du dit Conseil et le délégué de la France au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, ont aussi une place au Conseil Economique. Ainsi, se trouve marquée au sein même du Conseil, la liaison si réelle en fait, entre les questions économiques, la sécurité extérieure et la politique internationale. La présence de ces personnalités est un gage que tous les côtés d'une question seront envisagés dans les discussions.

D'autres liens avaient été voulus entre le Conseil et les divers pouvoirs, d'une part, les membres du Gouvernement ayant à s'occuper de questions économiques peuvent se faire représenter ou assister eux-mêmes aux séances du Conseil. Le décret du 16 janvier, avait, d'autre part, prévu la présence facultative de représentants de Commissions Parlementaires ayant à traiter des questions économiques et intéressées par les travaux du C. N. E. Cette disposition est toujours restée inappliquée, il faut, croyons-nous, le regretter. Par contre, on a vu, à plusieurs reprises, des membres du Gouvernement, de hauts fonctionnaires, assister aux discussions du C. N. E.

2° *Les experts*

Le décret de 1925 a prévu en outre, la présence de divers experts et de divers représentants.

Le Conseil peut s'adjoindre des experts permanents. Pratiquement, il ne désigne plus actuellement d'experts permanents, ses experts sont occasionnels. Pour chaque question, le Conseil demande l'avis de très nombreuses personnalités — techniciens, économistes, représentants des intéressés — dont la compétence est particulièrement utile et l'avis précieux, dans l'étude entreprise. Ainsi, les lacunes de composition du Conseil, ont moins d'inconvénients pratiques.

De plus, des experts de différents ministères se rattachant plus ou moins directement à l'Economie Nationale,

prennent place au Conseil. Ces experts, qui siègent de droit dans notre organisme, y représentent les connaissances et l'expérience des hauts lieux administratifs ; il ne faut pas s'étonner de leur présence ici, elle prouve le désir des créateurs du C. N. E. d'en faire un bon organe.

Depuis l'origine, la liste des experts fut souvent allongée, des décrets sont intervenus dans ce but en 1930, 1931, 1933, 1935. Grâce à ce dernier décret, presque tous les Ministères ont au Conseil des experts. Le Ministre chargé de la présidence du Conseil délègue au C. N. E. deux experts pour l'étude des questions économiques et celles touchant à la statistique. Les Ministres du Travail, de la Santé Publique, du Commerce, de l'Agriculture, des Finances, des Travaux Publics, des Colonies, de l'Air, de la Marine Marchande, des Affaires Etrangères et des P. T. T. y délèguent chacun deux experts, le Ministre de l'Intérieur y délègue 2 experts pour l'étude des questions intéressant l'Algérie.

L'augmentation continue du nombre des Ministères ayant des experts au C. N. E., est une marque importante de l'intérêt que les travaux présentent pour les dirigeants.

3° *Les Rapporteurs et le Secrétariat*

Pour effectuer ses études, le Conseil nomme des rapporteurs. A l'origine, les rapporteurs étaient des membres du C. N. E. Aujourd'hui, ce sont de hauts fonctionnaires du Conseil d'Etat de la Cour des Comptes, de l'inspection des Finances, des ingénieurs des Ponts et Chaussées, des mines et du génie rural ou d'autres grandes administrations. Le rôle de ces rapporteurs est considérable (1).

Le C. N. E. est doté depuis octobre 1925, d'un secrétariat permanent, à la tête duquel sont placés, un Secrétaire Général et un Secrétaire Général Adjoint nommés par décret du Président du Conseil sur la proposition du Ministre du Travail et du C. N. E. Ce sont de hauts fonctionnaires du Conseil d'Etat qui remplissent ces fonctions. MM.

(1) Voir plus loin, le fonctionnement et l'œuvre du C. N. E.

Cahen-Salvador et *Parodi* sont respectivement Secrétaire Général, et Secrétaire Général Adjoint, du C. N. E. Le Secrétariat comprend en outre, un important personnel — des délégués des Ministères s'occupant de questions économiques et sociales — son rôle dans notre institution est de premier ordre.

D. Critiques faites à la composition du Conseil

L'arrêté du 9 avril 1925 souleva de très nombreuses protestations, celles-ci gardent une certaine valeur malgré les différentes modifications ultérieures.

On a en premier lieu, reproché au C. N. E. de n'avoir pas, parmi ses membres, aucun délégué des Chambres de Commerce d'Agriculture et de Métiers, cette absence est en effet regrettable.

On a aussi soutenu que les groupements ayant au C. N. E. le plus grand nombre de délégués, la confédération Générale du Travail, la Confédération de la Production Française étaient des organisations à caractère plus politique qu'économique. C'est là, croyons-nous, une critique qui ne porte pas ; en effet, il est impossible de trouver des groupements économiques sans tendance politique, parce que, pour faire aboutir leurs revendications, tous les groupements s'appuient nécessairement sur la Politique.

Certains se sont plaints de voir les mêmes groupements, avoir au Conseil, des délégués à des titres différents. Ainsi, la Confédération Générale de la Production Française est représentée, au travail de direction et au Capital, ce qui lui donne 15 délégués. La Confédération Générale du Travail est elle-même représentée au travail salarié, dans 4 catégories différentes, ce qui lui assure 27 Délégués.

D'autres se sont demandés pourquoi la C. G. T. U. n'a aucun siège, alors que la Confédération Générale des Travailleurs Chrétiens a 3 délégués. Cela tient, jusqu'à nos jours, à une opposition entre la C. G. T. et la C. G. T. U. La récente fusion entre les deux organismes va permettre la représentation complète des ouvriers au C. N. E.

D'autres encore se sont plaints de la place et du rôle joué par des fonctionnaires — experts, rapporteurs — dans un organisme qui doit, par définition, représenter l'Agriculteur, l'Industriel et le Commerçant. Nous pensons, au contraire, qu'il faut se louer de cette collaboration du savoir scientifique et de l'expérience pratique des affaires.

A côté de ces critiques d'ordre général, certaines remarques ironiques s'appliquent à des groupements particuliers, sans citer toutes les observations auxquelles la composition du C. N. E. donna lieu, mentionnons les principales :

Bien souvent on s'est demandé, si le Touring Club de France, malgré tout son intérêt, a bien sa place au Conseil ? Pourquoi l'Enseignement Primaire est-il seul représenté à l'exclusion de l'enseignement secondaire et supérieur ? Pour représenter les Services Publics, on trouve des délégués de l'Union des syndicats d'électricité. Pourquoi spécialement, les syndicats d'électricité ? On se rappelle les différentes modifications apportées à la composition du Conseil pour le travail intellectuel, le Commerce et les Artisans. Ces changements ont mis un terme à de nombreux reproches.

De récentes modifications ont amélioré la composition du Conseil et rendu caduques, les unes après les autres, les critiques qui avaient été faites. Il faut s'en réjouir, afin qu'une institution d'un intérêt considérable ne soit pas discréditée dans l'opinion (1).

(1) Sur les critiques à faire au C. N. E. on lira avec intérêt quelques articles parus peu après sa création.

Bulletin de la Société d'Etudes d'informations économiques du 30 avril 1925.

Journal des débats du 22 mai 1925.

SECTION II

LES ATTRIBUTIONS ET LE FONCTIONNEMENT
DU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

Dans un premier paragraphe, nous ferons A) l'exposé des attributions du C. N. E. ; B) nous verrons ce que l'on pense de ses pouvoirs.

Dans le second paragraphe, nous verrons comment fonctionne notre Conseil Économique. Après quelques généralités, nous montrerons comment, les travaux du C. N. E. sont menés à bien, grâce à une Commission permanente qui prépare les sessions, et grâce aussi à un remarquable désir d'entente et d'action, commun à tous dans cet organisme.

§ I. — Attributions du Conseil National Économique

*A. Exposé des diverses attributions
du Conseil National Économique*

Le Conseil National Économique n'est ni un Parlement économique, ni un Corps technique, ni un organe administratif, c'est un Conseil consultatif d'un tour inédit, de nature mixte, ayant des caractères parlementaires et administratifs.

Le C. N. E. est un organisme d'ordre exclusivement consultatif, n'ayant aucun pouvoir de décision et aucun moyen d'obliger le Parlement ou le Gouvernement, à prendre telle ou telle détermination. Le Conseil est un organe d'étude et non d'action.

Nous avons vu comment la Commission préparatoire avait concilié l'efficacité de l'action du Conseil avec la liberté parlementaire et gouvernementale. Ses suggestions ont cependant paru trop hardies aux auteurs du décret, qui se sont contentés de pouvoirs plus modestes. Bien mieux, les dispositions les plus originales, imaginées par le décret du 16 janvier, quant aux pouvoirs du Conseil, sont restées

inappliquées. Ce n'est du reste, pas dire que son rôle consultatif soit négligeable. Au contraire, la collaboration entre le C. N. E. et les pouvoirs publics est de plus en plus effective et féconde (1).

Voyons donc quelles sont les attributions du Conseil National Economique.

Le Conseil peut s'occuper de toute question économique-sociale ayant un intérêt national ou même international. On comprend l'ampleur d'une telle formule qui, nous le pensons, doit être approuvée.

Les questions sont mises à l'ordre du jour sur la demande du Président du Conseil ou sur la demande du Conseil lui-même, à la majorité des 2/3. En fait, une question n'est mise à l'ordre du jour qu'avec l'assentiment du Gouvernement. Le C. N. E. étudie les différentes questions de son ordre du jour avec une méthode classique, mais très scientifique. Il en résulte des rapports qui constituent une documentation remarquable et une mine d'idées pour les gouvernements qui y puisent. Ces rapports traitent de différents sujets (1) ; en nombre déjà imposant, ils constituent tout le résultat pratique de l'activité du Conseil.

En dehors de ces rapports, le décret du 16 janvier 1925 donne mission au Conseil Economique de faire des recommandations au chef du Gouvernement. Cette recommandation doit être approuvée par les 2/3 des membres présents, elle est transmise au Président du Conseil, par un Vice-Président du C. N. E. et doit être publiée comme tous les autres rapports. Le Gouvernement reste entièrement libre de sa décision ; sa seule obligation consiste à faire savoir dans le délai d'un mois, la suite donnée ou à demander une nouvelle délibération. Ces dispositions, moins énergiques que celles prévues par la Commission Justin Godard, n'en sont pas moins très intéressantes. Il faut regretter que l'innovation qu'elles apportent ait encore paru trop audacieuse pour une institution nouvelle et provisoire. En fait, jamais

(1) Voir Troisième Partie : l'Œuvre du C. N. E.

encore le C. N. E. ne s'est permis de faire une recommandation au Gouvernement.

L'article 18 du décret constitutif, donne de plus, au Conseil Economique, une autre mission. Celui-ci doit être informé par le gouvernement de tous les projets et propositions de lois ayant un caractère économique. En réalité, bien que le gouvernement soit en rapports constants avec le C. N. E. cette règle n'est pas respectée.

Enfin, les créateurs du Conseil Economique voulaient en faire l'auxiliaire du Conseil d'Etat. Ils ont en effet, spécifié que la loi peut toujours demander l'avis du C. N. E. pour l'établissement du règlement d'administration publique nécessaire à l'application de la dite loi. L'avis du Conseil Economique est alors communiqué au Conseil d'Etat qui n'est naturellement pas tenu, en principe, de s'y conformer. On peut regretter que cette collaboration du C.N.E. à la législation soit restée sans application dans la pratique. Aucune loi ne s'est référée au Conseil Economique pour mettre au point les modalités d'application, sans doute à cause d'une défiance de bien des parlementaires vis-à-vis de cet organisme.

Bien que le décret constitutif se soit montré très prudent et que la pratique ait encore réduit son rôle à un minimum, le Conseil National Economique a acquis droit de cité, parmi les grandes institutions et son utilité n'est plus guère contestée.

B. Commentaires sur les Attributions du Conseil National Economique

Les commentaires suggérés par les attributions du C. N. E. sont de deux sortes : les uns voient dans le Conseil un Parlement économique, les autres n'y trouvent qu'un Conseil de plus, sans efficacité.

*Première Thèse : Le Conseil National Economique
a de trop grands pouvoirs*

Cette idée trouva prise dans les milieux Parlementaires et Patronaux.

A la séance du 20 avril 1936, M. le Sénateur *Billet* s'écriait : « C'est en réalité, un petit Parlement Economique que, que l'on a créé sans l'avouer. Je ne sais pas quel rôle exact on fera jouer à ce Parlement Economique au petit pied. Ce qui n'est pas douteux, c'est que déjà il semble autorisé à saisir le Parlement de propositions de loi ». Et l'honorable sénateur en concluait que c'était une nouvelle organisation parlementaire qui se glissait dans la République.

Dans son numéro du 1^{er} novembre 1925, « *la France Active* » exprimait la même opinion : « Voilà bien le Parlement Economique dont on a tant parlé, lequel repoussé par tous les bons esprits, finit en une manière de Parlement croupion nommé par l'exécutif, mais qui se donne son exécutif à lui-même, et qui demain mettra en échec la Souveraineté du Parlement vraiment sortie du Peuple ». Et « *la France Active* » ajoutait : « mal outillé... mal organisé... irresponsable, il — le Conseil Economique — fait courir de grands dangers à la nation. S'il est d'ores et déjà un Parlement à côté du Parlement, demain il sera un « Etat dans l'Etat ».

Par contre, beaucoup d'auteurs trouvent trop réduites les attributions du Conseil et pensent que son action est trop minime.

*Deuxième thèse : Le Conseil National Economique
a des pouvoirs trop restreints*

C'est l'opinion qui s'est affirmée, depuis la création du C. N. E. Certains bons esprits avaient remarqué dès l'origine l'insuffisance des Pouvoirs du Conseil Economique.

Le Conseil, disait-on, n'est pas maître, en fait, de son ordre du jour. Jamais il ne se trouvera une majorité des 2/3 des membres pour exiger la mise à l'étude de graves questions : questions monétaires, sociales, etc...

De plus, une fois le problème étudié, le Conseil n'a aucun moyen de pousser le Gouvernement à agir dans tel ou tel sens, il n'a aucun moyen pour y intéresser le Parlement. Bien mieux, les Pouvoirs exécutifs et législatifs peuvent ignorer le C. N. E., il est bien prévu un contact, mais les relations ne sont pas obligatoires. Enfin, les recommandations du C. N. E. au Président du Conseil sont des vœux purement platoniques. En réalité, la collaboration du Conseil avec les pouvoirs publics fut encore plus réduite.

Conclusion : Chaque thèse est exagérée. Il est puéril de voir dans le Conseil un Parlement économique, le prétendre, c'est avouer indirectement ne pas avoir lu le décret constitutif. Quant à dire que le Conseil n'a pas les pouvoirs de jouer un rôle utile, c'est de nos jours, nier une réalité(1). Cela ne veut du reste pas dire qu'une extension de ses attributions et une collaboration plus active avec le Gouvernement et le Parlement, ne soient pas souhaitables. En tout cas, il est aujourd'hui prouvé que l'utilité d'un Conseil Economique dépend en partie de sa composition et de ses pouvoirs, et plus encore de la foi de ses animateurs et des dirigeants. Avec de petits moyens, notre institution a fait un labeur fructueux, cela tient encore aux bonnes règles de fonctionnement qui s'y établirent.

§ 2. — Fonctionnement du Conseil National Economique

I. Généralités.

Le Conseil National Economique est rattaché à la Présidence du Conseil, et cela s'explique facilement. Le chef du Cabinet est chargé de coordonner l'action gouvernementale, tant du côté économique que du côté politique, et le C. N. E. est justement mis à côté du Président du Conseil

(1) Voir l'OEuvre du C. N. E.

pour l'aider au point de vue économique et social, à gouverner avec coordination.

Le siège du Conseil Economique est depuis 1929, situé au Conseil d'Etat même, 3^e étage. Précédemment, le lieu de réunion variait suivant le Ministère attribué au Président du Conseil : Affaires Etrangères, Finances, etc. Il n'est pas douteux que l'on doit attacher une valeur symbolique au lieu de réunion du C. N. E. On peut y voir le désir de faire jouer au Conseil, en matière économique, un rôle comparable à celui joué par le Conseil d'Etat en matière administrative (1). Grâce à l'amabilité de M. Parodi, Secrétaire Général Adjoint du C. N. E., nous avons visité les locaux affectés au Conseil Economique, ils sont dignes, nous pouvons le dire, d'une grande institution.

Les Crédits nécessaires au fonctionnement du C. N. E. — frais de Secrétariat, honoraires des rapporteurs, indemnités, etc... — s'imputent sur ceux affectés à la présidence du Conseil (2), ce qui semble normal. A l'origine, les crédits étaient prévus au Budget du Ministère du Travail, cela ne se justifiait pas très bien. Il reste sans doute regrettable que l'on n'ait pas donné au C. N. E. l'autonomie financière comme le prévoyait le projet établi par la Commission Justin Godard. Un budget spécial serait, pour le Conseil Economique, un gage de durée et d'indépendance.

Le Conseil Economique fonctionne, suivant les directives des textes constitutifs, et d'après un règlement établi par lui, à son début.

Le Conseil élit, tous les deux ans, à la majorité absolue, son bureau et ses quatre vice-présidents. Chaque vice-président représente une branche de l'activité économique ; l'Industrie, l'Agriculture, le Travail et la Consommation. Ce sont actuellement MM. *de Peyrimhoff*, Président du Comité Central des Houillères de France, *Gautier*, Président de la Confédération Nationale des Associations agricoles,

(1) Voir l'Etat Moderne de juin 1929, l'opinion de M. Emile Borel.

(2) Les crédits qui ont atteint en 1932 la somme de 400.000 francs ont depuis lors été sensiblement réduits.

Jouhaux, Secrétaire général de la C. G. T. et *Poisson*, secrétaire général de la Fédération Nationale des coopératives de consommation, qui occupent les postes de vice-Président. A l'origine, il n'y avait qu'un seul vice-Président, le décret du 19 juin 1925 en prévoyait déjà deux, l'organisation actuelle est l'œuvre du décret du 4 février 1926. Ce système a l'avantage de libérer un peu chaque vice-président et de faire varier le directeur des débats.

Le C. N. E. n'est pas une assemblée siégeant de façon permanente, il se réunit en sessions, toutefois, la continuité des travaux est assurée par le Secrétariat et une Commission Permanente du Conseil aidée par des Commissions spéciales.

II. — *La Commission Permanente*

C'est l'organe essentiel du Conseil.

Composition : Elle comprend les 4 vice-Présidents, le secrétaire général et vingt membres élus. Aucune règle n'est prévue pour l'élection, celle-ci se fait, à l'amiable, sans difficulté. En réalité, la Commission groupe les Personnalités les plus représentatives du Conseil et en est ainsi l'image fidèle en réduction. Elle élit un bureau de quatre membres présidé alternativement par l'un des quatre vice-Présidents. Le vice-président à la Présidence du Conseil est membre de droit de la Commission Permanente. En outre, les experts et les rapporteurs désignés participent à ces travaux. Des membres, dont les compétences sont particulièrement utiles pour l'étude en cours, peuvent être adjoints, temporairement à la Commission permanente.

Rôle : La Commission permanente est avec le secrétariat, l'âme même du Conseil National Economique. Son action est très importante. Son travail principal consiste dans la préparation de l'ordre du jour et dans l'étude préalable et approfondie des questions discutées ensuite en réunion plénière du C. N. E.

La Commission permanente fait approuver par le Conseil, le programme des enquêtes, décide l'ordre du jour et procède à des désignations de Commissions spécialisées

pour faire les diverses études. Ces décisions sont approuvées par le C. N. E. et reçoivent l'assentiment tacite du Gouvernement, quand elles ne sont pas la conséquence d'une demande expresse.

Le décret constitutif n'avait prévu que la Commission permanente. Pour activer les travaux, il fut décidé, dès l'origine, de diviser le Conseil en différentes Commissions pouvant nommer elles-mêmes des sous-commissions. Les désignations se font à l'amiable, d'après les compétences de chacun. La même personne peut faire partie de plusieurs commissions. Leur nombre, leur durée, leur importance numérique, ne sont pas fixes, tout dépend du programme de travaux du Conseil. Le processus n'a rien de rigide. Si une étude est très complexe, on désigne une sous-commission pour étudier certains points particuliers. Par contre, si le temps presse, les travaux préparatoires sont entrepris directement par la Commission permanente. Les différentes questions faisant partie d'un ensemble, sont en général étudiées par des Commissions spéciales et coordonnées par la Commission permanente. Les questions particulières ou les demandes d'avis sont portées directement devant la Commission permanente. Quelquefois, cette dernière répond elle-même au Gouvernement, la question ne vient pas devant l'Assemblée, le délai accordé étant trop court.

Voici la méthode de travail employée en Commission :

Là où les Commissions nomment le ou les rapporteurs. A l'origine, le rapporteur était un membre du C. N. E. Ce système n'étant pas sans inconvénient ; le personnage désigné n'avait pas toujours la compétence voulue, ni l'impartialité nécessaire. Ce sont maintenant, de hauts fonctionnaires, nous l'avons vu, qui sont rapporteurs au Conseil Economique. Ce sont là des personnes habituées à ce genre de travaux, et qui, étant en dehors des sphères d'intérêts collectifs, souvent divers, sont plus objectifs. Ils peuvent, en toute liberté, sans que leur impartialité puisse être soupçonnée, proposer des mesures générales susceptibles de concilier des opinions et des doctrines qui parfois, s'oppo-

sent. Le rapport ayant été présenté, la Commission le communique à tous les intéressés et procède à de nombreuses consultations et auditions de techniciens et de représentants de groupements corporatifs, les experts sont entendus, les travaux parlementaires sont consultés, le rapport subit toutes les modifications jugées utiles à la suite de l'enquête. Le rapport approuvé est ensuite communiqué à la Commission permanente ou présenté directement devant l'assemblée plénière du C. N. E. En général, l'étude de chaque question demande ainsi de longs mois. Suivant l'état des travaux, la date et la durée de la session varient en accord avec le secrétariat.

Le rôle de la Commission permanente ne se borne pas à la préparation des sessions. Elle est l'auxiliaire du Secrétariat pour le fonctionnement et l'administration du C.N.E. Elle établit chaque année la liste des experts du Conseil et demande aux divers Ministères quels sont les experts de droit choisis par eux. En outre, — et surtout — la Commission expédie les affaires courantes et assure l'exécution des décisions du Conseil.

Les réunions de la Commission permanente sont très nombreuses — au moins une par semaine — elles sont naturellement privées et les comptes-rendus ne peuvent être communiqués au public. Cela — regrettable pour la documentation — est cependant naturel. Autrement, la passion se développerait, la liberté serait atteinte et la valeur du travail serait moindre.

III. — *Les Sessions du C. N. E.*

Le Conseil se réunit en assemblée plénière ou session pour discuter et approuver les travaux des Commissions.

En principe, il doit y avoir quatre sessions ordinaires par an, commençant, autant que possible, le deuxième lundi du premier de chaque trimestre. La durée de chaque session est de dix jours. Telles sont les dispositions du décret constitutif, qui, depuis les textes des 4 et 5 février 1926 ont perdu leur rigidité. De plus, s'il le juge utile, le

Conseil Economique peut, de son chef, se réunir en session extraordinaire et le Président du Conseil peut également demander au C. N. E. de se réunir à telle date, pour étudier telle question. En fait, il n'y a pas lieu de distinguer des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires. La date, la durée, l'ordre du jour, des réunions du C. N. E., sont fixés, nous l'avons dit, par la Commission permanente suivant l'avancement des travaux du Conseil, suivant les besoins, et toujours en plein accord avec le secrétariat et le gouvernement. Le nombre de réunions de l'assemblée plénière varie entre une et quatre par an, souvent on en compte 3 : une en Avril ou Mai, une en Juin ou Juillet, l'autre en Novembre-Décembre.

La réunion plénière groupe près de 200 personnes — si le Conseil est au complet — dans une salle de Conseil d'Etat, affectée à cet usage. Elle est très généralement présidée par le Chef du Gouvernement ou un vice-Président, ou sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil. En fait, le chef du Gouvernement ou son remplaçant, se borne à prononcer le discours inaugural, il passe ensuite la direction des débats à l'un des quatre vice-Présidents. Les Gouvernements d'opinion variée, qui se sont succédés depuis dix ans, dans notre pays, ont toujours marqué par leur présence et leurs discours au Conseil, en quelle estime ils tenaient notre institution ainsi que leur désir de l'améliorer. Il y a là, pensons-nous, une constatation d'une grande valeur (1).

(1) Voici la liste des sessions où les Chefs du Gouvernement ont prononcé un discours :

Session du 22 juin 1925	Discours de M. Painlevé.
» 11 janvier 1926	» M. Laval.
» 7 février 1927	» M. Poincaré.
» 9 mars 1928	» M. Poincaré.
» 23 novembre 1928	» M. Poincaré.
» 20 décembre 1929	» M. Tardieu.
» 10 avril 1930	» M. François Poncet.
» 5 novembre 1930	»
» 13 février 1931	»
» 19 juin 1931	»

.....

Avant de commencer la discussion des rapports qui doivent être adoptés durant la session, Monsieur le Secrétaire Général assisté de son Adjoint, fait l'exposé de la marche des travaux du Conseil depuis la précédente session. Le nombre de rapports à adopter, à chaque session, est — comme le nombre et la durée de celles-ci — très variable. Il n'y a aucune règle : souvent de 3 ou 4, les extrêmes passent de un à quatorze, dans la pratique.

Voici comment se déroule le débat : chaque rapporteur expose son travail tel qu'il a été modifié et approuvé par la ou les Commissions préparatoires. Les membres du C. N. E., les experts du Conseil et les experts gouvernementaux prennent part conjointement aux délibérations, ils font les observations qui leur semblent utiles. Souvent des membres du Gouvernement intéressés, par telle ou telle question, assistent aux discussions. Le décret avait prévu aussi l'entrée au C. N. E. des membres des Commissions Parlementaires ; nous pensons que cette disposition est tombée en désuétude.

Au terme de la discussion, le Conseil prend ses conclusions et adopte, le plus souvent, sans grandes modifications le rapport de la Commission. En pratique, l'unanimité s'obtient presque toujours facilement, pour l'adoption des rapports entre tous les membres du Conseil. Ce résultat remarquable tient à la fois dans l'esprit conciliateur qui imprègne le Conseil et dans la valeur de l'enquête préalable. Naturellement les experts qui ont pris part à la discussion, qui ont donné leur avis, n'interviennent plus dans la décision. Celle-ci est prise seulement par les délégués. Le décret constitutif avait organisé le vote. Avant le décret

.....

»	11 décembre 1931	»	M. Gignoux.
»	5 avril 1932	»	M. Petsche.
»	7 juillet 1932	»	M. Patenotre.
»	9 novembre 1932	»	M. Herriot.
»	3 avril 1933	»	M. Patenotre.
»	16 février 1934	»	M. Doumergue.
»	30 novembre 1934	»	M. P. E. Flandin.
»	5 juillet 1935	»	M. Camille Blaisot.

du 19 janvier 1936 supprimant la distinction titulaire suppléante, seuls les membres titulaires ou les suppléants les remplaçant, pouvaient prendre part au vote. Le vote devait avoir lieu à main levée ; sur la demande du président ou de cinq membres ayant le droit de vote, on devait faire l'appel nominal. Si le nombre des suffrages exprimés était inférieur aux deux tiers, aucune décision n'était acquise. Ces différentes réserves ne s'appliquaient pas en pratique ; l'unanimité de vue a rendu le vote superflu, ainsi, il n'y avait pas de distinction à faire entre un titulaire et un suppléant, ils avaient le même rôle au Conseil.

Les réunions plénières du C. N. E. ne sont pas publiques. Au moment des sessions, le secrétariat fait parvenir à la presse, des communiqués qui renseignent un peu le public sur les travaux du C. N. E. Les comptes-rendus analytiques des débats ne peuvent être communiqués qu'aux Membres du Conseil. Ce manque de publicité indique bien que le C.N.E. n'est pas en France un Parlement Economique. Dans certains pays, Allemagne, Tchécoslovaquie, etc., les séances des Conseils Economiques sont publiques. Nous ne pensons pas que la solution française soit regrettable. En effet, on ne peut raisonnablement souhaiter que les séances et les comptes-rendus des séances des commissions soient publiques, c'est pourquoi la publicité des réunions plénières ne pourrait donner qu'une idée insuffisante et plus ou moins fausse, des discussions et de la position des divers membres du Conseil.

En fait, tout le travail utile se fait en commission et les sessions ont surtout une valeur de principe.

Les conclusions et les rapports adoptés sont communiqués par le secrétariat du C. N. E. au Président du Conseil, et aux Ministres intéressés. Bien souvent, le Gouvernement prend alors des mesures conformes aux conclusions présentées. Quelquefois même, avant l'adoption définitive du rapport, le Gouvernement qui connaît, par ses experts, l'opinion du Conseil sur le problème, prend des mesures en conséquence.

Les rapports et les conclusions du C. N. E. sont ensuite publiés — en entier ou en partie — dans les documents parlementaires annexes du Journal Officiel, appelés par abréviation « Journal Officiel annexe », ou mieux J. O. A. (1). De plus, quelques rapports font l'objet d'un tirage séparé. Le délai dans lequel la publication doit être faite, n'est pas fixe, il varie en pratique de quelques jours à quelques semaines. Notons aussi, que les différents rapports adoptés à une même session ne sont pas toujours publiés à la même date. En prescrivant les insertions au J. O. A. des rapports et conclusions adoptés par le C.N.E. les auteurs du décret du 16 janvier poursuivaient un double but : ils voulaient attirer l'attention du public sur les travaux de la nouvelle institution, ils cherchaient aussi, en les faisant connaître à l'opinion, à inciter le Gouvernement à agir dans le sens de ses conclusions. Si cette disposition n'atteint pas complètement le but recherché, elle n'en constitue pas moins une intéressante particularité du Conseil Économique Français.

En conclusion, nous croyons pouvoir affirmer que le C. N. E. fonctionne dans des conditions excellentes, la brièveté du décret a permis de prendre toutes les dispositions jugées utiles pour faire un labeur fécond. Nomination de Commission, etc... Quelques textes sont venus améliorer le décret originel, mais le fonctionnement garde une grande souplesse : on agit au Conseil à la fois, selon les règlements et la coutume établie et selon les besoins. Le bon résultat obtenu tient à l'esprit réaliste des membres du C. N. E. et au dévouement de son secrétaire général, M. *Georges Cahen-Salvador*, auquel nous nous permettons de rendre ici un modeste hommage.

(1) Quelques-uns des rapports sont également publiés au *Journal Officiel* (lois et décrets) dans la partie non officielle du journal.



TROISIÈME PARTIE

L'œuvre du Conseil National Economique

GÉNÉRALITÉS ET PLAN

Depuis 1925, le Conseil a adopté une centaine de rapports tenant plus de 25 sessions, entre lesquelles eurent lieu de très nombreuses réunions de la Commission Permanente et des Commissions constituées selon les besoins.

Nous ne pouvons pas ici, analyser tous les rapports du C. N. E., ce serait là un travail dont l'ampleur dépasse largement le cadre de ce livre.

Nous ne résumerons pas non plus les discussions auxquelles donne lieu l'adoption des rapports aux sessions et dans les Commissions préparatoires. Une telle étude ne serait pas sans intérêt. Malheureusement, les comptes-rendus analytiques des différentes réunions du C. N. E., ne peuvent pas être communiqués au Public, et les communiqués de Presse sont insuffisants, pour faire connaître la position des différents Groupes du Conseil sur les divers problèmes étudiés.

C'est également à cause du secret de la documentation, que nous parlerons peu des questions qui touchent l'ordre intérieur du Conseil (études qui se font au sujet des réclamations sur la composition, etc...)

Voulant nous efforcer de donner une idée exacte des travaux du Conseil, nous subdiviserons en trois, cette partie.

Dans un premier titre, nous ferons un exposé d'ensemble sur les travaux du C. N. E. et les rapports adoptés.

Dans un second titre, nous analyserons spécialement, à titre d'exemple, certains rapports du Conseil. Nous avons choisi pour cette étude, les rapports récents et importants sur les transports.

Enfin, dans un dernier titre, assez court, nous nous efforcerons de dresser le bilan de l'institution.

TITRE I

Exposé d'ensemble de l'œuvre du Conseil

Les différents rapports du Conseil se placent dans le cadre de vastes enquêtes. Ce sont, dans l'ordre chronologique : Une enquête sur le problème du Logement, une Enquête sur l'Outillage National et une Enquête sur la Situation de l'Industrie et de l'Agriculture. Entre les rapports concernant les enquêtes, le C.N.E. a eu assez souvent à prendre des conclusions en réponse à des demandes d'actes du Gouvernement.

Nous consacrerons trois chapitres à l'exposé d'ensemble des travaux du Conseil :

CHAPITRE I. — *La mise en train et les premiers travaux du C. N. E.*

CHAPITRE II. — *Les grandes enquêtes du Conseil Economique.*

CHAPITRE III. — *Réponse à des demandes d'avis du Gouvernement.*

APPENDICE. — *Réunion des Conseils Economiques à Genève.*

CHAPITRE I

La mise en train et les premiers travaux du C. N. E.

Ce chapitre comprendra 3 sections.

La première donnera quelques indications sur la séance inaugurale du Conseil. Cette séance présente un intérêt à cause des nominations et des décisions qui y furent prises. Nous verrons comment le Conseil sut prendre, dès le début, les mesures nécessaires pour travailler utilement.

Dans la seconde section, nous verrons comment le Conseil élaborera son règlement et comment il trancha les protestations soulevées dès l'origine, par le décret du 16 janvier 1925, et l'arrêté du 9 avril 1925.

Enfin, la troisième section sera consacrée à l'exposé des premiers travaux du Conseil, relatifs au problème du Logement.

SECTION I. — LA SEANCE INAUGURALE

Le C. N. E. tint sa séance inaugurale le 22 juin 1925, dans le salon de l'horloge du Ministère des Affaires Étrangères. Il était présidé par M. *Painlevé*, alors Président du Conseil assisté de M. *G. Bonnet*, Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et de M. *Durafour*, Ministre du Travail. M. *Painlevé* souhaita la bienvenue aux délégués qui étaient venus nombreux à cette inauguration, et lut un discours fort substantiel, où il précisait le rôle et les attributions de la nouvelle institution.

Pas davantage que M. *Herriot*, il ne pensait que le décret du 16 janvier fut parfait ; il n'était qu'une expérience, mais toute expérience comporte une leçon, toute institution nouvelle, une mise au point. La vie même ren-

draît nécessaire une adaptation périodique du nouvel organisme, mais, l'essentiel était de lui avoir donné le jour.

Ayant apprécié la composition du C. N. E., *M. Painlevé* précisait son rôle : « Par la confrontation des intérêts qui « se heurteront, il devra rechercher l'intérêt général ». Instrument de paix sociale, il n'est pas un Parlement économique, toutefois, sa tâche est très étendue ; « c'est toute « la charte économique du pays, qui fera l'objet de vos délibérations » et le Président proposait au Conseil, l'étude du problème de la main-d'œuvre, de l'outillage économique, du logement, des assurances sociales et de la loi de huit heures. (Ratification de l'accord de Washington). « Votre « tâche sera lourde, mais elle est capitale pour l'avenir du « relèvement définitif de la France ».

Le discours du Président *Painlevé* fut bien accueilli au Conseil et dans la Presse.

Le C. N. E. désigna ensuite, ses deux Vice-Présidents ; sur la proposition de *M. Painlevé*, *M. R. Pinot*, vice-président du Comité des Forges et *M. L. Jouhaux*, Secrétaire de la C. G. T., furent respectivement élus, à l'unanimité et acceptèrent leurs fonctions. Ensuite, on procéda à la désignation des dix membres, qui devaient composer la Commission permanente. Là encore, le choix se fit sans difficulté et des personnalités tenant une place considérable dans le monde économique, furent ainsi élues. Citons les noms de MM. *Etienne Fougère*, Président de la Fédération de la Soie ; *Frantz Jourdain*, délégué de la Confédération des Travailleurs Intellectuels ; *Jules Gauthier*, Président de la Confédération Nationale des Associations Agricoles ; *Javery*, Président du Comité de Direction des Grands Réseaux français ; *Charles Laurent*, Secrétaire général de la Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires ; *Raoul Lenoir*, *Francis Million*, Délégués de la C. G. T. ; *De Peyerimhoff*, Président du Comité des Houillères de France ; *Ernest Poisson*, Secrétaire général de la Fédération Nationale des coopératives de Consommation ; et *Pradel*, Délégué de l'Office des Transports. La plupart de ces personnalités font encore partie de la Commission permanente du Conseil.

La Commission Permanente étant composée, on entendit diverses observations présentées par des membres du Conseil, relatives aux attributions et surtout à la composition du nouvel organisme. Les doléances venaient de plusieurs côtés, particulièrement du côté patronal, *M. Painlevé* suggéra une méthode pour instruire les protestations portées devant le Conseil, conformément au décret constitutif; la session suivante fut fixée au 20 juillet 1925, avec comme ordre du jour, l'examen des protestations et l'élaboration du règlement intérieur (d'après le décret constitutif, la session tombait le 13 juillet ; à cause de la fête Nationale, on avait repoussé au 20).

Cette première réunion s'était tenue dans une atmosphère non sans nuage, toutefois, la cordialité n'en était pas absente et laissait bien augurer de l'avenir.

En fait, la Commission permanente commença peu après à tenir des réunions, d'où devaient sortir des travaux remarquables.

SECTION II. - ELABORATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR EXAMEN DES PROTESTATIONS

La Commission Permanente se réunit le 10 juillet 1925, elle nomma des sous-commissions chargées respectivement de l'élaboration du règlement et de l'examen des protestations. Elle décida, en outre, d'ajourner la prochaine session du Conseil et de préparer un rapport sur la question du logement. Les sous-commissions chargées du règlement et des protestations, travaillèrent avec prudence, leurs travaux furent approuvés par la Commission permanente.

La première établit un règlement satisfaisant et émit certains vœux qui sont aujourd'hui exaucés par des modifications apportées au décret constitutif.

La question des protestations, beaucoup plus délicate fut tranchée en évitant de mettre en péril l'existence même du Conseil. Les protestations des Groupements réclamant une place non prévue dans les catégories économiques du

décret du 16 janvier, ne furent pas admises. Celles des groupements, qui se prétendent les plus représentatifs, furent seules retenues. Parmi celles-ci, trois protestations furent étudiées par la sous-commission avec tout le soin et les documents nécessaires. Elles émanaient de la Confédération des Travailleurs Chrétiens, de la Confédération des Groupements Commerciaux et Industriels et de l'Artisanat Français. Elles furent repoussées, et les décisions gouvernementales approuvées, l'assemblée plénière du C. N. E. plusieurs fois repoussée se tint le 11 janvier 1926, au Ministère des Affaires Étrangères, sous la Présidence de M. P. Laval. Cette session dura quatre jours, les vice-présidents en titre étant malades, la Présidence effective fut exercée par M. Jules Gauthier. Le règlement et les conclusions de la Commission Permanente sur les protestations furent adoptées après discussion à une forte majorité. Depuis lors, d'autres protestations furent portées devant le Conseil et examinées par lui. Divers décrets (1) de 1926, 1931, 1934 et 1935 modifiant la composition du C. N. E. ne sont que la conséquence de ses décisions.

A cette même session de janvier 1926, le Conseil adoptait en outre, le rapport sur le problème du logement, auquel nous arrivons maintenant.

SECTION III. — LE PROBLÈME DU LOGEMENT

Parmi les questions proposées par le Gouvernement, la Commission Permanente du Conseil avait décidé de mettre à l'ordre du jour, le problème du Logement, en remettant à plus tard l'étude sur l'Outillage National et en laissant de côté les questions financières et le problème de la vie chère. A la demande de M. Robert Pinot, il avait été en outre décidé de n'étudier qu'une seule question à la fois, outre les problèmes d'ordre intérieur. (Réclamation sur la composition, règlement, etc...)

(1) Voir plus haut.

La Commission Permanente se consacra donc à l'étude du logement ; d'octobre 1925 à janvier 1926, elle tint plus de 30 séances, au cours desquelles furent entendues de nombreuses personnalités, membres ou non membres du C.N.E., mais en tout cas particulièrement qualifiés par leur compétence.

On entendit d'abord, le 23 octobre, des rapports de M. *Mario Roques*, Directeur du Bureau International du Travail à Paris, de M. *Jérôme Lévy*, Secrétaire Général du Comité Consultatif supérieur du Logement, et de M. *Dautry*, créateur des Cités-Jardins de la Compagnie du Nord et promoteur des constructions de la Régie immobilière de la Ville de Paris.

M. *M. Roques* a fait l'exposé du problème du Logement, dans les principaux pays du monde, depuis la Guerre. Il a résumé méthodiquement les faits économiques, les textes législatifs, les tendances sociales, qui y avaient apparu. Il a précisé les méthodes appliquées et les résultats obtenus.

M. *J. Lévy* a fait la synthèse des causes de la crise en France, et passé en revue les divers procédés d'ordre législatif, administratif, financier et technique, envisagés jusqu'alors pour en atténuer les effets.

M. *Dautry* se plaçant sur le terrain des réalisations, a précisé quelles étaient selon lui, les combinaisons pratiques les mieux appropriées, pour faciliter la reprise de la construction en France. Il préconisait l'utilisation et l'adaptation de la loi sur les surtaxes locales.

Dans la séance du 3 novembre, on entendit l'exposé de M. *Arthur Levasseur*, alors Haut Commissaire à l'Habitation. Celui-ci exposa ses vues et ses projets pour l'amélioration des lotissements, la récupération des locaux vacants, le programme de la construction, l'amélioration des lois sur les H. B. M. et la protection du locataire.

Dans les séances suivantes, la Commission Permanente entendit M. *Senly*, Directeur de la Caisse Foncière de Crédit, et MM. *Douane*, *Lassale* et *Fontane* de la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics. D'après ces

Messieurs, le problème principal était de réduire les charges fiscales pesant sur les constructions, de manière que les immeubles donnent un rapport, justifiant un emprunt, pour leur construction.

Au cours d'autres séances, certains de ses membres, dont MM. *Poisson Fougère*, de *Peyerimhoff*, *Million*, *Frantz Jourdain* exposèrent des idées, qui furent plus ou moins retenues par la suite, et qui souvent se heurtaient. La conciliation fut obtenue grâce aux travaux d'une sous-Commission nommée le 9 décembre et dont les conclusions furent ratifiées le 5 janvier 1926, par la Commission Permanente. Le rapport rédigé par *M. Cahen-Salvador*, Secrétaire général fut présenté à l'Assemblée plénière du Conseil en janvier 1926 ; le Conseil discuta avec ordre et méthode, on entendit des observations diverses sur le rapport présenté, et finalement, l'accord ne fut pas réalisé, on décida d'ajourner l'adoption.

La Commission amenda légèrement son projet, et le Conseil l'adopta dans une session spéciale, le 8 février 1926 à la quasi-unanimité. Ce rapport fut publié au *Journal Officiel*-annexe du 20 février 1926.

Dès ses premiers pas, le Conseil s'était inspiré d'un esprit et avait adopté une méthode de travail, qui devait différencier ses rapports de ceux produits par d'autres organismes. Au moment où sévissait durement une crise du logement, le C. N. E. avait pu établir un programme complet de lutte contre la crise. Ce programme distinguait entre les mesures provisoires susceptibles d'exécution immédiate et un plan de construction à longue échéance.

Les solutions envisagées pour résoudre la crise du logement, ne furent, certes, pas approuvées de tous (1). Cependant, grâce à la procédure suivant laquelle les débats avaient été menés, elle réalisait bien la conciliation de tous les intérêts représentés au Conseil, le résultat du vote en est la preuve. Ainsi, *M. Gautier* put dire dans son discours de

(1) Voir un article de V. Brillard, dans le *Journal des Economistes* 1926.

clôture de la session « on a pu aborder des questions intéressantes, sur lesquelles les opinions étaient quelquefois « très opposées, avec la plus parfaite courtoisie et avec une « entière liberté d'esprit, le sentiment de l'intérêt public « a dominé les débats ».

Le rapport du C. N. E. n'eut qu'une influence restreinte sur la législation. Certaines lois sur le logement s'inspirèrent bien du même esprit, mais les préoccupations du moment ne permirent pas au Gouvernement d'alors, de réaliser le projet dans son ensemble.

Toutefois, cette étude avait permis au Conseil de se faire la main ; il allait ainsi entreprendre des travaux d'une plus grande ampleur.

CHAPITRE II

Les grandes enquêtes du Conseil Economique

Ce chapitre va traiter des deux grandes enquêtes qui constituent l'œuvre principale du Conseil depuis 1926 et comportent l'adoption de plus de 70 Rapports différents. L'une des enquêtes est relative à l'Outillage National. L'autre porte sur la situation des principales branches de l'Industrie et de l'Agriculture et sur certains problèmes généraux de l'Economie Nationale.

Nous allons consacrer une section à chacune d'elles.

SECTION I. — *ENQUÊTE SUR L'OUTILLAGE NATIONAL*

Cette étude sera divisée en deux paragraphes, l'un donnant quelques indications générales sur l'enquête, l'autre donnant la liste des rapports adoptés.

§ I. — Considérations générales

L'étude sur le problème du logement étant achevée, la Commission Permanente du C. N. E. décida d'entreprendre une vaste enquête sur les lacunes et les déficiences de notre Outillage National.

Ayant mis cette question à l'ordre du jour, la Commission Permanente chercha à se renseigner sur les parties de l'outillage qui étaient les plus défectueuses ; elle chercha aussi à connaître quels étaient, d'après les compétences, les meilleurs moyens de les améliorer. Pour cela, la Commission procéda à de nombreuses auditions de personnalités qualifiées, le secrétariat dépouilla les documents Parlemen-

taires et M. *Cahen-Salvador*, secrétaire général, rédigea une note qui résumait les travaux préliminaires, et éclairait l'ensemble de la question.

Reconnaissant la difficulté d'entreprendre à cette époque une étude d'ensemble de l'outillage national, M. *Cahen-Salvador* proposa de faire des études sur certaines questions seulement. Parmi les plus urgentes, il signalait celles relatives aux transports, à la mise en valeur des colonies, à l'outillage agricole. Comme méthode de travail, il proposait une division du Conseil en Commissions, pour étudier minutieusement et le plus rapidement possible, les nombreuses questions, dont on voulait se préoccuper. La Commission permanente approuva le Secrétaire Général, et le C. N. E. fut convoqué pour ratifier les décisions. Réuni le 15 mai 1926, sous la Présidence de M. *J. Gautier*, le Conseil adopta les résolutions de sa Commission Permanente.

Le Conseil se divisa en 6 grandes commissions. Ces Commissions étaient spécialisées, elles étaient présidées par un Vice-Président ou un Membre du C. N. E. il y avait :

- 1° Une Commission des Moyens de Transports,
Présidée par M. *Etienne Fougère*.
- 2° Une Commission des Forces Motrices,
Présidée par M. *de Peyerimhoff*.
- 3° Une Commission des Services de Transmission,
Présidée par M. *E. Poisson*.
- 4° Une Commission de l'Agriculture,
Présidée par M. *J. Gautier*.
- 5° Une Commission des Colonies,
Présidée par M. *Million*.
- 6° Une Commission des Ressources Financières,
Présidée par M. *Jouhaux*.

Ces Commissions étaient composées des Membres du C. N. E., la composition des Commissions avait été décidée à l'amiable en tenant compte des compétences de chacun, les mêmes personnes faisant souvent partie de plusieurs commissions.

Les questions à l'ordre du jour furent distribuées entre les Commissions. Celles-ci se mirent à l'ouvrage, discutant

et écoutant, aussi souvent que nécessaire, techniciens et experts. Elles établirent des rapports faits soit par un des Membres, soit par un haut fonctionnaire. Avant d'être soumis à l'Assemblée plénière du C. N. E., les rapports passaient devant la Commission permanente du Conseil qui coordonnait les travaux et s'efforçait de réaliser l'unité de vue. Ainsi, les études du C. N. E. étaient particulièrement fouillées et complètes.

De 1926 à 1929, pendant plus de trois ans, le Conseil s'occupa du même problème. Il passa en revue les moyens de production que la collectivité met à la disposition des intérêts et qui constituent le patrimoine national. Il dressa ainsi le bilan des moyens de transports, des forces motrices, des moyens de communication et de transmission, des éléments de la production agricole, puis de l'outillage colonial. Il s'efforça de trouver les moyens d'action et les ressources propres à assurer le développement de cet Outillage National ; il publia plus de 38 rapports.

Cette enquête est des plus importantes. En période de prospérité, comme en période de crise, les gouvernements s'efforcent, pour des raisons différentes, d'améliorer la situation de l'Outillage National, par l'exécution de grands travaux publics. Dans les rapports du C. N. E., ils peuvent trouver des suggestions amples et précises. Par son origine, par sa composition et ses méthodes de travail, le Conseil a été à même d'établir des conclusions qui mettent spécialement en lumière les travaux à exécuter dans l'intérêt général. Plusieurs fois, les Gouvernements ont ainsi tenu à avoir l'avis du Conseil sur tel ou tel projet, et ils se sont inspirés des suggestions contenues dans ses rapports.

Nous croyons pouvoir affirmer que ceux qui s'intéressent à l'Outillage National, doivent prendre connaissance des rapports du Conseil. Ils les trouveront dans les Annexes du Journal Officiel. Ils y liront sur chaque problème, une documentation complète et des suggestions réalistes d'un grand intérêt. Cela n'est du reste pas pour étonner ceux qui connaissent la composition du C. N. E. et la compétence de ses rapporteurs.

Voici donc, pour toutes fins utiles, la liste des questions étudiées par le C. N. E., session par session, le nom du rapporteur et la référence au Journal Officiel. Parmi ces questions, certaines furent mises à l'ordre du jour pour répondre à des demandes d'avis du Gouvernement. Pour avoir une vue complète des travaux du Conseil sur l'Outillage National, on devra se reporter de suite au Chapitre III, Section I. En effet, nous avons cru devoir classer dans un chapitre spécial, toutes les demandes d'avis des Gouvernements, même celles se rapportant à l'Enquête sur l'Outillage National.

§ 2. — Divers rapports adoptés dans les différentes Sessions

a) *Rapports adoptés à la session de février 1927 (J. O. A. du 23 mars 1927.*

1° Les Voies Navigables.

Deux Rapports de M. *Pierre Richemond*, Président de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

2° La Production hydraulique et la distribution de l'Electricité au moyen des gaz des Hauts Fourneaux.

Rapport de M. *Henri Cahen*, Président du Syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique.

3° L'aménagement des chutes d'eau et la crise actuelle.

Rapport de M. *G. Tochon*, Administrateur-Directeur de la Chambre Syndicale des forces hydrauliques.

4° Les disponibilités en énergie des usines sidérurgiques et plus particulièrement de celles de l'Est de la France.

Rapport de M. *Roy*, Administrateur-Délégué de la Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine.

5° Les lettres et colis-postaux.

Deux Rapports de M. *Augé-Laribé*, Secrétaire général de la Confédération Nationale des Associations Agricoles.

6° La Radiotéléphonie et la radiotélégraphie en France.

Rapport de M. *Béthenod*, délégué de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

7° La Vie Rurale.

Rapport présenté par M. *de Voguë*, président de la Société des Agriculteurs de France.

8° La nécessité de favoriser le développement de la coopération, de la Mutualité et du Crédit Agricole, pour intensifier la production de notre Agriculture.

Rapport de M. *Vimeux*, Secrétaire Général de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricole.

9° L'électrification des campagnes.

Rapport de M. *Louis Tardy*, Directeur Général de la Caisse Nationale du Crédit Agricole.

10° Le Cheptel vif.

Rapport de M. *Massé*, ancien Ministre, Vice-Président de la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture.

11° La main-d'œuvre coloniale.

Rapport présenté par M. *Million*, Secrétaire Général de la C. G. T.

12° Les possibilités immédiates d'utilisation de nos importations coloniales.

Rapport de M. *Gaston Lévy*, Administrateur-Délégué de la Banque des coopératives de France.

13° L'organisation des marchés coloniaux.

Rapport de M. *Armand Megglé*, Directeur du Comité National des Conseillers du Commerce extérieur de la France.

14° Utilisation des prestations en nature, pour le développement de l'outillage national.

Rapport de M. *Peyster*, Directeur du Service des Prestations en nature.

b) *Rapports adoptés à la deuxième session des 8 et 9 juillet 1927. (J. O. A. du 15 septembre 1927).*

1° Les Ports Maritimes.

Rapport de M. *Ehlers*, Secrétaire de la Fédération Nationale des Syndicats Maritimes.

2° Les Ports Maritimes et la Marine Marchande.

3° Programme de travaux à exécuter dans les Ports Maritimes.

Rapports de M. *de Rousiers*, Secrétaire Général du Comité Central des Armateurs de France.

4° Communications maritimes, entre la Métropole, l'Afrique du Nord, les Protectorats, Colonies et pays sous mandat.

Rapport de M. *Gaston Breton*, Directeur-Général de la Compagnie de Navigation Française (Chargeurs Réunis).

5° L'importance économique du Tourisme.

Rapport présenté par M. *Léon Auscher*, Vice-Président du T. C. F.

6° L'outillage frigorifique National.

Rapport de M. *Guiselin*, de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

7° L'organisation rationnelle de la distribution alimentaire.

Rapport de M. *Pierre François*, Président du Syndicat Général des Maisons d'Alimentation à succursales de France.

8° Le programme d'intensification de la production agricole.

Rapport de M. *Augé-Laribé*, Secrétaire Général de la Confédération Nationale des Associations Agricoles.

9° Les Engrais, leur production et les recherches scientifiques, dans leur application à l'agriculture.

Rapport de M. *Garcin*, président de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles.

10° L'Agriculture en Algérie.

Rapport présenté par M. *Stotz*, ancien Directeur de l'Ecole d'Agriculture Algérienne.

11° L'aménagement des forces hydrauliques, en vue de l'accroissement de la production agricole.

Rapport de M. *Vimeux*, Secrétaire Général de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricole.

12° L'outillage Colonial et plus particulièrement les transports sur route et la force motrice.

Rapport de M. *Eugène Mathieu*, Ingénieur Délégué de la Section des Techniciens de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

13° L'asservissement économique du froid et de l'énergie aux Colonies.

Rapport de M. *Boucherot*, délégué de la Confédération des travailleurs intellectuels.

c) *Rapports adoptés à la session du 9-10 Mars 1928 (J. O. A. du 28 avril 1928.*

1° Les Routes.

Rapport de M. *le Baron Petiet*, Président de la Fédération Nationale Aéronautique-Automobile, cycles et transports.

2° Les Combustibles solides : Houille.

Rapport de M. *de Peyerimhoff*, président du Comité Central des Houillères de France.

3° Les Combustibles liquides.

Rapport de M. *Guiselin*, Ingénieur Délégué de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

4° Le Problème forestier.

Rapport de M. *Carrier*, Directeur Général des Eaux et Forêts au Ministère de l'Agriculture

5° La crise de l'Artisanat rural.

Rapport de M. *Roger Francq* de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

d) *Rapports adoptés à la Session du 23-24 novembre 1928 (J. O. A. du 17 janvier 1929).*

1° L'aéronautique marchande française.

Rapport de M. *Dautry*, Directeur Général des Chemins de fer de l'Etat.

2° Recherche des moyens de favoriser l'épargne et de procurer les capitaux nécessaires à la mise en valeur des richesses nationales et au développement de l'outillage national.

Rapport présenté par M. *Maurice Lewandowsky*, Vice-Président de l'Union Syndicale des Banquiers de Paris et de Province, et M. *Gaston Lévy*, administrateur-délégué de la Banque des Coopératives de France.

e) *Rapports adoptés à la session du 13-14 février 1931 (J. O. A. du 19 avril 1931).*

1° L'outillage et l'exploitation des P. T. T.

Rapport présenté par M. *Auboin*, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat.

2° L'Organisation du Travail dans les Services des P. T. T.

Conclusions complémentaires, présentées par M. *Jean Milhaud*, Ingénieur.

Remarque :

Le rapport de M. *Auboin* avait été pris en considération dès la session du 23-24 novembre 1928, il ne fut définitivement adopté qu'à la session du 13-14 février 1931, après l'étude complémentaire de M. *Milhaud*.

Avec l'adoption de ces rapports se terminait l'enquête sur l'outillage National.

SECTION II. — ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES PRINCIPALES BRANCHES DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE DE L'ECONOMIE NATIONALE

En 1930, au moment où se terminait son enquête sur l'Outillage National, le Conseil Economique décida d'en

entreprendre une autre sur la situation des principales branches de l'Industrie et de l'Agriculture.

Une telle enquête est vaste, complexe, mais nécessaire et urgente au double point de vue économique et social. Le Conseil étant particulièrement qualifié pour la mener à bien.

On peut distinguer dans cette enquête, deux catégories de rapports : 1° des rapports analytiques qui s'occupent d'une branche de l'Industrie et de l'Agriculture à de multiples points de vue. 2° Des rapports synthétiques qui étudient des problèmes généraux qui intéressent l'ensemble de l'Economie Française. Nous allons consacrer un paragraphe distinct à chaque catégorie.

§ I. — Les rapports analytiques sur les différentes branches de la production

Le Conseil voulut s'occuper de rechercher dans quelles conditions les situations des principales branches de notre économie nationale pouvaient être améliorées et coordonnées dans l'intérêt commun des entreprises de la main-d'œuvre, des consommateurs et de l'Etat. Il a voulu apprécier par l'examen objectif, les difficultés, les besoins et les possibilités de dégager, pour chaque branche, des solutions d'ensemble.

Le Conseil a mis à son ordre du jour, une série d'études analytiques sur les branches essentielles de la production. Depuis plus de cinq ans, il a adopté, selon les nécessités des préoccupations du moment, plus de 23 rapports. Nous en donnerons plus loin la nomenclature. Faisons d'abord quelques considérations sur la méthode de travail et l'esprit dans lequel furent faites ces études.

A. *Considérations générales*

Comme pour l'enquête sur l'Outillage National, le Conseil s'est divisé en Commissions. On institua trois grandes Commissions: une Commission de l'Agriculture, une Commission de l'Industrie lourde, et une Commission de l'In-

dustrie légère. La répartition des membres et des rapports entre elles se fit à l'amiable ; si besoin était, on créait des Commissions, ou Sous-Commissions spéciales. Le plus souvent avant d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière du C. N. E. les rapports étaient discutés devant la Commission permanente.

Dans chacune des branches de la production qu'il a étudiée, le Conseil s'est proposé :

- 1°) D'établir les rapports entre la capacité de production, la production actuelle, les besoins et les possibilités de développement futur du marché national et international.
- 2°) D'étudier ensuite, en les comparant, dans la mesure du possible, à la situation des industries analogues de l'étranger, les conditions générales de la production : matières premières (ou produits bruts ou semi-fabriqués rendus à pied d'œuvre) outillage, main-d'œuvre, charges sociales et fiscales, conditions de crédit puis de proposer des mesures pour l'amélioration des conditions générales de production : standardisation, ou normalisation, amélioration technique, enseignement professionnel, organisation scientifique du travail, meilleur aménagement du régime du travail, etc.
- 3°) D'examiner l'état des relations entre patrons et ouvriers, et notamment, les causes qui ont, soit favorisé, soit entravé, le développement des conventions collectives de travail.
- 4°) D'étudier enfin les conditions de ventes et toutes les questions connexes : crédit pour la vente à l'intérieur et à l'extérieur, conditions de transport, etc.

Comme on le voit, ce plan ne laisse de côté aucun des aspects de la vie économique, il tient compte de la complexité du réel.

Nous n'avons pas à insister plus longuement sur l'intérêt de l'enquête du Conseil poursuivie de 1930 à nos jours. Comme nous l'avons fait pour l'Outillage National, nous allons donner une liste des rapports avec la référence au Journal Officiel. Pour beaucoup, cette liste sera une nouvelle surprise, par son importance et sa variété. Les problèmes agricoles les plus préoccupants, les industries les plus essentielles, ont fait, à tour de rôle, l'objet d'études.

Celles-ci, sont pour les pouvoirs publics, appelés à intervenir de plus en plus fréquemment, dans des questions économiques, même très spéciales, une source précieuse de documentation minutieuse et d'avis autorisés. Il est bien certain que leur action sur la législation est assez importante, bien que difficile à préciser. En effet, il n'est pas indiqué, le plus souvent, dans l'exposé des motifs des lois et décrets, que telle décision a été prise en vertu de tel rapport du Conseil Economique, si bien qu'il faut faire des recherches longues et précises, pour délimiter son rôle réel dans la législation. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

B. Liste des Rapports analytiques

a) *Rapports adoptés à la Session des 13 et 14 février 1931. Agriculture 1^{re} série (J. O. A. du 25 avril 1931).*

1^o Conclusions générales sur la situation et l'Organisation de l'Agriculture.

Rapport de *M. de Vogué*, Président de la première commission d'enquête.

2^o Le Cheptel et le Commerce de la viande.

Rapport de *M. Massé*, Vice-Président de la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture.

3^o Les produits laitiers, les œufs et les volailles.

Rapport de *M. Henry Girard*, ancien Président de la Confédération générale des Producteurs de lait, Membre de l'Académie de l'Agriculture.

4^o Les Cultures fruitières, maraîchères et florales.

Rapport de *M. Garcin*, Président de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles.

5^o Les cultures industrielles : lin, chanvre, chicorée, houblon.

Rapport de *M. Vimeux*, Secrétaire Général de la Mutualité et de la Coopération Agricole.

6^o La Production, l'Industrie et le Commerce des Bois.

Rapport de *M. Honoré Barbier*, Président des Industries et Commerce du Bois, à la C. G. P. F.

b) *Rapports adoptés à la Session des 19 et 20 juin 1931.*
(J. O. A. du 28 juillet 1931).

I. *Agriculture* (2^e Série).

La Politique du Blé.

Conclusion de *M. Brasard*, Inspecteur Général au Ministère de l'Agriculture.

Rapport de *M. P. Halle* de l'Association des Producteurs de Blé sur le point de vue des Producteurs.

II. *Industrie* (1^{re} série).

1^o La situation de l'Industrie de la Soie en France.

Rapport de *M. Florian Chardon*, Auditeur au Conseil d'Etat.

2^o Les Industries des matériaux de construction, du Bâtiment et des Travaux Publics.

Rapport de *M. Hervé Detton*, auditeur au Conseil d'Etat.

c) *Rapports adoptés à la session du 12 décembre 1931.*
(J. O. A. du 12 janvier 1932).

Industrie (2^e série).

1^o L'Industrie des Cuirs et Peaux et les Industries dérivées.

Conclusion de *M. Boissard*, Inspecteur des Finances.

Rapport de *M. Lepage*, Président du Syndicat des Cuirs et Peaux de France.

Note de *M. Roux*, Secrétaire de la Fédération des Cuirs et Peaux.

2^o L'Industrie de la Construction des Chemins de fer et tramways.

Rapport de *M. Lambert Ribot*, délégué général du Comité des Forges de France.

d) *Rapports adoptés à la session du 5 avril 1932.* (J. O. A. du 26 avril).

Industrie (3^e série).

1^o L'Industrie Cotonnière.

Rapport de *M. William Oualid*, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

2° L'Industrie lainière.

Rapport de *M. Marcel Rives*, auditeur à la Cour des Comptes.

e) *Rapports adoptés à la session de juillet 1932. (J. O. A. du 22 septembre 1932).*

I. Agriculture (3° série).

1° Les cultures industrielles (pommes de terre, betteraves).

Rapport de *M. Vimeux*, Secrétaire Général de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricole.

2° Le Vin.

Rapport de *M. le Colonel Mirepoix*, Président d'honneur de la Confédération Générale des Vignerons.
Conclusions adoptées présentées par *M. Boisanger*, Inspecteur des Finances.

II. Industrie (4° série).

1° L'Industrie sidérurgique.

Rapport de *M. Thibault*, Ingénieur des Mines.

Rapport annexe de *M. Taffanel*, Vice-Président du Comité des Forges de France.

2° L'Industrie de la construction métallique.

Rapport de *M. Jean Parmentier*, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées.

Annexes au rapport de *M. Parmentier*.

Rapport de *M. Dayde*, de la Chambre Syndicale des entrepreneurs de Constructions métalliques en France.

Note de *M. Chevalme*, secrétaire de la Fédération des ouvriers en métaux.

f) *Rapports adoptés à la session de novembre 1932. (J. O. A. du 4 décembre 1932).*

Industrie (5° série).

Industries Chimiques.

Rapport de *M. Fleurent*, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, Directeur de

l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques.

Rapport de *M. Gounod*, Vice-Président de l'Union des Industries Chimiques.

g) *Rapports adoptés à la session d'avril 1933 (J. O. A. du 27 avril 1933).*

Industrie (6° série).

Les Industries du Papier.

Rapport de *M. Charles Ettori*, Maître des requêtes au Conseil d'Etat.

h) *Rapports adoptés à la session de juillet 1933. (J. O. A. du 23 août 1933).*

Industrie (7° série).

1° Industrie Houillère.

Rapport de *M. Rivet*, Inspecteur Général des mines.

Rapport annexe de *M. Peyerimhoff*, Président du Comité Central des Houillères de France.

2° Industrie de la Production et de la Distribution de l'Electricité.

Rapport de *M. Janet*, Ingénieur des Ponts et Chaussées.

Rapport annexe de *M. Ulrich*, Président du Syndicat Professionnel des Producteurs et Distributeurs d'énergie électrique et de *M. Moroger*, Président de la Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques.

i) *Rapports adoptés à la session de mai 1934 (J. O. A. du 27 mai 1934).*

Industrie (8° série).

L'imprimerie et les Industries du Livre.

Rapport de *M. Rives*, Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes.

j) *Rapports adoptés à la session de juillet 1934. (J. O. A. du 8 juillet 1934).*

Industrie (9^e série).

Les industries mécaniques et transformatrices des métaux.

Rapport de *M. Thibault*, Ingénieur des Mines.

Cette vaste enquête va se terminer par des études sur les Industries du Cinéma, l'industrie automobile.

Comme on a pu s'en rendre compte, l'ampleur de cette enquête fut considérable ; elle représente un important travail et une documentation unique. Comme pour « l'Outillage National », nous conseillons vivement à ceux qui sont intéressés par l'une des branches industrielles ou commerciales, sur lesquelles le C. N. E. a publié un rapport, d'en prendre connaissance.

§ 2. — Les Rapports Synthétiques

Sans attendre la fin de l'enquête analytique sur la situation des diverses branches de l'Industrie et de l'Agriculture, le Conseil chargea la Commission Permanente de mettre sans délai à l'étude, certains problèmes qui se posent pour l'ensemble de l'Economie Française et de présenter des rapports synthétiques sur diverses questions. Nous donnerons la liste des rapports actuels adoptés, puis nous chercherons à en préciser l'intérêt. Ce plan présente l'avantage de faire connaître de suite les différents problèmes étudiés, leur nombre étant peu élevé.

A. — Liste des rapports synthétiques

Les rapports généraux du C. N. E. s'échelonnent sur ces trois dernières années. En voici la liste :

En 1932, ce sont :

« Les Echanges Internationaux et la Politique Douanière Française » au cours de la crise, qui furent étudiés par le Conseil. A sa session du 21 novembre 1932, il adoptait le

rapport de *M. A. Boissard*, Inspecteur des Finances, publié au J. O. A. du 24 décembre.

A sa session des 3 et 4 avril 1933, le Conseil adoptait le rapport de *M. Delcassé d'Huc de Monségou*, Conseiller d'Etat. Ce rapport fut publié au J. O. A. du 28 avril 1933. Il s'agissait là d'une étude d'ensemble, sur l'importante question de : « la Répartition des denrées alimentaires ».

Le problème des Transports occupa ensuite le Conseil. Cette question de la coordination des transports est assez délicate à résoudre. A sa session des 16 et 17 février 1934, l'Assemblée plénière prit ses conclusions sur le rapport de *M. Jossé*, Conseiller d'Etat, en ce qui concerne la coordination entre l'automobile et les Chemins de fer, (J. O. A. du 23 février 1934, lois et décrets, Partie non officielle, page 1840. Après cette première étude « La Navigation Intérieure, le « Cabotage, l'Aviation », firent l'objet d'un second rapport de *M. P. Laroque*, auditeur au Conseil d'Etat. Le C. N. E. l'adopta dans sa session du 14 mai 1934. Les conclusions furent publiées au J. O. lois et décrets du 17 mai 1934, p. 4880, partie non officielle.

La session du 30 novembre 1934 consacra 2 nouveaux rapports généraux. Le premier, établi par *M. Dayras*, Conseiller d'Etat, en collaboration avec *M. Mayer*, Administrateur en chef de Colonies, concernait les « Relations de la France et de ses colonies », Il fut publié au J. O. A. du 3 mars 1935. Le deuxième rédigé par *M. Laroque*, déjà cité, et qui avait trait à la question si importante et si intéressante, « des conventions collectives du travail », Le J. O. A. du 3 janvier 1935 en fit la publication.

Dans ses sessions récentes, le C. N. E. poursuivit ses études générales d'actualité. Ce fut en avril 1935, l'adoption d'un rapport sur « le Tourisme et le Climatisme ». Ce rapport fut rédigé par *M. Peyromaure-Debord*, Conseiller d'Etat et publié au J. O. A. des 6 et 7 mai 1935.

En juillet 1935, l'Assemblée plénière du C. N. E. adoptait deux nouveaux rapports. Le premier était relatif à « la Politique agricole de la France ». Ce rapport était l'œuvre de deux co-rapporteurs, MM. *Devinat*, Inspecteur Général de

l'Enseignement Technique, et *Garnier*, Ingénieur Agronome. Il fut publié au J. O. A. du 12 juillet. Le second, sur « la Crise des Exportations Françaises » était rédigé par *M. Fillipi*, Inspecteur des Finances. On le trouve au J. O. A. du 23 juillet 1935. Dans leur ensemble, ces rapports fournissent une documentation hors-pair et une mine de suggestions sur les problèmes économiques, les plus préoccupants du moment.

B. — *Intérêt particulier des rapports synthétiques*

Cette partie de l'œuvre du C. N. E. est certainement la plus importante et la plus intéressante, tant par son objet et sa publicité que par son influence sur la législation.

Les rapports synthétiques n'intéressent pas seulement une branche spéciale de l'Industrie ou de l'Agriculture, ils se rapportent à des problèmes économiques généraux, qui par leur ampleur et leur généralité intéressent tous ceux qui se préoccupent de questions économiques. Il est bien certain en effet, que les problèmes de la coordination des transports et des conventions collectives, par exemple, sont plus préoccupants pour l'ensemble des Français, que la crise de l'industrie du livre, si grave, si importante soit-elle.

Pour ces rapports, d'un intérêt si général, le Conseil a voulu faire une publicité spéciale. En dehors de la publication au J. O. A. on a fait éditer séparément sous forme de livres, presque toutes les études d'ensemble, sur les problèmes généraux. Ces livres, tirés à l'Imprimerie Nationale, sont mis en vente à des prix modestes, variant de 6 à 15 francs aux Journaux Officiels (1).

Ils présentent sur le J. O. A. plusieurs avantages : D'abord, ils sont mieux imprimés, d'une lecture plus facile, d'une conservation et d'une consultation plus rapide dans les bibliothèques. Ensuite et surtout, les indications qu'on y trouve sont plus complètes que celles du J. O. A. Ce sont,

(1) 31, quai Voltaire, Paris 7^e.

d'une part, des renseignements sur la marche et la durée des travaux, et d'autre part, la présence d'annexes résumant les avis de toutes les personnalités interrogées par le C.N.E. au cours de son étude.

Nous n'avons pas à insister longuement sur l'intérêt de ces livres. Ils permettent de comparer sur des questions économiques, d'un intérêt général et actuel, l'avis de tous les Groupements intéressés, le rapport présenté au Conseil et les conclusions adoptées à la session.

Les rapports synthétiques ont une influence particulièrement marquée sur la législation ; sans parler du rapport sur la Coordination de l'Automobile et des Chemins de fer auquel nous consacrons plus loin de longs développements, les derniers travaux du Conseil nous en donnent les preuves.

En avril 1935, le C. N. E. a adopté, nous l'avons vu, un rapport sur le Tourisme. Ce rapport a servi de base pour toute la législation actuelle, sur la question.

Un décret-loi du 25 juillet 1935 réorganise les services du Tourisme, du Climatisme, et du Thermalisme. Celui-ci institue un Commissariat général de tourisme, au Comité Consultatif et un Centre National d'expansion du Tourisme, du Climatisme et du Thermalisme. Ce décret-loi est lui-même la consécration dans ses grandes lignes d'un projet de loi déposé le 28 mai 1935 par *M. Roland Marcel*, Haut Commissaire au Tourisme, sur le Bureau de la Chambre.

Or, et c'est ceci qui, pour nous, est intéressant, le projet de loi de *M. Roland Marcel* s'inspirait largement du rapport du C. N. E. adopté en sa présence au mois d'avril. Il faut féliciter Monsieur le Haut-Commissaire de son initiative et de l'esprit bienveillant témoigné vis-à-vis du Conseil. En effet, dans de nombreuses déclarations à la Presse, *M. Roland Marcel* a toujours tenu à mentionner de quelle utilité avait été pour lui sa minutieuse étude, dont on utilise encore souvent les conclusions.

Les plus récents rapports sont aussi d'un grand intérêt. Ils montrent quel esprit réaliste anime le C. N. E. et son désir d'être par ses travaux, sur des problèmes actuels l'aide et le collaborateur des Ministères.

Le rapport sur « la Politique Agricole de la France » donne au Gouvernement, d'utiles suggestions sur un problème urgent et difficile.

Le rapport sur « la Crise des Exportations » inspire certes les nouveaux décrets-lois. En effet, le Conseil demandait la réduction des prix de vente de certaines productions essentielles, qui pèsent lourdement sur toute l'économie. On peut espérer une baisse de prix de l'ensemble des mesures qui ne touchent pas directement le commerce extérieur. Pour ce dernier, le Conseil demandait que l'on facilitât la mobilisation des créances commerciales de nos exportateurs. Le décret relatif aux arriérés de clearing est venu satisfaire ce vœu ; le Conseil réclamait l'extension de l'assurance-crédit ; le décret-loi du 26 juillet 1935 lui accorde largement tout ce qu'il demandait.

L'intérêt des enquêtes du Conseil ne fait ainsi plus de doute, tant dans le domaine de la documentation et de la connaissance réelle des besoins économiques, que dans le domaine de la législation positive.

CHAPITRE III

Réponses à des demandes d'avis du Gouvernement

Si importantes que soient les enquêtes que nous venons d'étudier, elles ne forment pas à elles seules, toute l'œuvre du C. N. E. On se souvient que le Conseil fut spécialement chargé par le Décret constitutif d'aider le Gouvernement dans son action au point de vue économique.

Effectivement, les divers gouvernements qui se sont succédés depuis 1925 jusqu'à nos jours, ont souvent tenu à avoir l'avis du Conseil sur certains de leurs projets. Que ce soit parce qu'ils y attachent une réelle importance, ou parce qu'ils cherchent simplement un appui et un paravent pour gagner le Parlement, les demandes d'avis présentées au C. N. E. sont nombreuses et variées. On en compte plus de 20.

Il y a là, croyons-nous, un indice certain de l'intérêt de notre organisme dans un régime comme le nôtre.

Les réponses sont données le plus souvent sous la forme ordinaire de rapports, approuvés par l'Assemblée Plénière du Conseil, toutefois si le délai donné par le Gouvernement est trop bref, la réponse est donnée par un rapport approuvé seulement de la Commission permanente.

Il n'y a pas alors, de publication au journal officiel annexe.

On peut classer les réponses aux demandes d'avis des Ministres, sous 3 chefs, d'abord les réponses à des demandes d'avis, sur des projets relatifs à l'Outillage National sur lequel le Conseil avait fait une enquête détaillée, ensuite des réponses à des demandes d'avis, sur des questions présentant un intérêt national ; enfin des réponses à des demandes d'avis présentant un intérêt international. C'est le plan que

nous allons adopter pour examiner cette partie de l'œuvre du Conseil.

SECTION I. — *REPOSES A DES DEMANDES D'AVIS
RELATIVES A L'OUTILLAGE NATIONAL*

L'enquête du C. N. E. sur l'outillage national fut très appréciée des Gouvernements qui l'ont utilisé à plusieurs reprises.

Parmi les rapports figurant dans l'enquête, sur le problème de l'Outillage National, il y a lieu de réserver une place à part à ceux qui constituent une réponse à une demande des Ministres, sur un projet intéressant l'Outillage National de leur département. Il faut signaler aussi d'une façon particulière, la demande d'avis de *M. Tardieu*, en 1929, sur son projet de perfectionnement d'ensemble de l'Outillage National.

Indiquons d'abord quels sont les rapports de l'enquête qui sont des réponses à des demande particulières de divers Ministres, nous donnerons ensuite quelques détails sur la demande d'avis présentée par *M. Tardieu*.

I. — *Rapports de l'enquête établis pour répondre
à des demandes d'avis de divers Ministres*

Ce sont dans l'ordre chronologique :

a) Le rapport établi à la demande de M. le Ministre des Travaux Publics (en novembre 1926). Le Ministre avait chargé le Conseil d'examiner un plan de travaux de première urgence, dressé par son département, concernant les voies navigables. Ce rapport présenté par *M. P. Richemond*, Président de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, fut adopté par le C. N. E. à la session de février 1927 et publié au J. O. A. le 24 mars 1927.

b) Le rapport de *M. de Rouziers*, Secrétaire Général des Armateurs de France, adopté par le Conseil à sa session du 8 et 9 juillet 1927 et publié au J. O. A. du 15 septembre 1927, sur le programme des travaux à exécuter dans les ports maritimes et établi également à la demande du Ministre des Travaux Publics.

c) Un rapport établi à la demande de M. le Ministre de l'Agriculture, qui, ayant conçu un programme d'intensification de la production agricole, voulut avoir l'avis du C. N. E. Un rapport de *M. Augé Laribé*, Secrétaire Général de la Confédération des Associations Agricoles, fut approuvé à la session de juillet 1927, et publié au J. O. A. du 15 septembre.

d) Au cours de l'année 1929, une demande fut faite par M. le Ministre de l'Air. Le Conseil qui avait déjà porté son attention sur l'aviation (voir rapport de *M. Dautry*, J.O.A. 17 janvier 1929) fut appelé à donner son avis sur un projet de loi portant approbation de la convention concernant l'exploitation du réseau aérien d'Orient.

e) Enfin, en 1930, Monsieur le Président du Conseil a consulté le C. N. E. sur l'utilité et les moyens de maintenir en service l'outillage frigorifique.

Le Conseil avait déjà adopté, dans sa session de juillet 1925, un rapport de *M. Guiselin*, Ingénieur (J. O. A. 15 septembre) sur l'Outillage frigorifique National. Une Commission spéciale fut chargée de préparer la réponse à faire ; l'étude en fut poursuivie par la commission permanente. L'avis fut finalement adopté par le C. N. E. à sa session de mai 1930 et publié au J. O. A. du 7 juin.

Le rapport était établi comme le précédent, par *M. Guiselin*. Il constate la nécessité de maintenir en état de service l'outillage frigorifique existant et envisage les conditions dans lesquelles son emploi pourra se généraliser. Il indique enfin, le mode d'intervention de l'Etat qui apparut le plus propre à assurer la conservation en parfait état de l'outillage existant.

II. — Réponse à la demande d'avis de *M. Tardieu*

A la fin de 1929, le 28 novembre, le Président du Conseil a consulté le Conseil National Economique, sur son projet de loi relatif au perfectionnement de l'Outillage National qui avait été déposé le 25 novembre 1929. Il était naturel

que le Gouvernement voulant apporter des perfectionnements à l'Outillage National, tint à avoir l'avis du C. N. E. sur son projet. La vaste enquête poursuivie par le Conseil lui donnait sur la question une compétence particulière, et il n'est pas douteux que son approbation devait influencer favorablement le Parlement. Telle est, pensons-nous, la double explication de cette demande d'avis, qui dépasse en importance, au moins symbolique, les précédentes.

Les études auxquelles s'étaient précédemment livré le Conseil et les rapports qu'il avait jusqu'alors adoptés, lui ont permis de préparer sa réponse dans le temps exceptionnellement court, qui lui était imparti. Le rapport rédigé à la suite de cette demande fut adopté par le C. N. E. à la Session des 20 et 21 décembre 1929 et publié au J. O. (Lois et décrets, partie non officielle) du 5 janvier 1930.

Après avoir indiqué la condition générale d'une politique administrative et économique de l'Outillage, en attirant notamment l'attention du Gouvernement sur certaines modalités d'exécution particulièrement recommandables, le Conseil a examiné le détail des dotations proposées par le Gouvernement. Il a indiqué pour chacune d'elles, l'urgence plus ou moins grande de l'effort à entreprendre, et les développements éventuels qu'il y aurait lieu de donner au programme gouvernemental. L'avis se termine par l'exposé d'un programme général de l'Outillage, qui appelle l'attention sur un certain nombre de points, dont il n'était pas question dans le projet de loi soumis aux Chambres. Ainsi, le Projet du C. N. E. mettait au point et élargissait le programme du Gouvernement. Tout le monde comprend l'importance de l'Outillage National et la nécessité de voir grand et juste en cette matière, les avis du Conseil, en même temps qu'ils fortifiaient le projet gouvernemental, éclairaient sans doute utilement les parlementaires.

La Commission des Finances de la Chambre examinant le projet, fit réunir tous les rapports du C. N. E. en un seul livre (1), complété en 1931 par un fascicule.

(1) N° 3658 Annexe. Chambre des Députés 14^e législature (Session de 1930. Annexe au procès-verbal de la séance du 3^e juillet).

On y trouve l'avis sur le projet de loi relatif à l'Outil-
lage National, les 38 rapports de l'enquête, le rapport sur
le problème du logement, et le programme de travaux pré-
conisés par le C. N. E. pour parer au chômage. Ce livre est
un document de première importance ; il faut féliciter les
Parlementaires d'avoir voulu réunir une telle documenta-
tion, et d'avoir ainsi manifesté l'intérêt qu'ils portaient
aux rapports du Conseil.

Au moment où pour remédier à la crise économique,
on s'engage de nouveau dans une politique de grands tra-
vaux, il est bien certain que l'enquête du Conseil sur l'Ou-
tillage National présente encore un certain intérêt. Beau-
coup de suggestions laissées de côté, pourraient, sans nul
doute, être reprises pour le plus grand bien de la France.

SECTION II. — *REPOSES A DES DEMANDES D'AVIS SUR DES QUESTIONS D'ORDRE NATIONAL*

Pour répondre à des demandes d'avis du Gouvernement
le C. N. E. fut appelé depuis sa création à étudier de mul-
tiples problèmes. Le chômage, le programme de construc-
tion des lignes de chemin de fer, l'industrie de la construc-
tion Navale, l'organisation de la documentation économi-
que et statistique, la réorganisation de la Bourse de Com-
merce de Paris et différentes autres questions ont été étu-
diées tour à tour. Plus de 8 rapports ont été publiés au
J. O. A. Souvent une même question a fait l'objet de plu-
sieurs rapports. Sans s'occuper de l'ordre chronologique
de leur adoption, voyons successivement les études sur le
chômage, sur les constructions de lignes de chemins de
fer et les constructions navales, sur l'organisation de la
documentation économique et statistique et la réorganisa-
tion de la Bourse de Commerce.

I. — *Le problème du Chômage*

Complexe et important à tous points de vue, le Conseil
eut à plusieurs reprises à s'en occuper.

a) A la fin de l'année 1926, lorsqu'apparurent les prodromes d'une crise de chômage, le Gouvernement se préoccupa de prévoir les mesures propres à en atténuer les effets et c'est au Conseil National Economique qu'il demanda de dresser le Programme des Travaux qui pourraient être mis sur le chantier, de manière à utiliser les bras inoccupés à des tâches directement utiles à la prospérité nationale. En quelques semaines, le Conseil avait accompli sa tâche de la manière la plus heureuse. A sa session de février 1927, le C. N. E. adoptait un premier rapport (J. O. A. du 23 février). Celui-ci indiquait les moyens qui paraissaient le plus propre au Conseil pour répondre aux nécessités de la situation si elle venait à s'aggraver.

b) Au cours de l'année 1931, le Conseil pour répondre à des demandes du Gouvernement eut à reprendre son étude antérieure et se consacra de nouveau au problème du chômage. Cela amena l'élaboration et l'adoption de deux rapports sur la question. A la session de février 1931, le C. N. E. entendit un rapport de *M. Moreau-Neret* auditeur au Conseil d'Etat et prit ses conclusions sur « Les Mesures pour parer éventuellement au Chômage ». Ce rapport fut publié au J. O. A. du 26 février 1931. A sa session du 2 décembre 1931, le Conseil adoptait un nouveau rapport de *M. Moreau-Neret* publié au J. O. A. du 13 décembre. Ce rapport avait pour titre : « Le Nouveau Programme d'Outils National et le Chômage. »

c) A la fin de l'année 1932, la gravité de la crise conduisit le Conseil National Economique à reprendre à la demande du Gouvernement, l'étude de la question du Chômage. Le C. N. E. attira l'attention du Président du Conseil sur l'intérêt que présenterait la mise en route rapide de quelques grands travaux. Le rapport de *M. Moreau-Neret* sur l'Exécution immédiate de Grands Travaux Publics, pour remédier au chômage fut adopté à la session du 9 novembre 1932 et publié au J. O. A. du 17.

II. — *Les constructions des lignes de chemins de fer et les constructions navales.*

Celles-ci ayant un intérêt économique considérable, les ministres intéressés ont tenu à avoir l'avis du Conseil sur certains points.

a) Le programme de construction de lignes nouvelles de chemins de fer, comportait, d'après le programme projeté par le plan d'outillage national, des dépenses fort élevées.

Le Ministre des Travaux Publics envisagea à la fin de 1929, de reviser ce programme et demanda à être aidé dans ce travail par une étude préalable du Conseil Economique. Après examen de la question par la Commission permanente, le Conseil adopta finalement en assemblée plénière le 10 avril 1930, un rapport publié au J. O. A. du 7 juin et rédigé par *M. P. Caillaux*, auditeur au Conseil d'Etat. Le rapport rangeait l'ensemble des lignes du programme en trois groupes : 1^{er} groupe : Lignes à maintenir ; 2^e groupe : Lignes à ajourner ; 3^e groupe : Lignes à distraire du classement. Pour chaque ligne, les raisons de la décision proposée étaient soigneusement indiquées.

En 1932, pour tenir compte des circonstances économiques nouvelles, le Conseil eut à remettre au point cet avis, il fut amené, en raison des difficultés financières à distinguer parmi les lignes dont il avait recommandé la construction, les lignes de première urgence et les lignes de seconde urgence. Un second rapport de *M. P. Caillaux* concluant ainsi, fut adopté par le Conseil, à sa session du 7-8 juillet 1932. Le J. O. A. du 21 juillet, publie le dit rapport et les conclusions du C. N. E.

b) En 1930, le Ministre de la Marine Marchande demanda au Conseil de rechercher notamment pour quelles causes les prix de revient des constructions navales françaises dépassaient les prix de revient constatés à l'Etranger. A cet effet, une sous-commission composée de personnalités choisies en raison de leur compétence, procéda à une étude sur place, dans un certain nombre de chantiers navals. Les conclusions de cette enquête présentées dans un rapport de

M. Dugas, ingénieur des Mines, furent approuvées par le C. N. E. à sa session d'avril 1930 et publiées au J. O. A. du 7 juin. D'après les constatations de l'enquête, le rapporteur recommandait pour une période limitée, un système de subventions dégressives. L'octroi de ces subventions était du reste subordonné à une réorganisation préalable par les constructeurs eux-mêmes de l'industrie des constructions navales. Ainsi, se trouvent conciliées l'aide financière de l'Etat et la nécessité de faire effort personnel.

III. — *Autres demande d'avis*

L'importance de la documentation et de la statistique au point de vue économique est aujourd'hui admise de tous. De même que le rôle des Bourses est reconnu comme considérable dans la vie économique. Il n'est donc pas étonnant que le Conseil ait eu à s'occuper des deux questions.

a) Au début de 1932, à la demande du Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, le C. N. E. a étudié les modalités d'une « Réorganisation des Services de Documentation et de Statistique ». A sa session d'avril 1932, il approuvait le rapport de M. le Professeur *Simiand*, publié au J. O. (lois et décrets, partie non officielle du 13 avril 1932, page 4.000). De ce rapport se dégage le plan d'unification et développement des différents services existants.

b) En mars 1935, la Commission Permanente fut saisie d'urgence par le Gouvernement, pour examiner le projet de « Réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris. » Après avoir examiné les intérêts en présence, la Commission permanente fournit des réponses motivées aux questions qui lui avaient été soumises.

A la fin de 1935, le Ministre de l'Education Nationale transmet au Conseil National Economique, ses projets de décrets-lois, relatifs au cinéma, afin que le Conseil exprimât d'urgence son avis. Une certaine émotion s'empara de la corporation ; on manifesta en effet, la crainte que dans sa hâte à conclure, le C. N. E. n'ait pas le temps de procéder aux consultations nécessaires. En fait, le Gouvernement abandonna ses projets.

* * *

Telles sont les différentes questions d'intérêt National dont le C. N. E. eut à se préoccuper à la demande du Gouvernement jusqu'à ce jour.

Actuellement, les Commissions du Conseil National Economique poursuivent des études en vue de répondre à de nouvelles demandes d'avis.

A la demande du Président du Conseil, les investigations portent en premier lieu sur les *Industries et les Productions* qui, dans l'intérêt général, *méritent d'être spécialement protégées ou encouragées* par les Pouvoirs Publics. Le Ministre de la Marine Marchande a également saisi le Conseil de la *situation des Constructions Navales*, lui demandant de rechercher les mesures propres à favoriser son redressement. Le Conseil National Economique vient en outre, d'être chargé par le Ministre du Travail d'une enquête sur la *situation du chômage dans les Industries textiles* et sur les moyens d'en atténuer les effets.

Le Conseil compte porter prochainement devant l'Assemblée plénière les conclusions qu'il soumettra à la sanction des Pouvoirs Publics, sur ces différentes questions.

SECTION III. — RÉPONSES A DES QUESTIONS D'ORDRE INTERNATIONAL

L'article 15 du décret du 16 janvier 1925, permettait au C. N. E. de s'occuper des questions Internationales, ayant une incidence nationale au point de vue économique. Du fait de la présence à Genève d'une Organisation Internationale du Travail, la coopération économique se fait plus étroite. Le Gouvernement Français a assez souvent demandé l'avis du Conseil pour des questions de portée internationale, questions qui l'intéressaient personnellement ou questions mises à l'étude par l'Organisation Internationale du Travail et sur lesquelles le Gouvernement était interrogé. Voici les différentes questions soumises au C. N. E. pour une demande d'avis.

En 1930, le Gouvernement reconnaissant la valeur des travaux antérieurs du C. N. E. chargea celui-ci de préparer une réponse aux questions élaborées à Genève, par la Conférence préliminaire, en vue d'une « Action Economique concertée ». Le travail fut élaboré par la Commission permanente avec son soin coutumier. A sa session de décembre 1930, le Conseil adoptait une série de rapports qui répondaient à la demande du Ministre du Commerce et furent publiées au J. O. A. du 11 décembre 1930. Ces rapports sont rédigés par MM. Augé-Laribé, De Lavergne, Gaston Lévy, Lewandowsky, de Peyerimhoff et Jouhaux. Les noms de ces personnalités suffisent à donner une idée de la valeur des travaux du C. N. E.

Dans cette même session de décembre 1930, le Conseil adopta un rapport de M. André Bertaut, Président de l'Office des Transports de la Chambre de Commerce de Paris : L'adoption de ce rapport, publié avec les conclusions du C. N. E. au J. O. A. du 13 décembre 1931, concluait l'enquête entreprise par le Conseil, sur la « Réforme du Calendrier ». Cette étude avait été faite à la demande de M. le Ministre des Affaires Etrangères ; il s'agissait de préciser la position de la France au sujet de ce problème mondial mis à l'étude par la Société des Nations. Ajoutons que cette étude valut par son sujet, au Conseil bien des réflexions ironiques. Nous pouvons, pour nous, dire que cette question du calendrier n'est pas sans importance. Dans bien des branches du Commerce, et partant de l'Industrie, la date des Fêtes de Pâques par exemple, n'est pas indifférente. A cette époque, il se produit, en effet, une recrudescence des besoins, qui influe sur l'ensemble de la vie économique d'une façon plus ou moins heureuse, selon sa date dans l'année. Il nous faut donc regretter que cette réforme du calendrier ne soit pas réalisée selon les indications du C. N. E.

En 1931, la Société des Nations avait envoyé aux divers Etats membres, un questionnaire sur « La Crise économique et ses Causes ». Le Gouvernement chargea le Conseil de préparer la réponse. Le rapport fut établi, par

M. Ch. Rist, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Ce rapport fut adopté par le Conseil à sa Session du 19 et 20 juin 1931 et publié au J. O. A. du 30 juin 1931. C'est un document de premier ordre.

A la fin de 1931, consulté à nouveau par le Gouvernement sur la question de savoir sous quelle forme et à quelle condition la France pourrait collaborer au « Programme de Grands Travaux publics internationaux » dont l'Assemblée de la Société des Nations, et le Bureau International du Travail avaient envisagé l'exécution, pour atténuer les effets de la crise actuelle, le Conseil s'est livré à une étude susceptible de servir de base à la Politique du Gouvernement sur cette question. Un rapport fut adopté par le Conseil à sa session plénière de décembre 1931 et transmis aux Pouvoirs Publics. Il n'a pas été publié comme les autres rapports du Conseil et de ce fait, n'a pas été inséré au Journal Officiel Annexe.

Enfin, en avril 1933, le Gouvernement demanda au Conseil National Economique de formuler d'urgence son avis sur « les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence Economique Mondiale ». La Commission Permanente du Conseil promit alors au Gouvernement dans les délais impartis, un rapport où sont étudiés successivement, le Problème Monétaire, la Politique Commerciale et Douanière, l'Organisation de la Production et les Ententes Industrielles. Le Rapport envisage également les moyens de contribuer à la reprise de l'activité économique par l'exécution de grands travaux publics internationaux et le peuplement des pays neufs. Là encore, le C. N. E. a apporté au Gouvernement, un concours précieux.

APPENDICE

LES RÉUNIONS INTERNATIONALES DES CONSEILS ECONOMIQUES A GENÈVE

Avant de terminer l'exposé des travaux du C. N. E. il convient de mentionner les réunions des Conseils Econo-

miques qui se tinrent à Genève en 1931. Nous avons signalé plus haut (1) la création du Conseil Economique dans beaucoup de pays. En 1931, l'ampleur du mouvement était déjà considérable, et la Société des Nations comprit l'intérêt que pouvait présenter la coopération de tels organismes.

En mars 1931, le Secrétaire de la Société des Nations convoqua une première réunion des représentants des Conseils Nationaux Economiques et des Instituts de Recherches Economiques. Ainsi se trouvait satisfait le désir exprimé par la Société des Nations, lors de sa dernière Assemblée. Celle qui avait mis à l'ordre du jour l'étude de la dépression économique mondiale et la recherche de ses causes caractéristiques, avait précisé que cette étude devait être poursuivie avec les organisations économiques mondiales. Au cours de cette première session, tenue sous la présidence de *M. Cahen-Salvador*, Secrétaire Général du Conseil National Economique Français, les Délégués se mirent d'accord sur le programme et la méthode. Suivant un plan établi en commun, les Conseils Economiques ou Institutions similaires des différents pays avaient mis à l'étude une série de rapports sur « La Crise et ses Causes essentielles ». Du côté français, nous rappelons que des recherches furent faites par le C. N. E. à la demande du Gouvernement et que le rapport confié à *M. Ch. Rist* fut adopté par le Conseil à sa session du 19-20 juin 1931 (voir J. O. A. du 30 juin 1931).

En juillet de la même année, une nouvelle réunion des représentants des Conseils Economiques, également présidée par *M. Cahen-Salvador*, se tint à Genève. On y discuta les mémoires adressés par les différents Gouvernements sur les causes de la crise et de son évolution, entre autres, celui qui, à la suite de la demande du Gouvernement avait été adopté par le C. N. E. français.

L'Assemblée de la Société des Nations ayant demandé en outre, que l'on recherchât les moyens de coordonner les études sur le problème du retour des dépressions économiques, il put estimer que le moyen le plus opportun de ré-

(1) Voir Première Partie, Historique, Chapitre 3.

pondre à ce vœu était de provoquer la réunion à intervalles plus ou moins rapprochés, des représentants, des conseils Nationaux et Instituts de Recherches. Pour pourvoir à la préparation de ces réunions et en assurer la continuité, il fut décidé qu'un expert scientifique serait attaché d'une façon permanente, à la Société des Nations. D'autre part, la Société des Nations fut vivement frappée au cours de ces deux réunions de l'intérêt qu'il y avait à multiplier les contacts et à confronter les points de vue des différents Conseils Economiques. A son Assemblée de septembre 1931, la S. D. N. sur la proposition de la délégation italienne et sur le rapport de *M. L. Rollin*, Ministre du Commerce Français, adopta une résolution aux termes de laquelle : « Le Conseil de la Société des Nations fut prié de rechercher les moyens les plus appropriés pour assurer la collaboration des Conseils Economiques Nationaux à l'œuvre de la Société des Nations ». Il n'est pas douteux, qu'en raison même de l'unanimité qui a accueilli cette résolution, le Conseil de la Société des Nations ne trouve à bref délai le moyen d'en assurer l'exécution.

Enfin, pour mieux connaître le fonctionnement des Conseils Economiques qui varie suivant l'organisation même du pays dans lequel il évolue, on envisagea des visites dans les différentes Capitales d'Europe, où fonctionnent déjà des institutions de ce genre. En novembre 1931, les Secrétaires Généraux des Conseils Economiques Européens se rendirent à l'invitation du Conseil Italien ; d'autres visites doivent suivre dans les autres pays.

Si, depuis 1931, des réunions n'ont pas eu lieu entre les représentants des Conseils, si les visites furent ajournées, c'est, pouvons-nous dire, non pas par manque d'intérêt, mais par manque de temps et de crédit.

TITRE II

Analyse des rapports du Conseil sur les transports

Voulant analyser à titre d'exemple, une petite partie de l'œuvre du Conseil, nous avons choisi son étude sur les transports. Celle-ci comprend, nous le savons, l'adoption de deux rapports, l'un sur l'Automobile et les Chemins de fer, l'autre sur la Navigation intérieure, le Cabotage et l'Aviation.

Ces rapports, surtout le premier, présentent un intérêt particulier : les transports jouent en effet dans l'économie, un rôle dont nul ne conteste aujourd'hui l'importance. Il est bien certain que le prix, la rapidité, la commodité du transport des individus et des marchandises ont des répercussions profondes sur la vie économique en général. Les progrès de la science ont multiplié très heureusement les modes de locomotion ; par contre, ils ont créé entre eux, une concurrence salubre, sans doute sur quelques points, mais qui trop aigüe devient nuisible à l'intérêt général. Les Pouvoirs Publics viennent de prendre une série de mesures destinées à limiter la concurrence et à coordonner les différents moyens de transports.

Ainsi, il nous a paru opportun de faire connaître les travaux entrepris par le Conseil sur la question et d'examiner les rapports et les conclusions qu'il avait adoptés au terme des enquêtes. Il n'est pas douteux que les conclusions d'un organisme tel que le nôtre présente une valeur spéciale. Cela nous permettra en outre, de mieux comprendre le fonctionnement pratique et les méthodes de travail du Conseil.

Voyons :

Sous-Titre I. — Le rapport sur l'Automobile et les Chemins de fer.

Sous-Titre II. — Les Conclusions du Conseil sur la Navigation intérieure, le Cabotage et l'Aviation.

SOUS-TITRE I

L'Enquête sur l'Automobile et les Chemins de Fer
Résumé des Travaux et des Conclusions
Influence

Généralité :

En vue d'étudier dans son ensemble le problème des transports, le C. N. E. a chargé sa commission permanente, augmentée de ceux des membres du Conseil, qui, en raison de leur compétence, ont paru particulièrement qualifiés pour l'aider dans ses travaux, de procéder à une enquête préalable, destinée à permettre aux représentants des divers intérêts en présence, de faire connaître leur opinion sur la Politique des transports.

Le 3 juillet 1933, la Commission entendit un rapport préliminaire de *M. Josse*, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, sur les Transports par Automobiles et par Chemins de fer et leur coordination.

Ce rapport fut communiqué alors aux principaux Groupements et Administrations intéressés, pour avoir leurs observations. La Commission procéda alors à l'audition de nombreuses personnalités ; on recueillit leur opinion, soit directement, soit par l'intermédiaire du rapporteur. D'autre part, il fut pris connaissance des travaux parlementaires sur la question notamment de la proposition de loi présentée par *M. Jules Moch*, député tendant à la coordination générale des transports.

La Commission poursuivit alors dans ses séances des 14, 18, 28 décembre 1933 et 8, 22, 23 janvier 1934 la discussion générale du problème qui lui était posé, et sur le rapport présenté en son nom par *M. Josse*, le Conseil adopta les 14 et 16 février 1934, ces conclusions sur le rail et la route. Elles furent publiées au J. O. (lois et décrets du 23

février, page 1840). En mars, l'Imprimerie Nationale édita le livre contenant le rapport, les observations recueillies et les conclusions du C. N. E. C'est ce livre que nous allons résumer ici.

L'enquête comprenant l'établissement d'un rapport préliminaire, la consultation des groupements intéressés et compétents, puis l'adoption de conclusions ; nous allons diviser notre exposé en quatre chapitres :

CHAPITRE I. — Le rapport préliminaire de M. Josse.

CHAPITRE II. — Les observations reçues par la Commission Permanente sur le rapport Josse et le problème des transports en général.

CHAPITRE III. — Les conclusions du Conseil National Economique.

CHAPITRE IV. — L'influence des travaux du Conseil National Economique.

CHAPITRE I

Le rapport préliminaire de M. Josse

Ce rapport comprend une introduction et trois parties. Dans la première, on expose la situation actuelle de la France. Dans la seconde, on indique l'état des législations étrangères ; enfin, dans la dernière, on donne les solutions possibles pour coordonner les transports. Nous allons résumer les contenus des diverses parties du rapport, dans quatre sections.

Section I. — Introduction.

Section II. — La situation actuelle des transports en France.

Section III. — Réglementation des transports à l'Etranger.

Section IV. — Les solutions envisagées.

SECTION I. — INTRODUCTION DU RAPPORT DE M. JOSSE

Dans son introduction, *M. Josse* caractérise les différents modèles de transport — chemins de fer, auto, navigation, cabotage, avion — et ayant délimité leur domaine propre, il indique les différents systèmes selon lesquels peut se faire la répartition du trafic. *M. Josse* reconnaît aux chemins de fer la rapidité et la grande capacité, il leur octroie les transports rapides, massifs et à grande distance. A l'auto, il reconnaît la grande rapidité, la commodité, mais la faible capacité ; il lui donne les transports rapides de faible importance sur courte distance. Enfin, à la navigation intérieure et au cabotage, transport lent, notre rapporteur concède les marchandises lourdes, de peu de valeur, pouvant voyager doucement, sans inconvénient.

M. Josse, après avoir fait cette répartition théorique, constate qu'en fait, celle-ci se fait selon 3 systèmes : le système de la liberté absolue, le système de la liberté corrigée par la fiscalité, enfin, le système de la réglementation.

Le système de la liberté absolue peut sembler le plus simple, le plus juste et le plus avantageux. En réalité, les conditions de concurrence ne sont pas égales et il est bien

difficile de les modifier équitablement. En outre, la liberté absolue n'est pas sans inconvénient pour l'intérêt général : elle peut amener la disparition de certains modes de transport, d'où inconvénient et hausse des prix.

Le système de la liberté corrigée par la fiscalité a tous les inconvénients de la réglementation, plus certains défauts qui lui sont propres.

Le système de la réglementation semble alors la solution à adopter ; toutefois, les modalités sont très variables ; entre la simple autorisation, le monopole et la nationalisation, il y a une multitude de degrés. Avant de faire choix d'un système de réglementation, *M. Josse* fait l'exposé de la situation des différents modes de transport en France et donne un aperçu des législations étrangères.

SECTION II. — I^{re} PARTIE DU RAPPORT DE *M. JOSSE* *LA SITUATION ACTUELLE DES TRANSPORTS EN FRANCE*

M. Josse étudie d'abord le régime des différents moyens de transport et ses conséquences.

Il passe alors successivement en revue, les chemins de fer, l'automobile, la navigation intérieure et l'aviation. Sur chacun de ces transports, *M. Josse* donne des renseignements sur la réglementation qui s'y applique, le mode d'exploitation et des statistiques qui permettent de juger de leur importance relative, de leur rendement.

Passant aux conséquences de ce régime, *M. Josse* précise le caractère anarchique des moyens de transport pour les voyageurs et pour les marchandises ; il examine les charges que les transports entraînent aujourd'hui pour l'Etat, et ce qu'ils coûteront demain, il dit pourquoi ils coûtent et ce qui résulte, au point de vue de l'intérêt national, de leur superposition.

L'anarchie des transports résulte du nombre considérable des services routiers partant des grands centres : Lyon, Paris, Marseille, Rouen, Lille. Ces services non seulement, doublent la voie ferrée mais encore pratiquent par concurrence des prix tels que l'amortissement n'est pas possible,

et que la responsabilité, l'assurance n'étant pas obligatoire, reste fictive en cas d'accident. En tout état de cause, la multiplicité des transports routiers dégradent, encombre les routes, et mène les exploitants à la ruine. Par contre, la concurrence de la route a poussé les Compagnies à des réductions de tarif, à des combinaisons qui peuvent être bien-faisantes, si la reprise du trafic compense le sacrifice. Ainsi, les réductions successives de tarif, sur Paris-Marseille, les locations de wagons au kilomètre ont donné de bons résultats.

Les charges budgétaires pour l'ensemble des Transports sont de l'ordre de 7 à 8 milliards au Budget de 1932. 2 milliards pour les chemins de fer, 5 milliards pour les routes, 200 millions pour la navigation intérieure (non compris les ports, la marine marchande et l'aviation). De plus, le déficit des chemins de fer, les dépenses pour l'aménagement des routes, leur entretien, les dépenses d'entretien et d'aménagement des voies navigables ne permet pas de prévoir ce que sera pour l'avenir le coût des transports.

Ces dépenses s'expliquent par l'anarchie des transports. *M. Josse* donne des exemples montrant les frais énormes bien supérieurs aux recettes, causés par l'exploitation de certaines lignes de chemins de fer et certains canaux. Maintenant que du fait de la concurrence, ces dépenses ne sont plus compensées par des recettes, le rendement financier est de plus en plus déplorable.

Etant données les dépenses faites par l'Etat ou les Départements, pour l'établissement des routes ou des voies navigables, étant données les conventions avec les Compagnies de chemins de fer, on peut dire, qu'en fait, le déficit est supporté par les contribuables, ce qui augmente singulièrement le prix moyen des transports. Mais, d'autre part, l'intérêt que présentent les chemins de fer, les transports par routes et par eaux, au point de vue humain et social font que l'Etat ne peut s'en désintéresser, il doit seulement chercher à réduire les déficits par une juste répartition.

SECTION III. — II^e PARTIE DU RAPPORT DE M. JOSSE RÈGLEMENTATION DES TRANSPORTS A L'ÉTRANGER

M. Josse a étudié la législation des pays suivants : Belgique, Allemagne, Italie, Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Grande-Bretagne, Maroc et Tunisie, États-Unis, Canada, Espagne et Suisse.

BELGIQUE. — Une première loi du 15 septembre 1924, soumit au régime de la concession les services réguliers de voyageurs par auto-cars. Une seconde loi du 21 mars 1932 étendit le champ d'application de la première, elle soumit à l'autorisation tous les services, ne laissant en dehors que les services organisés par un employeur pour ses besoins personnels ou les services provisoires et accidentels organisés à la suite d'événements imprévus et d'insuffisance de moyens de transport. L'autorisation est temporaire, elle est soumise à des conditions nettement protectrice des intérêts des chemins de fer ; par contre, la réglementation ne s'applique pas aux marchandises.

ALLEMAGNE. — Un décret-loi du 6 octobre 1931 réalisa une réglementation étroite des transports par route. Les transports des marchandises et les transports des voyageurs doivent être autorisés, selon l'avis des services de transport préexistant, les besoins et l'intérêt du public. L'autorisation est soumise à des conditions strictes d'horaires, de tarifs et d'assurance.

En ITALIE. — Aucune réglementation directement applicable aux transports sur route des voyageurs ou des marchandises n'est encore intervenue, mais on a donné aux chemins de fer les moyens de lutter efficacement contre la concurrence de la route.

En 1918, une Commission fut instituée pour étudier ces questions, en 1929, l'administration des chemins de fer créa une Société « L'Institut National des transports » spécialement chargée de faire concurrence à la route, en donnant aux clients des chemins de fer de grands avantages. La société fit des ententes avec la route, et de plus

améliora l'exploitation ferroviaire. En 1931, le remplacement partiel ou total du chemin de fer par l'auto, sur certaines lignes, fut décidé.

AUTRICHE-HONGRIE, TCHECOSLOVAQUIE. — Des lois de 1930, 1931 et 1932 ont soumis les transports automobiles pour voyageurs ou marchandises au système de la concession. Les concessions sont temporaires, leurs conditions sont protectrices des intérêts du public et des intérêts des chemins de fer.

GRANDE BRETAGNE. — Les conditions géographiques ont rendu en Grande-Bretagne, la concurrence de la route très intense. Pour y remédier, le Railway-Road Bill de 1928, donna aux Compagnies de Chemins de fer, le droit de créer elles-mêmes des services automobiles, elles le firent et supprimèrent l'exploitation de certaines lignes pour les voyageurs. Le Road traffic Act du 1^{er} août 1930 est un véritable code de la route ; de plus il subordonne le transport en commun des voyageurs à une autorisation ou licence, donnée par des commissaires, d'après les besoins du public. Les marchandises sont en dehors de la réglementation. Pour assurer aux Chemins de fer une meilleure protection, le gouvernement britannique a déposé le 7 avril 1933, un projet de loi sur le rapport du Comité Salter. D'après ce projet, non seulement les transports de marchandises sont aussi soumis à l'autorisation, mais la réglementation applicable aux chemins de fer est assouplie sur plusieurs points et il est prévu la création d'un « Conseil des Transports », chargé d'étudier les moyens de développer l'amélioration et la coordination des transports.

MAROC et TUNISIE. — Au Maroc, depuis longtemps, la Compagnie des chemins de fer a fait des ententes avec la Compagnie Générale du Transport, du Tourisme pour limiter la concurrence. Depuis peu, un service de voyageurs ne peut se créer que sur l'autorisation de la Commission des Transports ; la réglementation n'est pas encore étendue au transport des marchandises.

En Tunisie, la création de transports routiers est soumise à une autorisation, genre concession, l'exploitation est contrôlée par l'Etat.

ETATS-UNIS. — La concurrence rail-route y est ruineuse et des projets de réglementation sont déposés. Ils ne se distinguent pas des réalisations étrangères. Les Compagnies ont lutté contre l'auto, en créant elles-mêmes des services automobiles, même sur longues distances.

CANADA et ESPAGNE. — Dans ces deux pays, le problème des transports a fait l'objet de rapports de commissions spécialisées au cours de 1932. Ces rapports concluent à la nécessité de réglementer les transports par route et de modifier la réglementation du chemin de fer.

SUISSE. — Une loi fédérale du 2 octobre 1924 a donné à l'administration des postes, le droit exclusif d'assurer les services réguliers de transport de voyageurs par route. Pour cela, les postes octroient, en accord avec les autorités et les Chemins de fer, 2 types de concession, un pour service ordinaire, l'autre pour service touristique.

Dès 1926, les chemins de fer suisses ont cherché à s'entendre pour les marchandises, avec les transporteurs automobiles et ont créé des filiales pour les transports par routes.

Une loi de 1933 a soumis les transports routiers de marchandises à des obligations concernant la vitesse, le poids, les dimensions, l'assurance, le travail du personnel. Un récent projet de loi issu de négociations entre les intéressés, doit assurer une juste répartition du trafic et une coordination parfaite des transports rail-route.

Conclusions à l'Etude des législations étrangères

De ces recherches, M. Josse conclut que :

1° La réglementation, comme il est naturel, est apparue de bonne heure, dans les pays où les chemins de fer, ou du moins la plus grande partie du réseau, sont exploités par l'Etat ou par une Société dans laquelle l'Etat a des intérêts prépondérants. Dans ces pays, la réglementation a un but très net de protection du chemin de fer, qui se voit

reconnaître, sinon un monopole, du moins, un droit de priorité pour l'organisation de services automobiles.

2° Dans tous les pays, et même en présence d'une industrie libre des chemins de fer, la nécessité de coordonner les transports dans l'intérêt général a conduit, ou va conduire, à un régime d'autorisation ou de concession des services automobiles qui, d'abord institué pour le transport des voyageurs, s'est étendu ou va s'étendre, au trafic des marchandises.

3° La coordination des transports et le partage du trafic qui en est la conséquence, ont été réalisés par des mesures prises d'autorité par la puissance publique, et cette intervention est apparue comme nécessaire, même dans le cas où des ententes ont pu être préalablement conclues par les intéressés.

SECTION IV. — III^e PARTIE DU RAPPORT DE M. JOSSE LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Cette partie, la plus intéressante du rapport se divise en quatre.

- I. Exposé des points de vue en présence.
- II. Aspect Juridique du Problème.
- III. Base de la Réforme.
- IV. Conclusion.

nous allons successivement les analyser :

I. — *Exposé des points de vue en présence*

Ces points de vue sont multiples, il y a les Usagers et le Public ; 2° Le Personnel ; 3° les exploitants ; 4° le contribuable.

1° *Les Usagers et le Public* sont favorables au développement de tous les moyens de transport, ils veulent la commodité, la rapidité, la fréquence, mais ils réclament aussi la sécurité et la responsabilité effective du transporteur.

2° *Le personnel* réclame la coordination des transports, l'établissement d'une réglementation assurant aux

conducteurs routiers, les mêmes conditions de sécurité et les mêmes garanties à tous les points de vue. Les cheminots veulent leur transfert sur la route et pas de renvois.

3° *Les exploitants* demandent naturellement le développement des transports, qui assurent le maintien de leur activité, mais ne sont pas forcément hostiles à toute discipline.

Les Contribuables demandent à juste titre, la fin d'une situation dont ils paient les frais.

II. — Aspect Juridique du Problème

Situation Juridique du Chemin de fer. Situation Juridique de l'automobile.

Chemins de Fer. — Les Compagnies sont avec l'Etat dans une situation contractuelle, elles jouissent de concession, toute modification au service doit se faire d'un commun accord. Pour ce qui est des transports parallèles à la voie ferrée, il semble que l'on doive accorder aux Chemins de fer un droit de préférence pour leur organisation.

Automobile. — En principe, les transports sur route, sont libres, mais l'utilisation du domaine public d'une façon intensive et pour des fins commerciales permet de soumettre les transports routiers au régime de l'autorisation. Il s'agit en effet de la bonne utilisation du domaine public dans l'intérêt général.

III. — Bases de la Réforme

Ces bases peuvent se résumer dans les propositions suivantes :

La collaboration des transports, la coordination, ne doit pas se faire au profit de l'un d'eux contre les autres.

Le principe de la liberté ne peut assurer la juste répartition du trafic.

La fiscalité est un moyen insuffisant pour rétablir l'égalité des conditions de concurrence.

Le prix des transports doit être uniforme par les divers moyens.

Il faut une réglementation. Cette réglementation doit être souple et progressive.

Principes généraux de réglementation :

Elle ne s'appliquera pas aux transports effectués par des particuliers, ni aux transports exceptionnels (cérémonie) et saisonniers. Elle s'appliquera à tous les transports réguliers offerts au public.

Elle consistera, pour les chemins de fer à abandonner certains trafics en se voyant réserver les autres. Elle sera aussi une simplification des tarifications.

Pour les automobiles, il faudra les soumettre à l'autorisation. L'autorisation sera donnée par une commission locale comprenant des représentants de divers intérêts, elle ne sera accordée que pour des transports correspondant à la destination de l'auto (transports petit ou moyens à courte distance).

IV. — *Conclusion*

I. Il est impossible de laisser s'aggraver ou même se continuer la superposition des moyens de transport et la concurrence désordonnée, à laquelle les transporteurs se livrent aux frais de la collectivité.

II. Il faut coordonner les transports en donnant à chacun d'eux, le trafic qu'il est le plus apte techniquement à effectuer avec le maximum de satisfaction pour la clientèle et le minimum de frais pour la collectivité.

III. Cette coordination ne doit être dirigée contre aucun mode de transport, elle doit, par une politique de collaboration du rail et de la route, aboutir à transférer à l'automobile toute une partie d'un trafic actuellement assuré par le chemin de fer et à donner aux chemins de fer, au moins en partie, les avantages que l'automobile retire de la plus grande souplesse de son organisation commerciale.

IV. L'intervention de la puissance publique qui est nécessaire, doit être réduite au strict minimum.

CHAPITRE II

Les observations reçues par la Commission Permanente sur le Rapport Josse et le problème des transports en général

Le rapport de M. Josse fut communiqué à de multiples groupements et administrations. On peut dire que tous ceux qui, sous quelque angle que ce soit, sont intéressés aux transports par route et par fer, soit comme transporteurs, soit comme usagers, furent consultés.

Les consultations eurent lieu le plus souvent oralement ce fut l'exposé fait par une personnalité marquante, des vues de tel ou tel groupement sur le problème étudié. Quelquefois, l'association consultée répondit par une note écrite qu'elle fit parvenir à la commission.

Nous allons résumer en quatre sections les observations présentées à la Commission Permanente sur le Problème des Transports.

Section I. — Observations des Groupements défendant l'Automobile.

Section II. — Observations des Groupements soutenant les Chemins de fer.

Section III. — Observations de Groupements d'Usagers.

Section IV. — Observations de Services Publics.

SECTION I. — LES OBSERVATIONS DES REPRÉSENTANTS DES INTÉRÊTS DE L'AUTOMOBILE

Les intérêts de l'Automobile ont été présentés par MM. le Baron *Petiet*, Président de la Fédération Nationale de

l'Automobile. *M. Musnier*, Président de la Fédération Nationale des Transporteurs de France. *M. Louis Renault* Président d'honneur de la Chambre Syndicale des constructeurs d'automobile. *M. Blum*, Président de l'Union des Véhicules Industriels. *M. Mariage*, Président de la Fédération Générale des Transports automobiles.

D'une façon générale, ces différentes personnalités critiquent le rapport de *M. Josse*. *M. le Baron Petiet* insistait sur la nécessité de ne pas entraver la liberté entre les différents modes de transport. *M. Musnier*, en un intéressant parallèle, mettait en valeur l'importance économique équivalente de l'auto vis-à-vis des chemins de fer. A divers points de vue, *MM. Renault, Blum et Mariage* reconnaissaient bien la nécessité de coordonner les transports, de limiter la concurrence et d'assurer la sécurité des services mais ils réclamaient pour ceux-ci la place qui doit légitimement leur revenir. Tous s'élevaient contre l'esprit de monopole.

SECTION II. — LES OBSERVATIONS DES REPRÉSENTANTS DE CHEMINS DE FER

Du côté des chemins de fer, on entendit : « Les grands réseaux de chemins de fer ; l'Union des voies ferrées ; l'Union Technique des Chemins de Fer d'intérêt local, la Chambre Syndicale des wagons industriels et le Syndicat National des wagons-réservoirs de France, et enfin, on entendit *M. Boulle* pour les tramways.

a) *Observations des Grands Réseaux.*

Ils exposent la situation actuelle du chemin de fer, l'anarchie des transports, les charges imposées à l'Etat.

On insiste sur la concurrence actuelle faite par la navigation au chemin de fer sur son importance et sur les moindres charges imposées à celle-ci. Passant à la concurrence de l'automobile, les réseaux marquent son importance, tant pour les voyageurs que pour les marchandises, en soulignant l'écroulement fait par les transporteurs automobiles

et ses conséquences. Telles sont les seules causes du déficit d'après les réseaux.

En comparant les charges imposées à l'Etat par les transports (déduction faite des avantages qu'il en retire) avec les impôts spéciaux payés par ceux-ci, les réseaux font remarquer que le chemin de fer rapporte à l'Etat un milliard 420 millions, et que l'auto rapporte environ ce qu'elle coûte.

Comme remède, les grands réseaux préconisent d'assouplir la réglementation des chemins de fer, d'autre part, de limiter la liberté accordée aux transporteurs routiers.

Pour les chemins de fer, on demande l'assouplissement de certaines règles techniques, l'assouplissement des méthodes administratives et la possibilité de substituer l'auto au chemin de fer sur certaines lignes. De plus, on réclame l'assouplissement commercial et tarifaire, l'allègement des charges fiscales du fer, par rapport aux autres transports, et enfin, le rétablissement de l'équilibre financier.

Pour les automobiles, les réseaux réclament l'intervention de pouvoirs publics et une réglementation générale des services d'autocars soumettant le transporteur à l'autorisation administrative, à l'application du code de la route et à certaines autres mesures de contrôle. En outre, on demande la péréquation des charges fiscales.

Enfin, les réseaux souhaitent la coordination des moyens de transports — par fer, par terre, par eaux et par air — c'est-à-dire une juste répartition du trafic entre eux. En ce qui concerne la répartition du trafic par le fer et par la route, il paraît difficile d'émettre une règle générale stricte, il faut prévoir l'institution d'organismes régionaux qui décideront, suivant les cas. Des autorisations de transports par route seront données par le Préfet après consultation de la Commission Régionale.

b) *Observations de M. Béghin, Président de « l'Union des voies ferrées ».*

M. Béghin soumet des suggestions moins étroites et réclame une réglementation moins draconienne des che-

mins de fer. Il demande en outre, qu'un service, même exceptionnel soit considéré comme service public et soumis à des obligations puisqu'il concurrence le chemin de fer.

Son exposé met ensuite en valeur les conséquences financières de la diminution du personnel des chemins de fer au sujet de la Caisse autonome des retraites. Au point de vue de la défense nationale, *M. Beghin* marque les avantages du chemin de fer sur l'automobile.

En conclusion, sans réclamer pour l'automobile une réglementation stricte, *M. Beghin* demande que tout service public de transports ne puisse fonctionner sans autorisation du Maire ou du Préfet.

c) *Observations présentées par M. Jourdain, Président de « l'Union Technique des Chemins de fer d'intérêt local ».*

On apporte là une autre critique du Rapport de *M. Josse* préconisant de conserver seulement au chemin de fer les transports massifs et à longue distance.

Ayant signalé la situation différente des grands réseaux et des petites compagnies pour les transports à faible distance et à petit rendement, *M. Jourdain* démontre que :

1° Les lignes secondaires sont aptes à assurer le transport à petite distance dans de meilleures conditions que la route et doivent être maintenues.

2° Les voies secondaires doivent pouvoir conserver toute leur clientèle, dont la majeure partie est à très petit parcours.

3° La disparition générale des voies secondaires serait contraire à l'intérêt général et national. (Aggravation des dépenses routières. Incommodité des autos en certain cas. Défense nationale gênée par le manque de transports).

d) *Observations de la « Chambre Syndicale des wagons industriels ».*

La Chambre marque l'importance des wagons industriels et suggère les mesures à prendre pour remédier à la concurrence qui leur est faite par les camions et les bateaux. Ces mesures sont de deux sortes ; les unes sont générales,

il s'agit d'améliorer l'exploitation (délai, tarif, contentieux) des chemins de fer, les autres sont spéciales, il s'agit des conditions imposées aux wagons industriels (revision du matériel, tarif et réglementation entre les Compagnies et les propriétaires.

e) *Observations faites par le « Syndicat National des Propriétaires de wagons réservoirs ».*

Marquant l'utilité et l'importance des wagons réservoirs à tous points de vue, les propriétaires demandent une réglementation des transports redonnant l'activité aux chemins de fer et aux wagons réservoirs en particulier.

f) *Observations de M. Boulle, Président du « Groupe-ment Tramway » de « l'Union des Voies Ferrées et des Transports Automobiles ».*

M. Boulle fait un exposé de l'évolution des transports urbains puis, ayant fait un parallèle entre la situation des transports concédés et des transports libres, il demande de faire disparaître les inégalités injustifiées en assouplissant d'un côté, en réglementant de l'autre.

SECTION III. — LES OBSERVATIONS DES USAGERS

A ce titre, on a entendu : I) des représentants des Chambres de Commerce, II) des représentants d'Associations Touristiques, III) des représentants d'Usagers de l'Agriculture, IV) des représentants d'Usagers de l'Industrie.

I. — Les Chambres de Commerce

a) *Observations de M. Celle, Président de la « Chambre de Commerce de Lyon », président de « l'Union des offices de Transports ».*

Après un exposé très complet de la question, M. Celle conclut à la nécessité de réglementer les transports dans le sens indiqué par le rapport de M. Josse.

b) *Observations de M. Garnier, Président de la « Chambre de Commerce de Paris ».*

Bien que fidèle à la doctrine libérale pour obtenir l'abaissement du prix des transports (si important pour le prix de revient total) ; la Chambre de Commerce de Paris n'en croit pas moins qu'il faille mettre tous les transports dans des conditions identiques de concurrence ; elle demande la simplification et l'amélioration des règles d'exploitation des chemins de fer, et la soumission des transports routiers à certaines obligations pour la sécurité et les garanties des services.

II. — Associations de Tourisme

a) *Observations de M. Chaix, Président du « Touring-Club de France ».*

M. Chaix se prononce contre toute réglementation réduisant le nombre des transports, qui sont si appréciés des usagers.

b) *Observations de M. le D^r Behague, Secrétaire Général de « l'Union Nationale des Associations de Tourisme ».*

M. Behague se prononce contre toute réglementation qui viendrait limiter la liberté et la concurrence des transports. Il fait l'apologie des transports par route, énumère leurs avantages et conclut que les autos ne sont pas la cause du déficit des chemins de fer, qui reste le seul problème à résoudre.

III. — Observations des Usagers de l'Agriculture

a) *Observations de M. Lapierre, Président de « l'Office Central du Rail et de la Route ».*

M. Lapierre se prononce contre la libre concurrence qui aboutira finalement à un relèvement des tarifs et à l'abandon de certaines régions. Il émet une série de vœux, sur la répartition du trafic et la coordination qui sont tout à fait conformes au rapport de M. Josse.

b) *Observation de la « Chambre Syndicale des Marchands de bestiaux de France ».*

Elle se prononce contre l'anarchie des moyens de locomotion et donne sa préférence aux chemins de fer pour la généralité des transports, quand la région est bien desservie. Elle reconnaît divers avantages au camion dans certain cas.

Elle étudie le transport des viandes abattues, des viandes sur pied et examine les avantages et inconvénients de la route, puis les améliorations apportées par les chemins de fer. Sa préférence va à ces derniers.

IV. — *Observations des Usagers de l'Industrie*

a) « *Le Comité Central des fabricants de Sucre de France* » demande une diminution des frais de transport qui grèvent si lourdement son industrie.

b) M. Lambert Ribot, *délégué général du « Comité des Forges de France »* se prononce contre la liberté et la libre concurrence qui aboutirait, en fin de compte à une élévation de prix des transports et à la cessation du trafic là où, malgré l'apparence, il est utile à l'intérêt général. Il préconise des ententes sérieuses entre les entreprises de transports sans intervention de l'Etat.

c) M. Parent, *Vice-Président du « Comité Central des Houillères de France »*, M. Lhespitaou, *Secrétaire Général de la « Fédération Industrielle des matériaux de construction »*, la « *Fédération des Chambres syndicales des Fabricants de chaux et ciments de France* », présentent des observations dans lesquelles ils se plaignent de la situation faite par les transports à leur industrie et se prononcent contre les tarifs préférentiels.

SECTION IV. — *Observations des Services Publics*

Les Services Publics sont également intéressés par le problème des transports, on entendit un représentant du

Ministère de l'Intérieur et un représentant du Ministère des P. T. T. naturellement très intéressés par ces questions. Ces deux auditions terminèrent la série des consultations.

a) *Observations de M. Monchet, Directeur de l'Administration départementale et communale au Ministère de l'Intérieur.*

M. Monchet croit à la nécessité urgente de la coordination. Selon lui, il faut soumettre les moyens de transport à des conditions fiscales d'exploitation sensiblement comparables. Et dans l'intérêt général, *M. Monchet* demande l'intervention de l'autorité pour coordonner.

b) *Observations de M. Quenot, Directeur du Service Central au Ministère des P. T. T.*

La poste est un gros usager du chemin de fer, de la route et de l'avion.

M. Quenot fait l'exposé de sa situation en droit et en fait, vis-à-vis des divers moyens de transport : vis-à-vis des chemins de fer d'intérêt général, puis des chemins de fer d'intérêt local, vis-à-vis des transports routiers, (subventionnés par l'Etat, subventionnés par d'autres collectivités que l'Etat, complètement libres) enfin vis-à-vis des transports maritimes.

Prenant position sur la question des réformes à envisager, *M. Quenot* demande que les services routiers substitués aux trains, aient l'obligation de transporter le courrier dans de bonnes conditions de rapidité et de sécurité. Ainsi, seraient évités aux P. T. T. les frais d'un service particulier.

CHAPITRE III

Les conclusions du Conseil National Economique

Tous les intérêts ayant été consultés, la Commission prépara ses conclusions. Celles-ci se divisent en deux parties : dans la première on exprime des principes généraux, dans la deuxième, on indique comment on conçoit pratiquement la réglementation et l'amélioration des transports.

Nous allons résumer ici, ces conclusions, qui furent adoptées, nous le savons, par l'Assemblée plénière du Conseil et qui présentent ainsi un intérêt tout spécial.

PREMIÈRE PARTIE. — *Les principes généraux dégagés de l'enquête.*

Le Conseil marque le caractère de service public des transports, il insiste alors sur leur importance, pour l'Economie en général et pour la Poste et la Défense Nationale en particulier.

Dénonçant les inconvénients d'une trop grande multiplicité des transports, et repoussant pour de multiples raisons, le principe de la liberté de répartition, le C. N. E. est partisan d'une réglementation souple et progressive.

Le Conseil Economique veut une coordination des transports, par la puissance publique ou par les intéressés eux-mêmes, sous le contrôle de l'Administration. Il préconise alors la création de Conseils Régionaux des transports, au-dessus desquels se trouverait un Conseil National. Ces organismes se composeraient : 1° des représentants des transporteurs, patrons et employés ; 2° des représentants des usagers ; 3° des représentants de la Puissance Publique et des Intérêts Généraux. Chaque catégorie aurait le 1/3 des membres. En outre, la Poste et la Défense Nationale seraient

également représentées. Ces Conseils seraient chargés de décider les mesures coordinatrices à prendre en matière de transports.

DEUXIÈME PARTIE. — *La réglementation envisagée.*

Résumons d'abord les conclusions sur les transports routiers, nous verrons ensuite celles relatives aux chemins de fer.

A. — *Conclusions concernant l'automobile*

Les conclusions du C. N. E. demandent :

1° *Une réglementation plus stricte des dispositions de police routière.* Limitation de tonnage, d'encombrement et de vitesse des véhicules. Institution de règles précises de circulation.

2° *La soumission des Transports Automobiles à l'autorisation.*

Pour assurer la coordination des transports, le Conseil Economique a élaboré tout un système d'autorisation.

La minorité du C. N. E. voulait demander une simple autorisation préalable qui serait seulement en fait, une déclaration. Mais la majorité voulut établir une autorisation qui serait une véritable permission, elle en définit les caractères et les modalités. Du reste, le système préposé par le C. N. E. n'est exclusif d'aucun autre et les modalités d'application peuvent varier. Voici quelles sont les suggestions proposées :

a) *Caractères de l'autorisation.*

Les conclusions adoptées par le Conseil Economique lui reconnaissent les caractères suivants :

I) l'autorisation ne donne pas un monopole, mais limite la concurrence.

II) l'autorisation est générale: elle s'applique à tous les services publics de transports — même exceptionnels — elle joue aussi pour les services organisés par les P. T. T. s'ils sont offerts au Public, elle concerne tous les itinéraires. Par contre, les transports particuliers n'ont pas à être

autorisés. Toutefois, s'ils sont très importants, ils peuvent donner lieu à la perception d'une taxe spéciale.

III) L'autorisation est temporaire, sa durée varie entre trois et cinq ans.

IV) L'autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance à caractère fiscal.

V) Par contre, elle impose des obligations concernant l'horaire, le prix et les conditions du transport (obligation d'assurer le service et le cas échéant, d'autres parcours. obligation de respecter les lois sociales concernant le travail des employés, obligation enfin, d'être assurés contre les accidents).

b) Conditions et Procédure de l'autorisation.

Les conditions de l'autorisation sont différentes selon le service à organiser. On distingue les services parallèles à la voie ferrée (Services dits de substitution) et ceux non parallèles (Services complémentaires).

En ce qui concerne les premiers, le Conseil estime que le meilleur moyen de réaliser la coordination complète consiste à reconnaître aux exploitants du Chemin de fer, un droit de préférence, pour obtenir à égalité d'offre, l'autorisation soit d'exploiter eux-mêmes les services routiers parallèles ou de substitution, soit tout au moins d'organiser, sous leur responsabilité, ces services, au moyen de traités de factage, passés avec des entrepreneurs. Le système présente des avantages économiques et juridiques, techniques et sociaux.

Par contre, pour les services non parallèles, le C. N. E. préconise le système de l'autorisation sans préférence, basé sur l'égalité entre les demandeurs et sur la qualité et l'utilité relative du transport proposé.

Les autorisations sont accordées par le Préfet ou par le Ministre des Travaux publics sur l'avis du Conseil Régional ou du Conseil National des transports. On peut faire appel de la décision du Préfet devant le Ministre. Ce droit appartient aux transporteurs intéressés. Il est prévu que la décision préfectorale doit venir dans un certain délai (6 mois)

faute de quoi l'autorisation est réputée accordée, les délais doivent devenir le plus bref possible.

c) *Instrument juridique nécessaire pour réaliser la réforme.*

Les étapes possibles

En attendant le vote d'une loi sur l'organisation générale des transports, le C. N. E. prévoit la modification de l'article 34 du Code de la route. A la simple déclaration de transports en commun, de voyageurs, se substituerait l'autorisation préfectorale. Ce système serait étendu à tous les Transports réguliers offerts au Public, pour voyageurs ou marchandises. La loi du 30 mai 1851, sur la police du roulage ne fait pas obstacle, précise-t-on, à ces réformes.

d) *Période transitoire : Service automobile existant.*

Pour ne pas conduire à une quasi-expropriation, les services existants seront, pendant une période transitoire, n'excédant pas 18 mois, à partir du 1^{er} janvier 1934, réputés autorisés. Mais sous peine de suspension, ces services se trouveront *ipso-facto*, soumis aux conditions de fond — tarif responsabilité — prévus par l'autorisation. Passé le délai, les Transporteurs devront se faire régulièrement autoriser. Si la ligne est maintenue, les exploitants actuels jouiront, toutes conditions égales, par ailleurs, d'un droit de préférence. Si la ligne est supprimée, ses exploitants seront à conditions égales, préférés à d'autres postulants pour l'exploitation d'autres lignes.

B. — *Conclusion concernant les Chemins de fer*

Ici, ce n'est pas dans le sens de la réglementation que le C. N. E. conclut, mais bien au contraire dans le sens d'un assouplissement des règles établies. Cette différence s'explique par la situation inverse des deux modes de transport. En effet, si pour l'automobile, la liberté des exploitants a créé une véritable anarchie, pour les chemins de fer, la réglementation excessive a paralysé son développement.

Les conclusions du C. N. E. touchent le côté commercial et le côté technique.

I. *Côté commercial*, on demande :

1° Un assouplissement des règles obligeant le transport dans un délai impératif des voyageurs, des bagages et des marchandises.

2° Une réduction de délai de transport en règle générale.

3° Une réduction du délai d'homologation des tarifs.

4° Une grande souplesse, une grande variété de tarifs.

Le Conseil se prononce pour le maintien du principe de tarification *ad valorem* avec exception (wagon-kilomètre ou combinaison valeur-poids-encombrement). Il propose en outre, la substitution d'un régime de vitesse unique à la grande et à la petite vitesse et réclame l'institution de règles uniques pour les divers réseaux avec l'égalité entre les clients.

5° Des méthodes plus commerciales donnant des facilités au Public en ce qui concerne les renseignements, le contentieux, etc.

II. *Du côté technique*, les conclusions indiquent :

1° Les possibilités de réduire les frais d'entretien de clôture, les frais de gardiennage, en assurant toutefois, la visibilité et la signalisation aux passages à niveau.

2° Les possibilités de réduire le nombre de trains, de modifier le service avec des auto-rails et des michelines, de remplacer, si le public agricole et autre n'a pas à en souffrir, le chemin de fer par l'automobile. Pour l'autorisation d'établissement du service par route, le chemin de fer jouit de la préférence, comme nous l'avons déjà indiqué.

3° La nécessité pour les chemins de fer d'améliorer sans cesse les conditions de sécurité et de confort des voyages

Conclusions : Au terme de son étude si minutieuse, le C. N. E. insiste sur la nécessité de coordonner les transports, le plus rapidement possible, parce que l'incoordina-

tion coûte cher à la collectivité et est une gêne pour le développement des différentes branches de la production.

Le C. N. E. remarque que la coordination va mettre les transports devant les mêmes obligations et devant les mêmes charges. Si certains vont disparaître, ce ne sera qu'au profit de l'intérêt général ; la réglementation des services routiers automobiles est aussi légitime que l'assouplissement de la réglementation de chemin de fer.

* * *

Dans leur ensemble, ces suggestions nous semblent devoir être approuvées, elles sont très réalistes. Pour l'automobile, il ne s'agit pas de soumettre les exploitants à des règles strictes, exclusives de toute liberté et de tous progrès. Pour les Chemins de fer, il ne s'agit pas de s'affranchir de tout contrôle et de toute règle d'exploitation ; la liberté complète est en effet incompatible avec la nature des services à assurer. Les solutions du Conseil sont également éloignées des extrêmes et, nous pensons, que dans leur modération, réside la plus grande partie de leur valeur.

CHAPITRE IV

L'influence des travaux du Conseil National Economique

Nous allons voir :

Section I. — L'accueil fait aux conclusions du Conseil National Economique.

Section II. — La législation récente sur les transports, en quoi elle consacre les suggestions du C. N. E.

SECTION I. — ACCUEIL FAIT AUX CONCLUSIONS DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

Les conclusions du Conseil National Economique donnèrent lieu à des commentaires passionnés. En regard de commentaires favorables, avec des degrés dans le ton des louanges, les commentaires réservés ou même défavorables furent non moins abondants.

La Chronique des Transports, revue technique particulièrement bien présentée, qui reflète assez souvent l'opinion des réseaux, estima que la session du Conseil National Economique, au cours de laquelle furent adoptées les conclusions dont nous avons donné une brève analyse, devaient faire date dans l'histoire du rail et de la route, et marquer un tournant décisif de son évolution. C'est en effet, dit *la Chronique*, la première fois en France, qu'un organisme consultatif à caractère officiel est appelé à donner aux pouvoirs publics son avis sur le problème du rail et de la route.

La réglementation des transports est une nécessité et qui dit « réglementation » dit nécessairement « intervention de l'Etat ». Remarque étant d'ailleurs faite que la France est un des rares pays où elle ne se soit pas encore produite.

Mais la *Chronique des Transports* estime qu'il était difficile de proposer un régime efficace en limitant plus strictement l'intervention de l'Etat et en offrant aux trois partis en présence — usagers, transporteurs automobiles, réseaux de chemins de fer — de meilleures chances de réaliser leur entente et d'associer leurs intérêts sur des bases plus équitables.

Nombre de commentaires pareillement favorables furent insérés par la Presse sur le rapport du Conseil National Economique et ses conclusions.

Par contre, certains transporteurs automobiles firent campagne contre les conclusions du rapport *Josse*. C'est ainsi que le Syndicat des transports du Morbihan et dont les arguments furent reproduits par l'*Ouest-Eclair* du 23 mars 1934 assure que : « l'automobile n'écrame pas le trafic du chemin de fer, mais y apporte bien au contraire, un trafic nouveau ». Le rapport *Josse* tel qu'il est conçu ne doit, à aucun prix être pris en considération. En effet, il consacre la ruine définitive des transports libres, il ouvre la voie à un nouveau monopole parallèle à celui des chemins de fer, il sacrifie l'intérêt des agglomérations et des transporteurs... Son application révolterait les usagers qui préfèrent avoir affaire à quelqu'un de chez eux plutôt qu'à une Administration qui manque toujours de souplesse et de complaisance... Tous les transporteurs enfin, doivent être mis sur le même pied et les chemins de fer ne doivent pas plus toucher de subventions que les transporteurs libres. »

En remarque à ces affirmations, certains ont fait observer que : « l'exploitation de la route n'est pas une exploitation ordinaire et lorsque l'utilité publique le réclame, il faut admettre une certaine réglementation... La puissance publique est intervenue pour organiser les services de transports publics avec des obligations ; souvent la collectivité a imposé à des entrepreneurs des charges très lourdes... il est bien évident que l'entrepreneur qui a accepté ces charges ne peut pas lutter avec l'entrepreneur de services libres qui n'a aucune obligation ».

« Il est donc indispensable que l'on protège le service public. Et comment le protégerait-on si on ne réglementait la route comme le demande *M. Josse* ? Et la mise au point de ce règlement est d'une urgence incontestable ».

Quoi qu'il en soit, les réglementations récemment établies, concernant les chemins de fer, les camions et la coordination des transports, sont en grande partie inspirés des conclusions du C. N. E.

SECTION II. — LA LÉGISLATION RÉCENTE
SUR LES TRANSPORTS PAR FER ET PAR ROUTE
EN QUOI ELLE CONSACRE LES SUGGESTIONS
DU CONSEIL ECONOMIQUE

En ce qui concerne les Chemins de fer, on peut trouver la réalisation des vœux du Conseil National Economique, dans de récentes et nombreuses améliorations des conditions du transport : tarif comportant un prix maximum et un prix minimum et permettant des abaissements de prix suivant le tonnage apporté par le même expéditeur, obligation de transporter dans les délais prévus, nouveau régime à vitesse unique pour les colis, nouvelle facilité pour le transport des animaux, enfin, avantages multiples et variés accordés aux voyageurs, etc.

Pour les règles de circulation routière, l'influence des travaux du C. N. E. s'est traduite par une nouvelle limitation de l'encombrement et du tonnage des véhicules servant aux services routiers (décrets du 30 juin 1934 et du 31 octobre 1935).

Mais c'est surtout pour la coordination proprement dite du rail et de la route que les pouvoirs publics se sont inspirés des conclusions du Conseil National Economique.

Le texte fondamental sur la coordination et le décret-loi du 19 avril 1934 (J. O. du 20 avril) est complété par plusieurs textes postérieurs, notamment par les décrets du 25 février 1935 et des 9 et 13 juillet 1935.

Le décret du 15 avril 1934 pose les bases de la coordination du rail et de la route, et s'inspire des conclusions

du Conseil National Economique en ce sens que la Puissance Publique s'efforcera, comme le Conseil National Economique l'avait demandé, de susciter des ententes entre les deux modes de transport avant d'intervenir elle-même pour coordonner leur action. Il s'en écarte par contre, en ce sens que le Conseil Economique avait demandé une réglementation beaucoup plus poussée des transports automobiles.

Aux termes de ce texte, il est créé auprès du Ministre des Travaux Publics, un comité de coordination de cinq experts représentant les transporteurs intéressés, chargés de susciter des ententes régionales, pour l'organisation des services de transports publics.

Faute d'entente, un arbitre désigné à l'unanimité par les membres du comité de coordination ou, à défaut, d'accord par le Ministre des Travaux Publics, soumettra à ce dernier ses propositions pour le maintien, la modification ou la suspension des services existants.

Ce régime limite donc au minimum l'intervention de la puissance publique. Il a pour but, de permettre aux réseaux de supprimer le trafic des voyageurs et des messageries sur un assez grand nombre de lignes, et même de fermer, sur certaines artères principales, les petites gares. Il doit permettre également de supprimer entièrement certaines lignes à faible trafic. Il doit donc être générateur d'économies nouvelles.

En outre, ce décret-loi, dont le caractère vaut d'être souligné, introduit dans notre législation une disposition nouvelle : celle de l'affiliation obligatoire des transporteurs publics par automobile, à un groupement syndical : condition indispensable du succès de la coordination.

Ce texte fut suivi d'arrêtés et de décrets postérieurs qui l'ont complété et en ont fixé les modalités d'application.

Voici une brève analyse du décret du 25 février 1935 qui, fixant les conditions générales de la coordination et la réglementation des transports de voyageurs, est particulièrement important.

Le texte comprend 3 parties :

La première institue des comités techniques départementaux des transports, chargés de préparer dans le cadre local, la tâche du comité de coordination siégeant au Ministère des Travaux Publics ; la deuxième fixe les règles selon lesquelles devront être élaborées les ententes pour l'organisation des transports publics de voyageurs ; la troisième prévoit un certain nombre d'obligations, qui devront être imposées aux entrepreneurs de transports automobiles de voyageurs. Enfin les derniers articles précisent certaines modalités d'application pratique des premiers accords.

Les comités techniques départementaux de transport comprennent un délégué titulaire et un délégué suppléant, désigné pour trois ans et représentant chacune des catégories de transporteurs en cause, dans le département. En vue de réaliser la coordination des services voyageurs, chaque comité technique établit les bases de l'entente entre les transporteurs. Il recherche l'adhésion de toutes les entreprises sur les suppressions et modifications de lignes, sur les répartitions des services et sur les obligations imposées aux transporteurs, puis, une fois l'entente réalisée et sanctionnée par le Ministre, il en contrôle l'application.

Les règles générales sur la base desquelles doivent intervenir les ententes, s'appuient sur un « plan d'organisation générale », qui a pour objet de supprimer les doubles emplois, onéreux pour les finances publiques et l'économie générale du pays. En vue de l'élaboration de ce plan, les diverses catégories de transporteurs désignent celles de leurs lignes ou sections de lignes que ceux-ci estiment nécessaire d'abandonner.

Quant à la répartition du trafic, elle doit s'effectuer sur les bases suivantes : le transport des voyageurs sur les lignes restantes est réservé à ceux qui les exploitent actuellement, en vertu de concessions ou de contrats passés avec les collectivités. Les suppressions de services routiers peuvent donner lieu à compensation sous un certain nombre de formes.

Dans les huit jours qui suivent les arrêtés ministériels approuvant les ententes, ces propositions sont portées à la connaissance du public, pendant huit jours, par voie d'affichage. Les ententes fixent aussi les itinéraires, la nomenclature des voies empruntées et les points d'arrêts, ainsi que le nombre minimum des voyages journaliers pour chaque ligne ou groupe de lignes.

Le décret n'a exclu de son application que les transports publics exceptionnels et les transports privés. Au contraire, tous les transports quotidiens ou périodiques sont soumis aux règles de coordination. Ils doivent se plier à un certain nombre d'obligations : fixation de tarifs dans la limite d'un maximum fixé par arrêté ministériel pour les voyageurs et leurs bagages, respect d'itinéraires et d'horaires approuvés, mise en service d'un matériel en bon état et d'une capacité répondant aux besoins du trafic, justification d'une assurance, transport des sacs de dépêches dans des conditions déterminées, si les horaires permettent d'assurer le service postal, garantie de capacité du personnel de conduite, et réglementation du travail, versement d'un cautionnement.

Des négociations entre les représentants des transporteurs routiers et les représentants des grands réseaux, ont abouti à la conclusion de pactes actuellement soumis à l'homologation du Comité de coordination (Pacte de Rouen, de Niort, de Lille et de Valenciennes ; Accords du Doubs, de la Marne, etc., etc.) Les véhicules des transports réguliers occasionnels ou exceptionnels, doivent porter des marques distinctives (1). En cas d'infraction à la coordination des sanctions assez sévères ont été prévues.

La coordination du rail et de la route pour les transports de marchandises est réglementée par un décret du 13 juillet 1935, complétée par d'autres textes postérieurs.

La coordination ne s'applique pas aux transports privés et ne concerne que les différentes catégories de transports publics de marchandises (Camionnage, Services réguliers

(1) Arrêté du 25 novembre 1935.

généraux, Transport d'animaux, Transport de Liquide, Dénénagement, Transport à la demande). Pour assurer l'exécution des mesures de coordination, le décret du 13 juillet prescrit un recensement général des véhicules affectés aux transports publics de marchandises et la délivrance de cartes provisoires indiquant la nature des transports effectués. Ainsi, le nombre de camions en service ne pourra être augmenté. Ceux-ci doivent porter des indications permettant de voir à quelle catégorie ils appartiennent (1).

Les transports de marchandises sont soumis aux mêmes obligations que les transports de voyageurs (tarifs, itinéraires, horaires, assurances, etc.) En outre, ils doivent verser une redevance par tonne kilométrique transportée, variable, suivant la nature des services et la distance des transports effectués. Il est à remarquer que le C. N. E. avait exclu l'idée d'imposer de telles redevances. Le décret loi en les établissant, paraît avoir eu en vue le maintien de certains services à moyenne et longue distance concurrençant la voie ferrée, et avoir voulu rétablir dans ce cas, un certain équilibre, dans les conditions d'exploitation des deux modes de transports.

Afin d'aboutir effectivement à la coordination et à une répartition du trafic entre le rail et la route, des ententes doivent se réaliser entre les réseaux et les transporteurs. A défaut d'entente, le comité de coordination doit prononcer son arbitrage. En cas d'infraction, il est également prévu des sanctions.

Toutefois, si la coordination des services de voyageurs peut être considérée comme étant en voie de réalisation, il en est tout autrement de la coordination des transports des marchandises. Les pourparlers engagés ont échoué et les négociations sont suspendues. Deux questions séparent les représentants des chemins de fer et ceux des transporteurs routiers d'une part, la politique des prix fermes — inférieurs aux prix de revient — adoptés depuis quelque temps par les réseaux, et d'autre part, le principe posé également

(1) Arrêté du 26 novembre 1935.

par les réseaux, du retour intégral à la voie ferrée, des transports de marchandises à grande distance.

Signalons encore, qu'en application du décret du 18 avril 1934, un Conseil Supérieur de la coordination et un Conseil de coordination Fer-Air-Mer (1) sont créés.

Le Conseil National Economique avait, nous l'avons dit, admis la possibilité de demander certaines rétributions pour usage de la route à des transports privés présentant un caractère sinon anormal, du moins exceptionnel. Un décret du 30 octobre 1935 établit le principe de redevances pour ces transports lorsqu'ils sont effectués hors des limites d'une zone comprenant le département du centre d'exploitation ou du siège social du transporteur, et les départements limitrophes. En même temps, il est stipulé que, dans l'intérêt de la sécurité de la circulation, le personnel de conduite de ces véhicules sera soumis, en ce qui concerne les conditions de travail, à une réglementation par arrêté des Ministres du Travail et des Travaux Publics.

Il est encore trop tôt pour apprécier les résultats de la coordination. Les comités de coordination poursuivent leurs travaux en vue de la conclusion d'entente entre les transporteurs, et procèdent aux consultations nécessaires. La Commission Parlementaire des Travaux Publics, a déposé un rapport où elle conclut avec scepticisme sur les résultats à attendre de la coordination « surtout en ce qui concerne les marchandises » (2) les transporteurs routiers font campagne contre la coordination (3) au Sénat, récemment (4) le gouvernement a répondu à des interpellations, et les milieux parlementaires et gouvernementaux, semblent actuellement décidés à réaliser en fait, la coordination, mais en y apportant toute la souplesse et les garanties nécessaires pour la sauvegarde de tous les intérêts.

Une Commission d'études chargée d'examiner les plans de transport soumis au Ministre par le comité de coordi-

(1) Décret du 9 juillet et du 30 octobre 1935.

(2) Doc. Parl. Chambre n° 5505; J. O. du 5 janvier 1936.

(3) Voir la presse corporative et le journal *l'Auto* depuis avril 1934

(4) Le 27 février 1936.

nation des transports ferroviaires et routiers, vient d'être instituée (Arrêté du 26 février 1936, J. O. du 28).

En tout cas, il semble qu'une répartition du trafic entre le rail et la route soit prochaine, on peut s'en réjouir dans l'intérêt commun des deux modes de locomotion. Nous avons surtout tenu à signaler ici, la parenté étroite existant entre les vues exprimées par le Conseil Economique et les dispositions des récents décrets (1).

(1) Nous tenons à remercier M. De Lavergne, Secrétaire de la C. G. P. F. qui a bien voulu nous communiquer son rapport : « La coordination des transports, d'après le Conseil National Economique et les décrets-lois », établi en vue du Congrès des Transporteurs, tenu à Lyon en mars 1936.

SOUS-TITRE II

**L'Enquête sur la Navigation Intérieure,
le Cabotage et l'Aviation***Les Auditions et les Conclusions du Conseil*

Continuant ses études sur les transports, la commission permanente du C. N. E. chargea *M. Laroque*, auditeur au Conseil d'Etat, de préparer un projet de conclusion pour la Navigation Intérieure, le Cabotage et l'Aviation.

I. — Les Auditions de la Commission Permanente

Le rapport de *M. Laroque* fut communiqué aux intéressés et la Commission reçut les observations des personnalités suivantes :

M. WEIL, Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats de navigation intérieure.

M. PILLIAD, Président du Groupement de la Navigation Rapide.

M. Louis LOUIS, Président du Syndicat Général de la Batellerie.

M. MARCHAL, Vice-Président du Syndicat Général de la Marine.

M. HUIBAUT, Président du Syndicat de la Petite Batellerie Motorisée.

M. PICPLU, Directeur Gérant de la Société de Remorquage « Batelleries Réunies ».

M. RAVEAU, Président de la Ligue des Mariniers d'automoteurs.

M. CHANSON, Président de la Fédération Maritime du Port de Calais (sur l'organisation de la Batellerie de Calais).

M. DE ROUSIERS, Vice-Président du Comité Central des Armateurs de France.

M. GRIMAUULT, Directeur des Services de la Chambre Syndicale des Industries Aéronautiques.

M. ALLEGRE, Directeur Général de la Compagnie Air-France.

La discussion se poursuivit ensuite au cours de plusieurs réunions de la Commission. Tenant compte des désirs manifestés au cours de l'enquête par les diverses per-

sonnes entendues, *M. Laroque* modifia ses conclusions. Celles-ci furent adoptées par l'Assemblée plénière du C.N.E. à la session du 14 mai 1934, elles furent publiées au J. O. (Lois et décrets) du 17 mai 1934, page 4880.

Comme pour l'enquête sur le rail et la route, l'Imprimerie Nationale édita un livre donnant des indications sur le rapport *Laroque*, les observations reçues à la Commission permanente et les conclusions adoptées par le Conseil. Nous n'analyserons pas ce livre entièrement, nous allons seulement résumer ici, les conclusions du Conseil Economique.

II. — *Les Conclusions du C. N. E.*

A) *Pour la Navigation Intérieure*, le C. N. E. marque d'abord leur situation spéciale par rapport aux chemins de fer : les voies d'eaux sont entretenues et ont été créées au frais de l'Etat, les exploitants sont le plus souvent, non une compagnie, mais des marinières séparés. En laissant la liberté, il faut organiser la profession et limiter la concurrence.

Le C. N. E. indique ensuite comment on doit :

a) Eviter la multiplication, en limitant la concurrence étrangère et en soumettant à l'autorisation la mise en service de nouveaux bateaux.

b) Réglementer les services réguliers du halage et du remorquage.

c) Organiser l'affrètement : Etablissement des contrats suivant une convention type. Création et généralisation de bureaux régularisant les conditions d'affrètement, assurant la publicité entre l'offre et la demande, et la moralité des transactions.

Le C. N. E. s'est prononcé contre la fixation administrative des tarifs et contre le tour de rôle obligatoire. Naturellement, on prévoit une liaison entre les divers bureaux. Le Conseil préconise en outre :

a) Un système de taxes qui fassent participer les usagers aux dépenses d'amélioration des voies navigables et un système de taxes, qui détournent vers le chemin de fer les marchandises que ce dernier peut rationnellement transporter.

b) Une répartition du trafic entre le chemin de fer et les voies navigables, avec ententes entre les transporteurs

et les industriels, par contre, il se prononce contre la lutte de tarif et pour des accords, entre la navigation et les réseaux.

B. *Pour le Cabotage*, le C. N. E. réclame aussi la coordination et les ententes entre les intéressés

C. *Pour l'Aviation*, le C. N. E. constate qu'il est trop tôt pour penser à sa coordination avec les autres transports, il marque seulement les caractères spéciaux et l'intérêt des Transports Aériens.

III. — *La législation récente sur la navigation intérieure.*

Les conclusions du C. N. E. sont à la base des décisions gouvernementales récentes.

Conformément aux vœux du Conseil National Economique les décrets du 15 mai 1934 et du 21 septembre 1934 ont fixé les règles d'après lesquelles l'immatriculation des bateaux neufs, en remplacement de bateaux démolis, pourrait être autorisée. Des décrets peuvent toutefois, permettre, l'immatriculation de bateaux augmentant le tonnage en service, lorsque les besoins du transport le justifieront. Le décret du 15 mai 1934 a également soumis à une autorisation et à l'exécution d'un cahier des charges, les services réguliers de transport de marchandises par voie d'eau (les services de voyageurs y étaient déjà obligés par le décret du 31 mars 1934).

En 1935, d'autres décrets sont intervenus pour mettre en application les vues du C. N. E. La traction des bateaux a été réglementée, puis l'organisation et les conditions de l'affrètement furent révisées par le décret du 31 mai 1935.

Quant à la répartition des transports entre le rail et la voie d'eau, la création des Commissions Régionales et du Comité Central de coordination, doit assurer l'application des propositions du Conseil National Economique sur ce point.

Comme la coordination du Rail et de la Route, la coordination du Rail et des Voies Navigables ne se réalise pas sans heurt et sans retard ; en effet, elle comporte, pour certains intérêts, des sacrifices parfois importants. Néanmoins, il semble que la coordination bien comprise, satisfasse l'intérêt collectif, et il est souhaitable que, fort des vœux du Conseil National Economique, le Gouvernement persévère dans son œuvre.

TITRE III

Bilan de l'Œuvre du Conseil

Le moment est venu de dresser le Bilan de l'Œuvre du C. N. E. que nous connaissons maintenant.

Le Conseil a-t-il répondu aux espoirs de ses partisans ?

Le Conseil a-t-il pratiquement justifié les critiques de ses détracteurs ?

C'est ce que nous allons voir, en examinant son actif et son passif.

CHAPITRE I. — *Actif du Conseil.*

CHAPITRE II. — *Passif du Conseil.*

CHAPITRE I

Actif du Conseil

Après dix ans d'existence, l'actif de notre organisme, créé à titre d'expérience et qui avait soulevé bien des objections, est on peut le dire considérable.

En premier lieu, la méthode de travail adoptée et l'esprit d'équipe régnant au Conseil, lui ont permis de donner des résultats non négligeables, au point de vue économique et social.

Ensuite, l'activité du Conseil fut très importante, tant par le nombre des rapports que par l'influence sur la législation positive.

Enfin, il est possible de tirer de l'ensemble des travaux, les principes selon lesquels on doit orienter notre organisation économique, d'après les groupements les plus représentatifs des diverses activités.

Insistons sur chacun de ces points.

Section I. — Esprit régnant au Conseil ; méthode de travail.

Section II. — Importance et influence des rapports du Conseil.

Section III. — Principes qui se dégagent des travaux du C. N. E.

SECTION I. — ESPRIT RÉGNANT AU CONSEIL MÉTHODE DE TRAVAIL

Grâce aux efforts de ses animateurs aux premiers rangs desquels il faut citer MM. *Cahen Salvador* et *Parodi*, grâce à la bonne volonté et à la largeur d'esprit de ses Membres, le Conseil a su éviter les écueils contre lesquels il se serait brisé.

Bien plus, pour travailler plus utilement, on a su prendre avec le décret constitutif, toutes les libertés nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme.

Hardiesse et prudence heureusement combinée. Tant et si bien que la plupart des critiques faites au Conseil « théorique » ne peuvent s'appliquer à la réalité des faits.

Ainsi, contrairement à ce qui s'est produit à l'étranger, en Allemagne et dans bien d'autres pays, notre Conseil a donné bien plus qu'il n'avait promis.

On avait dit, le Conseil est mal composé, il n'est pas représentatif, certes, la composition du C. N. E. n'est pas parfaite; malgré les récents décrets.

Mais, par la multiplication des consultations et des auditions, des représentants des groupements, les défauts de composition sont réduits à un moindre mal.

L'absence au Conseil, d'économistes et de juristes valant par leur seule compétence, avait aussi été critiquée à juste titre.

On a su remédier à cette lacune, en recourant aussi souvent que nécessaire à la consultation de personnalités qualifiées. Ainsi, pour l'adoption du rapport général sur les conventions collectives de travail, la Commission Permanente du Conseil a tenu à avoir outre l'avis des principaux groupements ouvriers et patronaux intéressés, l'opinion de personnalités hautement qualifiées par leur compétence, MM. les Professeurs *Capitant*, *Oualid* et *Pic*.

Enfin, certains avaient redouté, non sans quelques raisons, semblait-il, que le Conseil, composé de délégués d'intérêts différents se divise en groupes opposés et ne puisse aboutir à consacrer une solution d'ensemble.

Or, il s'est créé au C. N. E., un esprit scientifique d'une haute impartialité et d'une portée morale et sociale considérable. Le fait, pour les délégués patronaux et ouvriers de se réunir à la même table pour discuter les problèmes qui les intéressent en commun, a produit les effets les plus heureux ; on est arrivé à mieux comprendre les arguments de chacun et insensiblement, parce qu'on se comprenait mieux, on a préconisé des solutions transactionnelles, bien

éloignées des volontés originelles de chacun ; si bien que la plupart du temps, les rapports sont approuvés à l'unanimité.

De plus, la présence au Conseil des délégués des différents intérêts et les consultations qui précèdent la discussion finale, font que les rapports adoptés tiennent compte de tous les aspects d'une question. Avant de préconiser une solution, on a pesé toutes ses conséquences, toutes ses incidences, et cela est assez rare pour mériter mention.

Les conclusions du Conseil présentent, sur la plupart des rapports d'autres organismes bien des avantages.

D'abord la valeur morale d'un vœu émis par le C. N. E. est très importante à cause de son caractère représentatif des désirs moyens du monde économique entier.

Ensuite, la valeur pratique des rapports est considérable, grâce à la modération des conclusions. L'esprit réaliste qui règne au Conseil et les multiples discussions en Commission assurent à ses suggestions, une juste mesure et un intérêt très réel.

En préconisant telle ou telle solution, le rapport ne manque jamais d'indiquer les moyens financiers ou autres d'exécution et ses conclusions sont toujours réalisables plus ou moins rapidement.

Enfin, toutes préoccupations politiques ou électorales, toutes vues d'intérêts personnels, ou à courte portée restent absentes au C. N. E. et n'influent pas sur la marche des travaux et sur les solutions envisagées.

C'est dans cet esprit que le Conseil a travaillé depuis sa création jusqu'à nos jours.

SECTION II. — IMPORTANCE ET INFLUENCE DES RAPPORTS DU CONSEIL

Avec cet esprit conciliant et une méthode de travail scientifique, le Conseil a accompli une besogne importante. Près de 90 rapports couvrant de nombreuses pages du J. O. A. ont été publiés.

En voici la récapitulation : Problème du logement : 1 rapport, Outillage National, 38 rapports (dont 5 deman-

des d'avis), Enquêtes sur l'Economie Nationale, 31 rapports, Réponse à des Demandes d'Avis du Gouvernement, 19 rapports, dont 16 sur l'Outillage National, 8 sur des questions d'Economie nationale et 5 sur des questions d'ordre international.

Ces chiffres sont suffisamment éloquentes en eux-mêmes. Ils prouvent l'activité du Conseil, dont les Commissions (permanentes ou autres), se réunissent pour travailler au moins une fois par semaine, et dont les sessions sont ainsi assez fréquentes.

Quelle est la portée d'un travail aussi consciencieux et aussi considérable ? Il est bien certain que les Gouvernements, quoi qu'on en ait dit, portent un grand intérêt aux travaux du Conseil et que ceux-ci ont une influence sur la législation.

Les preuves de l'intérêt que les personnalités au pouvoir attachent aux délibérations du C. N. E. sont multiples.

Les décrets successifs ont augmenté le nombre des experts gouvernementaux assistant et délibérant aux différentes réunions. Ainsi, le Conseil est en relations étroites et suivies avec les différents ministres. Dans le cadre d'un vaste programme, il s'efforce toujours de porter à l'ordre du jour les questions qui intéressent le plus les dirigeants. Au cours des discussions, les Ministres sont par l'intermédiaire de leurs experts tenus au courant des vues du Conseil, et bien souvent ils connaissent avant leur adoption définitive, ses conclusions. Enfin, les assemblées plénières sont presque toujours présidées par le Chef du Cabinet ou par le sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil. En tout cas, les Ministres intéressés par les questions discutées, assistent à la session ou se font représenter.

Ayant suscité l'intérêt, les travaux du Conseil ont eu une certaine action. Nous avons dit comment les Gouvernements ont plusieurs fois utilisé la grande enquête sur l'Outillage National (1). Nous avons vu tout l'intérêt de la vaste étude sur la situation de l'Industrie et de l'Agricul-

(1) Voir Chapitre II, Section I et Chapitre III, Section I.

ture, et spécialement l'importance des rapports sur certains problèmes généraux de l'Economie. Nous avons alors signalé certains décrets pris à la suite des conclusions du C.N.E. (1). Enfin, nous avons indiqué les différentes demandes d'avis, présentées au Conseil, par des Ministres (2).

En faisant le bilan de l'œuvre du Conseil, nous avons cru devoir ainsi rappeler son importance matérielle et morale, son intérêt pour les dirigeants et son influence sur la législation, plus spécialement sur les projets et sur les décrets.

SECTION III. — *PRINCIPES QUI SE DÉGAGENT DES TRAVAUX DU C. N. E.*

Il est possible de trouver dans les rapports du C. N. E. un ensemble de traits qui permettent d'en dégager l'Economie générale. Une telle recherche n'est pas sans difficultés, la comparaison entre les rapports est délicate, en effet, les problèmes étudiés sont très variés et les rapporteurs différents.

Les grandes enquêtes fournissent une documentation sans équivalent sur le problème du logement, l'Outillage National et la situation de l'Industrie et de l'Agriculture. En général, le Conseil ayant exposé les faits, suggère les mesures qui doivent améliorer la situation. Nous avons vu plus haut, que les Gouvernements s'en sont souvent inspirés dans leurs projets. Il n'est pas sans intérêt de rechercher les principes économiques qui se dégagent de l'œuvre de notre organisme.

On trouve plus particulièrement ces principes en examinant les rapports sur les problèmes généraux de l'Economie (3). On peut avancer que le Conseil répudie le libéralisme au moins dans sa forme absolue et générale, et qu'il ne veut pas non plus donner à l'Etat la direction directe de l'Economie du pays. L'organisation préconisée est mixte.

(1) Voir Chapitre II, Section II, Paragraphe 2.

(2) Voir Chapitre II, Section II.

(3) Voir Chapitre III.

D'après les idées du C. N. E. l'Economie Nationale doit être dirigée avec modération par des conseils consultatifs, dont les décisions doivent être sanctionnées par les pouvoirs publics.

Les Conseils consultatifs de chaque branche de l'Economie doivent être composés de délégués des divers intérêts en présence ; et de personnalités ayant une compétence particulière. Ces conseils ont pour mission de chercher à faire disparaître — en respectant le plus possible la liberté de chacun — les anomalies économiques et sociales, contraires à l'intérêt commun.

Ce sont là des indications générales, elles montrent néanmoins la tendance très louable, pensons-nous, qui anime le Conseil.

Pour la réalisation de ses vues, il est souhaitable que toutes les branches de la production (industriels, agriculteurs, commerçants) tous les différents intérêts (propriétaires, locataires, consommateurs) s'organisent en groupements importants, vraiment représentatifs de l'intérêt en question. Cela facilitera la formation des Conseils consultatifs dont la composition est un des problèmes les plus délicats. Cela montre aussi toute l'importance de l'organisation professionnelle liée à l'organisation de toute la vie économique.

En tout cas, il nous semble que le Conseil Economique indique un bon système pour éviter les exagérations dans le domaine économique, soit dans le sens de la liberté, soit plus vraisemblablement, dans le sens d'une direction par l'Etat.

Malgré tout ce que nous venons de dire, peut-on affirmer que le Conseil ait pris dans la vie économique, la place qui devait lui revenir ? Peut-on affirmer qu'il tienne un rôle comparable à l'importance de l'institution ? Nous ne le pensons pas, nous pouvons le dire d'autant plus franchement que ce qui précède prouve que nous ne mésestimons ni le Conseil, ni son œuvre. En effet, à côté d'un « Actif » important, on trouve un lourd « Passif ».

CHAPITRE II

Passif du Conseil

Si le Conseil n'a pas donné tout ce qu'on pouvait en attendre, cela tient à des causes qui ne dépendent pas du C. N. E. lui-même. La faute en est plutôt au Parlement et au Gouvernement, comme aux milieux économiques eux-mêmes.

Le Conseil a fait ce qu'il pouvait, mais sa collaboration avec le Parlement, son action sur le Gouvernement, a été nulle ou faible, relativement à l'importance de ses travaux.

L'opinion publique alors, n'a pas donné au Conseil la place importante que semblait lui réserver sa mission.

Réduit au rôle d'une simple académie et travaillant en vase clos, le C. N. E. n'a plus trouvé, dans les milieux économiques, la confiance qui lui eut permis de remplir son rôle de représentant des Groupements économiques.

Section I. — Le Conseil manque d'action sur les Pouvoirs Publics.

Section II. — Le Conseil n'est pas connu.

Section III. — Le Conseil manque de crédit dans le monde économique.

SECTION I. — LE CONSEIL MANQUE D'ACTION SUR LES POUVOIRS PUBLICS

Le décret du 16 janvier 1925 avait établi une collaboration, sans doute restreinte, mais cependant réelle, entre le Conseil d'une part et le Parlement et le Gouvernement d'autre part. En fait, la collaboration fut très réduite.

A. — Le C. N. E. et le Parlement

Sauf de nombreuses exceptions, les parlementaires, soit parce qu'ils ignorent ce qu'est le C.N.E. — et cela n'est pas admissible — soit parce qu'ils voient en lui un concurrent — et cela n'est guère avouable — ne sont pas très favorables au Conseil.

Cette opposition diminue d'ailleurs un peu aujourd'hui. Les rapports du C. N. E. sont maintenant, à leur demande même, distribués régulièrement aux députés. Ceux-ci, le plus souvent sans le dire, ne manquent pas de s'en inspirer dans leurs discours et leurs propositions de loi. De plus, les projets de réforme du Conseil n'ont pas manqué d'attirer l'attention des Parlementaires sur la question.

Il n'en est pas moins vrai que jamais le Conseil n'a demandé à être entendu par les Commissions compétentes de l'une ou l'autre chambre, comme le décret l'avait prévu. Enfin aucune loi n'a prescrit, (article 18 du décret du 16 janvier 1925), la consultation du C. N. E. pour l'élaboration des règlements d'administration publique, nécessaires à son application.

Ainsi, certaines innovations, des plus intéressantes du décret constitutif du C. N. E. sont restées sans application pratique, sans doute à cause d'un déplorable état d'esprit. Dans les réformes qui s'imposent, il nous semble qu'il faut prévoir des moyens pour assurer une collaboration effective entre le Parlement et le Conseil. Le statut que vient de voter les Chambres est conçu dans ce sens.

B. — Le C. N. E. et le Gouvernement

Dans l'esprit du décret, le C. N. E. doit être le guide du Gouvernement en matière économique. C'est pourquoi il est permis au Conseil d'entreprendre à la demande des Ministres, telle ou telle étude, de mettre de lui-même telle ou telle question à l'ordre du jour, de répondre à des demandes d'avis et aussi de faire telle ou telle recommandation.

En fait, les études du C. N. E. sont entreprises avec l'assentiment tacite du Gouvernement, et jamais le Conseil n'a marché à l'encontre de ses désirs. Malgré cela, les rapports des grandes enquêtes du C. N. E. n'ont sur les décisions gouvernementales que peu d'influence. On s'en inspire trop rarement et surtout trop peu profondément. Il faut le regretter, car la politique économique y gagnerait, en cohésion et en vues à longue portée.

A vrai dire, la situation s'améliore et de plus en plus, les lois, les décrets s'inspirent des travaux du Conseil, mais, d'une façon générale, les gouvernements ont des existences trop brèves, pour avoir, soit le goût, soit les moyens de réaliser des suggestions de longue haleine. Ainsi, c'est la question de la stabilité des Gouvernements qui se trouve posée ici.

Quoi qu'il en soit, on doit rechercher à rendre l'action du Conseil plus effective et sa consultation fréquente et obligatoire.

Les divers Gouvernements ont bien quelquefois consulté le C. N. E. sur des projets de loi (1). Mais ces consultations ne sont pas assez fréquentes ; elles n'ont lieu, bien souvent que pour appuyer le Gouvernement et non pour l'éclairer. Toutefois, il faut bien reconnaître que si l'avis du Conseil n'est pas toujours entièrement suivi, il permet des améliorations de détails importants.

Il nous paraît surtout regrettable que le Conseil n'ait pas cru devoir faire, au cours de son existence, telle ou telle recommandation aux gouvernements comme il en avait le droit. Il est probable que bien des erreurs eussent été alors évitées. On peut penser que le C. N. E., manquant de statuts définitifs, n'a pas eu l'indépendance nécessaire vis-à-vis du Gouvernement et du Parlement, pour remplir sa mission. Une réforme donnant au Conseil une situation indépendante et des pouvoirs étendus, vient d'être votée. On peut en espérer de bons résultats (2).

(1) Voir Titre I, Chapitre III.

(2) Voir Conclusion.

SECTION II. — *LE CONSEIL N'EST PAS CONNU*

Un organisme comme le C. N. E. doit puiser une partie de sa force dans l'opinion qui doit connaître son action et la soutenir.

Or, qu'est-il fait pour intéresser le Public au Conseil et à ses travaux ? Certes les rapports du C. N. E. sont publiés au Journal Officiel Annexe, mais peu de Français, relativement, lisent le « Journal Officiel » et parmi eux, rares sont ceux qui lisent les rapports d'un Conseil, dont ils ont peu entendu parler. Les livres publiant séparément les rapports, sont peu répandus, peu connus, et les communiqués envoyés à la presse par le secrétariat du C. N. E., au moment des sessions, sont trop rares, trop succincts pour donner au public la notion de ce qu'est le Conseil et de la valeur de ses travaux. Quelques conférences, des articles écrits dans les journaux et revues, ayant peu de lecteurs, constituent toute la publicité du C. N. E.

Les grands quotidiens ne discutent pas, ne publient pas les rapports du Conseil. Le Gouvernement, lorsqu'il s'inspire dans un projet, dans une loi, dans un décret, des conclusions du C. N. E. cache le plus souvent, l'origine de sa décision. Le député, le sénateur, s'inspirant dans son discours, dans sa proposition de loi des mêmes rapports, se garde bien de le dire.

Ainsi, les conclusions du C. N. E. sont peu connues de l'opinion, Trop rarement, on en a parlé dans la presse ; plus rarement encore, les actes officiels du Gouvernement et les débats des Chambres en ont fait état.

Déplorable silence qui nuit à l'institution et découle du désir de ne pas trop mettre en valeur son action.

SECTION III. — *LE CONSEIL MANQUE DE CRÉDIT
DANS LE MONDE ECONOMIQUE*

Le monde économique, les syndicats notamment, ne cherchent pas à faciliter le rôle du Conseil et n'y prêtent

pas une attention soutenue. Ils montrent, soit une certaine défiance, soit une certaine indifférence.

Le rôle du C. N. E. est de représenter l'ensemble des groupements, d'aider les pouvoirs publics dans leur action économique et d'empêcher justement tel ou tel d'obtenir des satisfactions contraires à l'intérêt général.

Certains craignent alors que le C. N. E. soit un mauvais intermédiaire auprès des pouvoirs publics, pour soutenir leurs revendications plus ou moins égoïstes et défendre leurs intérêts. Beaucoup préfèrent se faire entendre directement et passent délibérément par dessus la tête du Conseil. Cette situation présente une certaine gravité. Un représentant par dessus lequel le mandant cherche à atteindre, celui auprès duquel il l'a accrédité, finit bien vite par ne plus rien représenter.

Si les groupements se passent volontiers de la représentation du C. N. E. près du Gouvernement et des Chambres, cela tient aussi à son rôle vraiment trop réduit. D'un côté, on s'est efforcé de tenir cachée l'action du Conseil ; d'un autre côté la collaboration avec le Gouvernement et surtout avec le Parlement a été exagérément réduite ; il ne faut donc pas s'étonner outre mesure de l'attitude du monde économique. Il ne faut pas s'étonner non plus, si de nombreuses réformes ont été proposées pour notre Conseil. L'utilité de l'institution ne fait, pour beaucoup, plus de doute, mais on réclame pour le C. N. E. un statut définitif, avec des pouvoirs de collaboration plus grands. Certains accordent même au Conseil un rôle considérable, peut-être inquiétant. Sans tenter des réformes dangereuses pour la vie économique et peut-être pour le C. N. E. lui-même, le statut voté par le Parlement, tenant compte des lacunes actuelles, donne sans doute à cet organisme l'importance et le rôle qui lui reviennent.

QUATRIÈME PARTIE

L'avenir du Conseil National Economique en France

Nous aurons, dans cette partie, deux titres.

Titre I. — Les différents travaux parlementaires — projets et propositions de lois — auxquels le Conseil National Economique a donné naissance et d'où est sorti son statut définitif.

Titre II. — Nous verrons la place du Conseil National Economique, dans les diverses conceptions de Réforme de l'Etat.

TITRE I

Projets et propositions de lois sur le Conseil National Economique

Nous allons examiner les différents projets et propositions de lois, tous déposés à la Chambre, relatifs au Conseil National Economique. Chaque suggestion contient des vues particulières sur la composition et les attributions de l'organisme, nous allons les étudier dans l'ordre chronologique.

Nous verrons :

CHAPITRE I. — *Les Projets de M. Poincaré 1927-1928.*

CHAPITRE II. — *Les Projets et propositions en 1933.*

CHAPITRE III. — *Les travaux parlementaires en 1934.*

CHAPITRE IV. — *Les propositions récentes.*

Au Sénat, la Commission de la Réforme de l'Etat, sous la Présidence de M. Henri Béranger, s'est également préoccupée du Conseil Economique. M. Maulion fut nommé rapporteur.

Les rapports de MM. Ramadier et Maulion ont été récemment approuvés par les Chambres, qui ont doté le C. N. E. d'un statut définitif.

CHAPITRE I

Les projets Poincaré 1927-1928

Dès la fin de 1926, une proposition de résolution (1) de MM. Capus et Serot, invita le Gouvernement à déposer un projet de loi portant création d'un Conseil Economique, basé sur l'organisation professionnelle. L'exposé des motifs indique son avenir et son utilité ; le Conseil, pense-t-on devra être divisé en sections. La proposition fut renvoyée à la Commission du Travail, et moins d'un an après, un projet de loi était déposé.

A la première séance de la Chambre, le 17 novembre 1927 (2), le Gouvernement de M. Poincaré présente un projet de loi (3), sur le C. N. E., en exécution de l'article 134 de la loi des finances de 1926. Le projet fut renvoyé devant les Commissions Parlementaires, M. Bedouce en fut le rapporteur, mais il ne put déposer son rapport avant que la Chambre de 1924 ne se sépara.

Le projet caduc fut repris à la séance de la Chambre du 29 juin 1928 (4). Identique au précédent, il eut comme rapporteur, M. Spinasse, qui procéda à une large enquête que le député de la Corrèze ne put encore terminer avant la fin de la législature.

Bien qu'à nouveau caduc, ce projet reste intéressant. il marque une étape dans l'évolution des conceptions parlementaires au sujet du Conseil. L'exposé des motifs, assez détaillé, rappelle les buts d'un C. N. E. et les réalisations étrangères. Après avoir donné quelques indications sur l'historique et les travaux du C. N. E. actuel, il expose le

(1) Doc. Parl. Chambre 1926. Annexe n° 3703.

(2) Session extraordinaire. 13^e législature.

(3) Doc. Parl. Chambre 1927. Annexe n° 5057, page 240.

(4) Doc. Parl. Chambre 1928. Annexe n° 325.

nouveau projet. Tenant compte des critiques et de l'expérience acquise, celui-ci présente des innovations qui touchent surtout la composition et le fonctionnement du Conseil, laissant sans grand changement ses attributions. Examinons donc :

Section I. — Composition du C. N. E.

Section II. — Attributions du C. N. E.

Section III. — Fonctionnement du C. N. E.

Section IV. — Appréciations sur le projet Poincaré.

SECTION I. — COMPOSITION DU C. N. E.

Le Conseil proposé comprend 150 membres sans distinction entre titulaires et suppléants. A la division : Consommation, Travail et Capital, se substitue une division en 3 catégories : I. Production. II. Circulation. III. Consommation.

A l'intérieur de chaque catégorie, on s'efforce d'assurer une juste représentation aux divers intérêts professionnels et aux classes sociales patrons et ouvriers. On se base, pour cela, sur les chiffres de la Population, dans les diverses branches.

Pour la production, sur 80 délégués, 10 représentent le Capital foncier, 30 représentent les Matières premières l'Outillage et la Force motrice, enfin, 40 délégués figurent les différents aspects du Travail dans la production. On peut remarquer que les travailleurs ont ainsi un nombre de représentants égal à celui des deux autres classes.

Pour les Echanges — 48 délégués — on distingue 9 délégués pour la Monnaie et le Crédit, 12 délégués pour les moyens de Transmission et de Transport, 9 délégués pour le Commerce et 18 délégués pour le Travail dans les échanges.

La Consommation groupe 22 membres : les intérêts généraux des Consommateurs en ont 8, les groupements privés d'Usagers en comptent 6, de même que la Mutualité l'Épargne et l'Assurance ; enfin, il est prévu 2 représentants du Budget de l'Etat.

Nous allons compléter et résumer ce que nous venons de dire dans le tableau (1), dans lequel nous indiquerons quels sont les organes et les groupements qui sur ces bases doivent être représentés au C. N. E., avec le nombre de délégués accordés à chacun d'eux.

Les délégués des Chambres d'Agriculture, des Chambres de Commerce, des Chambres de Propriétaires et des Offices d'H. B. M. sont désignés à la majorité par l'ensem-

(1) *Composition du C. N. E. du projet Poincaré.*

I. Production: 80 Délégués.

a) *Capital Foncier: 10 délégués.*

1. Capital Agricole: Chambre d'Agriculture.....	3 délégués
2. Capital Industriel: Chambre de Commerce.....	3 »
Chambre des Propriétaires.....	2 »
3. Capital Urbain: Office des H. B. M.....	1 »
4. Capital Domanial: Service des Domaines et des Eaux et Forêts	1 »

b) *Matières Premières.*

Outils et Force Motrice: 30 délégués.

1. Confédération Générale des Associations Agricoles....	2 »
2. Groupements Professionnels des diverses branches de l'Agriculture	12 »
3. Confédération Générale de la Production Industrielle..	2 »
4. Groupements Professionnels de diverses branches de l'Industrie	12 »
5. Manufactures de l'Etat.....	2 »

c) *Travail dans la Production: 40 délégués.*

1. Confédération Générale des Travailleurs de l'Agricul- ture et de l'Industrie.....	4 »
2. Main-d'œuvre Agricole	10 »
3. Main-d'œuvre Industrielle	10 »
4. Main-d'œuvre Artisanale	2 »
5. Coopératives de production.....	1 »
6. Agents des Services Publics.....	2 »
7. Confédération des Travailleurs Intellectuels.....	2 »
8. Ingénieurs, Savants, Economistes, Juristes.....	6 »
9. Institution d'Hygiène et Amélioration de la race.....	1 »
10. Institution d'apprentissage et d'enseignement technique	1 »
11. Institution d'immigration, d'émigration et de placement	1 »

ble des présidents de ces institutions respectivement réunis en collège électoral.

Les représentants des Services du Domaine de l'Etat et des Eaux et Forêts, ceux des Manufactures de l'Etat, des

.....

II. Groupements et Organes participant aux Echanges, Transmissions et Transports: 48 délégués.

a) Monnaie et Crédit: 9 délégués.

1. Banque d'Emission	2	»
2. Institution de Crédit foncier, Amortissement et dépôts	2	»
3. Autres Banques	2	»
4. Bourses	1	»
5. Coopératives de crédit, Crédit Agricole.....	1	»
6. Crédit Industriel, Commercial et Artisanal.....	1	»

b) Transmission et transport: 12 délégués.

1. P. T. T., T. S. F.....	2	»
2. Presse	2	»
3. Outillage Public	2	»
4. Transport voie ferrée	2	»
5. Transport par route	1	»
6. Transport par voie fluviale.....	1	»
7. Transport par voie maritime.....	1	»
8. Transport par voie aérienne.....	1	»

c) Commerce: 9 délégués.

1. Commerce gros	3	»
2. Commerce demi-gros et détail.....	3	»
3. Commerce extérieur	3	»

d) Travail dans les Echanges, les Transmissions et les Transports: 18 délégués.

Groupement professionnel représentant le personnel employé :

1 ^o Dans les Institutions de Crédit, les Bourses et les Banques	5	»
2 ^o Dans les Transmissions et les Transports.....	8	»
3 ^o Dans le Commerce.....	5	»

III. Groupement des organes représentant les formes diverses de la Consommation: 22 délégués.

a) Intérêts Généraux des Consommateurs: 8 délégués.

1^o Département:

De moins de 300.000 habitants.....	1	»
De 301.000 à 500.000 habitants.....	1	»
Au-dessus de 501.000 habitants.....	1	»
Seine	1	»

.....

P. T. T., de la Direction Générale du Budget, sont nommés par le Ministre, sous l'autorité duquel le service intéressé se trouve placé.

Les délégués des banques d'émission et ceux des institutions de crédit foncier, d'amortissement et de dépôts sont nommés par les Gouverneurs et directeurs des dits établissements.

Les délégués des départements sont désignés par les Conseils Généraux et ceux des communes par les Maires intéressés respectivement réunis en collège électoral à cet effet. Les délégués du département de la Seine et de la Ville de Paris, sont désignés par le Conseil Général de la Seine et par le Conseil Municipal de Paris.

Dans chacune des autres catégories énumérées plus haut, les délégués du C. N. E. sont élus par la ou les organisations les plus représentatives. Ces organisations sont désignés par décret, contresigné du Président du Conseil, sur la proposition de chacun des Ministres intéressés. Deux ou plusieurs organisations peuvent être groupées pour nommer un ou plusieurs représentants.

.....

2° Commune :

De moins de 2.000 habitants.....	2	»
De plus de 2.000 habitants.....	1	»
Paris	1	»

b) Organes privés d'usagers : 6 délégués.

1° Coopérative de Consommation	2	»
2° Lignes de Consommation et d'acheteurs :		
Associations d'usagers		
Groupements de locataires	2	»
3° Organisme et Association de Tourisme.....	2	»

c) L'Epargne, la Mutualité, l'Assurance : 6 délégués.

1° Caisse d'Epargne	1	»
2° Sociétés de Secours Mutuels	2	»
3° Compagnie d'Assurances	1	»
4° Caisse d'Assurances Sociales	2	»

d) Le Budget de l'Etat : 2 délégués.

1° Association de Contribuables	1	»
2° Direction générale du Budget.....	1	»

En cas de contestation sur les désignations des organisations, les groupements directement intéressés peuvent saisir le Conseil d'Etat d'une requête tendant, soit à leur propre inscription, soit à la radiation d'autres groupements.

Les membres du C. N. E. doivent avoir 25 ans, être français et jouir de leurs droits civils et politiques. Les femmes sont admises dans les mêmes conditions d'âge et de nationalité. La durée du mandat des membres est de 6 ans. Il est procédé tous les trois ans au renouvellement du Conseil par moitié ; un tirage au sort détermine l'ordre du roulement. Lorsqu'un membre décède, démissionne, cesse d'appartenir aux catégories qu'il représente ou de remplir les conditions requises, il est remplacé. Lorsqu'un membre régulièrement convoqué s'est abstenu sans motif légitime d'assister à deux sessions consécutives, il est déclaré démissionnaire par le C. N. E. et il est pourvu à son remplacement. Une fois nommés, les membres du C. N. E. ne relèvent que de leur conscience, ils ne peuvent recevoir aucun mandat impératif. Ils sont tenus de ne pas divulguer les renseignements et délibérations confidentielles.

SECTION II. — ATTRIBUTIONS DU C. N. E.

Le Conseil du projet Poincaré a une triple fonction.

1° Il peut être saisi par le Gouvernement de toutes questions, économique, financière et sociale et invité par lui, soit à *présenter des conclusions*, soit à préparer des projets de loi ou de décret.

2° Il peut être appelé par le Gouvernement à *donner son avis* sur les projets de loi ou de règlements préparés par les départements Ministériels intéressés et touchant aux mêmes questions.

3° Il peut de sa propre initiative et avec l'assentiment du gouvernement, inscrire à son ordre du jour, les problèmes économiques pour lesquels il lui paraît utile d'*adresser des vœux* aux pouvoirs publics.

Les rapports, avis, conclusions et recommandations adoptés par le C. N. E. sont communiqués sans délai par le

secrétariat général au Président du Conseil et aux Ministres intéressés. Ils doivent être insérés au Journal Officiel Annexe. De plus, il est dit que les *comptes-rendus analytiques des délibérations* des Assemblées du C. N. E. doivent également être publics.

SECTION III. — FONCTIONNEMENT DU C. N. E.

Le C. N. E. est présidé de droit, par le Président du Conseil. En plus, il élit pour 3 ans, en Assemblée plénière, à la majorité absolue des membres présents, quatre Vice-Présidents. Le Président et en son absence, les Vice-Présidents à tour de rôle, président les séances du Conseil.

Un *Secrétariat Général* (rattaché à la Présidence du Conseil) est chargé de recueillir les informations, de centraliser la documentation et de servir d'organe de liaison entre les divers membres du C. N. E., les services publics et les organisations privées. Le Secrétaire Général est nommé par décret sur la proposition du Président du Conseil après consultation des 4 vice-Présidents (Article 8).

Le C. N. E. élit dans son sein *cinq Commissions permanentes*, comprenant de 15 à 25 membres respectivement chargées d'étudier les questions relatives à l'*Agriculture, l'Industrie, le Commerce et les Transports, l'Organisation du Travail, les Mesures Financières*. Chacune des Commissions élit un Président et deux Vice-Présidents (Article 9). Pour l'étude de questions particulières, le C. N. E. peut élire dans son sein des Commissions spéciales.

Le Président et les deux Vice-Présidents des cinq Commissions forment avec les quatre Vice-Présidents du Conseil et le Secrétaire Général, un *Comité permanent*, chargé de coordonner les travaux préparés par les cinq Commissions et de procéder aux études urgentes. Le Comité permanent est en outre chargé de préparer les sessions, de veiller au fonctionnement des Services du Conseil et de procéder à l'extension des affaires courantes. Il peut nommer des Commissions spéciales, toutefois, il doit ensuite faire ratifier par le C. N. E.

Les Secrétaires généraux et directeurs des Ministères, les Secrétaires généraux des Conseils Supérieurs institués près des départements ministériels assistent aux séances du Conseil et de ses Commissions. Ils ont voix délibérative dans les affaires ressortissant de leur compétence. Le Gouverneur général de l'Algérie, les Résidents généraux de Tunisie et du Maroc, peuvent se faire représenter aux séances du Conseil et de ses Commissions par des délégués chargés d'aider le C. N. E. sur les questions de leur ressort. Prennent part, en outre, aux délibérations du C. N. E. et de ses Commissions, deux Membres du Conseil d'Etat désignés par lui, le délégué du Gouvernement au B. I. T., le directeur du Bureau de Paris du B. I. T. et le directeur des Services du Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la défense nationale ; enfin, le Conseil, son Comité permanent, ses Commissions, peuvent consulter qui ils veulent comme experts. Le C. N. E. tient deux assemblées plénières par an, en décembre et en juin. Il est convoqué en session extraordinaire, soit à la demande du Président du Conseil, soit à la demande du Comité permanent ou d'un tiers de ses membres. Les assemblées doivent ratifier le travail des Commissions. Un règlement intérieur du C. N. E. doit être établi dès l'origine par l'assemblée plénière, sur la proposition de son Comité permanent.

L'organisation des services, le statut du personnel, — traitement, indemnité, etc. — doivent être fixés par décret du Président du Conseil, sur la proposition du Secrétaire Général. Les dépenses relatives au C. N. E. sont pourvues par des crédits inscrits au titre de la Présidence du Conseil. Enfin, pour déterminer toutes les modalités d'application de la loi, il est prévu un futur règlement d'administration publique.

SECTION IV. - APPRÉCIATIONS SUR LE PROJET POINCARÉ

Composition : Elle nous paraît supérieure à la composition du C. N. E. institué en 1925. Toutefois, on peut lui faire divers reproches : elle est très compliquée, elle

n'accorde pas une place suffisante à certains intérêts — le Commerce, par exemple — elle n'est plus contrôlée par le C. N. E. lui-même mais par le Conseil d'Etat. Le projet n'en présente pas moins des innovations intéressantes. Notons l'effort fait pour bien représenter la Consommation. Remarquons la place accordée aux individualités — Juristes, Economistes — et aux Chambres professionnelles.

Attributions : Le C. N. E. du projet Poincaré, tout comme l'organisme que nous avons étudié, nous paraît trop sous la tutelle du Gouvernement, il n'a aucune initiative, il n'a aucun pouvoir pour faire appliquer ses conceptions, il reste un conseiller qu'on peut ignorer. Signalons cependant une particularité qu'on ne retrouve pas par ailleurs ; sans doute pour attirer particulièrement l'attention sur les travaux du C. N. E., il est prévu que les comptes rendus des séances de l'assemblée actuellement secrets seront publiés au J. O. A., comme les rapports. C'est une innovation pour laquelle les avis sont assez différents, mais qui est intéressante.

Fonctionnement : Le Projet Poincaré tient compte de l'expérience acquise, il légalise des pratiques du Conseil qui se sont révélées fécondes. Sur ce point, il doit ainsi être loué sans restriction.

Influence : Le Projet Poincaré intéressa de nombreuses personnalités parlementaires. Citons les noms de MM. Bedoulet et Spinasse, députés rapporteurs et de MM. Maurice Pelsche et Raymond Patenotre, tous les deux anciens sous-secrétaires d'Etat à l'Economie Nationale. Des économistes, des journalistes, firent également des commentaires et des critiques. Mais, tous étaient d'accord pour réclamer une réforme profonde du Conseil National Economique.

Ainsi, le projet que déposa au début de 1932, le gouvernement de M. Paul Boncour n'était pas improvisé, il tenait compte de l'évolution des esprits et des faits. Il résultait des propositions antérieures en marquant de plus, un réel progrès.

CHAPITRE II

Les Projets et Propositions de 1933

Section I. — Le Projet Paul Boncour.

Section II. — La Proposition Paul Gruet.

SECTION I. — LE PROJET PAUL BONCOUR

A la séance du 24 janvier 1933, le Gouvernement P. Boncour, présente un nouveau projet de loi (1), relatif à l'organisation et au fonctionnement du C. N. E. qui fut renvoyé à la Commission des Finances, puis de la Réforme de l'Etat. M. Ramadier fit un rapport et présenta un contre-projet (2).

L'exposé des motifs rappelait l'historique du C. N. E. en France et dans le monde, il indiquait l'importance des Travaux du Conseil français et son utilité. Enfin, il présentait le projet qui venait sanctionner la loi de 1926 et qui différait sensiblement de l'organisation initiale et des premiers projets de M. Poincaré de 1927-1928.

Le projet Paul Boncour se distingue du C. N. E. institué en 1925 sur de multiples points : il y a augmentation du nombre des membres, division en sections par branches, vie propre assurée aux groupements professionnels, principe de parité, représentation des intérêts régionaux et des intérêts des territoires d'outre-mer, introduction des membres du Parlement pour représenter l'intérêt général, introduction de personnalités choisies pour leur compétence économique et technique.

(1) Doc. Parl. Chambre 1933. Annexe n° 1313, page 200.

(2) Voir plus loin.

§ I. — Composition du Conseil

Le C. N. E. comprend 6 Sections : une Section de l'Agriculture, une Section de l'Industrie, une Section de la Distribution ou Commerce, une Section de la Banque et du Crédit, une Section des Transports, enfin une Section des services publics

Chaque section comprend deux catégories de représentants : les représentants d'un Comité général et les représentants des Groupements professionnels. L'importance numérique du Comité général, sa composition, varient suivant les sections envisagées, il en est de même du nombre des Groupements professionnels, qui sont admis à siéger au Conseil. Dans chaque Section, le nombre de représentants du Comité général et des Groupements n'est donc pas le même.

A. *Le Comité général* comprend toujours 4 catégories centrales. b) Des représentants des organisations régionales, centrales. b) Des représentants des organisations régionales avec le même nombre de délégués pour les organisations d'employeurs que pour les organisations d'employés (sauf pour l'Agriculture où on ne distingue pas en deux classes les organisations). c) Des représentants des territoires d'outre-mer. d) Enfin des représentants de l'intérêt général (parlementaires). Le nombre de représentants des organisations centrales est de 6 dans les trois premières Sections, de 4 dans les trois dernières, ce qui porte le total à 30. Parmi ces organisations centrales, on trouve à des titres divers : la Confédération Générale des Associations Agricoles (2 membres), les Chambres d'Agriculture (2 membres), le Crédit Agricole (1 membre) la Confédération Générale de la Production Française (3 membres) les Chambres de Commerce (3 membres), les Coopératives de Production et de Consommation (3 membres), la Caisse des Dépôts et Consignation, la Banque de France, la Caisse d'Épargne (chacun 1 membre). La Confédération Générale du Travail a dans les sections un ensemble de 5 représentants. Pour les Transports et les Services Publics, le projet ne dit pas ce qu'il entend par organisations centrales.

Le nombre des membres des organisations régionales est de 6 pour l'Agriculture et le Commerce, de 12 pour l'Industrie, de 4 pour les autres catégories, formant ainsi un total de 36. Il n'est pas précisé, quelles sont les organisations régionales qui auront des délégués, mais, seulement que les organisations ouvrières et patronales doivent avoir le même nombre de représentants. Un décret postérieur indiquera les organisations les plus représentatives appelées à déléguer.

Les représentants des intérêts d'outre-mer (2 par section, soit un total de 12), sont nommés moitié par le Ministre des Affaires Etrangères, moitié par le Ministre des Colonies.

Enfin, le nombre des Parlementaires chargés de représenter l'intérêt général est de 30 : 6 sans les 3 premières sections (Agriculture, Industrie, Commerce) et de 4 dans les trois autres (Banques, Transports, Services Publics). Le projet ne dit pas comment ils seront désignés.

L'ensemble, soit un total de 108 personnes compose une partie de l'Assemblée plénière du C. N. E.

B) *Les Groupements Professionnels* : Le Conseil Economique comprend 37 groupements, répartis dans les six Sections. On en compte neuf dans l'Agriculture, quinze dans l'Industrie, 3 dans le Commerce, 3 dans la Banque et le Crédit, 4 dans les Transports et 3 dans les Services Publics. Voici le détail de ces différents groupements :

I. — *Section de l'Agriculture.*

- 1° Céréales.
- 2° Cultures maraichères et fruitières.
- 3° Cultures industrielles.
- 4° Vignes.
- 5° Bois et Forêts.
- 6° Industries agricoles.
- 7° Elevage.
- 8° Pêche maritime et fluviale.
- 9° Artisanat rural.

II. — *Section de l'Industrie.*

- 1° Industries sidérurgiques.
- 2° — mécaniques.
- 3° — du Vêtement-
- 4° — textiles.
- 5° — du Bois.
- 6° — du Bâtiment.
- 7° — extractives.
- 8° — chimiques.
- 9° — de l'Alimentation.
- 10° — des Cuirs, Peaux et Caoutchouc.
- 11° — du Livre et du Papier.
- 12° — d'information (Presse, Cinéma, T. S. F.).
- 13° — des Services Publics, Eaux, Gaz, Electricité
- 14° — du Tourisme.
- 15° — Artisanat urbain.

III. — *Section du Commerce.*

- 1° Commerce de Gros.
- 2° — de demi-Gros et de Détail.
- 3° — Extérieur.

IV. — *Section de la Banque et du Crédit.*

Banque.

Institution de Crédit, d'Amortissement et de Dépôt.

Assurances Mutualité.

V. — *Section des Transports.*

Transport par fer.

— routier.

— par voie navigable.

— aérien.

VI. — *Section des Services Publics.*

P. T. T.

Industrie d'Etat.

Enseignement.

Chaque groupement est composé de six membres —
deux titulaires et 4 suppléants ayant les mêmes droits —

Ces membres sont élus, moitié par les organisations patronales les plus représentatives, moitié par les organisations ouvrières, également les plus représentatives. C'est le Gouvernement qui doit les désigner ; en cas de contestation, c'est le Conseil d'Etat qui doit statuer. Les membres du C. N. E. une fois nommés par leur organisation ne relèvent que de leur conscience. Ils sont tenus de ne point divulguer les faits, renseignements et délibérations, qui ont un caractère confidentiel. La durée du mandat, non indiquée, est sans doute de 3 ans.

Les sections constituent une Commission permanente de 36 membres. Les délégués sont au nombre de 9 dans les trois premières sections et de 3 dans les autres.

L'ensemble des délégués des groupements forment un total de 222 personnes divisées en 74 membres titulaires et 148 membres suppléants ; les suppléants ne prennent part aux séances plénières qu'en l'absence des titulaires, en règle générale, ce sont les 74 titulaires des groupements professionnels qui, se joignant aux 108 membres des Comités généraux forment l'assemblée du C. N. E. Au total de 182 délégués, se joignent 8 personnalités, choisies en dehors des intérêts professionnels et nommées par le Gouvernement, après consultation du C. N. E., en raison de leur compétence économique. Ces personnalités prennent part aux travaux de l'Assemblée. Voici un tableau schématique (1) de la composition du Conseil National Economique d'après le Projet *Paul Boncour*, il permettra d'avoir une vue d'ensemble sur l'importance des différents organes du C. N. E. et sur la place accordée aux divers intérêts.

(1) Voir tableau page suivante.

TABLEAU DE LA COMPO

EFFECTIF DES SECTIONS					
Effectif du C. N. E. de la Commission et de l'Assemblée					
Noms des Sections	Effectif Total	Commission Permanente	Assemblée Générale	Organisations Centrales	Org Re
I. AGRICULTURE.....	74 Membres	9 Membres	38 Membres	6 Membres	6
II. INDUSTRIE.....	416 —	9 —	56 —	6 —	12
III. COMMERCE.....	38 —	9 —	26 —	6 —	6
IV. BANQUE.....	32 —	3 —	20 —	4 —	4
V. TRANSPORTS.....	38 —	3 —	22 —	4 —	4
VI. SERVICES PUBLICS	32 —	3 —	20 —	4 —	4
PERSONNALITÉS HORS SECTION.....	8 —		8 —		
TOTAUX.....	338 Membres	36 Membres	190 Membres	30 Membres	36

a) Voir plus haut l'origine des Membres.

RIQUE DU C. N. E.

COMPOSITION NUMÉRIQUE DES SECTIONS						
DÉTAIL				TOTAL		
a)		Groupements (b)				
et Mer	Intérêts Généraux Parlementaires	Titulaires	Suppléants	COMITÉ	GROUPEMENTS	
					Membres	Catégories
abres	6 Membres	18 Membres	36 Membres	20 Membres	54 Membres	9 Catégories
—	6 —	30 —	60 —	26 —	90 —	15 —
—	6 —	6 —	12 —	20 —	18 —	3 —
—	1 —	6 —	12 —	14 —	18 —	3 —
—	4 —	8 —	16 —	14 —	24 —	4 —
—	4 —	6 —	12 —	14 —	18 —	3 —
abres	30 Membres	74 Membres	148 Membres	108 Membres	222 Membres	37 Catégories

b) Voir plus haut la liste des groupements.

§ 2 et 3. — Attributions du Conseil

Son fonctionnement. Les différents organes, leur rôle

Le Conseil National Economique du projet *Paul Boncour*, n'est pas aussi simple que celui du projet *Poincaré*. Il ne comprend plus seulement un Secrétariat, des Commissions et une Assemblée plénière. On y distingue des Sections professionnelles subdivisées elles-mêmes en Comité général et en Groupements — patronaux et ouvriers — des différentes corporations. Ces Sections élisent une Commission permanente, enfin les membres des Comités généraux forment, avec les délégués titulaires des groupements, un patron et un ouvrier, l'Assemblée plénière du Conseil. Etant donné l'enchevêtrement des organes du Conseil, il ne nous a pas paru possible de séparer les attributions du fonctionnement.

A) Pouvoirs généraux du C. N. E.

Le C. N. E. est saisi par le Gouvernement de toutes questions économiques, financières et sociales, intéressant l'économie nationale.

Le Conseil peut de sa propre initiative, inscrire une question à son ordre du jour et adresser des recommandations aux pouvoirs publics.

Ces recommandations sont portées par le gouvernement à la connaissance des commissions compétentes du Parlement.

Tout projet de loi ou proposition peut être renvoyé pour avis au Conseil National Economique. Sur la demande de la Commission parlementaire qui en est saisie. Dans ce cas, l'avis du Conseil est transmis au Gouvernement, qui en fait part aussitôt à la Commission. Celle-ci peut demander à entendre le rapporteur du Conseil.

B) Les différents organes, leurs attributions.

Voyons d'abord le rôle des groupements professionnels ou plutôt de leurs représentants qui, avec les délégués du Comité Général composent les différentes Sections. Nous

parlerons ensuite du rôle des Sections qui constituent le C. N. E. puis de la Commission permanente et du Secrétariat, enfin, nous verrons quels sont les pouvoirs et les fonctions des assemblées plénières.

Le Groupement professionnel est saisi par la Section à laquelle il appartient et peut se saisir lui-même, à la demande de toute organisation professionnelle représentée dans son sein, des questions et des différends intéressant sa profession tels que l'application du régime des heures supplémentaires, du repos hebdomadaire, l'établissement des règlements types d'atelier concernant la sécurité, l'hygiène, les horaires, les congés, les systèmes de salaire et, d'une façon générale, l'organisation du travail. Il lui appartient d'élaborer ou de viser les contrats collectifs et d'en poursuivre la généralisation. *Article 15 du projet.*

La Section coordonne les travaux des groupements qui la composent et règle les désaccords qui peuvent surgir entre eux. Elle peut se saisir de toutes les questions intéressant sa branche d'activité économique. Elle étudie les problèmes qui lui sont renvoyés par la Commission permanente. Il lui appartient notamment de réunir les statistiques et la documentation concernant la production et les prix, de promouvoir et de coordonner toute initiative ayant pour objet de perfectionner l'apprentissage, d'organiser rationnellement la production, les échanges et les services, de connaître les ententes intéressant son avis sur toute demande de modifications de tarifs douaniers, de contingents. *Article 14 du projet.*

La Commission permanente est chargée de coordonner les travaux des Sections et d'en tirer rapports et conclusions c'est la Commission qui (avec l'aide du Secrétariat) est chargée de préparer les sessions de l'assemblée et de procéder à l'expédition des affaires courantes. Si elle le veut, la commission peut provoquer une session extraordinaire du C. N. E.

Le Secrétariat est chargé de centraliser la documentation et de servir d'organe de liaison entre les différentes sections du C. N. E. et la Commission permanente. Il joue le

même rôle de liaison entre le Conseil et les Pouvoirs Publics.

L'Assemblée générale. Elle fait son règlement intérieur sur la proposition de la Commission permanente. Son rôle est d'approuver les rapports ou conclusions adoptés par la Commission permanente. Elle peut, en cas d'urgence, lui déléguer ses pouvoirs de décision. En principe l'assemblée tient deux sessions ordinaires par an. Sur la demande du Président du Conseil ou de la Commission permanente, elle peut tenir des sessions extraordinaires. Le Président du Conseil, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'économie nationale sont respectivement président et vice-président du Conseil National Economique. L'Assemblée élit à la majorité absolue des membres présents : 4 vice-présidents (élus pour 3 ans) pris parmi ses membres.

L'Assemblée Générale, les Commissions permanentes et les Sections entendent à titre d'expert de droit, les secrétaires généraux et Directeurs des Ministères, ainsi que les secrétaires généraux des Conseils supérieurs institués auprès des départements ministériels.

Il est pourvu aux dépenses du C. N. E. par des crédits inscrits au titre du Budget de la présidence du Conseil. Enfin, on prévoit des décrets qui fixeront le statut du personnel et toutes les modalités d'application de la loi.

§ 4. — Appréciation sur le Projet Paul Boncour

Intégration du Syndicalisme dans l'Etat. Le projet *Paul Boncour* tentait une modeste intégration du syndicalisme dans l'Etat. L'accueil ne fut pas très encourageant : les uns, furent effrayés de cette innovation, les autres la trouvèrent trop modeste et y virent même un moyen de brimer les Syndicats. Par contre, certains auteurs reconnaissaient l'effort du Gouvernement et y ajoutaient foi. (Voir à ce sujet, l'Etat Moderne 1933, page 298).

La Composition. Le Conseil National Economique suivant le projet *Paul Boncour*, présente, nous l'avons vu, des innovations intéressantes. On a un Conseil subdivisé en

Sections, subdivisées elles-mêmes en un Comité Général et en Groupements Professionnels, dont le total est de 37. La composition du Comité Général ne nous semble pas hors de toute critique. Pour représenter les intérêts généraux de l'Economie, on a placé des organismes très variés. On peut s'étonner d'y trouver des institutions régionales comme les Chambres d'Agriculture et de Commerce. En outre, la présence de Parlementaires au C. N. E. même pour représenter les Consommateurs, n'est pas sans soulever des inquiétudes. D'autre part, la composition des Sections nous paraît bien un peu arbitraire. Pourquoi 6 Sections ? Pourquoi 37 Groupements ? Tout cela est bien difficile à justifier. En fait, bien des branches intéressantes n'ont pas de représentation spécialement dans le Commerce. Il n'en est pas moins vrai que la division en Comité général et Groupements Professionnels est très louable.

Quant à la répartition des professions, elle appelle plusieurs observations. Les Services Publics, les Transports, les Banques paraissent avoir une place relativement importante. L'Industrie jouit naturellement du plus grand nombre de sièges. Bien que sa position se trouve améliorée, l'Agriculture se plaint de la situation qui lui est faite (1). La place accordée au Commerce paraît également bien réduite par rapport à son importance économique (2). Mais est-il possible de prévoir des proportions pleinement satisfaisantes ?

Les Attributions. Pour les attributions du C. N. E. le projet donne aux Groupements et aux Sections, des pouvoirs très étendus, et il est alors permis de croire que l'œuvre du Conseil sera plus pratique, puisqu'ainsi, il aura moins tendance à s'en tenir aux problèmes généraux et se trouvera mis en présence de questions concrètes et spéciales.

Il faut de plus, remarquer que les recommandations éventuelles du C. N. E. sont communiquées non seulement

(1) Voir à ce sujet, Débats Parlementaires Sénat 1933, page 710. Question de M. Victor Borel.

(2) Voir Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris 1933, N° 12 et 13.

au Gouvernement, mais aux Commissions Parlementaires compétentes. C'est une innovation.

On cherche à rendre les études du C. N. E. moins générales, plus utiles. On s'efforce d'assurer une meilleure collaboration entre le Parlement et le Conseil. Cette tendance s'accroît dans le projet *Ramadier*.

Le Fonctionnement. Naturellement conditionné par la superposition des organes, il semble être propre à assurer des études sérieuses, assez particulières, pour être près des réalités et assez générales pour tenir compte des diverses contingences et servir de base à une législation.

En bref, *M. Paul Boncour*, qui fut un des premiers à concevoir les bienfaits de la représentation professionnelle par les syndicats, a établi un projet de Conseil Economique remarquable, qui intègre le Syndicalisme dans l'Etat. Qu'il s'agisse de la composition, du fonctionnement ou des attributions, la conception *Paul Boncour*, bien que sujette à discussions, nous semble constituer un progrès certain sur les faits et les idées antérieures.

SECTION II. — LA PROPOSITION DE LA LOI PAUL GRUET

A la séance de la Chambre du 16 mai 1933, *M. Paul Gruet* déposait une proposition de loi *tendant à l'organisation de Conseils Départementaux Economiques, de Conseils Régionaux Economiques, à l'organisation définitive d'un Conseil National Economique, et à la suppression des Chambres de Commerce, des Chambres d'Agriculture et des Chambres de Métiers* (1). Cette proposition fut renvoyée à la Commission de la Réforme de l'Etat. Elle fut l'objet d'un rapport de *M. Ramadier*, actuellement soumis à l'examen de la Commission.

Le titre seul de cette proposition de loi en indique toute la portée et toute l'originalité. Ici, le Conseil Economique n'est plus une simple organisation centrale, il devient une émanation d'organismes départementaux, régio-

(1) Doc. Parl. Chambre 1933, Annexe n° 1824, page 975.

naux, dont il est le sommet. La composition des Conseils se fait d'après un système nouveau d'élection. Quant aux règles de fonctionnement et aux attributions, ce sont à peu près les mêmes que dans le projet Paul Boncour. Enfin, il faut noter que l'institution des Conseils locaux amène la disparition des Chambres Professionnelles locales du Commerce, de l'Agriculture et des Artisans.

L'exposé des motifs — couvrant près de 10 pages des documents parlementaires — nous décrit longuement les difficultés des législateurs pour instituer de bonnes lois économiques, puis après quelques commentaires sur la crise et la situation des diverses branches de l'Economie, il nous indique sa confiance dans le syndicalisme et dans la représentation professionnelle en général et dans son projet en particulier.

§ I. — Les Conseils Départementaux Economiques

1. Composition.

Il est institué dans chaque département près du Conseil Général, un Conseil Départemental Economique. Celui-ci est composé de onze Secitons correspondant aux catégories ci-après :

- 1° Agriculture.
- 2° Industrie.
- 3° Transport.
- 4° Répartition (Commerce).
- 5° Artisanat.
- 6° Banque et Crédit.
- 7° Professions libérales et Corps savants.
- 8° Victimes de la Guerre et accidentés du travail.
- 9° Consommateurs.
- 10° Services Publics.
- 11° Collectivités locales.

Dans les six premières Sections et dans la dixième, on prévoit une distinction entre les employeurs et les employés, et entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent.

tent. Il sera procédé à un recensement professionnel de toutes les personnes majeures de nationalité Française. Le nombre de membres des Conseils Départementaux, de leurs diverses Sections et dans chacune d'elles, celui des délégués employeurs ou employés sera déterminé pour chaque département par un règlement d'administration publique, compte tenu de l'importance de la population et de celles des différentes catégories d'intérêts à représenter.

Les membres des dix premières Sections seront élus au scrutin de liste à la majorité relative, avec un seul tour de scrutin. Les femmes seront électrices et éligibles, de plus les chefs de famille disposeront des voix de leurs enfants mineurs. Les suffrages seront centralisés à la Préfecture et les résultats du scrutin proclamés par la Commission de recensement des votes.

La nomination des délégués de la onzième Section sera déterminée par un règlement d'administration publique après avis de l'Association des Maires de France.

La durée du mandat des membres est de 6 ans.

II. *Fonctionnement et attributions.*

Le Conseil se réunit régulièrement deux fois par an, 8 jours avant le commencement de la session du Conseil Général. De plus, chacune des Sections et le Conseil lui-même se réunissent facultativement chaque fois qu'il en est besoin. Le Conseil désigne pour chaque session un président, un vice-président, et un secrétaire. Les Sections de plusieurs Conseil départementaux ou ses Conseils eux-mêmes peuvent se réunir s'ils le jugent utile en Conseil Régional Economique.

Le Conseil a pour mission d'étudier tous les problèmes intéressant l'Economie locale et d'aider aussi le Conseil Général dans son action économique. Des Chambres de Commerce, d'Agriculture et de Métier, sont alors supprimées. A la session d'automne, les Conseils départementaux désignent des délégués qui doivent prendre place au Conseil National Economique.

§ 2. — Le Conseil National Economique

I. Composition.

Le Conseil National Economique comprend les mêmes Sections que les Conseils départementaux. Chaque Section se compose de trois catégories de membres :

1° des délégués professionnels, des Conseils départementaux avec un nombre égal de représentants, pour les employeurs et les employés.

2° des délégués des intérêts d'outre-mer, nommés moitié par le Ministre des Affaires étrangères et moitié par le Ministre des Colonies.

3° des représentants des intérêts généraux. Ce sont des parlementaires désignés par leurs pairs. Voici le tableau (1), de la composition du C. N. E. de *M. Paul Gruet*.

(1) Composition du Conseil National Economique de P. Gruet.

Désignation des Sections	Représentants Professionnels (a)	Représentants d'Outre-Mer	Représentants d'intérêt général	Totaux des Sections
1. Agriculture . . .	12	3	3	18
2. Industrie . . .	12	3	3	18
3. Transports . . .	6	3	3	12
4. Commerce . . .	6	3	3	12
5. Artisanat . . .	6	3	3	12
6. Banque de Crédit .	6	3	3	12
7. Professions libérales, Corps savants .	12	3	3	18
8. Victimes de la Guerre et Accidentés du Travail . . .	6	3	3	12
9. Consommateurs . .	6	3	3	12
10. Services Publics .	6	3	3	12
11. Collectivités locales	6	3	3	12
				Total général
Totaux des Catégories .	84	33	33	150

a) Dans les Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 le nombre représente le total des délégués : il y a parité entre employeurs et employés, direction et exécution.

II. *Fonctionnement et Attributions.*

Chaque Section du C. N. E. constitue un bureau composé d'un Président, d'un vice-président et d'un secrétaire. La Section se réunit facultativement sur la convocation de son président. Les bureaux des onze Sections constituent une Commission permanente et les Sections elles-mêmes forment le Conseil National Economique

Celui-ci tient en principe, deux réunions ordinaires par an, il peut être convoqué en session extraordinaire, soit par le Président du Conseil, soit par la Commission permanente.

Toutes les autres dispositions (Présidence, Vice-Présidence, experts, Organisation des Services, Règlement intérieur, etc.) sont les mêmes que dans le Projet Paul Boncour.

Les attributions générales du Conseil, comme le rôle de chacun de ses organes — Membres des Groupements professionnels, Sections, Commission permanente, Assemblée Plénière, secrétariat — sont identiques à ceux prévus dans le projet précédent. Nous ne croyons pas utile de les répéter ici et nous prions le lecteur de se rapporter à ce sujet, aux Fonctionnement et Attributions du projet *Paul Boncour*.

§ 3. — **Appréciation sur cette proposition de loi**

I. *Composition.*

Cette proposition est certainement la plus originale des initiatives parlementaires ; elle est la seule à donner satisfaction à ceux qui réclament pour le C. N. E. la base des Conseils Régionaux. Enfin, elle a l'avantage d'organiser le suffrage universel professionnel comme fondement de la représentation. Ce sont là, à notre sens, des mérites certains, encore que bien des points restent obscurs et que l'ampleur même de l'entreprise fasse prévoir une longue mise au point. Si l'on examine maintenant les onze catégories économiques et sociales prévues par *M. P. Gruet*, l'impression est beaucoup moins favorable.

Ce n'est pas sous-estimer les victimes de la guerre et les accidentés du travail, que de se demander pourquoi on a cru nécessaire de leur accorder une place à part dans les Conseils régionaux et au Conseil National. Et l'on pourrait multiplier les questions.

S'agissant du Conseil National proprement dit et des proportions accordées aux différentes catégories de délégués, on a bien des sujets d'étonnement. D'abord, l'importance relative et l'égalité de la délégation des intérêts d'outre-mer et des intérêts généraux (Parlementaires) dans les différentes Sections. Leur nombre est-il toujours ainsi en rapport avec les intérêts à représenter ? Voici ce qui est au moins discutable. Puis, prévoir pour toutes les Sections 12 délégués, sauf pour l'Agriculture, l'Industrie et les Professions libérales — où on a 18 représentants — est-ce bien tenir suffisamment compte de l'importance diverse des Sections ? Si nous rappelons les réserves faites à leur sujet, même, nous voyons que la composition du C. N. E. selon *M. P. Gruet*, ne peut pas, d'après nous, être pleinement approuvée. Reconnaissons d'ailleurs, la difficulté de composition. Nous pensons du reste que le recensement professionnel imaginé dans la proposition de loi donnera de précieuses indications pour la composition satisfaisante du C. N. E.

II. *Fonctionnement et Attributions.*

Les dispositions semblent satisfaisantes, ce sont celles prévues par le projet *Paul Boncour*. Et nous prions le lecteur de voir plus haut ce que nous avons dit à ce sujet.

CHAPITRE III

Les travaux parlementaires en 1934

Section I. — Les propositions de loi.

Section II. — Les rapports de M. Ramadier.

SECTION I. — LES PROPOSITIONS DE LOI

En 1934, les circonstances politiques et économiques firent ressortir l'urgence d'une réforme de l'Etat, et spécialement la nécessité de donner au Conseil National Economique un statut avec une composition et des pouvoirs élargis.

On institue au Parlement, des Commissions de la Réforme de l'Etat. Celle de la Chambre est présidée par M. Gourdeau, député et s'est subdivisée, dès son origine, en quatre sous-commissions : les 3 premières chargées de la Réforme du Pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. La quatrième enfin, et c'est là une innovation heureuse, est chargée d'examiner et de fixer les rapports entre l'Etat et les grandes forces économiques, sociales et intellectuelles de la nation. MM. Louis Sellier, Georges Potut et Paul Ramadier en sont les rapporteurs.

On peut dire que tous les travaux parlementaires depuis 1934 gravitent autour de cette commission.

A la séance du 28 février 1934, M. Laffaye déposait une proposition de loi (1), demandant au Gouvernement de hâter le vote par le Parlement du projet de loi sur le C.N.E. A la séance du 15 mars 1934, M. Hymans déposait une proposition de loi (2) ayant le même but. Ces propositions

(1) Doc. Parl. Chambre 1934. Annexe n° 3120, page 236.

(2) Doc. Parl. Chambre 1934. Annexe n° 3284, page 369.

renvoyées à la Commission de la Réforme de l'Etat, ne sont pas encore rapportées.

A la séance du 15 mai 1934, *M. Louis Sellier* déposa une proposition de résolution (1) tendant à déclarer, qu'il y a lieu d'insérer, dans la loi constitutionnelle du 25 février 1875, une disposition érigeant au rang des institutions de l'Etat « le Pouvoir Economique » dans la forme de Conseils Economiques Régionaux, et d'un Conseil National Economique, élu par les organisations professionnelles. Renvoyée à la Commission de la Réforme de l'Etat, cette proposition fit l'objet d'un rapport de *M. Ramadier*.

L'exposé des motifs — huit pages de documents Parlementaires — est des plus intéressants. *M. L. Sellier* y exprime le vœu général qui ressort de l'enquête faite dans tous les milieux économiques et sociaux, à la Commission de la Réforme de l'Etat. « L'organisation professionnelle
« maintenue libre, doit être choisie, comme la base, le fil-
« tre et le moyen d'expression et d'intervention des gran-
« des forces groupées, pour seconder le Pouvoir Politique
« dans l'accomplissement des tâches de rénovation qui
« s'imposent à la Nation. »

M. Louis Sellier, après avoir marqué l'insuffisance du Gouvernement et du Parlement Politique au point de vue Economique et la profondeur de la crise, nous dit pourquoi il souhaite un Conseil National Economique, appuyé sur des Conseils Régionaux, ayant de grands moyens d'action.

Voici un passage très suggestif de l'exposé des motifs.

« Le C. N. E. de demain, reprendra les travaux du
« C. N. E. d'hier, il les mettra au point, autant que de
« besoin. Dans les limites autorisées par le Parlement, il
« appliquera ses recommandations devenues obligatoires.

« Il soumettra la production et la distribution de l'élec-
« tricité, service économique essentiel à des règles natio-
« nales qui interdiront l'abus en matière de surcapitalisa-
« tion, de tarifs d'installation, de fournitures, de contrats
« publics et privés.

(1) Doc. Parl. Chambre 1934. Annexe n° 3344, page 511.

« Il imposera les conditions rationnelles de répartition
« des denrées alimentaires. Il négociera ou imposera la
« délimitation des domaines respectifs impartis en général
« par la loi aux transports par la voie ferrée, aux transports
« par route et aux transports aériens.

« Il brisera ou limitera l'action des trusts, tirant de
« leur seule puissance, la possibilité d'anéantir toute con-
« currence, de fixer arbitrairement leurs prix et de défier
« ou de soumettre l'Etat.

« Il interviendra pour que huit établissements cons-
« ciencieux puissent donner à leur personnel, des salaires
« normaux, sans en être empêchés par deux établissements
« de la même région ou de catégories similaires, qui profi-
« tent cyniquement des malheurs des temps, pour imposer
« à leurs travailleurs en usine ou à domicile des salaires de
« famine.

« Il prendra en statistique et en surveillance perma-
« nente tout l'appareil de crédit du pays, autres services
« essentiels, dont les abus ont contribué à la fois, au dé-
« chaînement de la crise et à l'engloutissement d'une par-
« tie énorme de l'épargne publique.

« Il établira des règles contraignantes de la synchro-
« nisation de la production mécanique et de la main-d'œu-
« vre disponible.

« Il construira en glakis, net et solide, le terrain natio-
« nal de la Production et de la Circulation, de façon à y
« dépister facilement les intermédiaires inutiles, les para-
« sites de toutes sortes, individus ou sociétés anonymes.
« L'armée immense de tous ceux qui ont profité si long-
« temps de l'anarchie économique pour en tirer de fabu-
« leux profits, d'aubaines prélevées sans contre-partie utile,
« sur la substance nationale.

« Dans les seules limites de l'intérêt général, beaucoup
« moins étouffantes que ne l'est encore présentement l'en-
« combrant fouillis de quelques gros intérêts particuliers
« le C. N. E. préparera un champ libre sur lequel toutes
« les activités normales trouveront leur emploi et leur ré-
« numération.

« Il remettra de l'ordre dans le désordre, il fera tout
 « cela ou tout restera en question, la crise apparaîtra plus
 « profonde et plus dévastatrice après même un soubresaut
 « de reprise

« Il sera un quatrième pouvoir économique. »

Comme on peut s'en rendre compte, il s'agirait là d'un nouvel organe constitutionnel, dont le rôle serait considérable. Si considérable même, qu'on peut se demander comment en fait, la souveraineté du Parlement serait maintenue. Car il est bien difficile de sortir de ce dilemme : ou l'action du Conseil sera réduite et indirecte, ou le C. N. E. sera lui-même un Parlement Economique.

Voyons comment la Commission de la Réforme de l'Etat a cherché à s'en tenir au juste milieu en approuvant le rapport de *M. Ramadier*.

SECTION II. — LES RAPPORTS DE M. RAMADIER

Au nom de la Commission de la Réforme de l'Etat, chargée d'examiner le projet de loi portant institution, organisation et fonctionnement d'un Conseil National Economique, *M. Paul Ramadier*, député déposa un premier rapport (1) à la séance du 7 juin 1934.

M. Ramadier déposa le 5 juillet 1934, un rapport supplémentaire (2) qui se différencie du premier sur bien des points concernant la composition et les attributions du C. N. E.

Déposé sur le Bureau de la Chambre en mars 1935 et inscrit au 45^e rang, le projet de la Commission de la Réforme de l'Etat est venu en discussion en février-mars 1936 et a été adopté par le Parlement (3).

Les exposés des motifs sont très copieux, très documentés. Le premier, plus long, se complète de toute une documentation présentée par *M. L. Sellier* au nom de la

(1) Doc. Parl. Chambre 1934. Annexe n° 3537.

(2) Doc. Parl. Chambre 1934. Annexe n° 3813.

(3) Voir conclusion.

Commission de la Réforme de l'Etat. Le second précise le premier, et justifie longuement les modifications apportées par le nouveau rapport.

Nous ne pouvons ici, donner une idée, même superficielle de l'intérêt de ces documents ; tous ceux qui s'intéressent au corporatisme, au syndicalisme et au Conseil Economique, y trouveront des indications précieuses. Pour nous, nous nous en tiendrons à l'exposé et à l'appréciation du projet de loi proprement dit. Voyons donc : § 1. La Composition. § 2. Le fonctionnement et les attributions du Conseil prévu, en marquant les divergences entre les deux rapports. Nous apprécierons ensuite.

§ I. — Composition du Conseil

Le Conseil National Economique comprend des représentants des intérêts nationaux et régionaux de l'économie française, des représentants des intérêts d'outre-mer, enfin des représentants des consommateurs. Le Conseil comprend de plus, les membres désignés par les groupements, les Sections professionnelles et diverses associations. Le total des délégués qui est de 504 dans le premier rapport, n'est pas fixé dans le second, en tout cas, il ne pourra excéder 488. De même l'Assemblée Générale du C. N. E. se trouve réduite à 168 membres contre 174. En effet, celle-ci ne comprend pas tous les membres du Conseil. Les chiffres que nous donnons ici, ne concernent que les membres proprement dit ; à côté, on trouve diverses personnalités (experts, représentants parlementaires et gouvernementaux).

On peut classer les membres du C. N. E. en deux catégories : ceux qui sont en dehors des Sections professionnelles et ceux qui composent les Sections.

A. Les membres hors section, qui composent l'Assemblée Générale du C. N. E.

Ces membres sont au nombre de 108, dans les deux rapports, dans le second, par contre, la représentation se trouve plus nuancée. La durée du mandat est de 3 ans.

Voici les différentes catégories de membres :

On trouve d'abord, dans les deux rapports : Douze Représentants des Associations Nationales Économiques, désignés par décret à la suite d'un recensement. Quatre sont désignés par les organisations des chefs d'entreprises ; quatre par les organisations de travailleurs manuels ou intellectuels et enfin, quatre par les organisations agricoles.

Les intérêts régionaux sont représentés respectivement par 72 et 64 membres. Ce sont, dans le premier rapport 18 délégués des Chambres de Commerce, 18 délégués des Chambres d'Agriculture, 18 délégués des Chambres de métiers, enfin 18 délégués des associations de travailleurs manuels et intellectuels, élus à raison de un par région économique, par leurs organismes réciproques. D'après le second rapport, on a 20 délégués des Chambres de Commerce, 20 délégués des Chambres d'Agriculture, 20 délégués des Associations de travailleurs élus à raison de un délégué pour 20 régions économiques, à déterminer par décret après consultation de l'actuel C. N. E., par leurs organismes réciproques. Les Chambres de métiers n'ont plus à élire que 4 représentants.

Enfin, dans les deux rapports, on compte 12 délégués des intérêts d'outre-mer, et 12 représentants des consommateurs. Les 12 délégués d'outre-mer sont désignés pour 1/3 par le Ministre des Colonies, sur la présentation du Conseil Supérieur des Colonies. Les 12 délégués des Consommateurs sont élus par des associations de consommateurs et des associations d'usagers (sociétés coopératives, groupements de consommateurs, associations de maires, de familles nombreuses, de tourisme et de mutualité).

Le second rapport de *M. Ramadier* prévoit la présence aux Assemblées générales du C. N. E. d'autres personnalités. Ce sont 4 travailleurs intellectuels délégués par la Confédération des Travailleurs intellectuels, puis un délégué de l'Association des propriétaires d'immeubles urbains ; un délégué des associations de porteurs de valeurs mobilières, un délégué des associations ouvrières de production et un

délégué des coopératives agricoles, soit 8 personnes nouvelles.

L'ensemble de ces membres ne forme qu'une partie du C. N. E., spécialement l'assemblée générale. Le Conseil comprend en outre et surtout, des Sections professionnelles qui ont une vie et un rôle particulier. De plus, les Sections désignent une fraction de leurs membres pour les représenter à l'Assemblée Générale, qu'elles complètent ainsi heureusement.

B. Les Sections professionnelles

Le Conseil est divisé en 20 Sections professionnelles. Dans chaque Section, on compte un nombre égal de représentants des employés manuels ou intellectuels. Toutefois, dans l'Agriculture, les associations étant le plus souvent mixtes, on ne distingue pas deux catégories.

Le premier rapport désignait lui-même la liste et l'importance des vingt Sections ; le nombre des délégués variait entre 18 et 48, en voici le détail :

1. Transport et Manutention	12 Membres
2. Céréales	48 »
3. Viticulture, Culture des fruits et des fleurs, Culture maraîchère	24 »
4. Cultures diverses. Polyculture.....	48 »
5. Elevage	36 »
6. Industries extractives	12 »
7. Industries de l'Alimentation	12 »
8. Industries chimiques, caoutchouc, pa- pier, carton, livres, pierre et terre à feu	12 »
9. Industries textiles	24 »
10. Travail des Etoffes	24 »
11. Cuirs et Peaux	12 »
12. Industrie du Bois	12 »
13. Métallurgie et Mécanique	36 »
14. Terrassement et Construction	12 »
15. Commerce des Comestibles	12 »

16. Débits. Restaurants et Hôtels.....	12 Membres
17. Tissus et Bazars. Commerces divers.....	12 »
18. Banques et Assurances	12 »
19. Professions libérales	12 »
20. Services Publics	12 »

Cela donne 396 membres ainsi répartis : Agriculture, 168 sièges. Industrie, 156. Commerce, 48. Services Publics et Professions libérales, 24.

La durée du mandat est de 3 ans. Un sixième des membres des Sections, soit un total de 66 Membres prend part aux Assemblées plénières du C. N. E.

Le second rapport indique seulement le nombre des Sections : 20, et le total-limite des membres de chacune : 200. Pour la constitution réelle des sections — professions qui doivent y être représentées, — nombre de délégués — le rapport s'en remet à un décret postérieur pris après consultation de l'actuel Conseil Economique. Ce décret devra naturellement tenir compte du nombre de personnes occupées et de l'importance de la Profession dans l'Economie Nationale.

La durée du mandat est de 3 ans. Soixante délégués des Sections participent aux travaux de l'Assemblée Générale. Ils se répartissent ainsi : 20 délégués des Sections professionnelles agricoles ; 20 délégués des représentants des chefs d'entreprises ; 20 délégués des représentants des travailleurs manuels et intellectuels.

Pour la désignation des Associations devant composer les Sections, les deux rapports ont prévu la même procédure. Les Associations appelées à nommer les délégués des Sections professionnelles seront elles-mêmes désignées par décret, à la suite d'un recensement qui devra se faire tous les trois mois de la promulgation de la loi et qui devra se renouveler tous les trois ans. Ainsi, ce seront toujours les Associations jugées les plus représentatives, qui délègueront au C. N. E. On n'emploie plus la formule mais on conserve l'idée.

Toute association peut, dans un certain délai, saisir la Section du Contentieux du Conseil d'Etat, d'une requête

tendant, soit à sa propre inscription, soit à une suppression, soit à une répartition différente des sièges. Cette requête est dispensée des droits d'enregistrement ; il est statué dans les deux mois de son dépôt.

§ 2. — Fonctionnement et Attributions du Conseil

A. *Fonctionnement du Conseil*

Le Conseil Economique est présidé par le Président du Conseil qui peut se faire remplacer par un Ministre ou un sous-secrétaire d'Etat.

Le Conseil comprend plusieurs organes : D'abord un Secrétariat, puis des Sections, puis une commission permanente, enfin, une assemblée générale.

Chaque organe a sa composition (1) et son rôle (2) bien définis. Le projet donne peu d'indications sur le fonctionnement, il prévoit des textes postérieurs.

Voici les quelques points qui sont précisés :

L'Assemblée Générale est convoquée par son Président. Le Conseil tient au moins une session annuelle, il se réunit obligatoirement quand il en est requis par l'une des Chambres ou par la Commission permanente. Il fait son règlement intérieur.

B. *Les Attributions du Conseil*

Nous allons examiner : 1° Les attributions des Sections professionnelles et de la Commission permanente. 2° Les attributions de l'ensemble du Conseil. Nous aurons alors à distinguer : a) Les attributions spéciales qui concernent les conventions collectives du travail et qu'on ne trouve que dans le premier rapport. b) Les attributions générales qui sont sensiblement les mêmes dans les deux rapports.

(1) Voir plus haut.

(2) Voir plus loin.

1° *Attributions des Sections professionnelles et de la Commission permanente.*

La *Section professionnelle* est chargée d'étudier les questions intéressant la ou les professions qu'elle représente et de formuler des propositions en vue de leur solution.

Les propositions ont notamment pour objet le perfectionnement de l'apprentissage, l'organisation de la production des échanges et des services, la loyauté et la moralité de la concurrence et des échanges, l'organisation et la rémunération du travail, le règlement des différends intéressant la ou les professions.

Les propositions sont transmises, soit à l'Assemblée générale, soit à la Commission permanente, soit aux Associations professionnelles ou aux membres de la Profession.

Grâce à ces Sections, l'action du C. N. E. sera efficace et non académique.

Une *Commission permanente* est chargée de recueillir les demandes et les vœux des différents groupements économiques, de répartir et de coordonner les travaux entre les Sections, d'assurer les relations avec les pouvoirs publics de préparer les sessions de l'Assemblée, de procéder aux études urgentes, enfin, de décider de toutes questions sur lesquelles l'Assemblée lui aura délégué ses pouvoirs.

On voit qu'ici encore, la Commission permanente tient un rôle très important. Il n'est pas douteux que son action soit en fait prépondérante dans un organisme comme le nôtre où le rendement dépend beaucoup de son activité.

2° *Attributions de l'ensemble du Conseil Economique.*

a) *Attributions spéciales du Conseil d'après le premier rapport.*

Ces attributions concernent les conventions collectives de travail.

Le premier rapport de *M. Ramadier* donnait au C.N.E. de grands pouvoirs ; le Conseil devenait le contrôleur des conventions collectives, il avait de plus la possibilité de rendre telle ou telle convention obligatoire.

A la suite de l'étude du C. N. E. sur les conventions collectives de travail et du vote de la loi sur les ententes professionnelles, M. Ramadier n'a pas maintenu dans son second rapport les mêmes dispositions.

Voici toutefois le système prévu en premier lieu pour les conventions collectives.

Article n° 11 du premier rapport.

« Une copie de toute *convention collective de travail*
« sera transmise dans les 8 jours par le Secrétaire du Con-
« seil des Prudhommes ou le Greffier de la Justice de paix,
« auquel il en aura été fait dépôt, le tout sous peine d'une
« amende civile de 25 francs prononcée à la requête du
« Secrétaire Général du C. N. E. par la juridiction à la-
« quelle le Secrétaire ou le Greffier est rattaché.

« Les ententes économiques qui ont pour objet de
« substituer à la concurrence entièrement libre une orga-
« nisation collective destinée à réglementer la production,
« les échanges et les prix, doivent, à la diligence de tout
« intéressé et à peine de nullité être déposées avant leur
« entrée en vigueur au Secrétariat du C. N. E. En cas d'in-
« fraction à la disposition précédente, il est prévu une
« amende de 1.000 à 50.000 francs.

« Le Secrétaire Général du C. N. E. saisit la Section
« professionnelle compétente des conventions collectives
« qui lui sont transmises et des ententes économiques ayant
« fait l'objet d'un dépôt. La Section émet son avis sur ces
« conventions et ces ententes. Cet avis est soumis à l'As-
« semblée.

« L'Assemblée signale au Garde des Sceaux les ententes
« qui seraient contraires aux lois.

« Si la convention ou l'entente est l'objet d'un avis
« favorable de l'assemblée, il appartient à la Section pro-
« fessionnelle d'en favoriser la généralisation.

« Un décret rendu sur la demande de l'Assemblée,
« pourra rendre, après une enquête préalable dont les mo-
« dalités seront fixées par un règlement d'Administration
« publique, la convention ou l'entente ou certaines de leurs

« dispositions, obligatoires pour tous les chefs, d'entrepri-
 « ses et tous les travailleurs d'une ou de plusieurs profes-
 « sions, soit dans une région déterminée, soit dans toute
 « la France ».

b) *Attributions générales du Conseil.*

Le Conseil Economique institué par la loi du 29 avril 1926, est chargé d'étudier les problèmes intéressant l'économie nationale, et d'émettre des avis sur les projets et propositions de loi, dont il a été saisi par les pouvoirs publics, d'en suivre, dans les mêmes conditions l'application, de proposer les mesures de contrôle et d'organisation de la production et des échanges. Il peut arbitrer les conflits économiques à la demande des intéressés. Cette fonction, normale dans le premier rapport, est facultative dans le second.

Le Conseil Economique peut se saisir lui-même ou être saisi par le Gouvernement, soit par l'une des Chambres, soit par une Commission Parlementaire de tout projet ou proposition de loi, qui présente un intérêt économique national, ainsi que de l'étude de tout problème économique.

Les projets de loi et les propositions de loi, présentant un intérêt économique national sont communiqués au C. N. E. Celui-ci donne son avis, et fait un rapport. Les règlements d'administration publique intéressant l'économie, sont également communiqués au C. N. E. pour avis.

Enfin, d'après le second rapport *Ramadier*, le Conseil peut faire des recommandations au Gouvernement.

Ses avis et rapports sont toujours adressés au Gouvernement et aux deux Chambres ainsi qu'aux Commissions Parlementaires. S'ils parviennent avant le dépôt du rapport de la Commission Parlementaire, ils doivent alors y être publiés en annexe.

Ses recommandations sont adressées au Président du Conseil qui doit, soit demander une seconde délibération, soit faire connaître dans le délai d'un mois, la suite donnée.

Toute Commission Parlementaire peut demander au C.N.E. de désigner un ou plusieurs délégués pour participer soit à tous ses travaux, soit à certaines de ses délibérations

avec voix consultative. Cette participation devient obligatoire, lorsque le C. N. E. a été saisi des questions en discussion.

Les Ministres, les Sous-Secrétaires d'Etat et les Commissaires désignés par eux ont leur entrée à l'Assemblée Générale, à la Commission permanente et aux Sections du C. N. E. Ils doivent être entendus quand ils le demandent.

Ce sont là des attributions très larges et un mécanisme qui doivent assurer au nouveau Conseil, un rôle de premier plan dans la législation et la vie économique.

Ces attributions, — le second rapport le précise — doivent être exercées par le Conseil du décret du 16 janvier 1925 jusqu'à l'organisation définitive du nouvel organisme.

§ 3. — Appréciation sur les rapports Ramadier

M. Ramadier a si l'on peut dire, mis au point et amplifié le projet de *M. Paul Boncour*. Ses rapports sont le fruit d'études très poussées sur l'ensemble des problèmes qui se posent dès que l'on parle de Conseil National Economique. Novateur, sur certains points, Réformateur prudent sur d'autres points, le projet a tenu à éviter ce qui nécessitait des transformations trop profondes des institutions actuelles où ce qui confinait le Conseil à un rôle par trop effacé.

Composition.

M. Ramadier a divisé son Conseil en 20 Sections. Il a pris ce chiffre parce qu'il faut bien en prendre un et que celui-ci lui a paru suffisant. Quant à la nomenclature des Sections, elle a disparu dans le second rapport pour donner une certaine souplesse à l'organisation. Ainsi, il est très difficile de porter un jugement sur la composition du C.N.E.

L'ensemble des membres du Conseil, en dehors des Sections semble pouvoir donner satisfaction à toutes les professions, surtout d'après les dispositions du second rapport. Nous notons avec satisfaction que l'on a su distinguer les intérêts divers et que l'on a renoncé d'introduire des Parlementaires au Conseil.

Le découpage en sections et leur composition est un problème délicat. Le premier rapport de *M. Ramadier* avait essuyé bien des critiques, qui n'étaient pas toutes injustifiées. Certaines professions allaient être favorisées, d'autres très négligées. Le Député de l'Aveyron spécifiant seulement la parité entre employeurs et employés a, dans son second rapport, tourné la difficulté de désignation des Sections, en s'en remettant à un décret postérieur. Certes l'esquive est adroite, mais le problème reste entier, toutefois l'organisme y gagnera en souplesse. Pour notre part, nous craignons que les difficultés de désignations et formation des Sections retardent l'organisation définitive du C. N. E.

Fonctionnement et attributions.

Le Conseil du projet *Ramadier* n'est pas un Parlement, il conseille, il ne décide pas. Toutefois, on a voulu en faire un Conseiller écouté et un Conseiller agissant. Sur ce point, nous devons l'approuver pleinement.

Il suffit de lire les attributions du C. N. E. pour comprendre les désirs de son auteur : le Conseil doit avoir une action efficace et pratique. Il doit instruire, informer, recommander. Consulté ou entendu de ceux qui décident il ne doit lui-même avoir aucun pouvoir de décision. Le rôle du Conseil n'est que l'application de ses principes ; on a ainsi un organisme, *sui generis*, qui n'est pas une Chambre Professionnelle, et qui n'est pas non plus un organe, sans vie, une assemblée sans pouvoirs.

Le Parlement vient de ratifier — février-mars 1936 — (1) le second rapport de *M. Ramadier*, on ne peut que s'en réjouir. Grâce à ce nouveau statut, le Conseil jouira d'un caractère plus représentatif, et aura une activité et une *influence grandissantes*.

(1) Voir Conclusion.

CHAPITRE IV

Les propositions de loi en 1935

Section I. — La Proposition de Loi de M. Dommange.

Section II. — La Proposition de Loi des Syndicats Chrétiens.

SECTION I. — LA PROPOSITION DE LOI DE M. DOMMANGE

M. Dommange et quelques-uns de ses collègues déposaient le 8 février 1935, à la Chambre, une nouvelle proposition de loi (1) tendant à instituer un Conseil National Economique et à préparer l'organisation et la représentation des professions. Cette proposition fut renvoyée à la Commission de la Réforme de l'Etat, elle n'est pas encore rapportée.

L'exposé des motifs insiste sur la nécessité d'organiser la représentation professionnelle, il charge le Conseil Economique de cette mission et le dote, de plus, de très larges pouvoirs. Cette proposition est très intéressante par son origine même et la hardiesse de sa conception.

Voici la composition, le fonctionnement et les attributions de l'organisme proposé.

§ I. — Composition du Conseil

Le nouveau Conseil Economique doit comprendre 102 Membres, dont 54 représentants des Chambres Professionnelles — Commerce, Agriculture, Artisanat — 36 représentants de Groupements professionnels et 12 délégués des intérêts d'outre-mer. La représentation se fait sur la base

(1) Doc. Parl. Chambre 1935. Annexe n° 4659, page 274.

des régions économiques. (La France est actuellement divisée en 18 régions Economiques). Voici quelle est la répartition des sièges :

18 Délégués représentent les Chambres de Commerce.

18 Délégués représentent les Chambres d'Agriculture.

18 Délégués représentent les Chambres de Métiers.

à raison de un par région économique.

18 Délégués représentent des Associations de Travaillleurs manuels, d'employés et de techniciens.

18 Délégués représentent des Associations de professions libérales.

Ces deux dernières catégories sont élues à raison d'un délégué par région économique, par les Associations groupant au moins 100 membres et qui se seront fait inscrire au Ministère du Travail, en vue de ces élections dans le mois qui suivra la promulgation de la loi et ultérieurement, dans le mois de janvier de chaque année.

12 Délégués des territoires d'outre-mer dont 4 désignés par le Ministère des Affaires Etrangères et 8 désignés par le Ministre des Colonies.

Les membres du C. N. E. sont élus ou désignés pour six ans. Le Conseil se renouvelle par moitié, tous les trois ans, les régions comprises dans le premier renouvellement étant désignées par voie de tirage au sort. Les membres sortant sont rééligibles. En cas de démission ou de décès, il est pourvu au remplacement, dans un délai maximum de deux mois.

Les contestations relatives à la validité des élections ou nomination, sont portées devant le Conseil d'Etat. Le mandat de membre du C. N. E. est incompatible avec un mandat parlementaire ainsi qu'avec l'exercice de toute fonction publique rémunérée par l'Etat, le Département ou la Commune. Un règlement d'administration publique fixera les modalités de l'élection.

§ 2. — Fonctionnement du Conseil

Le Conseil Economique est rattaché à la Présidence du Conseil, au budget de laquelle sont inscrits les crédits nécessaires à son fonctionnement. Le nouveau C. N. E. doit être en mesure de fonctionner dans les trois mois de la promulgation de la loi ; le décret du 16 janvier 1925 est abrogé et le Conseil actuel dissous dès le lendemain.

Le Conseil prévu élit un bureau comprenant un Président, trois Vice-Présidents et six Secrétaires ; un secrétariat administratif, organisé par la présidence du Conseil assure la permanence entre les sessions.

Les Sessions du Conseil National Economique coïncident avec celles des Chambres ; elles sont ouvertes et closes par arrêté du Président du Conseil des Ministres, qui peut, s'il le juge utile, les prolonger au-delà de la clôture de la session parlementaire. Les séances ne sont pas publiques : les Ministres et leurs représentants y ont accès à tout instant et doivent être entendus lorsqu'ils le demandent. Un règlement intérieur du C. N. E. est arrêté par le Président du Conseil.

§ 3. — Attributions du Conseil

Parmi ces attributions, les unes sont temporaires, les autres permanentes.

A. *Attributions temporaires :*

Avant l'expiration du deuxième mois qui suivra l'ouverture de sa première session, le C. N. E. devra soumettre au Gouvernement qui en saisira sans délai le Parlement, ses propositions, concernant :

1° La répartition du territoire métropolitain et de l'Algérie en régions économiques.

2° L'organisation régionale et nationale de tous les organes de production, de distribution (Commerce, transport) et de Crédit, par la création et la coordination des groupements professionnels de Travailleurs manuels, d'em-

ployés, de techniciens, de chefs d'entreprise et de professions libérales.

3° L'institution de Chambres professionnelles, régionales, représentant les intérêts de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, du Crédit, de l'Artisanat, du travail et des professions libérales.

4° La composition et les attributions d'un Conseil National Economique élu par ces chambres régionales. Cela permet de penser que la compétition du C. N. E. que nous avons vue — et ses attributions permanentes que nous allons voir maintenant — doivent être considérées comme transitoires, et sujettes à modifications.

B. *Attributions permanentes :*

Le Conseil Economique est chargé d'étudier les questions qui concernent l'économie nationale et de proposer, soit au Gouvernement, soit aux Assemblées législatives, toutes mesures relatives à l'organisation ou au contrôle de la production, à la distribution du crédit, aux transports et à la consommation.

Le Conseil est obligatoirement consulté par le Gouvernement et par les Chambres, à l'occasion de toutes les dispositions réglementaires ou législatives se rapportant aux objets précités. A cet effet, les projets de décret lui sont communiqués, son avis est publié au Journal Officiel, en même temps que le décret lui-même. Les projets de loi relevant de sa compétence lui sont également communiqués par le Gouvernement, avant leur dépôt devant le Parlement. Les propositions de loi lui sont adressées en même temps qu'elles sont envoyées aux Commissions parlementaires. Un délégué du Conseil est admis à suivre, à titre consultatif les travaux des Commissions parlementaires, pour chacun des projets qui lui ont été transmis. Les avis et les propositions du C. N. E. doivent être publiés en annexe des rapports présentés aux Chambres.

Le Conseil National Economique suit l'application des dispositions qui sont en rapport avec sa compétence. Un règlement d'administration publique fixera les rapports du Conseil avec le Gouvernement et avec les Assemblées législatives.

Comme on peut s'en rendre compte, le C. N. E. est chargé d'une importante mission, mission transitoire d'organisation et mission permanente qui lui assure une place importante dans la confection et dans l'application de la législation.

§ 4. — **Appréciation sur cette proposition**

Composition :

Dans notre institution, le problème de la composition est toujours le plus délicat.

Ici, les Chambres professionnelles sont assez favorisées, elles délèguent plus de la moitié du Conseil. N'est-ce pas un peu trop ? De plus, accorder une égale importance aux Chambres de Commerce, aux Chambres d'Agriculture, et aux Chambres de Métiers, est-ce bien tenir compte de la réalité ?

Pour les délégations des Associations professionnelles, nos questions seront autres : 36 représentants sont-ils suffisants pour représenter toute la complexité et les intérêts des différentes professions ? D'autre part, il nous semble bien qu'accorder le même nombre de délégués aux professions libérales qu'aux travailleurs manuels, employés et techniciens, c'est faire relativement la part trop belle aux premières. Il n'est pas douteux, étant donné le petit nombre de délégués, que les élections seront difficiles et donneront à beaucoup incomplète satisfaction.

Par contre, les intérêts d'outre-mer, avec un dixième des sièges semblent tenir une place convenable.

Fonctionnement : Il ne se prête guère à de grands commentaires. Remarquons seulement la concomitance des sessions avec celles du Parlement. Il nous paraît que le Conseil ne jouit pas d'une indépendance assez complète. Il est du reste difficile de porter un jugement avant de connaître le règlement intérieur.

Attributions : C'est certainement là où l'on trouve les dispositions les plus intéressantes. La mission temporaire du C. N. E. doit nous conduire à l'organisation professionnelle et à une amélioration du Conseil lui-même dans sa

composition et dans ses pouvoirs. C'est là, à notre sens, une mission nécessaire, mais peut-être écrasante. Quant aux attributions ordinaires du C. N. E., elles en font véritablement, une troisième chambre professionnelle, avec les inconvénients mais aussi les avantages que cette solution comporte.

APPENDICE

Parmi les propositions récentes, nous pensons devoir signaler une proposition de résolution (1) déposée le 7 juin 1935, par MM. Duval, Join, Lambert et Guérin. Cette proposition renvoyée à la Commission de la Réforme de l'État, n'est pas encore rapportée, elle ne concerne qu'indirectement le C. N. E.

On invite seulement le Gouvernement à faire appel à la collaboration des groupements professionnels, dotés des pouvoirs nécessaires pour l'étude des lois économiques, pour en mettre au point les modalités d'application et en assurer l'exécution et le contrôle dans le cadre des lois générales.

Il est bien certain que le Conseil Économique doit être l'organe capable de mettre le Gouvernement en mesure de donner satisfaction aux désirs légitimes exprimés dans cette nouvelle proposition.

SECTION II. — PROPOSITION DE LOI DES SYNDICATS CHRÉTIENS

Le Groupe du syndicalisme Chrétien qui comprend 70 députés de diverses tendances, déposa à la Chambre, le 6 décembre 1935, une proposition de loi (2) concernant la réorganisation « du Conseil National Economique et du « Conseil Supérieur du Travail, l'institution de Conseils « Régionaux Economiques et de Conseils régionaux du « Travail ». Cette proposition fut naturellement renvoyée

(1) Doc. Parl. Chambre 1935. Annexe 5404, page 896.

(2) Doc. Parl. Chambre n° 5781.

à la Commission de la réforme de l'Etat, elle n'est pas encore rapportée.

A notre avis, ce qui caractérise cette proposition de loi, tient dans son ampleur, dans la relation étroite, établie entre le Conseil Economique et le Conseil Supérieur du Travail, enfin, dans une certaine parenté avec le premier rapport de *M. Ramadier*.

§ I. Le Conseil National Economique

Voici la composition, le fonctionnement, et les attributions prévues :

I. — Composition

Le Conseil National Economique devra comprendre 263 Personnes dont 214 représentants des divers intérêts professionnels et 49 représentants des intérêts généraux.

1. *Les Intérêts Professionnels*. Ils seront divisés en 21 Sections, avec parité entre les employeurs et les employés. En voici la répartition détaillée :

A. *Activité Agricole* (68 Membres).

1. Agriculture	28 Membres
2. Elevage	12 »
3. Industries Agricoles de Transformation.	8 »
4. Viticulture	12 »
5. Sylviculture	4 »
6. Pêche	4 »

B. *Activité industrielle* (76 Membres).

7. Produits et Transformations Chimiques.	8 »
8. Mines	6 »
9. Métallurgie	4 »
10. Mécanique et Electricité	16 »
11. Bâtiment	12 »
12. Textile	8 »
13. Habillement	10 »
14. Cuirs et Peaux, Chaussures.....	4 »
15. Bois et Ameublement	8 »
16. Livre et Presse	4 »

C. *Activité de transmission* (44 Membres).

17. Alimentation et Hôtel	8 Membres
18. Commerce, Crédit, Assurances et Agences	24 »
19. Transports	12 »

D. *Activités Administratives, Intellectuelles et Artistiques* (22 Membres).

20. Fonctionnaires	10 »
21. Professions libérales et Ingénieurs.....	12 »

Total..... 214 »

La désignation des *représentants des employeurs*, se fera tous les trois ans, par les syndicats patronaux, compte-tenu de tous les éléments fixant leur importance, d'après un décret du Président du Conseil des Ministres, attribuant aux dits syndicats le nombre de suffrages auxquels ils ont droit.

Les *représentants des salariés* seront élus tous les trois ans dans chaque section, au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle intégrale, par un vote des syndicats disposant d'une voix par vingt-cinq membres cotisants ou fraction de vingt-cinq membres. Les contestations sur les désignations et élections seront portées devant le Conseil d'Etat qui statuera dans les trois mois.

II. *Les intérêts généraux.* Ils sont représentés au C.N.E. par une cinquantaine de personnes. On compte d'abord vingt-quatre délégués désignés suivant la procédure ci-dessus indiquée, moitié par les organisations nationales patronales, moitié par les organisations nationales ouvrières. Puis 17 autres personnes représenteront les Ministères, la Présidence du Conseil en désignera 5, les Ministères de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, du Travail, des Travaux Publics, des Finances et des Colonies en désigneront chacun 2. Les Commissions parlementaires auront 8 délégués. Les Commissions du Travail et du Commerce de la Chambre en auront chacune 2 ; la Commission du Commerce du Sénat en aura 4.

II. — *Fonctionnement et Attributions*

A. *Fonctionnement.*

Le Conseil National Economique se compose de plusieurs organes : les Sections Professionnelles ; la Commission Permanente et l'Assemblée Générale.

Les Sections professionnelles : Composées comme nous l'avons vu, les Sections sont présidées à tour de rôle par un délégué patron et par un délégué ouvrier, avec une vice-présidence alternativement opposée. Les Sections ont à étudier les questions intéressant leur intérêt respectif, puis à faire approuver leurs conclusions par l'Assemblée Générale.

La Commission permanente : Elle comprend trente membres : 24 sont élus par moitié par l'ensemble des employeurs et des employés du C. N. E. à la représentation proportionnelle intégrale. Les six autres personnes sont les représentants des intérêts généraux désignés par le Président du Conseil des Ministres, qui est Président de la Commission Permanente.

La Commission permanente a pour objet de coordonner et de centraliser les études des sections, d'assurer l'aboutissement des décisions du C.N.E. et de faire tous les travaux pour lesquels elle a reçu mandat. En outre, la Commission permanente désigne 3 délégués, qui, avec trois membres nommés par le Conseil Supérieur du Travail forment un comité de coordination entre les deux organismes. Enfin, la Commission donne son avis pour la Constitution des Conseils Economiques Régionaux.

L'Assemblée Générale : Présidée par le Président du Conseil, elle comprend les Membres des différentes Sections Professionnelles et les représentants des Intérêts Généraux. Les sessions ont lieu deux fois par an et plus fréquemment, si cela est nécessaire, sur la convocation du Président du Conseil ou de la Commission permanente.

L'Assemblée approuve, amende ou rejette les travaux des différentes Sections. Elle peut, en outre, se saisir direc-

tement des problèmes ayant une portée générale et créer au besoin, des commissions spéciales.

B. Attributions générales du Conseil.

Le Conseil National Economique est un organe officiel de documentation, d'étude et de consultation en matière économique, technique et financière. De plus, le C. N. E. surveille l'application des lois économiques en vigueur et propose les mesures d'organisation et de contrôle qu'il juge nécessaires. Celles-ci pourront être rendues obligatoires par décret. Enfin, le Conseil examine obligatoirement tous les projets et propositions de loi de caractère économique. Si les conditions de travail et de salaire sont en jeu, le Conseil Supérieur du Travail devra, dans un délai de deux mois donner son approbation aux travaux du C. N. E. Ceux-ci sont naturellement publiés au Journal Officiel Annexe.

C. Attributions spéciales sur les Ententes économiques.

Les ententes économiques concernant l'organisation de la production, la répartition du Travail et des Marchandises, ne peuvent avoir d'effet qu'après approbation par le Conseil National Economique, qui en a également le contrôle et la surveillance. Les Ententes antérieures à l'organisation du C. N. E. doivent aussi être déclarées. Si l'entente est approuvée, elle peut, par décret, être rendue obligatoire, dans une limite géographique plus ou moins grande. L'exécution de ces obligations est garantie par de fortes amendes.

§ 2. — Les Conseils Régionaux Economiques

Les Conseils Régionaux sont créés par décret sur la proposition de la Commission permanente du C. N. E. Le nombre de Conseils et pour chacun, le nombre de Sections et leur importance, sont fixés par le décret. La désignation des représentants des intérêts professionnels (patrons et ouvriers) se fait comme pour le Conseil National. Les intérêts généraux sont représentés par les Préfets, les Inspecteurs du Travail et les délégués des Conseils Généraux.

Les Conseils Régionaux ont une Commission permanente qui, à tous points de vue, est ce qu'est au C. N. E. sa propre Commission permanente. Quant aux Sections, à l'Assemblée Générale et à leurs attributions, c'est, dans le cadre régional la copie des règles établies pour le Conseil National. Nous n'insistons pas sur ces points, faisant seulement remarquer que cette proposition de loi prévoit des Conseils Régionaux qui n'excluent pas les autres Organismes (Chambres Diverses).

Laissant de côté, les titres II et IV de cette proposition de loi qui concernent le Conseil Supérieur du Travail et les Conseils Régionaux du Travail, il nous faut cependant signaler les similitudes entre ces organismes et ceux dont nous avons parlé ; ainsi que leur interprétation. Sans entrer dans les détails et pour les caractériser d'une phrase, on peut dire que les Conseils du Travail, s'occupent du côté social des problèmes économiques. Ainsi s'explique-t-on de trouver dans un même texte une proposition de réorganisation du Conseil Economique et du Conseil Supérieur du Travail.

§ 3. --- Appréciation

La composition du Conseil pourrait sans doute soulever, par ses proportions, quelques critiques. Mais sur ce point, quelle proportion donnerait une satisfaction générale ? Ce qui nous semble le plus remarquable, est la solution envisagée pour la représentation des intérêts généraux.

L'Organisation et les attributions offrent aussi des particularités intéressantes. Qu'il nous suffise de rappeler les relations établies avec le Conseil Supérieur du Travail et le rôle du C. N. E. vis-à-vis des ententes Economiques.

Depuis le vote par le Parlement du statut du C.N.E. (1), ces dernières propositions de loi ont perdu quelque peu de leur intérêt, toutefois, elles sont un nouveau gage de la di-

(1) Voir Conclusion.

versité des conceptions parlementaires, relativement à ce que doit être notre Conseil National Economique.

L'examen des vues de différents groupements et de diverses personnalités sur le C. N. E. auquel nous arrivons maintenant, va nous fournir encore une autre preuve de l'importance de notre institution et de la variété des idées, en ce qui concerne sa composition et son rôle.

TITRE II

La place du Conseil National Economique dans les diverses conceptions de Réforme de l'Etat

Nous verrons :

CHAPITRE I. — *Les Vues des Grandes Associations ouvrières.*

CHAPITRE II. — *Les Vues des Groupements Industriels,
Commerciaux et Agricoles.*

CHAPITRE III. — *Les Vues des Anciens Combattants.*

CHAPITRE IV. — *Les Vues des Partis Politiques.*

CHAPITRE V. — *Les Vues des Juristes et des Economistes.*

Enfin, dans un Chapitre V, nous résumerons les avis de quelques juristes, parmi les plus notables.

Nous aurons ainsi fait un tour d'horizon. Nous verrons que le principe même du C. N. E. n'est guère contesté ; les avis varient sur sa composition, sur ses attributions surtout, où l'on va du simple Conseil Consultatif sans pouvoir, au Parlement Souverain et Directeur de l'Economie, en passant par des formes mixtes multiples.

Sans prétendre être absolument complet, nous pensons pouvoir donner dans les pages suivantes, une idée suffisante des vœux des différentes catégories économiques et sociales de la Nation Française, sur le Conseil National Economique.

Nous avons adopté un plan basé sur les différentes classes de la population. Faisons d'abord remarquer que cette classification n'a dans notre esprit, rien de rigide. Nous pouvons même dire que nous avons songé d'abord à d'autres plans. Voir par exemple : 1° Ceux qui sont partisans d'un simple Conseil amélioré. 2° Ceux qui veulent en faire un véritable Parlement Economique et un Directeur

de l'Economie. Nous y avons renoncé pour plus de clarté. La Notion de Parlement Economique n'étant pas parfaitement définie, certains qui se disent ennemis d'un Parlement Corporatif, donnent au Conseil des attributions vraiment parlementaires ; et les partisans d'un Parlement Economique n'en demandent souvent pas plus. C'est pourquoi nous avons abandonné une division paraissant à première vue séduisante.

Nous devons ajouter que si les Chefs des groupements et une minorité s'occupent activement du C. N. E. et fondent sur lui de grands espoirs, la majorité de l'opinion ignore cet organisme et ne se passionne nullement pour sa réorganisation. Aussi, il ne faut ni sous-estimer, ni s'exagérer la place tenue par le Conseil National Economique dans les préoccupations actuelles.

Remarque : Nous avons puisé la documentation dans des brochures qui nous ont été communiquées par les différents groupements dont nous exposons les vues. Pour ne pas risquer de déformer les conceptions de chacun, nous reproduisons le plus souvent, le texte même des documents. Nous nous excusons de ces citations qui nous ont paru nécessaires.

CHAPITRE I

Les vues des grandes Associations Ouvrières sur le Conseil National Economique

Nous examinerons :

Section I. — Les Conceptions de la Confédération Générale du Travail. Son plan de Rénovation économique.

Section II. — Les Vues de quelques autres Associations de Travailleurs.

SECTION I. — LES CONCEPTIONS DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL SON PLAN DE RÉNOVATION ECONOMIQUE

Le 7 avril 1934, la *Confédération Générale du Travail* a tenu à Paris, une réunion appelée « Les Etats Généraux du Travail » pour fixer « les conditions de la réorganisation économique du Pays dans la Liberté ».

Les « Etats Généraux du Travail » conclurent à la nécessité de la formation constitutionnelle du Conseil National Economique, qui ne soit pas un Parlement corporatif, mais, dont les attributions soient toutefois considérables, avec une représentation élargie.

Voici les passages les plus caractéristiques du manifeste qui fut adopté :

« Il faut créer la démocratie économique, il faut permettre l'accès de la classe productrice à l'administration des choses. Avènement des Travailleurs à l'admini-

« nistration des choses, pour beaucoup cela correspond au
 « Parlement corporatif. Or, le Parlement corporatif, c'est
 « le fascisme. *Il ne s'agit pas pour nous, de substituer au*
 « *Parlement actuel je ne sais quel Parlement corporatif.*
 « *Il s'agit de donner au C. N. E. une composition et des*
 « *moyens d'action très différents de ce qui est actuellement.*

« Le C. N. E. qui n'existe encore qu'à l'état d'ébau-
 « che, doit devenir un rouage essentiel et constitutionnel
 « du Pays.

« Le statut que nous proposons ne s'inspire que de
 « l'intérêt général, sans aucun esprit de domination. Il vise
 « à organiser à côté de la démocratie politique, la démo-
 « cratie économique.

« En matière politique, les opinions d'un maçon va-
 « lent celles d'un banquier, et il a le droit de défendre ses
 « intérêts moraux, fiscaux et sociaux au même titre qu'un
 « millionnaire.

« C'est pourquoi le Parlement, élu du suffrage univer-
 « sel direct, doit rester souverain, pour tout ce qui conver-
 « ne les attributions essentielles de l'Etat.

« Mais dans le domaine économique, l'action du Par-
 « lement doit être aidée, ses décisions doivent être prépa-
 « rées. Il n'est plus besoin d'insister sur l'insuffisance des
 « discussions parlementaires dans les problèmes touchant
 « à la vie matérielle du pays ; cette insuffisance est d'autant
 « plus grave que ces problèmes sont plus nombreux et se
 « renouvellent constamment. Ils ne doivent être réglés au
 « hasard, ni surtout par le jeu des coalitions d'intérêts par-
 « ticuliers, ou de groupes, ou selon des combinaisons de
 « couloirs ou d'échanges de services.

« Toute solution à donner à ces problèmes doit mettre
 « au premier plan les besoins de la collectivité. Cela sup-
 « pose la conciliation de tous les intérêts légitimes des di-
 « verses branches de l'Economie. Cela ne peut se faire
 « qu'avec la participation des organisations représentatives
 « de ces intérêts dans leur conciliation. Cela ne peut se
 « faire aussi qu'en tenant compte de tous les éléments de
 « ces problèmes, des possibilités et des ressources, des

« aspects techniques aussi bien que des aspects économiques proprement dit, des répercussions que les mesures projetées auront pour les divers participants à l'activité économique et pour le pays tout entier.

« Dans le domaine économique, il faut sortir du mélange et de la confusion des intérêts pour faire place à la compétence. Ce sera le rôle essentiel du C. N. E.

« Le C. N. E. sera formé de manière à comprendre :

« a) Les représentants des organisations syndicales les plus représentatives (patronales et ouvrières) de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce, exprimant les besoins de l'Economie.

« b) Les représentants des Syndicats, de directeurs et employés de Banque apportant les connaissances techniques.

« c) Les représentants de l'Etat.

Il aura 3 fonctions principales :

« I. *Information* : il centralisera toutes les statistiques et effectuera des enquêtes sur le développement des différentes branches de la production tant nationale qu'internationale. En particulier, il devra suivre avec attention le développement des stocks (déclaration obligatoire) et l'accumulation des capitaux, ces informations constamment tenues à jour, seront largement diffusées.

« II. *Plan de développement* : Il établira un programme d'Outillage National, Transports, Services municipaux, Extension urbaine. L'exécution de ce programme sera réglée par l'état général de la conjoncture. Elle sera ralentie en période d'activité de l'Economie privée, accélérée au contraire, si des symptômes de dépression apparaissent, de manière à en faire un volant régulateur de l'Economie.

« III. *Action régulatrice*. Les émissions nécessaires pour le financement de ces travaux se feront sur autorisation du C. N. E. (sauf veto du Parlement), il pourra les ralentir dans une branche, les accélérer dans une autre, selon :
« a) les mouvements de la conjoncture générale, b) le vo-

« l'ampleur des capitaux disponibles, c) le degré d'activité du « secteur privé et du secteur surveillé.

« Le C. N. E. élaborera, également, pour le Gouvernement et le Parlement, des propositions tendant à la conciliation des intérêts économiques, dans le but de satisfaire l'intérêt général ».

Ces idées maîtresses ayant été lancées et favorablement accueillies du grand public, un comité d'études, composé de personnalités compétentes, de la Banque, de l'Economie et de la Technique Administrative a travaillé avec les militants.

Des rapports furent établis. En octobre 1934, le Comité Confédéral National approuva un plan de Rénovation économique, connu sous le nom de « Plan de la C. G. T. ».

Ce plan, très légèrement modifié en 1935, a une importance considérable. En effet, tous les partis politiques dits de gauche, ont approuvé le Plan de la C. G. T. et l'on a pu parler d'un rassemblement autour de ce Plan.

La Confédération Générale du Travail, reprenant le programme des États Généraux du Travail, demanda la création d'un Conseil Supérieur de l'Economie, investi de tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa fonction et devenant rouage essentiel et constitutionnel du pays.

Si la représentation du suffrage universel direct doit rester souveraine, pour les attributions essentielles de l'Etat, il est indispensable que les pouvoirs légiférants soient aidés dans le domaine économique et que leurs décisions soient préparées. Cela ne peut être le fait que d'une Assemblée économique, ayant des pouvoirs étendus et étant l'expression des besoins et des forces économiques.

L'Assemblée économique, d'après le Plan de la C.G.T. comprendra des représentants directs et permanents des branches essentielles de l'activité économique : Agriculture, Industrie, Commerce, Transports. On y trouvera, désignés par les organisations patronales et ouvrières les plus représentatives, les délégués qualifiés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, ainsi que des travailleurs indépen-

dants, des artisans, des professions libérales, des consommateurs, des coopérateurs.

L'Assemblée recevra tous moyens de travail nécessaires à son rôle. Elle aura mission de s'informer des ressources et des besoins du pays, et à cet effet, recevra tous droits d'enquête.

Sur les données ainsi recueillies, et compte-tenu des mouvements de la conjoncture internationale, elle dressera un « Plan de développement de l'Economie Nationale » en vue d'assurer l'utilisation complète et ininterrompue de la main-d'œuvre et de toutes les forces productives du pays. Ce Plan sera soumis à l'approbation directe ou indirecte du suffrage universel.

Dans le cadre du Plan adopté, le Conseil Supérieur de l'Economie exercera un contrôle permanent sur la direction des capitaux nécessaires à la vie économique. Il sera le distributeur et le répartiteur dû crédit. Ce sera là une tâche importante.

L'Assemblée économique inspirera le pouvoir politique, dans ses décisions ayant influence sur le marché économique et par voie de conséquence, sur le niveau des prix et des salaires et sur la durée du travail.

A cet effet, elle devra être consultée sur tous les projets de lois, de décrets et de règlements concernant toutes les formes de l'activité économique et les conditions de travail. Ses avis, suggestions et projets seront obligatoirement soumis au Parlement, dans les délais et conditions déterminés. Elle aura un droit de contrôle sur l'application de toute réglementation ou législation d'ordre économique.

Elle aura également droit de regard et d'intervention sur les diverses formes de l'organisation économique. Elle devra notamment connaître des ententes et des trusts, de leur organisation et de leur politique de prix, et jugera si leur activité est conforme à l'intérêt général.

Cette Assemblée économique ne sera du reste, que le Conseil principal de l'Economie. Les industries nationalisées seront elles-mêmes dirigées par une série de Conseils spéciaux et superposés : Conseil d'Industrie, Conseil de

Groupe d'Industries, Conseil Supérieur des Industries Nationalisées.

Ces différents organismes auront une composition tripartite ; ils comprendront les producteurs (main-d'œuvre, maîtrise, agent de gestion) les consommateurs et les représentants des collectivités. Leurs membres seront désignés par les organisations les plus représentatives de leur catégorie. L'importance numérique dépendra naturellement de la population et de la branche économique représentée.

Les Conseils d'Industries auront pour mission de diriger et de réglementer leur branche particulière de la production.

Les Conseils de Groupes d'Industries auront pour mission de coordonner la marche des différentes industries ayant rapport entre elles. On aura par exemple, un Conseil des Transports, groupant toutes les industries et tous intérêts divers, qui s'y rapportent.

Le Conseil Supérieur des Industries Nationalisées aura pour rôle essentiel de réunir la documentation utile, de fixer les directives générales des industries nationalisées, de contrôler l'application de ces directives, de nommer et de révoquer les chefs de service. Le Conseil Supérieur aura naturellement à sa disposition tous les moyens d'information nécessaires, une délégation permanente sera placée auprès de la Présidence du Conseil, enfin une liaison très étroite sera établie avec l'Assemblée économique.

Dans cette conception, l'Assemblée économique prendra un rôle primordial, puisque la direction de toutes les principales branches de l'industrie du pays seront entre ses mains.

Voilà qui serait un grand bienfait, selon les uns, et un grave inconvénient, d'après d'autres opinions. Sans prendre parti — les faits seuls nous fixeront — nous devons toutefois reconnaître l'ampleur et la cohérence du Plan.

SECTION II. — LES VUES DE QUELQUES AUTRES ASSOCIATIONS DE TRAVAILLEURS

Nous verrons successivement les vues de la Confédération Générale du Travail Unitaire, les vues de la Confédération des Travailleurs intellectuels et celles de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.

Ces conceptions nous apparaîtront très parentes entre elles ; elles se distinguent plus par le degré et par les modalités que par leur nature même, qui voisine.

a) *Vues de la Confédération Générale du Travail Unitaire. Son « Plan de Salut Economique ».*

Au cours du Congrès de Septembre 1935, le Secrétaire de la C. G. T. U. parla du Conseil National Economique. Du compte-rendu, publié dans l'*Humanité* du 27 septembre, nous relevons le passage suivant qui permet de se faire une idée des conceptions de la C. G. T. U. sur le C. N. E. au moment où se réalise l'Unité syndicale.

« La C. G. T. U. a vitupéré et continue à vitupérer le « Conseil National Economique, tel qu'il est. Nos camarades de la C. G. T. y ont leur représentation. Demain, il « y aura la représentation de la C. G. T. unique.

« Mais nous pensons que la représentation au Conseil « National Economique ne doit pas être en rapport avec les « milliards que l'on possède, mais selon la place que l'on « occupe dans la production. Nous estimons nécessaire la « représentation des petits paysans, qui remplacera avantageusement celle d'une minorité de gros agrariens.

« En fait, le Conseil National Economique actuel est « dirigé par les oligarchies. Si nous avons réalisé le Front « Populaire, où petits commerçants, travailleurs, intellectuels ont fraternisé, ce n'est pas pour qu'une minorité « d'oligarchies financières domine.

« Il y a, dans ce Conseil, des représentants des Chambres d'Agriculture, de Commerce, de Tribunaux de Commerce ; il y a des délégués patronaux, des représentants « des Consortium et Grands Comités des exploiters.

« Sommes-nous contre cette représentation ? Non.
 « Mais nous voulons que les délégués, même patronaux,
 « soient soumis à l'élection. Les petits industriels doivent
 « dire ce qu'ils pensent. Nous sommes sûrs qu'ils ne sont
 « pas d'accord avec « le Comité des Forges ».

« En résumé, on peut dire que la C. G. T. U. souhaite
 « un Conseil Economique, élu par les producteurs. Le « Plan
 « de salut économique et de défense sociale » préparé par la
 « Commission exécutive et adopté au Congrès, nous appor-
 « te certaines précisions.

« Pour battre le grand capitalisme, fauteur de crise,
 « de misère et de guerre, pour défendre les intérêts par-
 « ticuliers du peuple laborieux, contre l'hégémonie des
 « oligarchies, la C. G. T. U. conçoit nettement qu'il peut
 « être utile, pour renforcer son action générale, de parti-
 « ciper aux organismes économiques, créés ou à créer, tel
 « le Conseil National Economique.

« Mais elle ne saurait admettre que le rôle et la com-
 « position de ces organismes consacrent la pérennité des
 « positions de la grande bourgeoisie. On aboutirait ainsi à
 « la consolidation du régime capitalisme, en modifiant
 « apparemment sa structure. »

La C. G. T. U. propose, en conséquence, que le Conseil
 Economique National représente toutes les forces produc-
 tives du pays, en tenant compte de leur importance, dans la
 population.

1° *Les salariés* représentés par leurs délégués, élus par
 les soins de toutes leurs organisations syndicales.

2° *Les consommateurs* représentés par les délégués, élus
 par les soins de toutes les organisations corporatives et les
 autres Associations, qui les groupent.

3° *Les paysans-travailleurs* représentés par les délé-
 gués, élus par les soins des Chambres d'Agriculture et des
 Associations qui les groupent.

4° *Les artisans et petits commerçants* élisant également
 leurs représentants par les soins de leurs groupements pro-
 fessionnels et les Chambres de Commerce transformées.

5° *Les délégués du patronat élus par les Syndicats patronaux.*

6° Enfin, *les représentants du Gouvernement.*

Le Plan n'indique pas quelles doivent être les attributions du C. N. E., on peut penser, à juste titre, qu'il aura ici un rôle important à jouer, étant donné le programme de la C. G. T. U. (revendications ouvrières, grands travaux, amélioration de la situation des classes laborieuses, nationalisation et crédit).

Ainsi, le Plan de la C. G. T. U. s'apparente avec le Plan de la C. G. T., toutefois — et ceci est important — la désignation des membres du Conseil ne se fait pas d'après le même principe. Ici, on ne s'inspire plus du droit international ; ce n'est pas l'organisation la plus représentative, ce sont toutes les associations qui enverront des représentants au C. N. E.

b) *Vues de la Confédération des Travailleurs Intellectuels (C. T. I.).*

Cette Confédération, dont l'influence est très grande, souhaite également une représentation économique, sociale et professionnelle dans un Conseil approprié, afin « de garantir la neutralité de l'Etat contre la tutelle du Capitalisme et d'en faire vraiment un arbitre. »

« La Confédération des Travailleurs intellectuels » considère l'association professionnelle comme la cellule de l'organisation nouvelle de la Nation. Elle aspire à l'organisation des professions, à l'organisation des régions économiques et enfin de l'Etat. Elle veut la représentation du travail dans tous les organismes chargés d'administrer ou de régler, ou de contrôler chaque branche de l'activité nationale.

La Commission d'étude de la C. T. I. a mis au point, au cours de 1934, un projet (1) d'institution de Conseils Economiques Régionaux et de réorganisation du Conseil National Economique. En voici le résumé :

(1) Voir une brochure de la C. T. I.

Conseils Economiques Régionaux.

Les Conseils Economiques Régionaux seront calqués sur les Comités consultatifs d'action économique, rattachés aux Groupements régionaux des Chambres de Commerce.

Toutefois, les membres des Conseils Régionaux Economiques seront désignés selon la procédure prévue pour les membres du C. N. E. Les Chambres de Commerce devront se modifier en conséquence. Le nombre et l'importance numérique des Conseils Régionaux sera fixé ultérieurement.

Composition du Conseil National Economique.

Le Conseil National Economique comprendra au maximum 150 membres. Les intérêts généraux et les consommateurs, qui son déjà représentés au Parlement, n'y auront pas de délégués. Le C. N. E. groupera les représentants de la Production (Agriculture et Industrie) de la Répartition (Commerce, Banque, Transports) des Services Publics et des Professions Libérales. Il y aura parité entre les délégués des employeurs et ceux des employés. Enfin, les Conseils Régionaux délégueront au C. N. E. des représentants.

Les membres du Conseil seront désignés par le Gouvernement sur la présentation des Associations et Syndicats professionnels patronaux ou ouvriers. Ceux-ci constitueront un collège électoral avec, à la base, le suffrage universel syndical. Chaque Syndicat ou Union de Syndicats aura un nombre de délégués proportionnel à ses effectifs qualifiés. C'est le collège électoral ainsi formé qui fera le choix des membres du C. N. E. ; ceux-ci seront rétribués comme des parlementaires.

Caractère et rôle du Conseil National Economique.

« La Confédération des Travailleurs intellectuels » laisse pour l'instant, au C. N. E., un rôle seulement consultatif. Par contre, elle estime qu'il devra devenir organe constitutionnel, être réellement consulté et fournir des avis d'une portée efficace.

Ainsi, propose-t-on, la fonction du Conseil sera la suivante : Le Conseil National Economique sera saisi par le Gouvernement et le Parlement de toute question de sa compétence économique. Il pourra prendre l'initiative de s'en saisir lui-même.

Il rédigera des projets de loi à présenter au Parlement.

a) Si le projet est adopté sans modification par le parlement, il deviendra loi d'Etat.

b) S'il est amendé, il retournera devant le C. N. E. Si celui-ci accepte la loi, elle sera immédiatement promulguée dans les formes ordinaires. Si le C. N. E. maintient son texte ou en établit un nouveau, le projet reviendra au Parlement, qui devra cette fois, soit l'adopter, soit le repousser (au scrutin public). Dans ce dernier cas, le Conseil Economique aura une deuxième délibération et l'on recommencera la procédure. Des mesures sont prévues pour forcer l'attention du Parlement sur les projets du C. N. E.

Enfin, le projet a établi des règles de collaboration très efficaces entre les membres du Conseil et les membres du Gouvernement et du Parlement.

c) *Vues de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.*

Les Syndicats Chrétiens tiennent une large place, ils groupent plus de 150.000 adhérents. Voici comment on peut résumer leur position sur le problème qui nous occupe.

La Confédération, en face des difficultés économiques grandissantes, croit plus opportun que jamais, d'accentuer la tendance qui vise à intégrer, dans l'Etat moderne, par le moyen d'une représentation appropriée, les intérêts corporatifs et les diverses collectivités. Toutefois, elle déclare que les pouvoirs publics doivent reconnaître la plus large place à la représentation professionnelle et économique ; mais elle estime contraire à l'ordre public que des organismes professionnels prétendent s'arroger des droits et assument des responsabilités d'ordre politique.

Pour réaliser l'équilibre entre les forces matérielles de la production et les forces morales de la profession. « La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens » veut :

1° *Un corps économique* représentant l'ensemble des professions de toute nature et de toute catégorie et assurant l'organisation et le développement technique de la production, défendant et réglementant ses intérêts à tous les degrés.

2° *Un corps professionnel* représentant les chefs d'entreprises et les travailleurs librement et indépendamment organisés et assurant, dans la production, par des organismes de liaison, de défense et de conciliation, de juridiction et de réglementation, le respect et le libre développement de leurs intérêts sociaux et professionnels.

La solution est dans la réorganisation du Conseil National Economique et du Conseil Supérieur du Travail. En ce qui concerne spécialement le Conseil National Economique, voici ce que nous dit le plan de la C. F. T. C. : « La constitution d'un Conseil National Economique, organisme de Droit Public, paritaire et permanent, constitué par les divers éléments intéressés à la production : chefs d'entreprises, travailleurs, usagers, représentants des collectivités et Pouvoirs Publics, du Conseil Supérieur du Travail et ayant pour principales attributions :

- 1) « La réglementation de l'Economie.
- 2) « L'organisation et la surveillance des marchés.
- 3) « Le contrôle du crédit.
- 4) « La surveillance de la diplomatie économique.
- 5) « L'étude préalable et la surveillance des accords commerciaux.

6) « La préparation et la proposition au Gouvernement et au Parlement de toutes mesures d'ordre économique et la surveillance de leur application.

7) « La représentation aux Conférences Internationales Economiques.

« Le Conseil National Economique devant être aidé dans ses travaux et dans sa tâche de contrôle par des

« Conseils Economiques Régionaux et des Sections Economiques. »

« L'ensemble de ces institutions constituera le Corps Economique. »

Nous avons vu plus haut, comment ces principes furent concrétisés dans une proposition de loi des plus intéressante. Ainsi, ces deux derniers groupements ne méconnaissent pas les bienfaits d'un Conseil National Economique et l'utilité d'une représentation des syndicats près des pouvoirs publics. Il semble toutefois, que les Conseils souhaités par les syndicats chrétiens et intellectuels, aient un rôle bien plus réduit que ceux prévus par les précédentes Confédérations, puisqu'il n'auront aucun pouvoir de décision.

C'est justement la modération de leurs conceptions qui plaît à ceux qui trouvent trop audacieux les projets de la Confédération Générale du Travail.

CHAPITRE II

Les vues des Groupements Industriels, Commerciaux et Agricoles

Nous allons voir, successivement :

Section I. — Les vues des Groupements Industriels.

Section II. — Les vues des Groupements Commerciaux et Agricoles.

Section III. — Les vues de quelques grands Groupements Mixtes, c'est-à-dire groupant des membres des trois catégories déjà indiquées.

SECTION I. - LES VUES DES GROUPEMENTS INDUSTRIELS

Deux tendances se font jour dans les Groupements d'Industriels, au sujet des désirs concernant la réforme de la Production et spécialement le Conseil National Economique.

Les uns réclament une organisation et une représentation professionnelle libérale, les autres une organisation corporative. Dans le premier camp, on peut citer la Confédération Générale de la Production Française et le Comité des Houillères de France. Pour la deuxième tendance, nous citerons les vues du Comité Central de la Laine et de la Fédération des Syndicats de la Métallurgie (elle-même membre de la C. G. P. F.).

A. — *La Tendance Libérale*

La Confédération Générale de la Production Française fut amenée à préciser sa position sur la Réforme de l'Etat, d'abord devant la Commission Parlementaire ad hoc.

Voici le passage le plus intéressant de sa réponse :

« Pour parer aux difficultés actuelles, d'aucuns ont
« proposé, soit un Parlement Economique, ayant autorité
« législative, soit un Corporatisme d'Etat.

« Ce serait, à notre sens, tomber dans un autre excès,
« contraire aux aptitudes et aux possibilités de notre pays.

« Un Parlement professionnel sera soumis aux mêmes
« difficultés de représentation électorale, aux mêmes divi-
« sions que tout autre corps élu, le fait que les intérêts en
« jeu sont économiques et paraissent exempts de corollaires
« politiques ne suffirait pas à assurer l'harmonie et la con-
« ciliation. Quant au Corporatisme, il suppose inévitable-
« ment le syndicalisme obligatoire. A l'une ou à l'autre
« de ces formules, nous ne saurions donner notre adhésion.

« Il faut perfectionner l'organisation professionnelle et
« améliorer les rapports entre l'Etat et les Forces Economi-
« ques et Sociales du Pays.

« La C. G. P. F. veut : 1° le perfectionnement des mé-
« thodes d'études des lois économiques ; 2° la consultation
« obligatoire des organisations les plus représentatives de
« l'Economie du pays ; 3° la Consultation des Chambres de
« Commerce ; 4° un C. N. E. Consultatif.

« Le Conseil National Economique ne devrait, à aucun
« titre, servir d'écran entre l'Etat et les Groupements, ni
« intervenir dans la direction de la Production. Sans se
« substituer aux Conseils Supérieurs existants, il pourrait
« être consulté sur les grands problèmes, qui mettent en
« jeu l'ensemble de l'Activité Nationale : Agriculture, Com-
« merce, Forces intellectuelles et Forces économiques, Pro-
« duction et distribution.

« Remarque : Nous ne proposons, pour les organisa-
« tions économiques aucun pouvoir de décision nous som-
« mes des libéraux ».

Dans une note d'octobre 1934, sur le rapport de
M. Ramadier, la C.G.P.F. marque son hostilité au projet
« qui tend à créer une organisation corporative et à intro-
« duire, par voie oblique, dans l'Etat, un nouveau pou-
« voir chargé de diriger toute l'Economie nationale ».

Le Conseil Economique ainsi constitué, sera un écran néfaste entre le Gouvernement et les Groupements. De plus, il fera double emploi, pense-t-on, avec les autres Conseils (Conseil Supérieur du Travail et Conseil National de la Main-d'œuvre) enfin et surtout, il mettra en péril l'autorité de l'Etat déjà insuffisante.

Du point de vue purement économique, la C. G. P. F. refuse au C. N. E. de s'immiscer dans la conduite des entreprises comme l'envisage le rapport *Ramadier*. Elle critique ensuite âprement les attributions du Conseil sur les Conventions collectives (supprimées dans le second rapport).

Par contre, la Confédération reconnaît qu'« il peut « être utile de placer à côté des organismes politiques et « des groupements professionnels, une assemblée d'un « nombre restreint de membres judicieusement choisis, « chargés de donner son avis sur les problèmes d'ordre « général ». Si des modifications dans la composition et les attributions du C. N. E. actuel sont jugées utiles, le principe d'un organe purement consultatif doit prévaloir.

Le Comité Central des Houillères de France (présidé par M. de Peyerimhoff, Vice-Président du C. N. E.) qui est l'un des adhérents de la C. G. P. F. a bien voulu nous écrire :

« Pour sa part, M. de Peyerimhoff considère que, si « les rapports très étudiés, établis par le Conseil National « Economique n'ont eu qu'une efficacité pratique assez « faible, le rapprochement et la collaboration, au sein du « Conseil National Economique de personnes qui se con- « naissent peu ou mal a permis des discussions utiles.

« Doter cet organisme de pouvoirs de décision en matière économique serait aboutir à des classements désignés « d'avance et qui ôteraient aux travaux du Conseil toute « autorité ».

Par contre, il semble bien que M. de Peyerimhoff ne soit pas hostile à une légère réforme, rendant plus efficaces les conclusions du Conseil.

B. — *La tendance Corporative*

Elle comporte entre autres partisans, le *Comité Central de la laine*, qui fut présidé par le regretté *M. Eugène Mathon*, et la *Fédération des syndicats de la Métallurgie*, présidée par *M. Maurice Olivier*.

M. Eugène Mathon (1), s'efforce de démontrer comment l'organisation corporative permettra d'adopter Consommation et Production, sans supprimer la liberté grâce à un Conseil des Corporations.

M. Maurice Olivier a élaboré un système inspiré des mêmes idées ; lui aussi, base la réorganisation de l'Etat sur le corporatisme, mais il veut un corporatisme tout à fait indépendant du pouvoir politique. Il réclame « la profession organisée par la profession ». Pour cela, il élabore un plan de réorganisation des professions, dans le cadre local, régional, puis national.

Dans chaque cadre, on trouve une série de Conseils patronaux ou mixtes, professionnels ou interprofessionnels, chargés de régler tout ce qui concerne la production et le travail. Pour organiser l'interpénétration économique, on trouve dans chaque région économique, un Conseil interprofessionnel composé des représentants (ouvriers et patrons), des Conseils corporatifs des différentes professions du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, et des représentants de tous les intérêts économiques de la région : propriétaires fonciers urbains ou ruraux, épargnants, consommateurs, usagers des services publics, communes et départements de la région. Ce Conseil doit harmoniser les intérêts, réglementer et diriger l'activité.

Au-dessus, dans le cadre de la Nation, *M. Olivier* a prévu un Conseil National Economique, composé de la même façon et bien différent du C. N. E. qui existe actuellement en France et dans beaucoup d'autres pays.

(1) Voir E. Mathon : *la Corporation base de l'organisation économique*. Berger Levrault, 2^e édit. 1934.

Les professions seraient réellement représentées dans ce Conseil, puisque les délégués des Conseils Régionaux des Corporations y siègent, émanés eux-mêmes des membres des Conseils locaux élus par tout le corps professionnel, alors qu'aujourd'hui, le Gouvernement choisit les membres du Conseil à son gré, parmi les Confédérations de Syndicats concurrents.

D'autre part, au lieu d'être réduit au rôle académique, dans lequel le Gouvernement l'a confiné jusqu'ici, ce C. N. E. devrait avoir pour le moins, des attributions analogues à celles du Conseil d'Etat : à titre consultatif, il préparerait des projets de loi, et les projets de règlement d'administration publique en matière économique et sociale ; à titre contentieux, il statuerait en dernier ressort sur les recours exercés contre les règlements des Conseils corporatifs (1).

Le plan de *M. Olivier*, qui se rapproche de celui de *M. Mathon*, n'est pas sans intérêt ; nous croyons cependant, qu'il n'échappe pas complètement aux dangers du corporatisme en général, nous n'avons pas à en faire ici, une analyse plus détaillée, il nous suffit de remarquer la place très importante que prend un C. N. E. dans cette conception.

SECTION II. — VUES DES GROUPEMENTS COMMERCIAUX ET AGRICOLES

A. — Vues des Groupements Commerciaux

D'une façon générale, les Chambres de Commerce et les Groupements commerciaux, ne sont pas très favorables au C. N. E. actuel et aux différents projets de réforme qui ont été élaborés pour sa réorganisation. La représentation du Commerce et de ses Chambres y est, dit-on, insuffisante.

Les Chambres de Commerce sont particulièrement hostiles à l'institution de Conseils Régionaux qui doivent entraîner leur disparition.

(1) Résumé d'après une conférence de *M. Olivier*.

Le 6 novembre 1934 (1), l'Assemblée des Présidents de Chambres se prononçait contre les Conseils Régionaux et demandait une large place au Conseil National.

Dans sa réponse, à l'enquête de la Commune sur la Réforme de l'Etat (2), M. Garnier, Président, a précisé le rôle important joué par les Chambres de Commerce, dans le passé (pendant la guerre) et dans le présent, il conclut ainsi :

« Ainsi que vous le voyez, Monsieur le Député, la loi organique de 1898, donne les plus larges possibilités quant à la collaboration si souhaitable des Chambres de Commerce avec les pouvoirs Publics, en vue du redressement économique du pays ; sans aller chercher plus loin, sans création nouvelle, sans appel à d'autres organismes plus ou moins qualifiés, il y a là des sources d'avis et d'action pour l'avenir dont la valeur est déjà hautement démontrée par toutes les réalisations effectuées, dans le passé et dans le présent, par les Chambres de Commerce ».

La Fédération des Commerçants détaillants de France n'a pas, dans ses Congrès, étudié spécialement la question de la réforme du C. N. E. Mais, M. *Georges Maus*, Président, a bien voulu nous écrire qu'il envisageait comme possible, sur les bases actuelles, l'amélioration de la place accordée au Commerce et l'amélioration de l'efficacité des conclusions du Conseil Economique.

Ainsi, les milieux Commerciaux, partisans du C. N. E. sont peu satisfaits de l'organisme actuel trop effacé, et des projets de réforme trop ambitieux. Ils demandent des améliorations sur la composition et le rôle du Conseil, mais non son bouleversement.

B. — *Vues des Groupements Agricoles*

Au cours des deux dernières années, les milieux agricoles ont porté une attention soutenue sur le problème de la réorganisation du Conseil National Economique.

(1) Voir la collection du « Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris ».

(2) Voir les travaux Parlementaires en 1934, plus haut.

Les Associations, les Unions, et les Syndicats Agricoles, demandent à ce que la consultation des intérêts soit possible et même obligatoire.

S'opposant à toute diminution de l'influence des Chambres professionnelles, les Groupements Agricoles réclament pour elles une large place dans tous les organismes régionaux et nationaux, représentatifs des forces productives de la nation. Bien plus, la plupart ne sont pas favorables à l'institution de Conseils Economiques Régionaux, qu'ils jugent inutiles ou mêmes nuisibles.

Au contraire, la réorganisation du Conseil National Economique est réclamée très généralement. D'aucuns souhaitent aussi la création d'un Conseil National Agricole représentant l'ensemble de la profession, au sein même du Conseil National Economique.

Les membres de ces organismes doivent, dit-on le plus souvent, être élus par la profession et non point nommés par le Gouvernement. Recrutés dans le cadre des groupements professionnels, les Conseils ont à refléter exactement l'infinie variété des réalités économiques, sans se soumettre à des distinctions artificielles de production, circulation et consommation. Les organismes qui ne représentent que des intérêts privés doivent aussi être libres de toute ingérence gouvernementale.

Le Conseil National Economique — selon les vœux des milieux agricoles — n'a pas à devenir un Parlement Economique, il doit seulement apporter aux Chambres, une aide efficace. En effet, le C. N. E. doit être obligatoirement consulté pour toute question économique. D'autre part, certains voudraient le voir devenir le collaborateur d'une future section économique du Conseil d'Etat, ou être lui-même un Conseil d'Etat Economique. Collaborant à la rédaction des lois et des règlements économiques et à l'établissement des rapports destinés à éclairer le Gouvernement sur l'état de telle ou telle question. En tout cas, le Conseil National Economique doit jouer un rôle des plus importants, dans la vie future du pays.

Les Chambres d'Agriculture, en général, ont des conceptions très voisines de celles des syndicats agricoles et des Chambres de Commerce.

Nous allons résumer les vues exprimées en mars 1935 par l'Assemblée des Présidents de Chambres.

Au sujet de la composition, les Présidents de Chambres d'Agriculture demandent — c'est une prétention forte mais logique — que la représentation numérique de l'Agriculture soit de la moitié du nombre total des membres du Conseil National Economique.

Au point de vue des pouvoirs, les Présidents désirent que le C. N. E. ne reçoive aucune attribution législative ou représentative et que ses attributions soient nettement définies, qu'elles ne puissent jamais empiéter sur celles des Chambres d'Agriculture, de Commerce et de Métiers. Par contre, ils souhaitent que le Conseil soit consulté obligatoirement sur toutes les questions économiques de sa compétence et que son droit d'initiative soit des plus larges, sans cependant faire du C. N. E. un Conseil d'Etat Economique.

Enfin, au point de vue organisation du Conseil, on réclame un dispositif financier permettant d'assurer une indépendance totale du C. N. E. vis-à-vis du Gouvernement et du Parlement.

Naturellement, les Présidents de Chambres d'Agriculture émettent le vœu que les projets Parlementaires (1) en instance devant les Chambres s'inspirent des désirs exprimés par eux.

Donc, la quasi-unanimité des Agriculteurs réclame un Conseil National Economique, mais ne lui accorde que des attributions limitées — non sans importance —. Une fois de plus, il nous faut remarquer l'exagération des demandes de chacun, quant à la place qu'il désire occuper au Conseil.

(1) Voir plus haut.

SECTION III. — VUES DE QUELQUES GROUPEMENTS MIXTES

Nous allons voir ici, les vues des Associations suivantes :

I. Union des Intérêts Economiques (U. I. E.) présidée par *M. Ernest Billiet*.

II. Comité Republicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture (C. R. C. T. A.) fondé par *M. A. Mascu-
raud*, présidé par *M. Paul Jourdain*.

III. Confédération des Groupements Commerciaux et Industriels de France (C. G. C. I.), présidé par *M. Edouard Duhem*.

IV. Comité de Salut Economique (C. S. E.) fondation plus récente, et présidé par *M. Pierre Nicole*.

I. — Les Vues de l' « Union des Intérêts Economiques »

Au cours de son congrès, en Novembre 1934 (1), l'*Union des Intérêts Economiques* s'est préoccupée de la réorganisation du Conseil National Economique, et après avoir entendu plusieurs orateurs, a adopté l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès de l'U. I. E. estime que la réforme de
« l'Etat doit prévoir une réorganisation professionnelle,
« basée sur la reconnaissance légale d'une seule Fédération
« de Syndicats, par corporation, de façon à supprimer la
« multiplicité des organismes représentatifs dans une même
« corporation.

« Il demande que ces Fédérations de Syndicats soient
« obligatoirement consultées par les Pouvoirs Publics,
« avant l'examen par les Chambres de toute loi, ayant une
« répercussion économique.

« Il déclare que le Conseil National Economique doit,
« à côté des Fédérations Syndicales et sans se confondre
« avec elles, incarner les grands intérêts matériels du Pays:
« Confédération de la Production, C. G. T. Grands Réseaux

(1) Voir le *Réveil Economique* du 21 novembre 1934.

« de Chemins de fer, Armement, Chambres de l'Agriculture, Chambres de Commerce, Chambres de Métiers, etc. et que les représentants de ces différentes forces économiques, devront être élus et non désignés par le Gouvernement. »

Au cours du Congrès, Monsieur *de Lavergne*, délégué de la Confédération Générale de la Production Française, a fait un exposé sur le Conseil National Economique.

Pour lui, le C. N. E. ne doit pas être un Parlement Economique et un Directeur de l'Economie. Il ne doit comprendre qu'un nombre restreint de membres et n'être consulté que sur des problèmes d'ordre très général, intéressant l'ensemble de l'Economie du Pays.

Le Conseil doit comprendre les Représentants de la production et de la distribution — Agriculture, Industrie, Commerce — Les chefs d'entreprises et les employés doivent avoir un nombre égal de délégués, désignés par leur organisation, la plus représentative et non élus par les professionnels. Ces délégués constituent la majeure partie du C. N. E.

En outre, pour représenter les intérêts généraux et supérieurs du pays, le Conseil sera complété par un petit nombre de hauts fonctionnaires économiques, de professeurs des Facultés de Droit, désignés par le Gouvernement.

Ainsi composé, le Conseil National Economique complètera les autres grands Conseils Supérieurs. Il examinera tous les projets de lois et toutes les mesures gouvernementales de caractère économique général, il proposera des modifications apportant au Gouvernement qui restera libre les solutions moyennes, conformes à l'intérêt national. L'action du Conseil sera plus efficace sur la législation et la direction générale de l'Economie.

Ces conceptions semblent susceptibles de rallier un bon nombre de Français moyens, qui veulent un Conseil Economique bien composé et d'influence réelle, mais qui ne veulent pas de Parlement corporatif et encore moins, un organe Directeur de toute l'Economie du Pays, sans mandat et sans responsabilité.

II. — *Vues du Comité Républicain,
du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture
(Union des Négociants Industriels et Agriculteurs Français)*

Un rapport présenté en décembre 1934, au Comité Parlementaire Français du Commerce, par *M. Paul Jourdain*, président du *Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture* (C. R. C. I. A.) nous indique les conceptions de ce groupement.

A. *Le Conseil d'aujourd'hui.*

En l'état actuel des choses, *M. P. Jourdain* considère que la meilleure formule est celle de l'institution d'un Conseil National Economique d'experts, comme il en existe en Grande-Bretagne et en Chine.

Un petit nombre d'experts, désignés par le Gouvernement, en raison de leur compétence, forment ce Comité. Sa valeur dépend naturellement du choix judicieux du Gouvernement, mais il n'est pas impossible de trouver quelques personnes d'une intégrité et d'une valeur incontestables.

Les ministres responsables de la vie Economique appelés à prendre une décision, chargent, soit le comité, soit un de ses membres, de l'étude complète de la question. Ils reçoivent alors un avis motivé et documenté d'après les résultats d'une enquête, menée dans tous les milieux intéressés.

A cette organisation, le Président du C. R. C. I. A. préférerait un organisme comprenant des délégués des Groupements obligatoires de producteurs, des syndicats ouvriers, des fonctionnaires et des consommateurs avec des pouvoirs assez étendus, « car les pouvoirs publics ne trouveront jamais d'experts plus qualifiés que les représentants directs des intérêts en cause, dans chaque catégorie ».

B. *Le Conseil futur.*

Pour ce qui est de la composition du C. N. E., *M. Jourdain* estime la discussion prématurée. Avant, pense-t-il, il faut organiser la profession, c'est-à-dire grouper tous les

producteurs, en des Associations obligatoires, dans lesquelles il sera facile de recruter les membres du Conseil National Economique. « Au lieu d'être comme il l'est actuellement, « l'expression des sentiments des seuls groupements les « plus représentatifs de l'activité Nationale, déléguant quel- « que 150 Membres, le C. N. E. représentera l'ensemble des « Groupements obligatoires, donc l'unanimité des produc- « teurs ».

En ce qui concerne les pouvoirs du futur Conseil, le président du C. R. C. I. A. lui voit un triple rôle à jouer :

1° Celui d'arbitre.

2° Celui de Conseil des Pouvoirs Publics, dans toutes les questions économiques, entrant dans le cadre de la Politique Générale.

3° Celui de rapporteur qualifié du Parlement et du Gouvernement, dans toutes les affaires courantes, intéressant la vie du Pays.

Aussi, quand la profession organisée aura permis de constituer un C. N. E. véritablement représentatif du pays économique, le Président du Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, lui accorde un grand rôle d'arbitre et de Conseiller. Toutefois, même, pour l'avenir, le C. R. C. I. A. ne veut pas de Parlement Economique proprement dit, le gouvernement et le Parlement « politique » devant rester l'arbitre des intérêts particuliers.

III. — *Vues de la Confédération des Groupements Commerciaux et Industriels de France*

Le bulletin de ce Groupement a publié récemment une étude de M. Edouard Duhem, son Président. Nous en détaillons le passage suivant, qui nous renseigne sur les conceptions des Commerçants en ce qui est de l'organisation professionnelle et du Conseil National Economique actuel et futur.

Cette Confédération demande une modification de la composition du C. N. E. « ou la C. G. T. a trop de place et le petit et le moyen commerce, pas assez ». Contre le Cor-

poratisme et contre le Parlement Economique, *M. E. Duhem* écrit :

« Dans le désarroi actuel des esprits toutes sortes de
« plans de réorganisation politiques et économiques ont
« surgi.

« C'est ainsi que, prenant exemple sur l'Etranger,
« certains réformateurs ont élaboré, à l'usage de notre pays,
« un système corporatif intégré à l'Etat et destiné à rem-
« placer le régime de liberté économique dont ils dénon-
« cent la faillite, sans réfléchir que ce sont justement les
« interventions de plus en plus fréquentes de la puissance
« juridique, jointes à l'abaissement de la moralité, qui ont
« faussé les rouages de la vie économique.

« Ne soyons pas les adeptes de ces théories qui tendent
« à augmenter l'ingérence de l'Etat dans nos affaires pri-
« vées.

« Nous voulons la réforme de l'Etat, parce que les abus
« du parlementarisme et son impuissance, la rendent cha-
« que jour plus indispensable.

« Mais nous ne voulons pas de la direction de l'Etat
« dans un domaine qui n'appartient qu'à nous.

« Le corporatisme, tel qu'il fonctionne à l'Etranger
« absorberait nos dernières libertés en brisant la puissance
« syndicale pour la placer sous le joug des pouvoirs publics.

Partout où le corporatisme, ou le soi-disant corpora-
tisme s'est installé, en Italie, en Allemagne, en Autriche,
en Russie, au Portugal, la suprématie du pouvoir politique
n'a pu être assurée que par l'établissement de la dictature.

Nous tenons à ne pas tomber sous un tel régime.
N'avons-nous pas en France, tous les éléments d'une bonne
organisation économique ? Elle a seulement besoin d'être
complétée, perfectionnée, et rendue plus cohérente. Et il
importe de réaliser ce progrès sans bouleversement et sans
procéder à des innovations dangereuses. Ainsi, la représen-
tation du petit ou du moyen commerce, n'est pas réalisée
au Conseil National Economique.

Nous estimons, par contre, que la Confédération Géné-
rale du Travail tient dans le Conseil National Economique

une place trop importante ; et c'est une des raisons, pour lesquelles nous repoussons l'idée préconisée par certains, d'étendre le rôle du Conseil National Economique, jusqu'à en faire un organe directeur de l'Economie Française.

Le rôle normal du Conseil National Economique, est d'étudier les grandes questions intéressant plusieurs corporations ; et la haute autorité qui émane d'une pareille assemblée s'impose à tous.

Mais, il ne doit, ni se substituer aux Pouvoirs Publics, ni intervenir dans la gestion de nos affaires.

Il ne doit pas non plus devenir un deuxième Parlement, car on irait aux pires conflits entre les Assemblées politiques, le Parlement professionnel et le Gouvernement. Et puis, comment nommerait-on les représentants des professions au Parlement économique ? Irait-on introduire là aussi, le suffrage universel, avec tous les inconvénients qu'il présente déjà dans les élections politiques ? Enoncer ces objections, c'est juger l'idée.

Ce que nous préconisons, c'est :

L'organisation des rapports entre les pouvoirs publics et les groupements qualifiés.

La C. G. C. I. veut une réforme du Conseil actuel, mais comme les groupements dont nous venons de résumer les vues, elle ne veut pas en faire un organe de décision, mais seulement un organe de représentation et de consultation. Les conceptions du *Comité de Salut Economique*, qui nous restent à voir sont plus ambitieuses.

IV. — *Vues du Comité de Salut Economique (C. S. E.)*

Le *Comité de Salut Economique* est une association ayant pour but de coordonner les efforts et de trouver la solution de la crise.

Dans son livre : « *Pour nettoyer les écuries d'Augias* » M. Pierre Nicole, Président du « Comité de Salut Economique » a développé sa conception de la réforme de l'Etat par la substitution d'un Etat corporatif à l'actuel Etat parlementaire. Contre le marxisme, contre le libéralisme, il voit

la solution dans une direction de l'Economie par les corporations.

Ce régime corporatif, qui ne sera pas le fascisme Italien, nécessitera le regroupement de la France par Régions. Dans chaque région, les Syndicats primaires, ouvriers et patronaux obligatoires, constitueront des corporations régionales, formant ensemble des corporations nationales mixtes, dirigeant toute l'Economie.

Un Conseil National Economique comprendra les élus des régions et ceux des corporations nationales. Véritable Parlement, il étudiera et mettra au point, les lois qui régissent l'Economie du Pays, celles-ci seront soumises à l'approbation du Parlement Politique, au Suffrage Universel.

Une Chambre haute sera appelée à départager le Parlement Politique et le Parlement Economique, en cas de conflit.

Dans une conférence radiodiffusée, le 8 mars 1934, *M. Nicole* exprimait les mêmes idées.

Sans contester la valeur de ces idées en principe, nous craignons que des conflits permanents surgissent entre les deux Parlements et que l'un d'eux vienne à disparaître sous peu.

Un récent projet, relatif à l'organisation corporative des professions et de l'Economie, modifie un peu et complète les vues précédemment exprimées par *M. P. Nicole*.

Le projet prévoit des corporations, un Conseil d'Etat Economique, un Conseil National Professionnel, une Chambre et un Sénat, enfin une cour Suprême d'arbitrage Economique et un Tribunal du Travail.

Des délégués des Syndicats professionnels forment des corporations régionales. Celles-ci comprennent deux sections : Une section des patrons et des directeurs, une section des employés et ouvriers. Ces corporations délèguent au Conseil corporatif régional dans lequel, remarque importante, les corporations agricoles ont la moitié des sièges. Le Conseil Corporatif documente, oriente, coordonne ; il étudie les possibilités de production et de consommation et les moyens d'améliorer les relations Travail-Capital.

Le Conseil d'Etat Economique est composé de 100 Conseillers et de 50 Maîtres des requêtes. Il prépare, délibère et arrête les projets et propositions de loi, d'un caractère financier et économique, avant de les soumettre au Parlement, les amendements sont aussi renvoyés devant lui avant le vote définitif. Enfin, sur l'avis conforme du Conseil d'Etat Economique, le Gouvernement peut, par simple décret, prendre des dispositions : I) en matière de tarifs douaniers ; II) en matière de tutelle économique ou financière des collectivités secondaires ; III) en matière de déclaration d'utilité publique et d'autorisation de travaux Publics ; IV) en matière de conventions relatives à l'organisation et l'exploitation des services publics d'ordre économique.

Le Conseil National Professionnel : Il se compose selon le mode paritaire : 1° des représentants des corporations centrales, élus à raison de 6 par corporation ; 2° des représentants de chaque Conseil Corporatif Régional, élus à raison de quatre délégués par le Conseil Régional. Les délégués des corporations agricoles doivent avoir la moitié des sièges. Les projets et propositions de lois qui intéressent l'économie du pays, lui sont soumis après étude, par le Conseil d'Etat Economique. Le Conseil Professionnel statue, le texte voté est alors porté devant la Chambre des Députés qui ne peut que l'adopter ou le rejeter purement et simplement. Le Conseil Professionnel procède à une nouvelle délibération et, si le désaccord persiste, le texte est alors soumis au Sénat qui statue définitivement.

Les lois qui n'intéressent pas l'Economie du Pays, sont discutées par la Chambre des Députés et par le Sénat.

Le Sénat se compose de 150 Membres élus en trois tiers :

Par les Délégués des Conseils Généraux et Municipaux.

Par le Conseil d'Etat Economique.

Par le Conseil National Professionnel.

Toutes les autres dispositions constitutionnelles non contraires à ce projet, continuent de s'appliquer.

Une Cour suprême d'arbitrage composée de personnalités désignées par le Ministère de la Justice, surveille les

ententes Economiques, réprime les abus, règle les conflits entre producteurs.

Enfin, *des Tribunaux du Travail* composés de trois Conseillers de Cour d'Appel, d'un Patron et d'un ouvrier résout les conflits du travail (contrats Collectifs, règlements Corporatifs).

On ne peut nier l'ampleur et la valeur scientifique de cette conception, toutefois, sa **tendance corporative** n'est pas sans inconvénient et nous préférons les vues plus modestes, exprimées par la généralité des groupements industriels et commerciaux.

CHAPITRE III

Les vues des Anciens Combattants sur le Conseil National Economique

Pendant longtemps, les Associations d'Anciens Combattants se sont surtout préoccupées de la défense de leurs intérêts matériels et moraux. Ce n'est guère que depuis le début de 1934, que les Anciens Combattants se sont préoccupés de questions politiques et économiques, et particulièrement d'organisation professionnelle et de Conseil Economique.

Nous allons résumer :

Section I. — Les vues de la Confédération Nationale des Anciens Combattants.

Section II. — Les vues de l'Union Nationale des Combattants.

Section III. — Les vues de l'Union Fédérale des Combattants.

SECTION I

LES VUES DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS

La *Confédération Nationale des Anciens Combattants*, au cours de ces réunions récentes, a produit divers rapports, dont nous extrayons des passages, qui indiquent la position de ce groupement sur les problèmes et l'organisme qui nous occupe.

« Les forces économiques, professionnelles et sociales,
« doivent être organisées sur le plan régional et national
« pour participer régulièrement à la gestion des affaires pa-

« bliques, le pouvoir public pouvant alors, en toute indépen-
 « dance et connaissance de cause, exercer son autorité et
 « jouer son rôle d'arbitre (1).

« Un effort a été tenté en 1935, lorsque M. Herriot a
 « décidé d'instituer, par décret, un C. N. E. Mais, cet effort
 « est insuffisant, la composition de ce Conseil est défec-
 « tueuse, cette Assemblée ne peut donner que des avis,
 « encore n'est-elle le plus souvent consultée, que lorsque le
 « Gouvernement est certain de trouver en elle, un appui
 « et non une opposition.

« De grands problèmes se posent actuellement... seules
 « des Assemblées composées de tous les intérêts économi-
 « ques et sociaux en cause, pourraient s'attacher à résou-
 « dre de telles questions dans le cadre de la région, d'abord,
 « puis ensuite, sur le plan National. En attendant que ces
 « Assemblées soient organisées, le C. N. E. élargi et déve-
 « loppé, devra jouer le rôle de Conseiller de l'Etat, en assu-
 « rant la liaison entre le Gouvernement et les forces éco-
 « nomiques et sociales (2).

« Pour la Confédération Nationale, cela n'est pas en
 effet, la solution définitive ; elle veut l'organisation de la
 souveraineté Nationale, non seulement dans la représentation
 politique, mais encore dans son expression économique et
 sociale. Elle propose d'obtenir ce résultat, en créant des
 Conseils Economiques Régionaux, représentant la Profes-
 sion et conçoit aussi la constitution d'une Assemblée Natio-
 nale, élue par la Profession au scrutin de liste.

En vue de réaliser de telles améliorations, il faut une
 réforme de l'Etat, une réforme constitutionnelle. Cette ré-
 forme devra être l'œuvre d'une seule Assemblée spéciale-
 ment réunie à cet effet.

En novembre 1935, la Commission d'Action Econo-
 mique de la Confédération Nationale des Anciens Combat-
 tants et victimes de la Guerre, proclamait la résolution sui-
 vante :

(1) Vœux adoptés par le Congrès National de Paris, le 25 mars 1934.

(2) Extraits du rapport présenté au Congrès National de 1933.

« III. La Souveraineté Nationale ne peut s'exercer effectivement dans tous les domaines, que si...

« ... b) les forces économiques, professionnelles et sociales, sont organisées sur le plan régional et national, pour participer régulièrement à la gestion des affaires publiques ; le pouvoir politique pouvant alors, en toute indépendance et connaissance de cause, exercer son autorité et remplir son rôle d'arbitre.

« Pour cela, il y a lieu de transformer le Conseil National Economique actuel, qui doit s'élargir en devenant le Conseil National Economique et Social.

« Ce Conseil aura pour mission l'étude de tous les problèmes intéressant la vie économique et sociale du pays. Il coordonnera les avis et travaux des différents Comités consultatifs au Conseil Supérieur existant dans chaque Département Ministériel. Il sera un organisme consultatif et conciliateur. Il devra obligatoirement être consulté par les pouvoirs publics sur toutes les questions économiques et sociales. Il pourra se saisir directement des questions qui lui paraîtront être de son ressort et saisira à son tour le Gouvernement et le Parlement du résultat de ses délibérations ».

SECTION II. — LES VUES DE L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Les conceptions de *l'Union Nationale des Combattants* se trouvent exprimées dans les rapports adoptés au Congrès de Metz en 1934 et de Brest, en 1935. M. J. Goy, député actuel, Président de l'U. N. C. a également publié une brochure « *Le Rôle de la Profession dans la Réforme de l'Etat* » où il exprime des idées que l'on peut considérer comme celles du Groupement entier.

L'Union Nationale des Combattants, reconnaissant à la fois, l'incompétence du Parlement et du Gouvernement en matière Economique et les dangers du corporatisme, a élaboré un « plan » original, immédiatement réalisable, qui peut se résumer ainsi :

1° « Développer l'organisation professionnelle et la
« coordonner, en facilitant les ententes sur lesquelles il est
« évident que l'Etat a un droit de regard et dans une cer-
« taine mesure de contrôle ».

2° « Organiser la consultation systématique des grou-
« pements également constitués, en équipant, à cette fin,
« nos Ministères techniques, en établissant entre eux une
« liaison constante, qui n'existe pas, en reconstituant enfin,
« sur de larges bases, le Ministère du Commerce et de l'In-
« dustrie, qui devra s'ériger en un grand département cen-
« tral de l'Economie Nationale, sous la haute direction
« de la Présidence du Conseil, qui doit coordonner et arbi-
« trer les efforts de tous les ministères ».

3° « Organiser enfin l'étude approfondie des multiples
« problèmes, dont les éléments auront été fournis aux Pou-
« voirs Publics, par les consultations méthodiques, enquê-
« tes, suggestions et propositions, que le Ministère de l'Eco-
« nomie Nationale aura retenues. Cette étude approfondie
« suppose l'utilisation rationnelle d'un Conseil National
« Economique, reconstitué sur un plan mieux adapté à
« toutes les nécessités et pourvu d'un statut qui fixera
« exactement ses attributions et règlera méthodiquement
« ses rapports consultatifs avec les pouvoirs Publics ».

« Peut-être sera-t-on tenté de dire qu'il n'a plus sa
« place bien marquée dans ce plan d'organisation, tout le
« travail de consultations s'effectuant directement entre les
« groupements professionnels et les Services Techniques
« des Ministères coordonnés. Qu'on ne s'y méprenne pas :
« les consultations méthodiques que nous avons prévues,
« les enquêtes, suggestions et propositions que de son côté,
« le Ministère de l'Economie Nationale aura retenues, ne
« fourniront, dans la plupart des cas sérieux, que certains
« des éléments des problèmes, ceux que les intéressés au-
« ront apportés eux-mêmes. Or, ces éléments, forcément
« fragmentaires, devront être comparés avec des études
« approfondies et poursuivies, en toute impartialité par
« une organisation compétente et hautement désintéressée ».

« C'est alors que le Conseil National Economique, mis
 « en possession, par le Président du Conseil des renseigne-
 « ments que les intéressés lui auront apportés, entrera uti-
 « lement en action. Il se livrera à l'étude de ces renseigne-
 « ments et de ceux qu'il aura cru devoir recueillir lui-
 « même, en procédant à des enquêtes méthodiques, quel-
 « quefois de longue haleine. Il apportera ensuite au Gou-
 « vernement des conclusions réfléchies, qui auront toute
 « chance d'aboutir définitivement à énoncer les décisions
 « à prendre ou les mesures à soumettre à l'examen du Par-
 « lement.

« Pour ces tâches fort importantes, le Conseil National
 « Economique aurait surtout besoin d'un statut qui réglât
 « plus méthodiquement ses attributions, organisât d'une
 « façon plus régulière ses sessions et fixât autant que possi-
 « ble les cas où il devait être consulté. Il apparaît trop au-
 « jourd'hui comme une constitution lente à se mouvoir et
 « aux services de laquelle on ne fait appel qu'accessoire-
 « ment et arbitrairement. Nous voudrions que sa consulta-
 « tion, actuellement exceptionnelle, devint la règle, au
 « moins pour toutes les questions importantes et que le
 « Conseil National Economique jouât désormais un rôle
 « plus actif et plus rationnel dans les destinées de l'Econo-
 « mie Nationale. En ce qui concerne son organisation inté-
 « rieure, qui a fait déjà l'objet de bien des projets, en ce
 « qui concerne également son outillage et sa composition,
 « nous pensons qu'il faut rechercher moins le nombre que
 « la qualité, et renoncer à la tendance qu'on a de voir en
 « lui, une représentation des intérêts professionnels, pour
 « s'attacher seulement à cette idée qu'il représente la tech-
 « nique, dans la plupart de ses domaines, et qu'il doit, à
 « ce titre, réunir des hommes de valeur et d'une expérience
 « consommée. C'est à cette seule condition que ses avis
 « feront autorité ».

Tel est le désir du Président de l'U. N. C. qui fait du
 Conseil, non un organe représentatif, mais un Conseiller
 technique du Parlement et du Gouvernement.

Dans son Congrès de Brest, en juin 1935, l'U. N. C. a renouvelé ses vœux de 1934, exprimant sur le C. N. E. des idées peu différentes. Elle demande « que le Conseil National Economique élargi dans son recrutement, véritable « ment représentatif de tous les éléments de la production « nationale, soit mis à même d'organiser un centre compétent de statistiques économiques, et de donner obligatoirement son avis sur tout texte de loi intéressant directement l'Economie.

On veut faire du Conseil à la fois un organe représentatif, un centre de documentation et un Conseiller technique, mais on veut organiser la consultation directe des groupements et l'on s'attache moins à assurer au C. N. E. une compétence indiscutable avec un rôle actif, qu'une représentation complète du monde économique.

C'est là, selon nous, un ensemble de vues réalistes, susceptibles de donner d'excellents résultats pratiques.

SECTION III. — LES VUES DE L'UNION FÉDÉRALE DES COMBATTANTS

Pour remédier à « l'insuffisance de la Compétence Gouvernementale et Parlementaire, l'*Union Fédérale des Anciens Combattants* réclame l'institution du C. N. E. (1).

« Nous ne proposons pas l'Etat corporatif, ni la représentation corporative, parce que l'Etat corporatif suppose « la suppression des droits politiques du citoyen qui n'est « plus considéré qu'en sa qualité de travailleur, à l'exclusion de sa qualité d'homme, qui se voit privé de son droit « politique, privé de la possibilité d'exprimer son avis sur « la conduite générale des affaires du pays.

« Il est à craindre, que sous prétexte de corriger en France, les excès de la politique partisane, les doctrines corporatives ne tendent à exproprier l'opinion publique... « Dans notre conception du nouvel Etat, l'exécutif dispose

(1) Voir la « République des Combattants » (11 novembre 1934), rédigée par M. Henri Pichot.

« du Gouvernement, la représentation populaire contrôle et
 « légifère, la profession organisée conseille et peut de là,
 « accéder à la gestion, contrôlée par l'exécutif de certains
 « intérêts nationaux.

Pour réaliser cette idée, l'Union propose de créer un Conseil National qui s'appuiera sur les Conseils Régionaux. Le C. N. E. sera créé par une loi, et après quelques années d'expérience, intégré dans la constitution. Le Conseil sera présidé par le Chef du Gouvernement (Président de Droit) en fait, ce sera le Ministre de l'Economie Nationale qui présidera.

1° Composition du C. N. E.

Il sera composé des professions et intérêts économiques organisés en Syndicats ou groupements légaux. Les grandes collectivités morales y auront également place. Les délégués des Groupements seront élus par leurs organisations, et non nommés par le Gouvernement. Dans chaque section, les patrons et les ouvriers auront le même nombre de sièges, les techniciens seront également représentés.

2° Les attributions du C. N. E.

Ces attributions seront très importantes.

a) Le Conseil sera obligatoirement consulté pour la préparation de toutes les lois d'ordre Economique et Social, et pour la promulgation des décrets subséquents, portant réglementation d'administration publique, selon les textes en discussion, ces délégués qualifiés assisteront aux Séances de la Chambre et du Sénat et pourront être appelés à fournir des explications, à titre consultatif et technique (comme actuellement les commissaires du Gouvernement). Les procès-verbaux des délibérations du Conseil seront annexés aux documents parlementaires respectifs des lois en discussion.

b) Le Conseil sera chargé d'examiner préalablement les contrats des entreprises privées avec l'Etat. Il étudiera l'organisation générale du Crédit et sa répartition d'ensemble pour les organisations publiques et privées.

c) Le Conseil devra donner un avis obligatoire et conforme, sur tous les décrets réglementaires, en matière économique que le Gouvernement sera autorisé à prendre, sur mandat déterminé du Parlement.

3° *Utilité du Conseil.*

Pour l'Union Fédérale des Anciens Combattants, l'institution du C. N. E. est une nécessité primordiale. En effet, le Conseil tend à favoriser et à organiser l'évolution normale de la Société. Par le fait des séances plénières et de la variété qualifiée de sa représentation, le C. N. E. est un organe de conciliation et d'arbitrage ; il réalisera la confrontation et l'ajustement au grand jour, et sous la caution des forces morales représentées, des grands intérêts privés, dont le jeu conditionne la vie économique du pays : Industrie, Commerce, Agriculture, Transports. « La puissance « occulte exorbitante des féodalités économiques et financières, contrainte d'agir dès lors, en pleine lumière, disparaîtrait.

Comme on le voit, si ces deux groupements d'Anciens Combattants sont également partisans d'un C. N. E., le plan de l'Union Fédérale est plus précis, plus économique, que le plan de la Confédération Nationale. Ce dernier, d'inspiration nettement libérale, contre toute économie dirigée, s'oppose d'autre part, au plan de l'Union Fédérale qui comporte une intervention rigoureuse de l'Etat dans l'Economie, sans être toutefois corporatif.

Les grandes Associations d'A. C. qui groupent des gens de toutes catégories, nous paraissent avoir apporté une contribution particulièrement utile, dans la diversité des conceptions sur le C. N. E. Leurs idées combinées semblent susceptibles de rallier une grande majorité des Français.

CHAPITRE IV

Les vues des partis politiques

Nous allons voir :

Section I. — Le Conseil National Economique et les Partis Modérés.

Section II. — Le Conseil National Economique et le Parti Radical.

Section III. — Le Conseil National Economique et les Partis Socialistes.

Section IV. — Le Conseil National Economique et les Plans établis par des intellectuels, hommes ou groupes politiques de nuance variée.

SECTION I. — LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET LES PARTIS MODÉRÉS

Les Parlementaires, dits modérés, sont ceux qui ont fait au Conseil National Economique actuel l'accueil le moins favorable.

On se rappelle l'intervention à la Chambre de *M. Chas-saigne-Goyon*, membre de la *Fédération Républicaine*. Au cours des années, ce groupement a un peu changé d'avis, le Conseil lui apparut moins dangereux, il n'en a pas moins émis, dans ses Congrès divers vœux de réforme sur la Composition et les Attributions de cet Organisme.

M. Tardieu, ancien Président du *Centre Républicain*, a répété dans ses discours et dans ses écrits, combien l'intégration de syndicats dans l'Etat, loin de lui paraître un bienfait, lui semblait nuisible pour l'autorité du Gouvernement. Un Conseil National Economique devenant un Conseil de Gouvernement, composé de compétences désignées par lui, prenant l'avis des groupements et guidant la politique gouvernementale lui semble la solution à envisager.

L'Alliance Démocratique, présidée par *M. Flandin*, est d'avis que le C. N. E. doit subir des modifications de composition et d'attributions, mais que les principes actuels doivent subsister (1).

Au cours de ses congrès de 1933, 1934, 1935, le parti des *démocrates populaires* s'est préoccupé de la question de la Représentation Professionnelle et du Conseil National Economique. Le parti se prononce contre le libéralisme et contre l'étatisme, il réclame l'organisation économique par les professionnels eux-mêmes.

Les Démocrates Populaires voient dans le C. N. E. renoué à la fois, l'image de la représentation des professions et le moyen d'en accélérer l'organisation. Il envisage l'institution d'une Chambre économique professionnelle et sociale, qui se substituera au Conseil actuel. Cette Chambre devrait assumer la préparation des lois de caractère professionnel, économique et social. En outre, l'une des fonctions essentielles du C. N. E. sera le contrôle et la répartition du Crédit, permettant d'assurer la juste répartition entre la Production et la Consommation.

Les groupements de producteurs de tout ordre prendront place dans les différentes sections (industrielle, agricole, bancaire, commerciale, artisanale, etc...) du C. N. E. Ils rechercheront la solution des questions économiques et l'amélioration des rapports sociaux. Les parlementaires seront ainsi moins surchargés de travail et moins soumis aux influences occultes.

Nous ne croyons pas sans intérêt de reproduire ici les vues exprimées par M. le *Président Doumergue*, dans son discours radiodiffusé du 4 octobre 1934 : « A la présidence
« du Conseil, outre les services de la statistique générale et
« le secrétariat général de la défense nationale, sera rattaché
« le C. N. E. réorganisé. Tel que je le conçois, il doit être
« composé de représentants qualifiés de l'économie du pays,

(1) Dans le projet sur les ententes industrielles de *M. Flandin*, le Secrétaire Général du C. N. E. est le Commissaire du Gouvernement dans le Comité d'arbitrage.

« désignés par le Gouvernement : Agriculteurs, Commerçants, Industriels, Transporteurs, Banquiers, et distributeurs de crédit, artisans et ouvriers ».

« Il n'aura certes, aucun pouvoir de décision.

« Mais il sera consulté par le Gouvernement sur toutes les questions de caractère économique, et en particulier, sur les projets de lois visant l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie, les Transports, le Crédit, les Questions intéressant l'Artisanat et la Main-d'Œuvre. Il sera libre par ailleurs de formuler des vœux et d'émettre des suggestions. Il aura aussi pour rôle de veiller à la conciliation des intérêts divergents.

« Pour renforcer le C. N. E. et pour faciliter sa tâche, un certain nombre de *Conseils Régionaux* seront créés. En liaison constante avec lui, ils constitueront son prolongement local et en quelque sorte ses antennes ».

Le C. N. E. de M. Doumergue ne réalise pas la représentation des Groupements et la représentation professionnelle. Comme l'organisme de M. Tardieu, il ne mérite pas le nom de Conseil National Economique véritable.

Il nous reste un mot à dire sur les ligues, spécialement sur les ligues de droite, qui sont distinctes des partis politiques.

Les ligues de droite, « La Solidarité Française », les « Jeunesses Patriotes », les « Francistes » et les « Croix de feu » sont d'accord avec l'« Action Française ». Toutes préconisent, pour améliorer la situation économique et sociale, le retour des corporations. Elles ne diffèrent que par des modalités de réalisation, les Jeunesses Patriotes s'affirment plus audacieuses, les Croix de Feu plus prudents (1).

Dans ces conceptions, le rôle du Conseil National Economique s'avère très important. De simple organe consul-

(1) Voici ce que l'on peut lire au sujet du Conseil actuel à la page 141 du livre de M. le Colonel de la Rocque « *Services Publics* » : « Le Conseil National Economique », disait un Ministre bien placé pour le connaître : « Un moteur encombrant, mais qui ne cassera rien, parce qu'il n'embraye pas ».

tatif Supérieur, il devient une Assemblée corporative ayant pouvoirs de décision et dirigeant toute l'Economie.

Ce sont des thèses que nous avons déjà vu soutenir et que nous retrouverons encore souvent. Toutefois, nous pensons que ce sont là des idées bien dangereuses qui ne tiennent pas assez compte de l'esprit individualiste français.

Ce qui ressort de ce bref aperçu, c'est que dans des partis soutenant une même politique, les avis sur la composition et le rôle à donner au Conseil National Economique sont très variés. Cela n'est pas pour faciliter les Réformes, mais cela n'est pas pour nous déplaire, en effet, nous y voyons la preuve que la question de la réforme du Conseil est une question de doctrine économique et non de politique pure.

SECTION II. — LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET LE PARTI RADICAL

La fondation du Conseil National Economique par *M. Herriot* lui-même, nous est une preuve de l'intérêt que le parti Radical porte à cette institution. Toutefois, on réclame unanimement les modifications qui doivent donner au C.N.E. une importance de premier plan, qu'il n'a pas actuellement. Mais, si l'on est d'accord sur la partie critique, les conceptions des diverses tendances du parti radical varient sur la portée des réformes à faire.

Nous pouvons diviser le parti radical selon trois tendances. La tendance de *M. Emile Roche*, la tendance de *M. Kaiser* (Jeunes Radicaux) enfin, la tendance des Radicaux dissidents (*Jean Sennac*).

A la fin de son plan, *Pour sortir de la crise* (1), *M. Emile Roche* ironise : « On veut la collaboration du pouvoir « Politique avec les forces Economiques » ».

« Mais on a isolé celles-ci dans un Conseil National « Economique tout rempli de compétences, dont la voix

(1) « *La République* » 14 avril 1934.

« clame dans le désert, des vérités essentielles, des chiffres
« et des projets que les gouvernements dédaignent ».

« Et pourtant, il nous souvient avoir entendu exposer
« maintes fois, et devant des hommes politiques, un projet
« d'organisme, qui apporterait au pouvoir, le concours
« total et utile des forces du travail ».

« Le veut-on ? Nous le voulons, nous, et la marche
« des événements prouve que nous aurons bientôt avec
« nous la majorité de la Nation ».

On veut une réforme du C. N. E. mais le principe dominant reste libéral.

La Doctrine des Jeunes Radicaux (1) reste également libérale politiquement, mais économiquement, elle est corporative.

Les *Jeunes Radicaux* veulent une « Assemblée Economique » élue par les Groupements corporatifs et syndicaux, avec adjonction d'organismes de renseignements nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Cette Assemblée aura pour tâche, non d'établir le plan prévisionnel, mais de « *préparer techniquement les lois économiques* », qu'il appartiendra au Parlement de voter en bloc ou de renvoyer aux fins de nouvelles études.

Dans le plan des *Radicaux Dissidents* (2), le C. N. E. devient une « Chambre Economique » chargée de la direction Générale de l'Economie.

Sa composition sera transformée et élargie de telle sorte que l'arbitrage entre les éléments ouvriers soit aussi assuré par un nombre adéquat d'élus du suffrage universel, ceci, pour constituer un régime intermédiaire, un pouvoir économique vraiment démocratique, qui évite « l'hypocrisie fasciste du corporatisme oppresseur ».

« Si le rythme du travail du C. N. E. sera nécessairement quadriennal, comme la durée du mandat législatif », ce travail ne sera en rien affecté organiquement par les accidents de la vie politique. Par sa composition et ses

(1) *L'Œuvre* 5 mai 1934.

(2) Voir *Notre Temps* du 9 mai 1934.

attributions le C. N. E. « quatrième pouvoir de la Nation » sera totalement indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Le C. N. E. engendrera une Commission du plan économique, « sorte d'exécutif du Conseil », pourvu de tous les services nécessaires de statistiques et de prévisions économiques. Ainsi, l'économie nationale pourra être dirigée avec connaissance de cause.

Cette conception, qui se rapproche de celles élaborées dans divers « plans » (1) n'a pas eu la préférence des derniers congrès radicaux de Nantes et de Paris. Le Parti Radical veut une réforme du Conseil National Economique, réalisant l'intégration des syndicats dans l'Etat et assurant la collaboration des intéressés à la confection des lois.

Voici, à ce propos, quelques extraits de déclarations de *M. Pierre Cot*, elles peuvent être considérées comme représentant sur ce point « une moyenne » des conceptions du parti radical dans son ensemble.

« Il faut, de toute urgence, organiser, à côté de la représentation politique, la représentation des intérêts professionnels. Cela pour deux raisons.

« D'abord, parce que les intérêts professionnels pèsent « depuis longtemps sur la politique. Mais ils agissent dans « la coulisse, et c'est là qu'est le mal. Chacun sait que tel « Député ou tel parti politique est inféodé à telle organisa- « tion économique. On le sait. Mais ce n'est pas officiel. On « vit ainsi dans l'équivoque et le soupçon.

« Ensuite, parce que le Parlement manque de compétence technique. Et l'on ne saurait en faire grief aux « Députés et Sénateurs. On nous élit, sur un programme « politique. Nous sommes des hommes politiques. Nous ne « sommes pas des Dieux ou des êtres omniscients.

« D'où la nécessité d'avoir, à côté du Parlement, pour « préparer la besogne du Parlement, un C. N. E., mais un « véritable C. N. E. élu par les représentants qualifiés des « organisations professionnelles (agricoles, patronales, ou-

(1) Voir plus loin.

«rières et industrielles). Et dans chaque département, a
« côté du Conseil Général, je voudrais voir aussi des Con-
« seils départementaux Economiques, qui remplaceraient
« avantageusement nos Chambres de Commerce et nos
« Chambres d'Agriculture ».

« On me dira : Vous voulez un Sénat Professionnel.
« Non pas ! A aucun prix ! Je ne veux pas que ce C. N. E.
« ait le même pouvoir que le Parlement. Ce doit être un
« organe consultatif. Son rôle est de préparer et de recom-
« mander.

« Mais le dernier mot doit rester aux représentants de
« la nation entière. Pourquoi ? Par scrupule parlementaire ?
« Nullement. Simplement parce qu'il faut respecter la hié-
« rarchie des valeurs.

« Les organisations professionnelles représentant des
« intérêts privés. Le corps électoral seul permet de dégager
« l'intérêt général. C'est la raison d'être du suffrage uni-
« versel et du régime Republicain.

« Le jour où vous aurez un C. N. E. vivant, populaire,
« chargé d'étudier tous les projets de loi qui touchent à
« l'activité économique du pays, vous aurez rendu au ré-
« gime un peu de souplesse et vous lui aurez donné de la
« compétence ; grâce à quoi, il aura tôt fait de reconquérir
« un prestige que son impuissance a fortement compromis.

« Le C. N. E. doit être le Conseiller Technique du Par-
« lement et du Gouvernement. Mais il doit également servir
« à intégrer le syndicalisme dans l'Etat. Il ne saurait être
« une simple assemblée de techniciens désignés par l'Ad-
« ministration ou même nommés par leurs pairs ; il faut
« qu'il assure vraiment la représentation de la France au
« Travail, disons le mot, la représentation professionnelle.

« Ce Conseil National Economique, quel rôle devra-t-
« il jouer ?

« Le second aspect du problème est beaucoup plus
« simple. Le C. N. E. n'a pas à se substituer au Parlement.
« mais simplement à l'éclairer, à lui donner l'avis des
« techniciens. Hors le cas d'urgence, à la demande des
« Commissions Parlementaires compétentes, ou de 50 mem

« bres de l'une ou l'autre Chambre, le C. N. E. devra donc
 « examiner et rapporter au point de vue technique, les
 « projets ou propositions de vue technique, les projets ou
 « propositions de loi d'ordre financier, économique et so-
 « cial. Il pourra faire défendre son rapport auprès des
 « Chambres par des Commissaires du Gouvernement, afin
 « de ne point alourdir ou retarder la procédure législative,
 « un délai sera fixé ; passé quoi, le Parlement pourra dis-
 « cuter sans attendre le rapport du C. N. E. ».

Voilà un ensemble de directives dont la réalisation aurait l'incomparable mérite de donner satisfaction à la fois aux milieux patronaux et à des associations ouvrières. De plus les désirs de *M. Pierre Cot* et du parti Radical (1) se rapprochent de ceux exprimés par plusieurs partis voisins de gauche et de droite. Il n'est pas douteux que c'est sous l'inspiration de ces idées que la récente réforme du Conseil National Economique a été votée.

SECTION III. — LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET LES PARTIS SOCIALISTES

Nous parlerons ici, des vues de *M. Paul Boncour*, Président de la nouvelle *Union Socialiste*, qui groupe les partis *Républicains Socialistes*, *Socialistes de France*, et *Socialistes Français* de MM. *Marcel Déat*, *Montagnon*, *Perrin*, Socialistes de France ; enfin, *M. Léon Blum*, Président du Groupe S. F. I. O.

D'une façon générale, les partis socialistes sont très favorables à l'institution d'un Conseil National Economique. Toutefois, ici aussi, les conceptions diffèrent suivant les individus et l'on va de l'organe d'étude consultatif au Conseil représentatif, puis directeur de l'Economie Nationale. D'aucuns préfèrent une transformation du Sénat en Assemblée professionnelle.

(1) Voir aussi dans de nombreux articles de revues, les conceptions différentes de MM. de Jouvenel et L. Caillaux, sur un Parlement Economique.

I. *Les vues de M. Paul Boncour* (1), *Président de l'Union Socialiste.*

Les idées de *M. Paul Boncour* sont à l'origine doctrinale du C. N. E. En janvier 1933, un projet de Réforme du Conseil qui fut à la base de tous les travaux parlementaires récents porte aussi sa signature. Enfin, dans de nombreux discours, au cours de ces dernières années, le Président de l'Union Socialiste s'est prononcé en faveur d'un Conseil National Economique, représentatif, réalisant l'intégration des syndicats dans l'Etat, et consultatif, permettant l'amélioration de la législation économique.

Mieux que tous commentaires, des extraits de quelques discours, nous feront connaître la véritable pensée de *M. Paul Boncour*.

Dans son discours de *Saint-Aignan*, en janvier 1933, *M. Paul Boncour* réclamait l'« alliance entre l'autorité « Ministérielle et les organisations syndicales, avec cette « grande force des temps modernes, qui s'appelle le Syndicalisme et en collaboration avec lui ».

« Quelle vaine timidité, celle qui prétend ruser avec « cette réalité vivante. Ne vaut-il pas mieux la reconnaître, « l'associer franchement à la direction des Entreprises et « de l'Etat, l'associant ainsi aux responsabilités, plutôt que « de subir la pression désordonnée ou l'influence occulte.

« Il appartient de franchir une nouvelle étape, de faire « ce qu'a réussi pendant des siècles, la monarchie, de s'incorporer ces forces neuves, de délimiter leur domaine et « celui de l'Etat, de telle sorte que l'Etat d'ailleurs fortifié « par elles, reste seul maître dans les tâches essentielles qui « lui incombent, capables alors de briser toutes les résistances, qui depuis trop longtemps, lui font échec ».

M. Paul Boncour proclamait l'urgence de cette Réforme, il semble bien que le meilleur moyen de la réaliser soit dans l'élargissement à tout point de vue du C. N. E.

(1) Voir plus haut : Historique du C. N. E.

Cela nous est confirmé par les paroles mêmes du Président, prononcées dans la circonscription de *Carmaux* en avril 1934.

« Faire la Nation Economique.

« Et pour la faire, d'abord en constituer le rouage
« essentiel, introduire dans la constitution le C. N. E., non
« pour ajouter une Assemblée délibérante aux deux autres,
« mais pour doter le Gouvernement d'un organe qui lui
« permette d'agir dans l'ordre économique, comme il agit
« — ou comme il a les moyens d'agir — dans l'ordre poli-
« tique. Sous le contrôle du Parlement, bien entendu.

En août 1935, devant les Agriculteurs de *Droué* (Loir-et-Cher) *M. Paul Boncour* disait : « Une politique agricole
« d'ensemble et d'envergure, doit être entamée sans délai,
« en concordance avec les autres intérêts, non moins res-
« pectables de l'industrie, du commerce et de la consom-
« mation. Seul, un Conseil National Economique, émana-
« tion directe de vos libres organisations professionnelles et
« syndicales, est qualifié pour la définir et non toutes ces
« commissions diverses et divergentes où s'enterrent les
« problèmes, bien plus qu'ils ne s'y résolvent.

« Même sous sa forme insuffisante actuelle, le Conseil
« National Economique s'y est essayé : Je puis même dire
« qu'il y a réussi ; les conclusions adoptées le 5 juillet der-
« nier, sur l'excellent rapport de *M. Devinat*, témoignent
« de l'excellence de cette institution et de ce qu'elle pourra
« faire le jour où elle cessera d'être une académie pour
« devenir un rouage obligatoire de l'Etat, comme je l'avais
« voulu dans mon projet de loi de janvier 1933, comme
« l'a ratifié la Commission de la Chambre, en juillet 1934 ».

« Quand se décidera-t-on à ce qu'il en soit fait
« ainsi ? (1) »

Nous pensons que ces citations sont suffisantes pour faire connaître les pensées et les désirs de *M. Paul Boncour*. Sa conception, qui avait paru trop hardie au début, est maintenant celle de la majorité de l'opinion ; elle constitue

(1) Voir conclusion.

un milieu, entre ceux qui veulent un Conseil composé de techniciens nommés par le Gouvernement et ceux qui donnent aux représentants des syndicats un pouvoir législatif. L'intégration des syndicats aussi comprise, ne présente pas de danger, le Parlement et le Gouvernement gardent la suprématie.

2. *Les idées de M. Déat, Secrétaire Général du Parti Socialiste de France et de quelques autres membres.*

Pour M. Marcel Déat :

« Toutes les possibilités de rajeunissement de l'Etat
« gravitent autour de l'idée corporative. Je vois à la base,
« une corporation ouvrière, dont les dirigeants seront élus
« par les ouvriers syndiqués ou non. A côté d'elle, une cor-
« poration patronale, et s'il le faut, un autre organisme
« représentant les artisans et les techniciens. Mais le syn-
« dicalisme reste libre dans la corporation organisée, je
« suis hostile au syndicalisme obligatoire.

« Un Conseil National Economique composé des délé-
« gués de ces corporations, aura un rôle primordial. Il
« devra faire des lois économiques portant sur les points
« suivants : interdiction de fabriquer n'importe quoi, n'im-
« porte où et n'importe comment, contrôle du Crédit, con-
« tingement et répartition des commandes : contrôle des
« prix de revient et des prix de vente, pour l'ensemble
« d'une industrie.

« Pour l'intérêt général et la lutte contre la crise, vous
« le voyez, pas d'étatisme, pas de socialisation, mais, un
« contrôle collectif, mais, une discipline sociale ».

« Au début » explique M. Déat, « le C. N. E. n'aura
« pas de pouvoir de décision, il soumettra au Parlement
« politique, son travail pour ratification, mais d'ici quel-
« ques années, bien assoupli, le C. N. E. pourra décider
« souverainement au point de vue économique (1).

C'est donc un véritable Parlement professionnel que souhaite M. Déat pour l'avenir. Sans aller aussi loin, d'autres Membres du Parti Socialiste de France, entre autres,

(1) Extrait de la « République » 19 juin 1934.

MM. Montagnon et Perrin, envisagent un Conseil National Economique, dont le rôle soit important.

N'est-ce pas un Conseil National Economique, que souhaitait M. Montagnon, lorsqu'il disait (2) :

« Notre Etat actuel est trop politique. Il me semble
« mal outillé, mal organisé, pour résoudre avec la rapidité
« et la vigueur nécessaire, les grands problèmes économi-
« ques, qui dominent l'évolution moderne.

« Il faut absolument introduire dans les rouages es-
« sentiels, une représentation syndicaliste des grands inté-
« rêts qui se heurtent. L'Etat doit être la synthèse de ces
« intérêts ».

Dans son livre « *Représentation Professionnelle et Socialisme* », M. Perrin souhaitait la transformation du Sénat politique en une Chambre du travail, assurant à côté de la Chambre des Députés, émanation du suffrage universel direct, l'équilibre des représentations de l'intégralité des opinions et des forces vives de la Nation.

Il proposait, à titre transitoire et immédiat, les mesures suivantes :

a) Etablissement d'un statut légal à un Conseil National Economique, digne de ce nom, au sein duquel l'authentique représentation du travail recevra la place, qui lui est due.

b) Consultation obligatoire du Conseil par le Gouvernement, sur tous les projets de caractère économique.

c) Faculté d'initiative, en matière législative, avec possibilité de faire défendre le point de vue du Conseil par un de ses membres, devant le Parlement.

Ici, encore, nous retrouvons le désir d'une réforme temporaire du C. N. E. avec une composition améliorée et un rôle devenu considérable.

3. *Les vues de M. Léon Blum, Président du Groupe S. F. I. O.*

A l'origine, M. Léon Blum ne prêtait pas au C. N. E. un rôle important et n'envisageait pas de le lui donner par une réforme ultérieure.

(1) Déclaration à « l'Etat Moderne » en 1932.

Dans un article du *Populaire* sur le C. N. E., le 22 novembre 1927, M. Léon Blum écrivait :

« Il n'est pas un organe de décision, encore moins d'exécution. Il est composé de telle façon, que les courants contraires risqueront toujours de se compenser, de se neutraliser.

« J'y vois un précieux laboratoire pour le contact et l'épreuve des personnes et des idées, un office d'information et d'enquête plus précieux encore, et dont un chef de gouvernement, vraiment novateur, tirerait le parti le plus efficace.

« Mais, je n'aperçois pas comment une portion de l'autorité publique pourrait lui être transférée, et ce n'est pas autour de lui, à ce qu'il me semble, que pourrait se constituer les organes neufs d'un Etat moderne ».

Cependant, il n'est sans doute pas faux, d'avancer que les idées du Président du Groupe S. F. I. O. ont un peu évolué sur ce point. En effet, M. Léon Blum et son Groupe approuvent et soutiennent le Plan de la C. G. T. Nous savons la place importante qu'y tient le Conseil National Economique qui devient un organe essentiel de l'Etat (1).

SECTION IV. — LE CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET LES PLANS

Dans cette dernière section il nous reste à examiner la place que tient le Conseil dans divers « Plans » de Réforme élaborés ces derniers temps et qui ne rentrent pas dans le cadre des divisions antérieures.

Ces Plans furent l'œuvre soit d'un seul auteur, soit le plus souvent d'un comité comprenant des hommes économes et politiques de nuances très diverses, la portée des solutions n'en est que plus grande.

(1) Quant aux conceptions du Parti Communiste, elles sont celles exposées par la C. G. T. U. Voir plus haut.

Nous allons voir successivement :

1° Le *plan* (1933) de *M. Jean Hennessy*, du parti *Social-National*, Ancien Ministre et Directeur du journal *Le Quotidien*.

2° Le *plan* du 9 juillet (1934) élaboré sous la présidence de *M. Jules Romains* par un comité dont les conceptions allaient des idées Croix de Feu aux idées Socialistes.

3° Le *plan français* 1935 établi par un Comité de gens de partis différents et dont le Secrétaire était *M. Marcel Déat*.

Le *plan de Man*, le *plan de l'Ordre nouveau*, la conception de *M. Nicaud*, feront l'objet d'une dernière subdivision.

1. Le *plan* de *M. Jean Hennessy*, fondateur du parti *Social-National*.

M. Jean Hennessy a toujours préconisé (1) la Représentation professionnelle.

Pour améliorer la situation, *M. Hennessy* propose l'organisation de la profession, sur des bases corporatives, régionales et nationales.

Contre l'économie collectiviste, contre l'économie libérale, le parti désire résolument une économie réglée et coordonnée par les producteurs eux-mêmes.

C'est pourquoi, il veut organiser la profession sur les bases de la collaboration entre les classes et de la participation directe et effective des corporations à la vie publique.

« Dans chaque branche de la vie économique, seront
« obligatoirement créés, un Groupement syndical de sala-
« riés et un groupement syndical d'employeurs. Ces Grou-
« pements parallèles, auront un Comité Directeur commun,
« composé en égale partie de représentants des salariés et
« des employeurs. Ce Comité élira, selon les mêmes prin-
« cipes, des représentants aux Corporations Régionales et
« celles-ci désigneront de la même façon, leurs délégués
« aux Corporations Nationales.

(1) Voir Historique du C. N. E.

« Le rôle de ces organismes sera de régler toutes questions afférentes à la production et à la consommation et de s'efforcer de conserver leur harmonie.

« Ils auront notamment à se préoccuper d'aménager les débouchés, d'élaborer des contrats-types de travail, de préserver la santé des travailleurs, de créer un système de retraites ouvrières efficaces, de réorganiser le système actuellement désastreux, des assurances sociales, en s'inspirant des principes mutualistes, dans le cadre corporatif et national et en évitant le danger de la capitalisation d'Etat, d'assurer le droit de vacances annuelles payées, à tous les corps de métiers, qui ne seront pas uniquement saisonniers ».

« Cette organisation de la profession, par la collaboration entre les classes, doit se faire à la base même de la production.

« Le parti Social-National, n'hésite pas à préconiser la création de Conseils d'entreprises, composé de délégués d'ateliers et de bureaux, élus respectivement par les ouvriers et les employés, la direction déléguant à chaque Conseil, un ou plusieurs représentants. Ces Conseils seront principalement chargés de régler tous les différends relatifs aux contrats collectifs de travail.

« Ainsi, c'est au sein même de la corporation que ces difficultés seront réglées. En cas de contestations découlant des circonstances extérieures ou atteignant la vie même de la corporation, les conflits seront portés devant des tribunaux spéciaux du travail, composés de juges spécialisés.

« Cette organisation est la seule susceptible de donner au travailleur, quel qu'il soit, le sentiment de sa dignité et la propriété de son métier (1) ».

Voici les articles 28-29, d'un projet de constitution, en 44 articles, établi par le parti Social National. Ces articles nous indiquent comment sera composé le Sénat Economique et Social, dont on préconise l'institution pour assurer

(1) Déclaration d'Avril 1933.

dans l'Etat la représentation des forces économiques et sociales.

« Article 28. Le Sénat Economique et Social comprend :

1° Pour moitié, des délégués des assemblées économiques régionales, élus au suffrage universel, avec scrutin de liste régionale et par catégories professionnelles :

2° Des Sénateurs inamovibles, désignés par cooptation, parmi les sénateurs actuellement en exercice, ces Sénateurs inamovibles devant être remplacés au fur et à mesure de leur décès, par des délégués professionnels élus.

« Article 29. Est électeur au Sénat, tout Français de l'un ou l'autre sexe, âgé de vingt-et-un ans, sachant lire et écrire, jouissant de ses droits civiques et classé dans une catégorie professionnelle fixée par la loi.

Ainsi, pour *M. Hennessy*, le salut n'est pas dans l'institution d'un Conseil National Economique, mais dans la transformation de la haute Assemblée.

2. *Le plan du 9 juillet.*

Le « Plan du 9 juillet » propose une série de réformes qui doivent, d'après ses auteurs, améliorer considérablement la situation de la France. Parmi ces réformes, se trouve l'institution d'un C. N. E. et c'est sur ce point seulement que nous avons à nous arrêter.

Le C. N. E. sera composé des représentants des intérêts économiques, groupés dans le cadre professionnel et régional. Les fonctionnaires seront représentés. La constitution devra fixer la répartition des représentations entre l'Agriculture, les Corporations, les Régions. Les Ouvriers, les Techniciens, les Patrons, les Consommateurs et l'Etat seront vraisemblablement représentés en nombre égal.

Son Rôle sera double :

a) Le C. N. E. sera obligatoirement consulté sur les projets et propositions de lois présentant un intérêt économique ou financier, y compris le projet du budget, ainsi que sur tous les amendements présentés à l'occasion du vote

de ces textes. Il sera tenu de faire savoir son avis motivé sur les uns et sur les autres.

b) Il constituera un instrument de coordination entre les divers rouages de l'Economie Nationale.

L'adaptation continue des Administrations aux nécessités de la vie économique et de la vie nationale, sera assurée par la consultation des représentants, des usagers des services administratifs et des délégués du personnel au C. N. E.

Le C. N. E. devra comprendre une Section de recherches, une Section de documentation, et une Section financière, orientant la distribution du Crédit dans les conditions les plus conformes à l'intérêt collectif.

Comme on peut le penser, voilà un Conseil qui aura un bien grand rôle, un rôle si grand, même, que son fonctionnement en sera bien alourdi. De plus, il n'est pas du tout certain que le Conseil soit très apte à diriger le Crédit et la Production dans des conditions satisfaisantes. Enfin, on peut regretter que le « Plan du 9 juillet » ait cru devoir fixer constitutionnellement la composition du Conseil.

3. *Le plan Français* (1).

Un Comité composé d'hommes politiques, d'économistes et de personnalités compétentes, a élaboré un plan préconisant l'Economie dirigée, paru en librairie en 1936, sous le nom de « Plan Français ».

Le « Plan Français » veut instituer un organisme économique Directeur et un Conseil National Economique Consultatif.

Le Conseil National Economique comprendra « les représentants les plus qualifiés des professions organisées. » Il sera consulté et entendu, ainsi que les syndicats et groupements particuliers. Toutefois, le pouvoir de décision appartiendra à l'organisme Directeur.

L'organisme-Directeur de l'Economie sera composé « d'hommes qualifiés, impartiaux, responsables, techni-

(1) Voir Comité du Plan : *Le Plan Français* 1936.

« ciens chargés d'établir le prix social et de représenter
« l'intérêt général dans toute notre vie économique. » Il
« devra d'une façon très générale :

- a) Prévoir et ordonnancer.
- b) Contrôler et arbitrer.
- c) Eventuellement sanctionner ou punir.

En particulier, il fixera les profits, les salaires, la durée du travail, il assurera une bonne répartition des productions et des consommations, il protégera l'épargne, distribuera le crédit, protégera l'intérêt général et français.

Pour une tâche aussi considérable, l'« Organisme Directeur » recevra les directives d'un « Comité Central du Plan » et l'aide des autres organismes (Syndicats, Groupements, C. N. E.).

Dans cette conception, le Conseil National Economique a un rôle consultatif important, mais sans pouvoir propre, la décision appartient à l'« Organisme Directeur », dont la tâche nous apparaît bien écrasante, sinon dangereuse.

4. Le « Plan de Man », le « Plan de l'Ordre Nouveau » et la conception de M. Nicaud.

M. de Man, dans son livre *Corporatisme et Socialisme* demande de restaurer l'Economie, en instituant un régime de production mixte, mi-privée, mi-nationalisée, basé sur une organisation corporative et vraiment démocratique.

Le *Plan de Man* propose une Chambre unique, dont tous les membres seront élus au suffrage universel et qui sera aidée dans l'élaboration des lois, par des Conseils Consultatifs.

Ces Conseils comprendront des Parlementaires et des membres, pris en dehors du Parlement et ayant une compétence reconnue.

Dans le livre « *La Révolution Nécessaire* » et dans la revue « *L'Ordre Nouveau* » M. R. Aron, chef du Groupe-ment de ce nom, précise l'organisation économique et politique, qu'il juge nécessaire pour remédier à la crise.

Des Conseils communaux et des groupements corporatifs ou syndicaux, doivent constituer la base de l'organi-

sation économique et la source de toute autorité. Un Conseil Economique fédéral est chargé de formuler les règlements et les lois d'ordre économique général.

Du côté politique, on trouve la même organisation en Conseils communaux et fédéraux ; au-dessus, se place un Conseil suprême chargé de trancher les conflits.

Une fois de plus, nous trouvons dans ces plans les Conseils Economiques consultatifs à l'honneur.

Dans une brochure, la *Séparation de la Politique et de l'Etat*, M. F. Nicaud préconise un système assez original.

Il est substitué à la Chambre des Députés et au Sénat actuel, trois assemblées :

- 1° Le Parlement des Intérêts spirituels.
- 2° Le Parlement des Intérêts juridiques.
- 3° Le Parlement des Intérêts économiques.

Ce dernier assure la représentation de toutes les professions ayant trait à l'activité Economique de la Métropole et des Colonies.

a) Banque et Bourses, Agents de Change, Syndicats de porteurs de valeurs mobilières.

b) Transports, Navigation.

c) Agriculture.

d) Industrie.

e) Commerce.

f) Contribuables et Consommateurs syndiqués.

g) Ligue des Familles Nombreuses. Propriétaires. Locataires.

Le Parlement économique est élu au suffrage universel des citoyens des deux sexes, appartenant aux catégories professionnelles ci-dessus indiquées. Les candidats de chaque profession seront élus à la représentation proportionnelle ; la durée du mandat est de 6 ans, renouvelable par tiers, tous les deux ans, le nombre de ses membres est double du total des membres des deux autres assemblées.

Le Parlement économique — sorte de Conseil National Economique — délibère sur les objets relevant de sa compé-

tence propre, où sur ceux qui relèvent pour partie de sa compétence et de celle d'une ou des deux autres assemblées; le but et la sanction de ces délibérations est un vote émis à la majorité des voix, pour demander au Gouvernement de faire établir, par la section compétente du Conseil d'Etat, un projet de loi dans tel et tel sens et avec telles modalités déterminées, sur la matière qui était l'objet de la délibération. Une fois rédigé par le Conseil d'Etat, le projet est porté devant l'Assemblée qui l'adopte, le rejette ou le modifie. Le vote définitif n'est alors acquis qu'après retour devant le Conseil d'Etat. Si la loi est exclusivement économique, elle entre de suite en vigueur ; sinon, elle doit être adoptée par l'une ou par les deux autres Assemblées. En cas de désaccord entre elles, un Comité issu du Conseil d'Etat (1), établira un texte transactionnel.

Voilà un système qui, d'après son auteur, doit assurer une amélioration du régime de la France. Selon nous, la création d'un Parlement économique, élu au suffrage universel professionnel, présente, entre autre, l'inconvénient de négliger la compétence et la force des groupements et des syndicats actuels et de ne pas les intégrer dans l'Etat. Il est vrai que l'on peut soutenir que, justement là est l'avantage de cette combinaison. D'autres enfin, prétendent que c'est folie de consulter les professionnels sur la politique économique à suivre et, bien plus, de leur confier la direction de cette politique.

Pour finir de nous documenter, nous avons réuni dans le chapitre suivant, les avis variés de quelques Professeurs de Droit, particulièrement qualifiés, sur la représentation professionnelle et le C. N. E. Nous avons pu voir que chez les hommes politiques, les conceptions variaient, mais — et ceci est important — elles étaient plus une question de personne qu'une question de parti. Sur peu de problèmes, hélas, il en est ainsi.

(1) Pour plus de détails, voir : Nicaud, « La Séparation de la Politique et de l'Etat ».

CHAPITRE V

Les vues des Juristes et des Economistes

(Membres de l'Enseignement)

Nous avons vu que les grandes associations ouvrières et patronales, les associations d'anciens combattants, les groupements politiques, se préoccupent de la représentation professionnelle et de la réorganisation du Conseil National Economique. Il nous a paru intéressant de compléter en indiquant les vues de quelques Professeurs de nos Facultés de Droit, qui ont sur ce problème, une compétence particulière.

Nous diviserons ce chapitre en trois sections :

Section I. — Les adversaires de la représentation professionnelle.

Section II. — Les partisans de la représentation professionnelle au sein même du Parlement.

Section III. — Les partisans d'une représentation professionnelle par un Conseil d'Etat Economique.

Sans être paradoxal, on peut soutenir que les adversaires de la représentation professionnelle en général, ne sont pas les ennemis les plus dangereux du Conseil National Economique. Celui-ci, bien que critiqué, trouve grâce devant eux, sous sa forme actuelle. Par contre, si les groupements économiques et sociaux trouvent place au Parlement, comme certains Juristes le réclament, un Conseil Economique, — soit consultatif, soit législatif, n'a pas de raison d'être.

Faisons remarquer que les citations qui suivent dans chaque section, ne sont pas limitatives, leur nombre n'est pas proportionnel à l'ampleur du mouvement d'idée représenté. Beaucoup d'autres noms devraient être cités, les

documents précis nous ont manqué pour indiquer les conceptions d'un plus grand nombre de Professeurs sur le C. N. E. et nous nous en excusons.

Nous pensons que les indications qui suivent sont, avec ces réserves, suffisantes pour indiquer les tendances diverses de l'Enseignement Supérieur.

SECTION I. — LES ADVERSAIRES DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE

La représentation professionnelle trouve ses adversaires parmi les Professeurs de Droit Public, plus que parmi les Economistes.

Nous verrons les vues de M. le Professeur *Esmein*, de MM. les Professeurs *Hauriou* et *Girault* et, enfin, de M. le Professeur *Barthélémy*. Chacun d'eux insistant plus particulièrement sur certains des inconvénients de la représentation professionnelle.

1. Les vues du Professeur *Esmein*.

M. *Esmein* repousse la représentation professionnelle qui est contraire au principe de la souveraineté nationale et à l'intérêt général du pays.

« Le principe de la souveraineté nationale exclut logiquement dans le suffrage politique, ce qu'on appelle la représentation des intérêts car les divers collèges électoraux ne doivent être que des fractions identiques d'un corps électoral tout entier (1). »

La représentation des intérêts et des groupes n'est pas possible, ni pour la Chambre des Députés, ni pour le Sénat.

« Le mode d'élection appliqué aux Assemblées législatives me paraît inconciliable avec le principe de la souveraineté nationale. Les groupes ou classes qu'il s'agit de faire voter séparément, ne possèdent en eux-mêmes aucune fraction de la souveraineté nationale ; ils n'ont au-

(1) Voir « *Eléments de Droit Constitutionnel Français et Comparé* » par A. Esmein.

« cun titre à l'exercer pas plus par leurs représentants que
« par eux-mêmes, et c'est de cela qu'il s'agit, dans les As-
« semblées délibérantes et législatives. Ce sont, ou des as-
« sociations libres ou des classes de personnes que rappro-
« chent seulement leurs occupations communes ou simi-
« laires. Il est vrai que certains groupes pour lesquels on a
« réclamé parfois ce droit propre à une représentation, la
« Commune ou le Département par exemple, exercent par
« leurs Conseils élus, une certaine part de l'Autorité pu-
« blique, mais ils la tiennent d'une concession de la loi,
« c'est-à-dire de la souveraineté nationale. A moins de re-
« tomber dans un Etat fédératif, il ne saurait en être au-
« trement ».

De plus, l'intérêt général du pays ne peut que souffrir d'une organisation et d'une représentation professionnelle.

Parlant de l'interdiction des corporations et associations, *M. Esmein* écrit : « C'était une erreur grave, mais ce
« serait une erreur non moins grave, en sens contraire, que
« d'organiser le suffrage politique de telle manière que les
« citoyens seraient invités, presque forcés, par cette orga-
« nisation même, à ne consulter que leurs intérêts parti-
« culiers et à oublier l'intérêt général. Ce serait favoriser la
« lutte des intérêts et des forces qui, par eux-mêmes, su-
« bissent déjà si difficilement le joug de la raison ».

Ainsi, c'est principalement le souci de la souveraineté nationale et de l'intérêt général qui dicte au Professeur *Esmein* son hostilité pour une réforme instituant la représentation professionnelle. Il n'est pas certain, pensons-nous, que les résultats de cette réforme soient fâcheux si l'évolution est prudente.

2. Les vues des Professeurs Hauriou et Girault.

MM. Hauriou et *Girault*, après avoir noté que la représentation des groupements est contraire au principe démocratique, remarquent que l'intérêt général sera sacrifié à cause des coalitions d'intérêts particuliers et de l'inaptitude des professionnels à trancher les questions politiques.

M. Hauriou prévoit que dans l'enceinte du Parlement économique, « il se produira des coalitions d'intérêts professionnels ; les industriels coalisés avec les commerçants, « l'emporteront sur les agrairiens, ou bien ce sera le contraire (1) ».

M. Girault redoute surtout l'incompétence des professionnels :

« Remettre aux professionnels le soin de trancher les « questions politiques serait très dangereux, car ils ne peuvent les apprécier, tandis que les hommes politiques, au contraire, auront plus de facilité à se pénétrer de problèmes économiques. Le danger de la représentation professionnelle serait en ce qu'elle ne représente que l'expression des intérêts particuliers ».

Appelés à trancher des questions politiques, les professionnels « devront se former une opinion, elle vaudra ce « que vaut une opinion improvisée. Et le domaine moral et politique est celui où les improvisations, en dépit des apparences, sont les plus difficiles et les plus dangereuses. Un homme à l'intelligence ouverte et travailleur, « peut à la rigueur, se mettre au courant d'une question technique ou économique et la posséder à fond. Un homme d'égale intelligence qui n'a jamais accordé qu'une « attention distraite aux questions d'ordre moral et philosophique, sera amené, le jour où il sera appelé à la trancher, à prendre à la légère des décisions dont il ne soupçonne pas les répercussions proches et lointaines. Il imaginera des solutions simples, qui seront simplistes ou « baroques (2) ».

Tels sont bien en effet, les dangers de la représentation professionnelle. Pour les éviter, il faudrait, le cas échéant, choisir des représentants ayant, outre leur compétence technique, une culture générale étendue.

(1) Hauriou : *Précis de Droit Const.* 1923, page 621.

(2) Girault : « La Représentation Professionnelle » dans la « *Démocratie* » d'avril 1926.

3. Les vues de M. le Professeur Barthélémy (1).

M. le Professeur *Barthélémy* est contre toute représentation professionnelle, sous quelque forme que ce soit.

Au point de vue théorique, la représentation professionnelle est contraire au principe de la souveraineté nationale. Au point de vue pratique, les inconvénients sur lesquels M. *Barthélémy* insiste surtout, sont multiples.

Une Chambre économique est difficile à composer et d'un fonctionnement délicat pour ses rapports avec la Chambre politique. De plus, la représentation professionnelle présente un risque pour l'unité nationale et pour l'intérêt général. Enfin, une Assemblée économique n'est pas d'un niveau intellectuel élevé et n'a pas forcément la compétence économique et politique indispensable.

Une Assemblée législative, composée de professionnels est incompétente, nous dit le distingué professeur « car le
« bon exercice d'une profession, ne prépare pas forcément
« à donner des avis judicieux sur les décisions à prendre et
« les lois à faire. Réussir une belle pièce d'orfèvrerie, cons-
« truire un beau meuble, réussir des cochons gras ou des
« chevaux rapides, tout cela ne qualifie pas pour avoir une
« opinion sur la politique économique,

« Il ne faut pas oublier, que certes, il faut de la com-
« pétence dans la politique, mais la compétence politique
« est une compétence spéciale, c'est un métier d'être hom-
« me d'Etat. La Bruyère a dit : « c'est un métier de faire un
« livre ; je crois qu'il faut dire que c'est un métier de faire
« une loi et de gouverner. Or, les aptitudes techniques
« n'importent pas dans la gestion des affaires publiques ».

« Une Chambre composée des agriculteurs les plus
« habiles à engraisser les porcs, à élever les bœufs, à arra-
« cher à la terre son maximum de blé, les mécaniciens les
« plus habiles dans leur art, les épiciers ayant le mieux
« réussi, les industriels et les commerçants ayant réalisé

(1) Voir un article dans « l'Action Nationale » mai 1923, page 265.
Traité élémentaire de Droit Constitutionnel 1926, p. 288, 1933, p. 329.

« dans le plus bref délai la plus grosse fortune ; cette Cham-
 « bre ne serait pas meilleure que celles qui ont été fournies
 « par le suffrage universel. Ajoutez-y l'Archevêque de
 « Paris, le Grand Rabbin de France, le philosophe ou l'hel-
 « léniste qui dirige la Sorbonne et tous ces personnages,
 « s'ils ont la conception de la complexité des problèmes,
 « seront devant les questions financières et le déséquilibre
 « des changes, dans la situation de la poule qui a couvé des
 « canards ».

Incompétente, une Assemblée de professionnels sera dans l'impossibilité de prendre une décision conforme à l'intérêt général. Lisons plutôt ce qu'écrit M. le Professeur *Barthélémy* lui-même sur ce point : « Le spécialiste élu au
 « Parlement par son groupement professionnel, sera le plus
 « souvent un cul-de-jatte intellectuel, n'arrivant pas à em-
 « brasser tous les aspects d'une question et étant unique-
 « ment préoccupé par la force même des choses, des inté-
 « rêts particuliers de son groupement. L'erreur fondamen-
 « tale consiste à croire qu'un Parlement représentant une
 « foule d'intérêts particuliers, représentera par là même
 « l'intérêt général et saura le dégager. On ne s'élèvera ja-
 « mais trop contre ce sophisme que l'intérêt général est
 « constitué par la somme des intérêts particuliers.

« Lorsqu'on aura donné satisfaction à tous les intérêts
 « contradictoires qui clament vers l'Etat, lorsqu'on aura
 « cédé aux réclamations contradictoires des agriculteurs et
 « des industriels, lorsqu'on aura voulu être protectionniste
 « avec les producteurs de matières premières, libre-échan-
 « giste avec les industriels, lorsqu'il s'agira de ces matières
 « à protectionniste au contraire lorsqu'il s'agira d'objets
 « manufacturés, lorsqu'on aura apaisé les doléances de la
 « betterave et les récriminations de la vigne, lorsqu'en un
 « mot, on aura satisfait le plus grand nombre possible d'in-
 « térêts particuliers on aura ruiné le pays, on aura sacrifié
 « le pays. Ne parlons point de l'opposition des opinions et
 « de l'harmonie des intérêts. Ne disons point avec M. Ber-
 « nard Précy, que les intérêts matériels ou moraux arrivent
 « toujours à s'accorder. C'est le contraire, qui est la vérité.

« Les intérêts s'opposent et, livrés à eux-mêmes, ils sont « inconciliables ».

On ne peut prendre plus nettement et plus spirituellement position. Sévère contre une Assemblée législative d'origine professionnelle, *M. Barthélémy* n'est pas plus tendre pour un simple Conseil Consultatif de même composition. N'est-ce pas sous sa signature que l'on lit (1) : « Je ne « réclame pas la mort immédiate du Conseil National Economique où sont appelées des personnalités bien éminentes. Mais qu'on lui laisse subir le sort de son modèle le « Reichswirtschaftsrath, de la constitution de Weimar. « Qu'il reste comme une belle académie dont les travaux « ne passionnent pas l'opinion et à l'occasion, une voie de « garage sur laquelle on voudra aiguiller les questions qui « n'intéressent personne (Réforme du Calendrier), ou dont « on voudrait se débarrasser ».

Appréciations cinglantes et quelque peu exagérées. La représentation des intérêts n'est pas un remède contre tous les maux, elle peut donner d'intéressants résultats pour l'amélioration de la législation et l'intégration dans l'Etat des collectivités economico-sociales. Quant au Conseil National Economique, nous pensons avoir démontré qu'un jugement moins sévère peut être porté sur lui, malgré son influence encore réduite sur la législation.

SECTION II. — LES PARTISANS D'UNE REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE AU SEIN MEME DU PARLEMENT

Nous allons voir les vues de *M. Alibert*, Professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, de *M. Deslandres*, Professeur à Dijon et de *MM. Duthoit* et *Lavergne*, Professeurs à Lille.

Nous verrons ainsi, différentes variantes d'une même idée qui, préconisant la représentation professionnelle, jugent insuffisante l'existence du Conseil Economique.

(1) En 1934 dans un article de la *Revue Politique et Parlementaire*.

I. *Vues de M. Raphaël Alibert, Professeur à l'Ecole des Sciences Politiques.*

M. R. Alibert, qui est un juriste et un économiste distingué et fut un des théoriciens du « Redressement Français » (1), se prononce contre une Réforme constitutionnelle et pour l'introduction de professionnels au Parlement. Cette conception semble exclure l'institution du C. N. E. autonome.

« Nous proposons une réforme essentielle : l'introduction dans les Commissions Parlementaires de membres choisis en dehors du Parlement, désignés par leur situation et leurs connaissances, et nommés par les Chambres, sur la proposition d'un Comité Supérieur ».

« Cette mesure n'aurait pas seulement pour effet d'améliorer la législation, elle résoudrait encore, pour une large part, un problème important, que l'évolution intellectuelle, économique et sociale a posé, et que nous n'avons pas le droit d'ignorer : celui de collaboration de l'Etat, avec les forces spontanées, isolées ou associées, qui, dans la Nation et parfois au-delà des frontières, s'applique à des œuvres où elles rivalisent avec la puissance publique.

« Cette collaboration est devenue nécessaire, d'aucuns la cherchent dans la représentation professionnelle, d'autres réclament le syndicalisme intégral, et vont jusqu'à proposer le syndicat obligatoire, les uns et les autres obéissent en fait, à la nécessité de canaliser le mouvement corporatif en l'associant à l'action de l'Etat.

« Cette quasi-intégration doit avoir d'heureuses conséquences dans l'ordre National et dans l'ordre international, mais il faut parer aux dangers qu'elle présente, et l'on doit, pour cela, éviter une véritable transformation politique ».

(1) Dissous le 31 décembre 1935.

2. *Vues de M. Maurice Deslandres, Professeur de Droit, à la Faculté de Dijon.*

M. Deslandres note, l'alourdissement des charges de l'Etat, et la nécessité de faire des réformes. Il propose comme utile, le vote des femmes et la représentation proportionnelle, il veut aussi une représentation professionnelle.

« Et ce n'est pas tout (1). Il faudrait, à mon sens, « ajouter à ces réformes électorales, celle de la représentation, dite professionnelle, que je dirais : « des forces « morales, intellectuelles, économiques et sociales du Pays.

« Pour que les pouvoirs de l'Etat sortent vraiment du « pays, il faut que tout ce qui contribue à la vie du pays, « contribue à leur formation. Alors, seulement l'Etat peut « être la personnification politique de la Nation, et tout ce « qui est force et puissance en elle, lui confère de la force « et de la puissance. Sans cela, des forces qui sont en elle « n'étant pas représentées en lui, s'insurgent contre les « mesures prises sans elles, à moins qu'elles n'exercent une « influence illégale et corruptrice pour les éviter.

« La vie économique a pris une telle importance, re- « présente de tels intérêts, dispose de si formidables « moyens, qu'il est inadmissible et fou que ses organes ne « soient pas associés à la vie politique. Les organisations « professionnelles en particulier, sont si développées et si « puissantes, les forces morales ou intellectuelles de leur « côté, sont si agissantes, exercent sur les esprits une telle « influence, qu'il est déraisonnable de ne pas leur donner « une part régulière d'influence et de ne pas les appeler à « prendre également leur part de responsabilité, comme il « est infiniment regrettable de ne pas faire appel pour la « direction des affaires publiques, à ceux qui, dans la vie « professionnelle, dans l'action morale sociale, intellectuel- « le, professionnelles, se sont révélés comme des compéten- « tences.

(1) *Cours et Conférences à la Semaine Sociale, 25^e session, Reims 1933* (extraits de).

« Un régime à base de suffrage exclusivement inorganique est aujourd'hui un non-sens.

« La vie politique ne peut se développer normalement qu'en harmonie avec la vie nationale, qui est organique, qui est la résultante du jeu des forces morales, intellectuelles, professionnelles, au sein de la Société. Il faudrait donc qu'une de nos Assemblées fût, de par son origine, professionnelle, pour conserver ce mot d'ailleurs impropre. Il ne suffirait pas de créer à côté des Chambres, un Conseil dit Economique. L'expérience a été faite en Allemagne, au temps de la constitution de Weimar. Le Conseil Economique n'était appelé qu'à donner des avis, ce n'était donc pas un vrai pouvoir appelé à participer à la décision. Formé d'hommes supérieurs, par rapport aux membres des Assemblées, faisant preuve d'une compétence supérieure, étant d'ailleurs, sans influence sur celles-ci, il ne servit qu'à les discréditer.

« C'est à la participation réelle aux affaires publiques, qu'il faut appeler les représentants des forces économiques et morales de la Nation. Elle ne peut se produire que par la formation d'un de nos corps représentatifs. Que si l'on craint l'égoïsme des représentants des intérêts, on peut se rassurer en considérant que, dans l'Assemblée qu'ils formeront, les intérêts se tiendront en respect les uns les autres, puisqu'à côté de cette Assemblée, en siégera une autre, élue par le corps électoral ordinaire, enfin que, comme on le verra, au-dessus des Chambres, le Pays lui-même sera l'arbitre définitif auquel on pourra toujours recourir ».

Il n'en reste pas moins, à notre avis, que des conflits se produiront entre les deux Assemblées et que leur solution pourra ne pas être toujours conforme à l'intérêt général.

3. *Les vues de Messieurs les Professeurs Eugène Duthoit et Bernard Lavergne, de la Faculté de Droit de Lille.*

Nous extrayons d'un opuscule de M. Duthoit publié en 1926 « *Comment aménager la Cité Française. Un plan de Réforme Politique* », le passage suivant :

« Les collectivités professionnelles économiques et sociales, prennent de plus en plus conscience de leur propre force, et en arrivent à se heurter contre l'Etat, qui reposant sur une base trop étroite, est mal placé, pour remplir comme il faut sa fonction. Pour réduire le conflit menaçant des deux cités, la cité politique et la cité professionnelle, il faut mettre en harmonie, l'Economie et la Politique.

« Le problème ne saurait être plus longtemps ajourné. Un élément de solution est dans l'incorporation aux Pouvoirs Délibérants, au Sénat et à la Chambre, de représentants de tout l'ensemble des forces sociales.

« Comme le Sénat est particulièrement destiné à être la synthèse des vies collectives, c'est par lui que nous commençons.

« Il est bon que le Sénat Professionnel soit l'une des ailes de la Maison Nationale.

« Sénat Professionnel, disons-nous. Ce sont là des termes qui ont l'avantage d'être **expressifs et concrets**, mais qui n'expriment qu'imparfaitement la réalité, qu'il s'agisse de constituer : La représentation organique des vies collectives ».

Partisan de la représentation professionnelle au Parlement, M. Duthoit ne croit pas à l'efficacité d'un Conseil basé sur la représentation professionnelle, et mis à côté des Chambres avec un rôle simplement consultatif (sans pouvoir propre de décision). Il ne paraît donc pas envisager la possibilité de rénover l'Etat, par un Conseil National Economique.



M. Bernard Lavergne, préconise, pour améliorer la qualité de nos lois — spécialement de nos lois économiques — l'institution d'un double suffrage politique et professionnel (1).

Par de nombreuses considérations, *M. Lavergne* justifie la nécessité d'une réforme constitutionnelle, permettant l'intégration des corps constitués et des groupements dans l'Etat.

Pour atteindre ce but, l'éminent auteur, envisage l'institution de deux Chambres — une première Chambre de cinq cents membres et un Sénat de trois cents — comprenant par part égale, des élus du suffrage universel et des élus des corps sociaux (corps scientifiques, corps économiques, associations d'intérêt général). Les élus des corps sociaux devront être élus par groupe, désintéressés et instruits.

M. B. Lavergne ne demande pas seulement la transformation d'une de nos Chambres représentatives en Chambre Professionnelle — comme MM. *Deslandres* et *Duthoit* — ou la participation des professionnels à la législation — comme *M. Alibert* — il réclame une transformation des deux Chambres, réalisant ainsi l'interpénétration du Politique et de l'Economique.

Cette conception — bien que présentant encore certains dangers propres à cette forme de représentation professionnelle, nous semble des plus intéressante. Toutefois, nous préférons le système qui, laissant l'autorité et la responsabilité au Parlement Politique, met à côté de lui un Conseil consultatif, groupant les représentants des Syndicats intéressés des principales branches de la Production.

(1) Voir un article dans *l'Année Politique* mars-mai 1926. Voir le *Gouvernement des Démocraties Modernes*, 1933, Alcan.

SECTION III. — LES PARTISANS
D'UN CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

Nous mentionnerons comme exemple les conceptions de MM. les Professeurs *Charles Rist* et *William Oualid*.

I. — Les Conceptions de M. Charles Rist

M. le Professeur *Charles Rist*, semble envisager favorablement un élargissement de la composition du C. N. E. et lui accorder un rôle important dans la vie économique du pays.

« En effet, nous lisons dans « Essai » (1), sur quelques problèmes économiques et monétaires. « Une Politique Economique Républicaine », les lignes suivantes : « L'essentiel est que soient mis en contact les représentants qualifiés de toute l'activité productive du pays, que les intérêts économiques antagonistes se forment librement, que de leur opposition se dégage pour tous, la nécessité de solutions équitables et de compromis pratiques et la notion d'un intérêt national supérieur.

« A ces débats publics, l'opinion si mal éclairée sur les problèmes de cet ordre, gagnerait des informations précieuses.

« Des divergences mêmes qui surgiraient, se dégageraient pour le Parlement et le Gouvernement, les grandes lignes d'une Politique Economique Générale, qu'aujourd'hui on cherche en vain.

« Sous une forme ou sous une autre, il faut pour tant d'activités qui s'ignorent et s'opposent, une institution où leur solidarité essentielle puisse s'éprouver et s'exprimer clairement ».

Le Conseil National Economique que souhaite M. *Rist* dont l'avis est si écouté, est un organisme de compensation des intérêts particuliers, permettant de voir la moyenne et l'intérêt général.

(1) Publié en 1933.

Nous croyons aussi que l'avantage principal du C.N.E. est de permettre à des représentants d'organismes représentatifs de confronter leurs intérêts et leurs arguments.

II. — *Les Conceptions de M. le Professeur W. Oualid*

M. le Professeur W. Oualid qui s'est toujours préoccupé des questions économique-sociales et dont l'avis est des plus précieux, croit à la nécessité et à la possibilité d'aménager les rapports entre les syndicats de l'Etat. Toutefois, il veut laisser intacte la suprématie de l'Etat Politique.

« Il reste donc vrai et nécessaire », dit le savant Professeur (1), « qu'au dessus et non pas seulement à côté du « syndicalisme et de ses organismes officieux ou officiels, « spontanés ou imposés, doit subsister l'Etat Politique re- « présentant l'intégralité des membres de la Nation pris en « tant qu'hommes, en tant qu'individus, dûs aux aspira- « tions diverses, philosophiques, idéalistes, morales, poli- « tiques, matérialistes et non pas seulement en tant qu'é- « tres économiques, animés seulement d'appétits et de be- « soins. Dès lors, la solution du problème des rapports du « syndicalisme et de l'Etat paraît relativement simple, à « l'un la Technique, à l'autre, la Politique. A l'Etat, la « décision, la loi générale, le commandement d'ensemble. « Au Syndicat, la détermination exclusive, ou la collabora- « tion à la détermination des mesures d'ordre économique ».

Pui, M. Oualid indique comment il entend la représentation de tous les syndicats dans un Conseil National Economique, quel rôle il envisage pour cet organisme et les avantages que cela présente.

La collaboration à la détermination des mesures d'ordre économique, sera confiée « au syndicalisme non pas unitai- « re, patronal, ouvrier ou administratif, mais au syndicalis- « me paritaire comprenant les représentants de ces trois « aspects du syndicalisme sur le modèle d'un C.N.E. élargi

(1) Dans son rapport au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme à Vichy en 1931 sur le Syndicalisme et l'Etat.

« et appelé à devenir à la fois, l'organe consultatif préalable-
« ment interrogé et l'organe d'exécution appliquant dans
« le détail, la somme fixée par le législateur qui continuerait,
« comme aujourd'hui, à détenir le pouvoir du suffrage des citoyens ».

« En bref, le Grand Conseil syndicaliste deviendrait
« une sorte de Conseil d'Etat Economique participant à la
« préparation, à l'élaboration et à l'application de la loi
« votée par le Parlement souverain.

« Ainsi, celui-ci serait allégé de la tâche écrasante sous
« laquelle il succombe, la loi pourrait être constamment
« assouplie et adoptée dans le même temps que serait cana-
« lisée, endiguée, utilisée à une fin publique, la force syn-
« dicaliste qui, faute de ce contrôle, risque de dégénérer
« en une agitation stérile ».

Voilà qui, selon nous, constitue une vue très juste des avantages qu'un Conseil National Economique, syndicaliste mixte, peut rendre au pays, au point de vue législation économique et sociale. Ne permet-il pas, en effet, d'améliorer sensiblement le régime et d'éviter des transformations plus profondes mais peut-être dangereuses ?

CONCLUSION

Le vote du statut du Conseil National Economique

Les travaux parlementaires, que nous avons étudiés, les vœux des groupements et des personnalités, dont nous avons parlé, appelaient une réforme du Conseil National Economique. A la fin de la 15^e législature, le Parlement — sans doute sur l'insistance du Gouvernement — se préoccupa de satisfaire une grande partie de l'opinion et de donner au C. N. E. un statut définitif, attendu depuis onze ans, il vota, en février-mars 1936, le Projet de M. *P. Ramadier*, rapporteur du projet *Paul Boncour*, à la Commission de la Réforme de l'Etat. Nous avons, sans doute, assez montré au cours des pages précédentes l'intérêt d'un Conseil National Economique, et nous ne voulons pas insister sur l'importance de ce vote. Avant d'envisager les possibilités futures qui sont maintenant offertes au Conseil National Economique, jetons un coup d'œil derrière nous.

Au moment où nous terminons notre étude sur le Conseil National Economique, celui-ci va entrer dans une nouvelle phase. Un organisme assez différent du Conseil que nous avons étudié, va être mis sur pied et va fonctionner. Quels seront les résultats ? L'avenir nous le dira ; voyons le passé.

Nous avons suivi le Conseil, institué le 16 janvier 1925 dans ses origines, dans son développement organique et dans la croissance de son action et de son influence. Nous pouvons dire que l'organisme, qui va disparaître, a fait preuve de l'activité la plus réelle. Si son influence resta limitée, la faute en incombait plus aux Parlements et aux Gouvernements, qu'au Conseil lui-même. En tout cas, les

résultats obtenus au point de vue collaboration des classes sociales, furent toujours remarquables. Nous ne pouvons que souhaiter un aussi heureux développement au nouveau Conseil, qui va bénéficier de l'expérience passée et d'une base professionnelle et légale beaucoup plus ferme.

Nous allons voir : I. Les discussions Parlementaires auxquelles le vote du statut du Conseil donna lieu. II. Le Statut adopté par les Chambres. III. L'accueil fait par la Presse au vote du statut du Conseil. IV. Les avantages d'un Conseil National Economique.

I. — *Les discussions Parlementaires*
auxquelles le vote du statut du C. N. E. donna lieu

Le 11 février 1936, la Chambre des Députés aborda la discussion du rapport de M. *Ramadier*, fait au nom de la Commission de la Réforme de l'Etat, chargée d'examiner le Projet de loi de M. *Paul Boncour*. A l'unanimité, la Chambre adopta le Projet de M. *Ramadier*, avec une très légère modification. Le Sénat discuta, le 6 mars, le texte voté par la Chambre, il l'amenda légèrement, et l'approuva à une grosse majorité. Revenant du Sénat, le texte fut définitivement voté par la Chambre, dans la séance du 10 mars 1936.

Nous ne pensons pas sans intérêt de résumer les espoirs et les craintes des Parlementaires au moment où ils instituent le nouveau Conseil National Economique.

1° *La première séance de la Chambre du 11 février 1936 (1), au cours de laquelle fut discuté le projet de M. Ramadier.*

La séance se tint, devant un très petit nombre de députés qui varia de 7 à 60 au cours de la matinée ; la discussion n'en fut pas moins très intéressante, chacun des orateurs, étant, si l'on peut dire, un spécialiste de la question. M. *Cahen Salvador*, Secrétaire Général du C. N. E., assistait à la séance en qualité de Commissaire du Gouvernement.

(1) J. O. Débat Parl. Chambre 12 février 1936, n° 14.

La discussion générale s'ouvrit par un long discours de *M. J. Potut*, qui exposa l'insuffisance des institutions politiques en face des problèmes économiques actuels et conclut à la nécessité d'intégrer dans l'Etat, les forces économiques. Puis, le Député de la Nièvre rendit compte à la Chambre, de l'enquête qu'il avait menée près des Groupements économiques, au nom de la 4^e Sous-Commission de la Réforme de l'Etat, en vue de connaître leurs conceptions de la collaboration des forces économiques et sociales, avec l'Etat. Cette enquête prouva combien était général, le vœu d'une réforme du C. N. E., devenant un Conseil Consultatif agissant et écouté. Et l'orateur termina en demandant à la Chambre de voter un projet qui donnait satisfaction à des souhaits nombreux.

M. E. Barthe, Député de l'Hérault, prit ensuite la parole, pour donner son adhésion au projet. Il fit toutefois remarquer que la représentation de l'Agriculture, par 20 délégués des Chambres d'Agriculture, lui semblait insuffisante. Puis, *M. Barthe*, exposa la situation pénible de la viticulture, et les premiers résultats obtenus, grâce à une politique de revalorisation, il conclut alors en manifestant l'espoir que le Conseil National Economique contribuerait à conjurer la crise.

La parole fut ensuite donnée à M. le rapporteur *Ramadier*, qui expliqua l'économie de son projet, non sans rendre hommage à l'œuvre accomplie par le C. N. E. du décret de 1925.

« Il ne s'agit pas, il ne peut s'agir, d'apporter aux
« règles fondamentales de notre constitution, une déroga-
« tion quelconque. La souveraineté du suffrage universel,
« contenant en lui-même la plénitude du pouvoir, doit res-
« ter intacte.

« Seulement, nous devons comprendre que après plus
« de quatre-vingts ans de pratique, il est nécessaire d'amé-
« nager l'exercice du suffrage universel.

« La grandeur du suffrage universel, tient à ce qu'il
« investit les citoyens d'une dignité éminente. Chacun est

« appelé par la constitution, à se placer au-dessus de lui-même, pour remplir son rôle souverain.

« Mais, il faut que les Pouvoirs Publics, aient auprès d'eux, un Conseil, où soient représentés tous les mouvements syndicaux, tous les intérêts économiques de la Nation, où ils puissent se faire entendre, exposer, toutes leurs revendications, tous leurs projets.

« Les intérêts contradictoires seront en présence ; ils se heurteront. Il faut que les conflits apparaissent. Si on les élude, si, au lieu de les reconnaître d'abord pour les régler ensuite, on s'efforce de les résorber, un jour vient où, sous la pression des événements, se produisent ces mouvements imprévisibles, qui sont une véritable menace, contre le régime.

« Au Conseil National Economique, au contraire, ouvriers et patrons échangeront leurs points de vues, s'opposeront les uns aux autres. Les agriculteurs discuteront avec les marchands d'engrais. Tous les problèmes, tous les conflits seront évoqués et examinés. Ils seront naturellement résolus par l'arbitrage, parce que, dans cette Assemblée se trouveront en face des Groupes antagonistes, à la fois témoins et juges, les autres parties de la Nation active et productrice, qui peuvent souffrir des conflits, mais qui n'y ont point d'intérêt direct.

« Ainsi, surgira une première conciliation, par la précision de l'énoncé des problèmes, par l'appel à la raison, à la modération, par la considération d'intérêts plus généraux que ceux de la profession isolée.

« J'entends bien que cette conciliation ne sera pas toujours possible, que des résistances se produiront, des erreurs seront commises. Mais alors, le dernier mot sera au pouvoir politique, issu du suffrage universel.

« Il faut que le Conseil National Economique soit autonome et j'ajouterai, qu'il soit la représentation vivante du monde syndical.

« Corporation ? Non. Profession Organisée ? Peut-être, pas tout à fait. Mais effort méthodique de synthèse.

« Demain, le Conseil National Economique, assumera, « dans la vie publique et économique du pays, le rôle pré- « pondérant qu'il doit jouer.. »

M. Gourdeaux prit ensuite la parole et après avoir félicité *M. Ramadier* de sa louable obstination, à faire voter le projet, il souligna également, l'importance du travail accompli par la Commission.

M. Paul Boncour, Ministre d'Etat, intervint alors pour exprimer la grande joie qu'il éprouvait à voir aboutir une réforme à laquelle il s'était passionnément attaché.

« Le souhait que formule le Gouvernement, c'est que « ce projet ait la plus large approbation dans toutes les « parties de cette Chambre.

« Il est d'une nature telle, toute passion politique en est « tellement absente, il a un caractère si essentiellement « constructif et social, que, partant d'idéologies différentes, « poursuivant des fins différentes, mais aboutissant à des « convergences pratiques, tous peuvent le voter. Ce faisant « ils participeront à une œuvre, qui prendra d'autant plus « de valeur et d'autorité morale, qu'elle aura l'assentiment « du plus grand nombre de membres de l'Assemblée et que « la nation tout entière pourra mieux s'y reconnaître ».

M. Meck, au nom des catholiques sociaux, déclara voter le projet, il demanda toutefois, qu'une place soit réservée, dans le futur Conseil, aux minorités syndicales. *M. H. Clerc*, prit ensuite la parole, considérant le projet comme un minimum, il en regretta la timidité. Au nom de la Commission de l'Agriculture, *M. A. Duval* intervint pour demander que la famille paysanne, eut sa représentation au Conseil. La discussion générale se clôtura sur une intervention de *M. Sarda*, réclamant que l'Algérie ne soit pas oubliée.

Au cours du vote des articles, MM. *M. Hymans*, *E. Borel*, *Manent*, *Merlaut*, *Duval Arnoult*, *Niel* et *Candace*, intervinrent brièvement. *M. M. Hymans*, regretta la timidité du projet et surtout la suppression de l'article donnant au C. N. E. certaines attributions en matière de conventions collectives de travail et d'entente économique. *M. E. Borel* parla en faveur des travailleurs intellectuels. Pour lui, le

projet en discussion n'est qu'un début ; dans quelques années, on instituera un Conseil plus complet et mieux organisé. M. *Manent* exprima la satisfaction de la Confédération Nationale des Anciens Combattants. M. *Merlant* fit de même au nom des Chambres de Commerce. Au nom de la Fédération Républicaine, M. *Duval Arnould* présenta quelques observations. Marquant d'abord l'importance de l'unanimité de vote sur cette question, il fit ressortir les modifications qu'il avait contribué à faire apporter au projet. L'organisation professionnelle étant encore incomplète, la constitution du Conseil Economique fut délicate. Pour le député de Paris, la place accordée à la famille est insuffisante, mais le projet « n'est qu'une œuvre provisoire et surtout perfectible ». M. *Niel* prit ensuite la parole pour regretter la place trop réduite, selon lui, donnée à l'Agriculture. M. *Ramadier* fit alors remarquer le progrès qu'apportait son projet, sur ce point, par rapport au C. N. E. actuel. La discussion se termina par les observations de M. *Candace* qui se déclara satisfait de la place accordée aux Colonies, dans le futur Conseil.

Finalement, la Chambre adopta à l'unanimité des 545 votants, le projet de M. *Ramadier*, en lui faisant subir une seule modification insignifiante (1). La Commission Sénatoriale mit aussitôt à l'étude le texte adopté par la Chambre et moins d'un mois après, la discussion reprenait au Sénat.

2° *La séance du Sénat du vendredi 6 mars 1936* (2).

Le vendredi 6 mars, le Sénat délibéra sur le projet de loi adopté par la Chambre. MM. les Sénateurs *Maulion*, rapporteur, *J. Durand*, *E. Neron*, *Perreau* et *Paul Boncour*, ministre d'Etat, prirent part au débat général. MM. *Lebert*, *Philip*, *Chéron*, *Le Pelletier*, *Gasnier-Duparc*, *Gautherol*, intervinrent dans la discussion des articles et reçurent les éclaircissements de MM. *Maulion* et *Paul Boncour*. M. *Cahen*

(1) Voir plus loin.

(2) J. O. Débats Parl. Sénat n° 26. Samedi 7 mars 1936.

Salvador assistait à la séance comme Commissaire du Gouvernement. Le projet, légèrement modifié, fut finalement adopté par 277 voix contre 14.

La séance débuta par un long exposé de *M. Maulion*, qui fut approuvé par la majorité de l'Assemblée. *M. Maulion* défendit l'organisation prévue par le projet, il en montra l'utilité, la modération et le caractère rigoureusement conforme à la constitution. Sur la demande de *M. J. Durand*, il précisa le rôle que continuerait à jouer, près du Conseil National Economique, les Conseils Supérieurs spécialisés et les Chambres Professionnelles, et rassura *M. Perreau* qui craignait que le C. N. E. prît une influence considérable et gênât la liberté des pouvoirs législatifs et exécutifs. Enfin, le rapporteur justifia la modification que la Commission Sénatoriale avait apportée au texte voté par la Chambre (1).

M. Néron prit ensuite la parole pour réclamer l'institution d'une Section artisanale, où le regroupement des artisans des diverses sections dans une section autonome. Il insista sur l'importance numérique des artisans et sur leur rôle social.

M. Perreau intervint ensuite pour critiquer le projet en discussion. Une réforme de l'Etat ne lui paraissait pas nécessaire, en outre, l'honorable Sénateur de la Charente-Inférieure redoutait que le Conseil National Economique, tel qu'il était conçu, ne devint la négation du Parlement.

M. P. Boncour prit alors la parole pour défendre le projet et apaiser les craintes de MM. *Néron* et *Perreau*.

« Une construction économique, dit-il, vaut, dans la
« mesure où elle a l'adhésion de la nation tout entière.
« Aucune question politique n'est mise en jeu par ce pro-
« jet ; aussi, faut-il que le Parlement lui donne sa sanc-
« tion, sans équivoque et, si possible, à l'unanimité.

« Rien, dans ce texte, ne diminue les prérogatives du
« Parlement. Il ne s'agit que d'un organe consultatif au
« sein duquel tous les intérêts doivent trouver la représen-
« tation à laquelle ils ont droit.

« L'artisanat ne sera pas oublié, l'organisme est très
« souple, et nous nous garderons de négliger une forme

« de production, dont nous connaissons toute l'importance. »

« Des décrets régleront l'organisation du Conseil National. Si des modifications apparaissent nécessaires, on fera tous les assouplissements qu'il faudra. Dans le projet initial, nous avons prévu un plus grand nombre de sections professionnelles. Je crois qu'il faudra, dans l'avenir, revenir à cette tendance. Aujourd'hui, il faut aboutir. »

« La question n'est plus entière. La représentation professionnelle existe. Nous devons en tenir compte, et il est de l'intérêt général que cette représentation soit intégrée dans la vie économique du pays, pour l'utiliser dans l'intérêt général. »

« Il ne s'agit pas d'un retour au corporatisme, qui pourtant, avait donné au travail, en France, plusieurs siècles de calme et de prospérité. »

« Il s'agit de tirer parti de l'organisation professionnelle créée par Waldeck-Rousseau. »

« Le Conseil National Economique a été créé. Aujourd'hui, servons-nous en, pour dégager la souveraineté nationale d'études qui incombent aux compétences techniques. Il a fait ses preuves d'objectivité. La composition qu'on va lui donner vous offre toutes les garanties nécessaires. On ne peut certes pas craindre que le texte n'aille très loin. Ainsi, les habitudes de prudence et de méthode du Sénat, lui permettront de vous apporter toute son adhésion. »

Après cette brève et brillante intervention, vivement applaudie, on passa à la discussion des articles.

Au cours de la discussion, intervint *M. Lebert* en faveur des Caisses d'Epargne, auquel *M. Paul Boncour* donna des apaisements satisfaisants. *M. Philip* réclama l'augmentation du nombre des délégués de la propriété. Après les explications de *M. Maulion*, il retira son amendement. *M. Chéron* prit alors la parole et demanda qu'un délai soit fixé pour la réponse du Conseil National Economique aux avis qui lui seront demandés. *M. Paul Boncour* lui promit

satisfaction. MM. *Le Pelletier* et *Gasnier-Duparc* intervinrent ensuite en sens contraire, l'un demandant l'extension des attributions du C. N. E., l'autre réduisant son rôle. Après intervention de MM. *Maulion* et *Paul Boncour*, ils retirèrent leur amendement. M. *Berthod* demanda si, lorsque le Conseil National Economique se sera saisi d'un problème, les Chambres pourront encore statuer, et sur une réponse affirmative, il se déclara prêt à voter le projet. La demande de renvoi de l'article 8 à la Commission, formulée par M. *Perreau*, fut repoussée par 213 voix, contre 65. Les articles suivants furent adoptés sans discussion. Avant le vote sur l'ensemble, M. *Gautherot* apporta l'adhésion de ses amis et de lui-même à ce projet qui utilise la représentation professionnelle et organise la collaboration des classes. Il exprima le vœu que le vote massif du Parlement donnât au Conseil National Economique la force morale nécessaire à sa mission.

Comme on a pu s'en rendre compte, si le projet obtint au Sénat une grosse majorité, ce ne fut pas sans une certaine opposition, ni sans discussions intéressantes. Après délibérations de la Commission de la Réforme de l'Etat, le projet revint devant la Chambre.

3° *La séance de la Chambre du 8 mars 1936* (1).

Le 10 mars 1936, la Chambre adopta, parmi d'autres projets, le texte revenant du Sénat, fixant les statuts du Conseil National Economique. Elle approuva, sans opposition, les modifications apportées au projet, par la Haute Assemblée, et suivit les conclusions de M. *Ramadier*, appuyées au nom du Gouvernement par M. *Jean Zay*, Sous Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur.

Ainsi, grâce aux travaux de la Commission de la Réforme de l'Etat, grâce à sa volonté d'aboutir sans délai, la Chambre et le Sénat eurent la possibilité de voter, sans longues discussions, une réforme du Conseil National Economique, souhaitée et attendue depuis des années.

Quelles sont les conséquences du vote du Parlement. Que sera le Conseil de demain ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

II. *Le Statut adopté par les Chambres* (1).

Nous avons étudié plus haut, le rapport de *M. Ramadier* ; nous ne referons pas son analyse complète et nous prions nos lecteurs de se reporter au titre I de l'*Avenir du Conseil*, chap. III, Section II.

Nous voulons seulement signaler ici, les modifications subies par le projet *Ramadier* au cours des discussions devant les Chambres.

L'une de ces modifications concerne la désignation des délégués des territoires d'outre-mer, à l'Assemblée Générale du C. N. E. A la demande de *M. Brunet*, la Chambre décida que les 8 délégués des territoires relevant du Ministère des colonies désignés par le Ministre, seraient présentés, non par le Conseil Supérieur des Colonies, tout entier, mais par la Section Economique du dit Conseil.

La deuxième modification apportée au projet *Ramadier* par le Sénat et approuvée en deuxième lecture par la Chambre, a trait aux attributions du C. N. E. L'article 9, qui disait : « Toute Commission parlementaire peut demander au Conseil National Economique de désigner un ou « plusieurs délégués, pour participer, soit à tous ses travaux, soit à certaines de ses délibérations avec voix consultative » fut modifié comme suit : « La Commission « parlementaire, saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi, peut demander à entendre le président du « Conseil National Economique ». — La Commission Sénatoriale de la Réforme de l'Etat, en demandant cette modification, voulut assurer l'indépendance des commissions parlementaires, en évitant d'introduire au Parlement, des étrangers ; elle tint, de plus, à n'admettre, comme consultant des Commissions parlementaires, que quelqu'un dont la valeur et l'indépendance soient indiscutables.

(1) Voir le texte en annexe.

Ces deux modifications laissent au projet *Ramadier*, toute son unité et l'on peut se réjouir du résultat obtenu. Notre étude nous aura permis de faire le point, et de savoir comment le Conseil National Economique a fonctionné depuis plus de dix ans. Le vote du statut du C. N. E. ouvre, pour cet organisme, une nouvelle période. La mise au point de la récente institution demandera sans doute un certain temps, et comme le faisait remarquer M. *Paul Boncour*, elle devra sans doute subir des améliorations de détail. Mais l'étape déjà accomplie permet bien des espoirs.

III. *L'Accueil fait par la Presse au nouveau statut.*

Nous connaissons déjà les appréciations diverses suggérées par le projet de M. *Ramadier*. Le vote de la Chambre, du 11 février 1936, attira de nouveau l'attention de toute la Presse, sur le Conseil National Economique.

Les journaux, après avoir rappelé l'origine de l'institution et avoir déploré le retard apporté, pour fixer le statut du Conseil, donnaient quelques indications sur la discussion qui avait eu lieu à la Chambre et sur le texte adopté.

D'une façon générale, les commentaires étaient favorables, certains, toutefois, étaient ironiques ou réservés. *L'Action Française* faisait quelques critiques sur la composition du Conseil et sur son futur rôle. Comme l'avis du Conseil n'est ni obligatoirement demandé, ni obligatoirement suivi, ce journal ne croyait pas que les pouvoirs du C. N. E. avaient été suffisamment renforcés. C'est la même crainte qu'exprimait *l'Information*. Dans l'éditorial de la *Journée Industrielle* son directeur était assez sceptique sur les résultats à attendre du Conseil futur. Constatant l'œuvre profitable du C. N. E. actuel, M. *Gignoux* remarquait cependant combien un organisme d'études économiques avait peu de chances d'arriver à faire prévaloir ses vues, à cause des préoccupations trop politiques du Parlement et de l'instabilité gouvernementale. Il concluait par ces mots : « Car ce n'est point nécessairement un progrès « d'ajouter un rouage de plus à une machine qui ne marche pas ». Le *Journal des Débats* publiait un article

assez ironique sur la séance de la Chambre du 11 février. Revenant le lendemain, sur le même sujet, le *Journal des Débats* marquait sa désapprobation pour la réforme votée et vantait l'œuvre de l'organisme actuel. « L'unanimité des « votants n'est pas une preuve de l'utilité et des qualités du « texte qui la réunit. » Ce qu'il faut retenir, c'est que sans « statut légal, et peut-être en raison de cela, le Conseil « National Economique a peu à peu fait une besogne utile. « Les rapports qu'il a élaborés dans les dernières années « contenaient d'utiles suggestions. Ce n'est pas à dire « qu'elles ont été toujours entendues. Il en sera certaine- « ment de même après le statut comme avant. L'institution « qui remonte à une quinzaine d'années se développait — « et ce qui est mieux — s'améliorait. Ce n'est pas le mo- « ment de l'enserrer en des liens, qui ne pourront que « l'empêcher de persévérer dans la voie heureuse où elle a « réussi à s'engager ». Le *Populaire* n'attendait pas grand chose du nouvel organisme. « Etant donné le but « poursuivi — un regain de paix sociale — nous pouvons « être sûrs que le projet restera sans effet. Cautère sur une « jambe de bois. Les nationalisations nécessaires, qui « seules, peuvent mettre un terme à la crise, ne sauraient « sortir du Conseil National Economique, organe essentiel- « lement conservateur. » La même idée était exprimée dans l'*Humanité*. « A la vérité, on est ici, en présence d'une « institution que la Bourgeoisie s'efforcera d'employer à « détourner le plus possible, les travailleurs de la lutte di- « recte pour leurs revendications. Et le Conseil servira en « outre, à élaborer les projets d'ordre économique, les plus « exactement conformes aux volontés des capitalistes. »

La sévérité de ces appréciations aux deux extrémités opposées de l'horizon politique ne doit pas nous faire oublier les commentaires bienveillants de la plus grande partie de la presse ; sans distinction d'opinion, depuis l'*Echo de Paris*, jusqu'à l'*Ere nouvelle* et l'*Œuvre* qui voyaient dans le vote du statut du C. N. E. une réforme heureuse, et la preuve que le Gouvernement voulait réaliser un programme fécond. Tous les journaux étaient d'accord pour

souhaiter que les Ministres et le Parlement veuillent bien s'inspirer des travaux du Conseil, dans toute la mesure que justifiera la compétence de ses membres.

Le 7 mars 1936, toute la presse signalait la ratification par le Sénat, du Projet voté par la Chambre et donnait quelques détails sur la discussion qui avait eu lieu. Toutefois, on ne trouvait pas de commentaire sur le texte adopté.

La ratification définitive du 10 mars passa presque inaperçue dans la presse, alors occupée d'événements extérieurs.

D'une façon générale, on peut affirmer que le vote du statut du Conseil National Economique fut bien accueilli par une grande partie de l'opinion.

IV. Les avantages d'un Conseil National Economique.

Nous pensons que cette réforme du Conseil est des plus heureuse, elle doit certainement permettre un progrès dans la législation et une meilleure collaboration des diverses classes économiques et sociales. Le C. N. E. de demain continuera et améliorera l'œuvre du C. N. E. d'hier. Un des mérites principaux du Conseil National Economique, est sans doute de permettre d'éviter des changements trop profonds dans les institutions actuelles qui seraient des expériences dangereuses.

Une Chambre corporative, un Parlement professionnel, sont peut-être théoriquement, un bon remède à l'absence de représentation des intérêts et à l'incompétence parlementaire et gouvernementale ; en fait, ces réformes peuvent présenter bien des inconvénients, tant pour l'intérêt général que pour l'intérêt de chacun, de plus, un Parlement professionnel ne permet pas de réaliser l'intégration et la collaboration des Groupements avec l'Etat. Pour ces multiples raisons, nous ne croyons pas qu'une Chambre professionnelle puisse donner des résultats satisfaisants.

Par contre, nous pensons qu'un Conseil National Economique, mis à côté des Chambres, collaborant avec elles et réalisant l'intégration du syndicalisme dans l'Etat, peut être le pivot des améliorations indispensables à apporter à notre régime, en effet, la complexité des problèmes sociaux

économiques et financiers, exige une mise au point, une étude approfondie, une suite de discussions techniques qui ne peuvent être l'œuvre d'Assemblées dominées par les passions politiques, ou même de Commissions changeantes ou insuffisamment documentées. Certes, notre organisation parlementaire doit subsister, avec à sa base, le suffrage universel ; les Chambres élues doivent continuer à diriger la politique générale du pays. Mais, à côté du Parlement, un Conseil Consultatif, une organisation rassemblant les intérêts divers des citoyens, émanation des Groupements syndicaux, doit rendre les plus grands services aux législateurs et au pays tout entier.

Vu : le Président de Thèse,

William OUALID.

Vu : pour le Doyen,

L'Assesseur : RIPERT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

ANNEXES

LOI PORTANT INSTITUTION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UN CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE

(Loi du 19 mars 1936, J. O. du 21 et 27 mars)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le conseil national économique, institué par la loi du 29 avril 1926, est chargé d'étudier les problèmes intéressant l'économie nationale, d'émettre des avis sur les projets et propositions de loi dont il a été saisi par les pouvoirs publics, d'en suivre dans les mêmes conditions l'application, de proposer les mesures de contrôle et d'organisation de la production et des échanges.

Il peut également, à la demande des intéressés, arbitrer les conflits économiques.

Son président est le président du conseil des ministres, qui peut se faire remplacer par un ministre ou un sous-secrétaire d'Etat.

DES SECTIONS PROFESSIONNELLES

Art. 2. — Le conseil national économique est divisé en vingt sections professionnelles.

La section professionnelle est chargée d'étudier les questions intéressant la ou les professions qu'elle représente et de formuler des propositions en vue de leur solution.

Les propositions ont notamment pour objet le perfectionnement de l'apprentissage, l'organisation de la production, des échanges et des services, la loyauté et la moralité de la concurrence et des échanges, l'organisation et la rémunération du travail, le règlement des différends intéressant la ou les professions.

Ces propositions sont soumises à la commission permanente, qui en saisit l'assemblée générale, s'il y a lieu. Elles peuvent être transmises par le secrétaire général aux associations professionnelles ou aux membres de la profession.

Art. 3. — La section professionnelle comprend un nombre égal de représentants des chefs d'entreprises et de représentants des travailleurs intellectuels et manuels.

Toutefois, la représentation des associations professionnelles agricoles ne sera pas soumise à la règle établie par l'alinéa ci-dessus chaque

fois que la représentation des intérêts divers de l'agriculture se trouve assurée au sein de ces associations.

Art. 4. — Les sections professionnelles sont constituées par décret rendu après avis du conseil national économique, en tenant compte du nombre de personnes occupées et de l'importance de la profession pour l'économie nationale.

Le décret fixe les professions que la section doit représenter et le nombre de ses membres.

Le nombre total des membres des sections ne peut excéder deux cents.

Art. 5. — Il sera procédé, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, et, dans la suite, tous les trois ans, à un recensement des associations professionnelles et à leur répartition entre les sections professionnelles. Un décret déterminera les modalités de ce recensement et de cette répartition.

Les associations chargées de désigner les membres des sections professionnelles sont déterminées par un décret qui répartit entre ces associations les sièges à pourvoir en tenant compte de tous les éléments de nature à fixer leur importance respective.

Les associations professionnelles intéressées peuvent, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'un an après la constitution du conseil, saisir la section du contentieux du Conseil d'Etat d'une requête tendant, soit à leur propre inscription, soit à la radiation d'autres associations, soit à une répartition différente des sièges. Cette requête est dispensée des droits d'enregistrement. Il est statué dans les deux mois de son dépôt.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Art. 6. — L'assemblée générale du conseil national économique est formée par :

1^o Vingt délégués des sections professionnelles agricoles ; vingt délégués des représentants des chefs d'entreprises dans les autres sections professionnelles ; vingt délégués des représentants des travailleurs intellectuels et manuels dans lesdites sections ;

2^o Douze représentants des organisations nationales économiques désignés suivant la procédure prévue par l'article 5, délégués pour un tiers par les organisations de chefs d'entreprises, pour un tiers par les organisations de travailleurs, pour un tiers par les organisations agricoles (chefs d'entreprises ou travailleurs) ;

3^o Vingt délégués des chambres de commerce ; vingt délégués des chambres d'agriculture ; vingt délégués des associations de travailleurs élus à raison d'un délégué de chaque catégorie pour chacune des vingt régions économiques qui seront déterminées par décret rendu sur avis du conseil national économique, par les chambres de commerce, les chambres d'agriculture et les associations de travailleurs de la région.

4° Quatre travailleurs intellectuels délégués par la confédération des travailleurs intellectuels.

5° Quatre délégués élus par les chambres des métiers ;

6° Quatre délégués des territoires d'outre-mer relevant du ministère des affaires étrangères, désignés par le ministre, et huit délégués des territoires relevant du ministère des colonies, désignés par le ministre sur la présentation de la section économique du conseil supérieur des colonies¹ ;

7° Douze délégués des associations de consommateurs et des associations d'usagers, spécialement des sociétés coopératives, des groupements de consommateurs, des associations de maires, de familles nombreuses, de tourisme et de mutualité ;

8° Un délégué des associations de propriétaires d'immeubles urbains ; un délégué des associations de porteurs de valeurs mobilières ; un délégué des associations ouvrières de production et un délégué des coopératives agricoles ;

9° Cinq personnalités désignées, en raison de leur compétence économique, par les autres délégués réunis en assemblée générale.

Les délégués des associations désignées aux paragraphes 7° et 8° sont choisis dans les conditions prévues par l'article 5 (1).

Art. 7. — Les membres des sections professionnelles et de l'assemblée générale sont désignés pour trois ans.

L'assemblée générale est convoquée par son président au moins une fois par an et obligatoirement quand il en est requis, soit par l'une des Chambres, soit par la commission permanente prévue à l'article 10 ci-après.

Art. 8. — Le conseil national économique peut être saisi soit par le Gouvernement, soit par l'une des Chambres, soit par une commission parlementaire, ou peut se saisir d'office de tout projet ou proposition de loi qui présente un intérêt économique national, ainsi que de l'étude de tout problème économique.

Les projets de loi et les propositions de loi présentant un intérêt économique national sont adressés, dès leur distribution, par le Gouvernement au conseil national économique.

Le conseil national économique est saisi, pour avis, des projets de règlement d'administration publique intéressant l'économie nationale.

Ses avis et rapports sont toujours adressés au Gouvernement et aux deux Chambres, ainsi qu'aux commissions parlementaires qui l'ont consulté.

Ses recommandations seront toujours adressées au président du conseil qui fera connaître, dans le délai d'un mois, la suite donnée ou demandera d'examiner à nouveau la question.

(1) Cette disposition n'existait pas dans le rapport Ramadier.

Art. 9. — La commission parlementaire, saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi, pourra demander à entendre le président du conseil national économique ou son délégué.

Art. 10. — Le conseil national économique désigne une commission permanente chargée de recueillir les demandes et les vœux des différents groupements économiques, de répartir et de coordonner les travaux entre les sections, d'assurer les relations avec les pouvoirs publics, de préparer les sessions de l'assemblée, de procéder aux études urgentes et de décider de toute question sur laquelle l'assemblée lui aura délégué ses pouvoirs.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 11. — Les ministres, les sous-secrétaires d'Etat et les commissaires désignés par eux ont leur entrée à l'assemblée générale, à la commission permanente et aux sections du conseil national économique. Ils doivent être entendus quand ils le demandent.

Art. 12. — Le secrétaire général du conseil national économique est désigné par décret, pris sur le rapport du président du conseil, après avis de la commission permanente.

Art. 13. — Le règlement intérieur du conseil national économique est arrêté par l'assemblée sur le rapport de sa commission permanente. Il fixe notamment la composition du bureau et ses attributions.

Un règlement d'administration publique déterminera toutes les modalités d'application de la présente loi et notamment l'organisation du secrétariat général et de ses services.

Art. 14. — Jusqu'à la constitution du conseil national économique suivant les règles prévues par la présente loi, ses attributions sont exercées par le conseil constitué conformément aux dispositions du décret du 19 janvier 1925 modifié.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

AVIS DE LA PRESIDENCE DU CONSEIL
AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET AUX GROUPEMENTS
VISÉS PAR L'ARTICLE 6 § 7 ET 8 DE LA LOI DU 19 MARS 1936
PORTANT REORGANISATION DU C. N. E.
(J. O. du 16 Avril 1936)

La loi du 19 mars 1936, portant réorganisation du Conseil national économique, a prescrit qu'un recensement devait être fait de toutes les associations professionnelles et d'un certain nombre de groupements visés dans la loi en vue de déterminer ceux de ces groupements et associations qui auraient ultérieurement à désigner des délégués au Conseil national économique.

En conséquence, le président du conseil a prescrit qu'il serait procédé à ce recensement à la date du 1^{er} avril 1936.

I. — *Qui doit faire la déclaration ?*

1^o Les associations et groupements ayant pour objet la représentation ou la défense des intérêts d'une ou plusieurs professions ; 2^o les syndicats professionnels ou unions de syndicats professionnels créés depuis le 1^{er} janvier 1936 ; 3^o les syndicats professionnels ou unions de syndicats professionnels créés avant le 1^{er} janvier 1936 qui ont déjà fourni les renseignements demandés par le ministre du travail à la date du 1^{er} janvier 1936, mais dont l'organisation a subi depuis cette date une modification.

Doivent en outre faire cette déclaration :

1^o Les associations de maires ; 2^o les groupements de consommateurs et d'usagers ; 3^o les associations de familles nombreuses ; 4^o les associations de tourisme ; 5^o les associations de propriétaires d'immeubles urbains ; 6^o les associations de porteurs de valeurs mobilières ; 7^o les coopératives agricoles.

En conséquence, n'ont pas à fournir de déclaration :

1^o Les syndicats et unions de syndicats professionnels qui ont déjà fourni les renseignements lors du recensement effectué le 1^{er} avril 1936 par les soins du ministre du travail si leur organisation n'a pas subi depuis cette date de modification ;

2^o Les sociétés coopératives de consommation ; 3^o les sociétés et unions ou fédérations de sociétés de secours mutuels ; 4^o les associations ouvrières de production.

II. — *Que doit comprendre la déclaration ?*

Cette déclaration doit comprendre les renseignements suivants à la date du 1^{er} avril 1936 : 1^o le titre ou l'objet du groupement ; 2^o l'indication de la profession ou des professions dont il représente les intérêts ;

3° le siège social; 4° les dates auxquelles il a accompli les formalités légales lorsqu'elles sont nécessaires pour sa constitution; 5° le nombre de ses membres.

III. — Où et comment faire cette déclaration?

a) Pour tous les groupements et associations ayant leur siège social à Paris ou dans le département de la Seine, au ministère du travail (direction du travail, 80, rue de Varenne, Paris);

b) Pour tous les groupements et associations ayant leur siège social en province, la déclaration doit être faite à la préfecture du département où ils ont ce siège social;

c) Quant aux groupements et associations ayant leur siège social en Algérie, le gouverneur général précisera le lieu où cette déclaration doit être faite.

d) Il est expressément recommandé à toutes les associations et à tous les groupements précités de se conformer strictement aux prescriptions qui viennent d'être rappelées et de faire leur déclaration avant le 15 mai 1936 au plus tard.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- BACCOMIER. — *Le Régime Corporatif*, 1933.
- BARTHÉLÉMY. — *Le Problème de la Compétence dans la démocratie*, 1918.
Traité de droit constitutionnel, 1933.
- BLANCKAERT. — *Le Conseil National Economique et la Représentation Professionnelle en France* (Thèse 1928).
- Paul BONCOUR. — *Le Fédéralisme Economique*, 1901.
- BRETE DE LA GRESSAYE. — *Le Syndicalisme. — L'Organisation Professionnelle et l'Etat*, 1932.
- CAHEN SALVADOR Jean. — *La Représentation des Intérêts et les Services Publics*, thèse 1935.
- CAILLAUX. — *Où va la France, Où va l'Europe, Où va le Monde ?* 1921.
- CAZALIS. — *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*, 1925.
La C. G. T. et le Mouvement Syndical.
- DARESTE, LAFERRIÈRE, DELPECH. — *Les Constitutions Modernes*, 1935.
- DE MICHELIS. — *La Corporation dans le Monde*, 1935.
- DUGUIT. — *Le Droit Social, le Droit Individuel et la Transformation de l'Etat*, 1908.
Traité de Droit Constitutionnel, 1928.
- DURET. — *Sens et portée du Plan*, 1935.
- DURKHEIM. — *De la Division du Travail Social*, 1926.
- DUTHOIT. — *Un Plan de Réforme Politique*, 1926.
- ESMEIN. — *Manuel Élémentaire d'Histoire du Droit Français*, 1925.
- FRANCIS, MAULNIER, MAXENCE. — *Demain la France*, 1934.
- FREDERIX. — *Etat des Forces en France*, 1935.
- GIDE et RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques*, 1929.
- GOETZ. — *Les Syndicats Allemands d'après Guerre* (Thèse 1934).

- GOY. — *Le Rôle de la Profession dans la Réforme de l'Etat*. 1935.
- GUILLAUME. — *Les Corporations en Italie*, 1935.
- HAURIOU. — *Précis de Droit Constitutionnel*, 1929.
Précis de Droit Administratif et de Droit Public, 1933.
- JOLLY. — *La Mystique du Corporatisme*, 1935.
- LABARTHE. — *Mœurs Politiques et Réforme de l'Etat*, 1935.
- LAMBERT. — *La Représentation Politique des intérêts Professionnels* (Thèse 1929).
- LAUTAUD et POUDENX. — *La Représentation Professionnelle: Les Conseils Nationaux Economiques en Europe*, 1927.
- LAVERGNE. — *Le Gouvernement des Démocraties Modernes*, 1933.
- LE COUR-GRANDMAISON. — *Comment envisager un programme de Restauration Sociale par la Corporation*, 1934.
- LEROY. — *Les Transformations de la Puissance Publique*, 1907.
Les Techniques Modernes du Syndicalisme, 1921.
La vie de Saint-Simon.
Le Socialisme des Producteurs, 1924.
- LESCURE. — *Le Nouveau Régime Corporatif Italien*, 1934.
- LIDNER. — *Etude sur les Conseils Economiques dans les différents pays du monde*, 1932.
- MARKOWITCH. — *La Doctrine Sociale de M. Duguit, ses idées sur le Syndicalisme et la Représentation Professionnelle*, 1933.
- MARTIN DE SAINT LÉON. — *Histoire des Corporations de Méliers*, 1922.
- MATHON. — *La Corporation, base de l'Organisation Economique*, 1934.
- MER. — *La Réforme de l'Etat en action*, 1934.
- MILLET. — *Ligues et Groupements*, 1935.
- MITWALLY. — *La démocratie et la Représentation des Intérêts en France* (Thèse 1931).
- MOYITCH. — *Un Parlement Economique* (Thèse 1927).
- NIBOYET. — *Cours de Législation Industrielle*, 1932-1933.
- NIVEAU DE VILLEDARDY. — *Le Conseil National Economique et la Représentation Professionnelle* (Thèse 1931).

- PERREAU. — *Cours d'Economie Politique*, 1930.
- PERRIN. — *La Représentation Professionnelle et le Socialisme*, 1928.
- PIC. — *Traité de Législation Industrielle*, 1930.
- PIROU. — *Les Doctrines Economiques en France depuis 1870* (1925).
Le Corporatisme, 1935.
- PRELOT. — *La Représentation Professionnelle en Allemagne*, 1924.
- RIST. — *Essais sur quelques problèmes Economiques et Monétaires*, 1933.
- ROMIER. — *Explication de notre temps*.
- ROUAST. — *Cours de Législation Industrielle*, 1930-1931.
- SERRE. — *Les atteintes à la notion moderne de l'Etat en France au début du xx^e siècle* (Thèse 1925).
- TARDIEU. — *La Réforme de l'Etat*, 1934.
- TARBY et BONNEFOUS. — *Le Corporatisme*, 1935.
- TOPOROVITH. — *Le Droit Syndical et les doctrines Syndicalistes* (Thèse Paris 1934).
- VALOIS. — *L'Etat Syndical et la Représentation Corporative* 1927.
- VILLEY. — *Organisation Professionnelle des Employeurs dans l'Industrie Française*.
- WLADIKINE. — *Le Conseil National Economique Français*, 1934.

ARTICLES DE REVUES ET JOURNAUX

(Classement par noms d'Auteurs)

- AILLAUD. — La loi italienne sur le Conseil National des Corporations. (*Rev. Intern. du Tr.*, juillet 1930).
- ALLARD. — Reboisons, Reboisons. Si l'on avait écouté le Conseil National Economique. (*Etat Moderne* 1930, 1^{er} semestre, page 248).
- ANTONELLI. — Le Conseil Economique du Travail. (*Questions Pratiques* 1922, T. I).
- AUBOIN. — Le Plan du 9 juillet. (*L'Europe Nouvelle*, juillet 1934).

- BARDOUX. — La Réforme de l'Etat. (*Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1935).
- BARTHÉLÉMY. — La Crise des Démocraties Modernes.. — La Doctrine Fasciste. (*L'Europe Nouvelle*, 16 nov. 1929).
La Réforme de l'Etat (*Réveil Economique*, janvier 1931).
Le Corporatisme. (*Le Temps*, 12 juin 1934).
- BASSANI. — Expériences Italiennes d'Economie dirigée.
La Politique Economique du Corporatisme. (*Rev. d'Economie Politique*, 1934, p. 1537).
- BERACHA. — Le Projet Paul Boncour et le Néo-Syndicalisme. (*Etat Moderne* 1933, 1^{er} semestre, p. 305).
- BESNARD. — Au Conseil National Economique.
La Confédération des Travailleurs Intellectuels et le Conseil National Economique. (*Etat Moderne* 1930, 1^{er} semestre, p. 38 et 43).
- BOISSARD. — Le Statut définitif du Conseil National Economique. (*Etat Moderne* 1933, 1^{er} semestre, p. 293).
- PAUL BONCOUR. — Les Partis Politiques régénérés par le Syndicalisme. (*L'Etat Moderne* 1930, 1^{er} semest., p. 392).
- BOREL. — Le Conseil National Economique. (*Informations Financières*, 30 janv. 1925).
- BOUDE. — Projet de loi modifiant la composition et les attributions du C. N. E. (Rap. à la Chamb. de Com. Marseille 1928).
- BOURGIN G. — Principes Economiques du Corporatisme Fasciste. (*Rev. Pol. et Parl.* 1929, p. 1257).
- BOURGIN H. — Le Conseil Economique du Travail (*L'Action Nationale*, avril 1920).
- BORKENAN. — Fascisme et Syndicalisme. (*Annales Historiques Economiques et Sociales*, 31 juillet 1934).
- CANDACE. — Réformes Parlementaires et Gouvernementales. (*Journ. du Com.*, 1^{er} novembre 1934).
- CAHEN SALVADOR (Georges). — L'Economie disciplinée. (*Revue Pol. et Parl.* 1934).
- CARMILLE. — Les Théories de l'Economie dirigée. (*Rev. Pol. et Parl.*, juin 1932).

- CHELLES. — La réorganisation du Conseil National Economique. (*Journ. du Com.* 1934, n° 2349).
- CLOUART. — L'actualité des Saint-Simoniens. (*Le Producteur*, juin 1920).
- COMPEYROT. — L'Avenir du Libéralisme. (*Revue Pol. et Parl.*, avril 1933).
- DARQUET. — L'Avenir du Syndicalisme.
Le Sens Historique et Social du C. E. T. (*Le Producteur*, juin et juillet 1920).
- DEAT. — Le Projet de M. Paul Boncour. (*L'Etat Moderne* 1933, 1^{er} semestre, p. 309).
Socialisme et Fascisme. (*La Grande Revue*, août 1933).
L'Heure du Conseil National Economique. (*Le Journ. du Com.* 1934, n° 2313).
Projet de Réforme de l'Etat. (*La République*, 19 juin 1934).
- DE BROUKÈRE. — La place rationnelle des Syndicats dans les Sociétés Modernes. (*Rev. d'Econ. Polit.*, janvier 1934).
- DE FELS. — La Réforme de l'Etat.
Du 6 Février au 9 juillet. (*Rev. de Paris*, 15 août 1930, 1^{er} octobre 1934).
- DE MAN. — Le Corporatisme. (*L'Homme Nouveau*, 1^{er} sept. 1934).
- DE TARLÉ. — L'Organisation Professionnelle Ouvrière en France. (*Rev. des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1925).
- DOMMANGE. — Proposition concernant la Réforme de l'Etat. (*Rev. Hebdomadaire*, avril 1934).
- DOUANE. — Projet de Réforme du Conseil National Economique (1928 et 1933). (*Bullet. de la Ch. de Com. de Paris*, juin 1928 et avril 1933).
- DUBREUIL. — La Victoire des Précurseurs. (*Informations Sociales*, 1924).
- DUGUIT. — La Représentation Syndicale et le Parlement. (*Revue Pol. et Parl.*, juillet 1911, T. 69).
- DULOT. — La Commission d'Etudes du C. N. E. (*l'Information Sociale*, 24 juillet 1924).

- DUTHOIT. — Corporation ? de quoi s'agit-il ? (*Note de Doctrine et d'Action*, oct. et déc. 1934).
 La Corporation de demain. (*Revue des Deux Mondes*, oct. 1935).
- FOURGEAUD. — Pour un Syndicalisme constructeur. (*L'Etat Moderne* 1933, 1^{er} semestre, p. 298).
- FRANÇOIS. — La Représentation des Intérêts dans les Corps élus. (*Collec. des Annales de l'Université de Lyon*, 1899).
- FRIEDMANN. — Démasquons la corporation (*Europe*, 15 août 1934).
- FRANCO. — Les Forces Economiques de l'Etat.
 Les Partis Politiques régénérés par le Syndicalisme. (*L'Etat Moderne* 1930, 1^{er} semestre, p. 393 ; 2^e semestre, p. 315).
 Le Perfectionnement de l'Outillage National : le Projet Tardieu et le Plan du C. N. E. (*Rev. d'Econ. Polit.* 1930, p. 1172).
- GARDEY. — Doctrines Economiques opposées. Evolution parallèle. (*Rev. Pol. et Parl.* mars 1935).
- GAUCHERAND. — Corporatisme et Politique. (*Journ. des Economies*, 15 avril 1934).
- GAXOTTE. — Le Corporatisme. (*Je suis partout*, juillet-sept. 1933).
- GRAND. — Qu'est-ce que la Démocratie ?
 La crise actuelle de l'Autorité.
 La crise du Parlementarisme.
 (*Grande Revue* 1922, août et déc. 1925).
- GIDE. — Le Conseil National Economique. (*Revue d'Economie Politique*, 1928, juil. et août).
- GIGNOUX. — Le Conseil National Economique en Allemagne. (*Questions Pratiques* 1922, T. I).
- GOURDEAU. — Le statut du Conseil National Economique. (*Journal du Commerce* 21 nov. 1935).
- JOUHAUX. — Le Conseil Economique du Travail. (*Annales de la Régie Directe*, janvier 1920).
 Le Conseil Economique du Travail. (*Rev. Intern. du Travail*, fév. 1921).

- LAFFAY. — Vers l'Etat à structure Economique.
L'Organisation Professionnelle dans l'Economie actuelle. (*L'Etat Moderne* 1934, 2^e semestre, p. 410 et 540).
- LAUFENBURGER. — L'Economie corporative en Italie et en Allemagne. (*Rev. Pol. et Parl.*, avril 1934).
- LE MEUR. — Un Parlement Professionnel. (*Le Temps*, 9 mars 1927).
- LETAILLEUR. — Transformons notre administration. (*Grande Revue* 1927).
- LEROY. — Le Conseil National Economique. (*Annales de l'Economie Collective*, janvier et mai 1925).
- LEROY-BAULIEU Paul. — Le Collectiviste et le Syndicalisme, (*L'Economiste Français*, 1908, T. 11).
Les excès du Syndicalisme et l'asservissement des Pouvoirs Publics. (*L'Economiste Français*, 1905, T. 11).
Un nouveau pas dans la voie du Socialisme : Le Syndicat obligatoire. (*L'Economiste Français*, 1900, T. 11)
- LIESSE. — Des Syndicats ouvriers. (*Le Journ. des Débats*, 2 août 1920).
Corporation et corporatisme. (*Le Journ. des Débats* 14 février 1934).
- LUCHAIRE. — Les partis politiques régénérés par le Syndicalisme, (*Etat Moderne* 1930, 1^{er} semestre, p. 405).
- MAULION. — Le rôle que le Conseil National Economique est appelé à jouer. (*Le Journ. du Com.* 19 mars 1936).
- MAUROY. — Les besoins de l'Etat Moderne. (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1934).
- MAZEL. — La vraie et la fausse Représentation Nationale. (*Rev. Pol. et Parl.*, sept. 1926, T. 128).
Le Conseil National Economique. (*Rev. Pol. et Parl.* 1927, T. 130).
- MOUFFLET. — L'Evolution de l'Etat. (*La Grande Revue*, mars 1926).

- NICOLLE. — La Représentation Professionnelle est une nécessité. (*Le Matin*, juin 1934).
Projet de Réforme du Comité de Salut Economique. (*Revue Hebd.*, août 1934).
- NOYELLE. — L'Economie dirigée : Expériences et Plans. (*Rev. d'Econ. Polit.*, sept. et oct. 1934).
- (OLIVIER MARTIN. — Les Corporations. (*Cours de Doctorat* 1934).
- QUALID W. — Le Conseil Economique du Travail. (*L'Europe Nouvelle*, 17 janv. 1920).
Nationalisation et Centralisation. (Projets du Gouv. et de la C. G. T.). (*L'Europe Nouvelle*, mai 1920).
Les Partis politiques régénérés par le Syndicalisme. (*L'Etat Moderne*, 1930, 1^{er} semestre, p. 411).
- PETIT. — Le Conseil National Economique en Allemagne. (*Expansion Economique*, sept. 1920).
- PIC. — Les déboires de l'Economie dirigée. (*Rev. Pol. et Parl.*, oct. 1932).
Le corporatisme contemporain. (*Rev. Pol. et Parl.* 10 sept. 1934).
Syndicalisme et Réforme de l'Etat. (*Revue Economique Intern.*, janvier 1935).
Le Projet de loi sur les ententes industrielles. (*Rev. Pol. et Parl.*, mars 1935).
- PICARD. — Conseil Economique du Travail. (*Bulletin de l'Assoc. Française de la Lutte contre le Chômage*, 1919 et 1920).
Le Syndicalisme en 1924. C. G. T. et C. N. E. (*Rev. d'Econ. Polit.*, 1925, p. 575).
Le Conseil National Economique. (*Rev. Intern. du Travail*, juin 1925).
- PIROU. — Duguit et l'Economie Politique. (*Rev. d'Ec. Pol.* p. 55).
- POISSON. — Gardons-nous des Réformes qui, au lieu de le servir, pourrait mettre en danger le C. N. E. (*Le Journal du Com.*, 6 juin 1935).
- POTUT. — Ce qu'on peut attendre de la Réforme du C.N.E. (*Journal du Commerce*, 5 décembre 1935).

- PRELOT. — Le Parti Politique, régénéré par le Syndicalisme (*L'Etat Moderne* 1930, 1^{er} semestre, p. 396).
- RAMADIER. — La Réorganisation du C. N. E. (*Journal du Commerce*, 18 juillet 1935).
- La Réforme de l'Etat et le Conseil National Economique. (*Journal du Commerce*, 7 novembre 1935).
- RANC. La Constitution Professionnelle de la France. (*Grande Revue*, avril et août 1934).
- REYNAUD. — La Réforme de l'Etat. (*Rev. Pol. et Parl.*, août 1934).
- ROMIER. — La disgrâce du Capitalisme. (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} semestre 1933).
- ROSENTHAL. — La C. G. T. et la Crise Economique. (*Grande Revue*, fév. 1934).
- ROSENSTOCK-FRANC. — Ce qu'il faut penser des interventions de l'Etat Fasciste dans le domaine Economique. (*Rev. des Etudes Coopératives*, janvier-mars 1934).
- SAGERET. — La Doctrine du Syndicalisme Intellectuel. (*Le Producteur*, mars 1921).
- SCELLE. — Le Conseil National Economique. (*L'Europe Nouvelle*, 6 sept. 1924).
- Le Conseil Economique du Travail. (*Rev. Pol. et Parl.*, oct. 1924).
- TRUCHY. — L'Economie dirigée. (*Bul. du Comité National de l'Organis. Française*, mai 1932).
- VERAART. — L'Organisation Economique de la Profession. (*Rev. Intern. du Trav.*, juin 1925).
- VERMEIL. — Le Conseil National Economique du Reich. (*Rev. des Etudes Coopératives*, oct.-déc. 1924).

(Classement par Revue)

- Annales du Droit et des Sciences Sociales* : 1934, n° 2.
- Annales de l'Economie Collective* : janv-mars 1925 ; mai et août 1928.
- Annales Historiques Economiques et Sociales* : 31 juillet 1934.
- Annales de la Régie Directe* : janvier-mars 1920.

- Bulletin du Comité National de l'Organisation Française* : mai 1932.
- Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris* : mai 1924, juin 1928, avril 1933.
- Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Information Economiques* : 23 mars 1925, 30 avril 1925, 12 oct. 1926, 22 juillet 1930.
- La Documentation Catholique* : 15 octobre 1934.
- L'Economiste Français*, 1900, T. 11, p. 421 ; 1905, T. 11, p. 619 ; 1908, T. 11, p. 829.
- Esprit* (Collection 1933 et 1934).
- L'Etat Moderne* (voir toute la collection depuis la création en 1928).
- L'Europe Nouvelle* : 17 janv. 1920, mai 1920, 6 sept. 1924, 16 déc. 1929, 28 juillet 1934.
- L'Expansion Economique* : sept. 1920.
- La France active* (toute la collection de 1925).
- La Grande Revue* : 1922, 1925, 1927, 1933, 1934.
- L'Homme nouveau* : 1^{er} sept. 1934.
- Informations Sociales du B. I. T.* (toute la collection depuis 1922).
- Interpellations n° 1* du 15 fév. 1935.
- Journal des Economistes* : 15 avril 1934.
- Ligue de la Démocratie Economique* : 18 juin 1925.
- L'Ordre nouveau* : 15 avril 1934.
- Le Producteur* : juin et juillet 1920, mars 1921.
- Le Réveil Economique* : janvier 1931.
- La Revue des Deux Mondes* : 1933, 1^{er} semestre, 15 fév. 1934, 15 mars et 15 oct. 1935.
- La Revue d'Economie Politique* : 1925, p. 575, juillet et août 1928, 1930, p. 1172, janvier, mai, sept. et oct. 1934, 1934, p. 1537.
- La Revue Economique Internationale* : janvier 1935.
- La Revue des Etudes Coopératives* : Oct., déc. 1924, 1^{er} semestre 1934.
- La Revue de Paris* : 1^{er} janv. 1927, 15 août 1930, 1^{er} oct. 1934.
- La Revue Hebdomadaire* : avril et août 1934.

La Revue Industrielle : février 1928.

La Revue Internationale du Travail : février 1921, juin 1925, juillet 1930.

La Revue Politique et Parlementaire : 1911, T. 69 ; 1924 (oct.) ; 1926, T. 128 ; 1927, T. 130 ; 1928, T. 137 ; 1929, p. 1257 ; 1932 (juin-oct.) ; 1934 (mars-avril-août et septembre) ; 1935 (mars).

Questions pratiques : (Droit ouvrier Economie Sociale et Politique 1922, T. 1).

(Classement par Journaux)

L'Action Française : 13 juin et 30 novembre 1926 ; 16 fév. 1936.

L'Auto : Depuis avril 1934.

Le Capital : 19 juin 1934.

L'Humanité : 27-28 septembre 1935 ; 12 février 1936.

L'Information : 30 janvier 1925 ; 21 mars 1935 ; 10 juillet 1935 ; 21 et 25 août 1935.

L'Information Sociale : 12 juin 1924 ; 24 juillet 1924 ; 22 février 1925 ; 11 octobre 1934.

Je suis Partout : De juillet à septembre 1933.

Le Journal du Commerce : 1934, n° 2313, 2331, 2349 et 1^{er} novembre ; 1935, 6 juin, 18 juillet, 12 sept., 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre 1936, 19 mars.

Le Journal des Débats : 2 août 1920 ; 22 mai 1925 ; 23 juin 1925 ; 14 février 1934 ; 4 juillet et 21 octobre 1934 ; 12 février 1936.

La Journée Industrielle : 20 janvier 1924 ; 8 et 24 mai 1924 ; 28 août 1924 ; 6 mai 1925 ; 7 juillet 1925 ; 28 août 1925 ; 4 et 20 décembre 1925 ; 12 février 1936.

Le Peuple : 20 octobre 1923 ; 29 mai 1924 ; 9 février 1927 ; 12 février 1936.

Le Populaire : 12 février 1936.

Le Quotidien : 22 août 1926 ; 28 oct. au 6 nov. 1935 ; 12 février 1936.

La République : 19 juin 1934.

Le Temps : 24-30 juin 1925 ; 9 mars 1927 ; 12 juin 1934 ;
16 juillet 1935 ; 23 janvier 1936 ; 12 février 1936.

La Tribune des Nations : 21 avril 1935.

La Voix du Combattant : Du 6 octobre 1934 au 13 avril 1935 ;
Du 25 novembre 1935.

La Voix du Peuple : Juillet et août 1925 ; mars 1927 ; juin
1934.

N. B. — Voir tous les Quotidiens après l'institution du
Conseil en 1925, après les différentes sessions et après le
vote du statut par le Parlement.

CONFÉRENCES, CONGRÈS ET DISCOURS

Conférences de MM :

CAHEN SALVADOR. — *Les Conseils Nationaux Economiques*
(Montévidéo, 26 septembre 1932).

Le Conseil National Economique (Paris, 2 et 7 mars
1935).

CHARLIER. — *Le rôle politique des Syndicats* (Faculté de
Droit de Toulouse, 1932).

HAURIOU. — *Les Syndicats et la Fonction publique* (Faculté
de Droit de Toulouse, 1932).

PARODI. — *Les Conseils nationaux économiques étrangers*
(Paris 1935).

Congrès :

Compte rendu des séances et travaux de l'Académie des
Sciences Morales et Politiques (nov.-déc. 1930).

Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme (1931).

Congrès de la Fédération Nationale des Coopératives, 1934.

Etudes de la Semaine Sociale d'Angers, 1935.

L'Assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture
(Mars 1935).

Discours :

JOUHAUX. — *Déclaration sur le Chômage* (7 février 1927).

PAINLEVÉ. — *Discours à la séance d'inauguration du C.N.E.*

POINCARÉ. — *Discours au C. N. E. du 23 novembre 1928.*

SCELLE. — Discours à la Commission Préparatoire du C. N. E., 1924.

Plans divers :

Plan du 9 juillet 1934.

Plan de Rénovation Economique de la C.G.T. (Exposé sur le).

Plan et crise 1935 (Publication de l'Institut Supérieur ouvrier).

Plan de Salut Economique et de Défense Sociale (1935 C.G. T. U.).

Plan de l'Union Fédérale des A. C. (La République des Combattants, 1934).

Plan de la C. T. I., 1934.

Plan de la C. F. T. C., 1935.

Plan du Comité de Salut Economique, 1935.

Plan Nicaud, 1934.

Plan Français, 1936.

JOURNAUX OFFICIELS

1. Journal Officiel (Lois et Décrets).

a) Organisation du Conseil National Economique :

1925 : Décrets, pages 698, 5686, 10.134.

Arrêtés, pages 3703, 5686.

1926 : Décrets, pages 2170, 12405.

Arrêtés, pages 1969, 9661.

1927 : Décrets, page 1693.

1928 : Page 12364.

1929 : Arrêtés, page 6122.

1930 : Décrets, pages 746, 3370, 8858.

1931 : Arrêtés, page 12958.

1933 : Décrets, page 13172.

1934 : Décrets, page 6085.

Arrêtés, page 2514.

1935 : Décrets, pages 2738, 9531.

Arrêtés, page 8434.

1936 : Décrets, pages 922, 2370.

Arrêtés, page 2370.

b) *Coordination des Transports :*I. *Rail et Route :*

1934 : Décrets, pages 3964, 3968, 6154, 6216, 11302.

1935 : Décrets, pages 2470, 7406, 7683, 11505, 11670,
11682, 13042.

Arrêtés, pages 2476, 7692, 8570, 9623, 10571, 12472,
12606.

II. *Voie d'eau :*

1934 : Décrets, pages 4805, 9850, 10860.

Arrêtés, pages 9886, 10491, 10860, 11227, 12001.

1935 : Décrets, pages 9669, 10805, 11015.

Arrêtés, pages 374, 1401, 8396, 9623, 10454, 10572,
13168.

2. *Journal Officiel (Débats Parlementaires).*

1925 : Chambre n° 22, 48 et 76.

1926 : Chambre, pages 1494, 2103.

Sénat, pages 935 et 1026.

1927 : Chambre n° 6.

1932 : Chambre (Questions), page 3124.

1933 : Sénat (Question), page 710.

1935 : Chambre (Question), page 1473.

1936 : Chambre, pages 329 et 851.

Sénat, page 216.

3. *Journal Officiel (Documents Parlementaires Chambre)*a) *Conseil National Economique.*

13^e Législature : 1926, n° 3703.

1927, n° 5057.

14^e Législature : 1928, n° 325.

1930, n° 3658.

15^e Législature : 1933, n° 1313, 1826.

1934, n° 3120, 3284, 3344, 3537, 3813.

1935, n° 4659, 5404.

1936, n° 5585, 5781, 6877.

b) *Coordination des Transports.*

15^e Législature : 1935, n° 3943.
1936, n° 5505.

4. *Journal Officiel* (Documents Parlementaires Annexe).

(Publication des Rapports du C. N. E.)

- J. O. A. : du 20 février 1926 ; 23 février 1927 ; 24 mars 1927 ; 15 septembre 1927 ; 28 avril 1928 ; 17 janvier 1929.
- J. O. (Lois et Décrets) : 5 janvier 1930.
- J. O. A. : 7 juin 1930 ; 11 décembre 1930 ; 13 décembre 1930 ; 26 février 1931 ; 19 avril 1931 ; 25 avril 1931 ; 30 juin 1931 ; 28 juillet 1931 ; 13 décembre 1931 ; 12 janvier 1932.
- J. O. (Lois et Décrets) : 13 avril 1932.
- J. O. A. : 26 avril 1932 ; 21 juillet 1932 ; 22 septembre 1932 ; 17 novembre 1932 ; 4 décembre 1932 ; 24 décembre 1932 ; 27 et 28 avril 1933 ; 23 août 1933.
- J. O. (Lois et Décrets) : 23 février 1934 ; 17 mai 1934.
- J. O. A. : 27 mai 1934 ; 18 juillet 1934 ; 3 janvier 1935 ; 3 mars 1935 ; 6-7 mai 1935 ; 12 et 23 juillet 1935.

